

Le pape François fustige la "colonisation idéologique" et la "cancel culture"

Les propos du pape semblent faire référence aux polémiques nées en Europe et aux États-Unis au sujet des déboulonnages de statues de figures historiques en raison de leur passé colonial.

France Télévisions Rédaction Culture

Publié le 10/01/2022 16:53



Le pape François le 9 janvier 2022 depuis la Chapelle Sixtine au Vatican à Rome en Italie. (SIMONE RISOLUTI / VATICAN MEDIA)

Le pape François a fustigé lundi 10 janvier la "*colonisation idéologique*" en cours selon lui dans certaines institutions publiques, y voyant l'expression de la "*cancel culture*". "*Au nom de la protection de la diversité, on finit par effacer le sens de toute identité*", a déclaré le souverain pontife dans son discours prononcé à l'occasion des vœux au corps diplomatique.

Pensée unique niant l'histoire

"On assiste à l'élaboration d'une pensée unique contrainte à nier l'histoire ou pire encore, à la réécrire sur la base de catégories contemporaines, alors que toute situation historique doit être interprétée selon l'herméneutique de l'époque", a-t-il regretté.

"Je crois qu'il s'agit d'une forme de colonisation idéologique qui ne laisse pas de place à la liberté d'expression et qui, aujourd'hui, prend de plus en plus la forme de la cancel culture (culture de l'effacement) qui envahit de nombreux domaines et institutions publiques", a encore déploré le pape, évoquant "des agendas de plus en plus dictés par un mode de pensée qui nie les fondements naturels de l'humanité et les racines culturelles qui constituent l'identité de nombreux peuples."

"Noël" contesté et statues déboulonnées

Selon le chef de l'Eglise catholique, cela tend à *"faire taire les positions qui défendent une idée respectueuse et équilibrée des différentes sensibilités"*. En décembre, le pape argentin s'était déjà ému d'un document interne de la commission européenne recommandant d'éviter l'usage du mot *"Noël"*, y voyant un *"anachronisme"* issu d'un *"laïcisme édulcoré"*.

Les propos du pape semblent également faire référence aux polémiques nées en Europe et aux États-Unis au sujet des déboulonnages de statues de figures historiques en raison de leur passé colonial.

Jusqu'où peut-on invoquer la liberté académique ?



11 janvier 2022, 21:51 CET

Auteur : **Camille Fernandes**, Docteure en droit public, membre du CRJFC, Université de Franche-Comté – UBFC

Ces derniers mois, la liberté académique a fait l'objet, de façon tout à fait inédite en France, d'une attention particulière. Cet intérêt soudain pour une liberté jusqu'à présent méconnue s'explique principalement par l'émergence de diverses menaces qui viennent aussi bien des sphères politiques, économiques que militantes. Ce climat de tension va à l'encontre de la nécessaire indépendance des universitaires dans leurs domaines de recherche et d'enseignement.

L'un des exemples les plus emblématiques a été donné par le débat sur « l'islamo-gauchisme » au cours duquel, en février 2021, la ministre chargée de l'enseignement supérieur a sollicité un rapport sur la diffusion de ce courant au sein des universités françaises. Cet événement, s'il a logiquement suscité la stupeur d'une partie de la communauté universitaire, a paradoxalement eu le mérite de conduire le législateur à introduire, pour la première fois en droit français, la notion de « liberté académique ». L'article 15 de la loi de programmation de la recherche du 24 décembre 2020 est en effet venu modifier le code de l'éducation qui énonce désormais que « les libertés académiques sont le gage de l'excellence de l'enseignement supérieur et de la recherche français ».

Le caractère imprécis de la formule retenue, qui se manifeste notamment par l'utilisation du pluriel pour désigner « les libertés académiques », illustre cependant la méconnaissance qui entoure le concept de liberté académique en France.

Les universitaires eux-mêmes peinent à en saisir le contenu et la portée, ce dont témoigne l'affaire en cours au sein de l'IEP de Grenoble. La liberté académique a été brandie pour contester la décision de suspension d'un professeur, alors qu'était en réalité en jeu la liberté d'expression de droit commun, comme l'a souligné le professeur de droit public Olivier Beaud.

Cette affaire justifie que soient apportés quelques éléments de définition juridique sur le contenu et le champ d'application de la liberté académique : que recouvre-t-elle et jusqu'où trouve-t-elle à s'appliquer ?

Un concept universel

La liberté académique est consubstantielle à toute démocratie libérale. Elle n'a en effet d'autre objectif que de permettre la recherche et la transmission libres du savoir au sein des universités, non seulement au service des usagers de ce service public, mais aussi, plus largement, au profit de la société dans son ensemble.

Dès lors, la plupart des démocraties libérales définissent la liberté académique dans leur droit interne et ce, en des termes juridiques proches.

Inspiré de la définition proposée par le droit allemand, qui fut le premier à en préciser, par écrit, le contenu, la liberté académique est systématiquement définie comme un ensemble de libertés comprenant, d'abord, la liberté de la recherche et la liberté de l'enseignement, lesquelles comprennent la liberté d'expression. Ce premier ensemble de libertés constitue la dimension individuelle de la liberté académique en ce qu'il protège les universitaires.

La liberté académique comprend ensuite l'autonomie des universités qui, bien que garantissant *in fine* l'indépendance des universitaires, est un principe d'ordre institutionnel dans la mesure où il concerne l'organisation et le fonctionnement des établissements.

Des spécificités françaises

En France, ce n'est que depuis 2020 que l'expression de « libertés académiques » est expressément entrée en droit interne. Pour autant, les universitaires français – juridiquement qualifiés d'« enseignants-chercheurs » – jouissent bien, de longue date et bien avant l'adoption de loi du 24 décembre 2020, d'un ensemble de libertés qui étaient jusqu'à présent désignées sous l'expression de « libertés universitaires ».

Quelle que soit la dénomination retenue – qui importe finalement peu –, le contenu de ces libertés est proche de celui que l'on retrouve dans les autres démocraties libérales, sous réserve de quelques spécificités mineures propres au droit français. Dans sa dimension individuelle, la liberté académique est d'abord décrite comme comprenant la « pleine indépendance » et l'« entière liberté d'expression » des enseignants-chercheurs (article L.952-2 du code de l'éducation).

L'originalité française tient à ce que, d'une part, une place centrale est faite au principe d'indépendance des enseignants-chercheurs – dont la valeur constitutionnelle a même fini par être reconnue par le Conseil constitutionnel en 1984 – et, d'autre part, à ce que l'existence des libertés de la recherche et de l'enseignement n'est pas expressément reconnue. Cependant, celles-ci sont couvertes, en grande partie, par la liberté d'expression.

Dans sa dimension institutionnelle, la liberté académique est ensuite consacrée de façon tout à fait classique à travers l'autonomie des universités (article L.711-1 du code de l'éducation). Ainsi, quand bien même l'expression de « libertés académiques » n'est

apparue que très récemment dans la loi, la France s'inscrit bien dans la lignée de ces démocraties libérales qui reconnaissent l'existence de la liberté académique. Il reste à en préciser le champ d'application : quand peut-elle être revendiquée et produire ses effets ?

Quel champ d'application ?

Pour délimiter le champ d'application de la liberté académique, il convient de s'intéresser à sa finalité même. Comme cela a déjà été relevé, la liberté académique n'a d'autre but que de servir la poursuite de la vérité sans aucune entrave ou contrainte. Or cet objectif ne peut être atteint que si les universitaires sont libres de mener leurs recherches et d'en partager, tout aussi librement, les résultats, notamment au cours de leurs enseignements.

Il en résulte que la liberté académique n'a de sens et ne trouve à s'appliquer que lorsque les professeurs exercent leurs activités de recherche et enseignent. C'est bien ce qu'énonce le droit écrit français : l'indépendance et l'entière liberté d'expression dont bénéficient les enseignants-chercheurs ne s'appliquent que dans « l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche » (article L.952-2 du code de l'éducation précité).

En dehors, la liberté académique ne se justifie plus ; elle ne peut alors s'appliquer, ni être revendiquée. La plus haute juridiction administrative française a confirmé cette approche. Le Conseil d'État a en effet jugé que le fait, pour un universitaire, d'avoir eu « une attitude humiliante à l'égard de deux étudiants, comportant des allusions personnelles à caractère sexuel, de nature à porter atteinte à leur dignité [...] devait être regardé comme détachable des fonctions d'enseignement de ce professeur » lequel ne pouvait, dès lors, « bénéficier de la protection de la liberté d'expression des enseignants-chercheurs garantie par l'article L.952-2 du code de l'éducation » (CE, 21 juin 2019, Req. n° 424582).

S'il est évident que la liberté académique ne pouvait couvrir de tels propos, le lien entre l'expression d'un point de vue et les activités d'enseignement et de recherche est parfois plus difficile à établir. Il n'en demeure pas moins que la protection accordée par la liberté académique s'arrête bien aux frontières des missions universitaires.

Règles de la fonction publique

En dehors de leurs fonctions, les universitaires ne sont pas dépourvus de toute liberté ; ils jouissent en réalité des libertés de « droit commun » qui sont nécessairement limitées. Ainsi, ils sont d'abord soumis, comme n'importe quel citoyen et comme lorsqu'ils exercent leurs fonctions académiques, aux dispositions pénales sanctionnant les abus à la liberté d'expression : ils doivent par exemple s'abstenir de tenir des propos injurieux, diffamatoires ou racistes.

Ils sont ensuite soumis, en leur qualité de fonctionnaires d'État, aux règles issues du droit de la fonction publique, lesquelles imposent aux universitaires de respecter un certain nombre de contraintes et d'obligations en dehors des fonctions, telles que les devoirs de réserve, de neutralité, de loyauté, ou encore de discrétion professionnelle.

En cas de manquement à ces obligations professionnelles, les universitaires s'exposent à des sanctions disciplinaires. Cette hypothèse est loin d'être fictive et certains exemples emblématiques jalonnent l'histoire du droit universitaire.

On peut citer le cas de cet enseignant-chercheur, par ailleurs titulaire de mandats électifs, qui a été sanctionné de l'interdiction d'exercer toute fonction d'enseignement ou de recherche au sein de son université pour une durée de cinq ans pour avoir tenu des propos qui étaient « de nature à semer le doute sur l'existence des chambres à gaz » lors d'une rencontre avec la presse organisée dans sa permanence politique (CE, 19 mars 2008, Gollnisch).

Cet exemple – comme d'autres plus récents – met en évidence l'importance de cerner et d'assimiler le contenu et le champ d'application de la liberté académique. Pour que cette liberté, indispensable à toute société démocratique, préserve sa pleine légitimité, il convient de ne pas l'invoquer, tel un talisman qui autoriserait tout comportement, dans des circonstances où elle ne trouve manifestement pas à s'appliquer.

"Islamophobie"

#LetUsTalk : des femmes réclament le droit de critiquer le port du voile en Amérique du Nord



Une manifestation de musulmans à Toronto, au Canada, parmi lesquels des fillettes voilées, le 20 septembre 2018.

Par Jean-Loup Adenor

Publié le 12/01/2022 à 15:40

Des femmes de culture arabo-musulmane vivant en Amérique du Nord font entendre leur voix à travers une campagne lancée sur les réseaux sociaux. Elles dénoncent la censure qui pèse sur la critique du port du voile en Occident. Une censure largement pratiquée par des milieux qui se revendiquent « libéraux ».

Fin novembre 2021, le médecin Sherif Emil publie une lettre dans le Journal de l'Association médicale canadienne. Il y dénonce le choix d'utiliser, en couverture de la revue, la photo d'une enfant portant le hijab. Pour le Canadien, « *le respect ne doit pas altérer le fait que le hijab, le niqab et la burqa sont aussi des instruments d'oppression pour des millions de filles et de femmes dans le monde qui n'ont pas la possibilité de faire un choix* ». Devant la levée de boucliers des associations islamiques du pays, qui s'indignent de « *l'islamophobie* » de cette prise de position, la revue médicale décide rapidement de retirer la publication de son site Internet et présente des excuses.

C'est cette décision, « *incompréhensible* » et « *choquante* », qui a poussé deux militantes, Masih Alinejad et Yasmine Mohammed, l'une états-unienne et l'autre canadienne et toutes deux de culture arabo-musulmane, à partager leur histoire et leur rapport au voile. Un hashtag : « #LetUsTalk » (soit « Laissez-nous parler ») sur les réseaux sociaux. Et

un objectif : appeler les femmes arabo-musulmanes ❖❖ faire part de leur vécu et rappeler que le voilement demeure un outil d'oppression.

Masih Alinejad a grandi dans l'Iran des mollahs et Yasmine Mohammed dans une famille fondamentaliste immigrée au Canada. Interrogée par *Marianne*, cette dernière, militante des droits humains et auteure de *Unveiled : How Western Liberals Empower Radical Islam*, considère que la société canadienne et les médias, principalement la gauche libérale nord-américaine, ne « *comprennent pas que le voile n' est pas un vêtement culturel* ». Yasmine Mohammed appuie : « *les défenseurs du multiculturalisme croient judicieux de défendre le voile parce qu'ils ne voient pas que ce n'est pas l'affirmation d'un style ou d'une culture mais une idéologie religieuse ; une idéologie misogyne pour laquelle, dans certains pays, les femmes sont tuées* ».

NE PAS INTERFÉRER AVEC LE MODE DE VIE

Si la jeune femme, figure des ex-musulmans canadiens, prend la parole sur ce sujet, c'est qu'elle a connu le fondamentalisme islamique après le remariage de sa mère. Alors que Yasmine Mohammed n'a que neuf ans, sa mère se met à pratiquer un islam très rigoureux sous l'impulsion de son nouveau compagnon. L'enfant est tenue d'apprendre le Coran par cœur et de porter le hijab.

« Nous vivions de façon "séparatiste", nous n'étions pas du tout intégrés »

« *Le nouvel époux de ma mère avait déjà une femme, nous étions la deuxième famille. Nous vivions dans la bulle de la charia, pas comme des Canadiens. En France, vous diriez que nous vivions de façon "séparatiste", c'est-à-dire que nous n'étions pas du tout intégrés* », témoigne-t-elle auprès de *Marianne*. Après avoir subi des violences, elle parvient à prévenir la police grâce à l'un de ses professeurs. Le juge canadien devant lequel l'affaire est arrivée a estimé qu'il n'avait pas à interférer avec le mode de vie d'une famille arabe.

LE VOILE COMME « CLEF » D'ENDOCTRINEMENT

« *Plus tard, j'ai subi un mariage forcé avec un homme dont j'ai appris qu'il appartenait à Al-Qaida. J'étais vêtue de noir de la tête aux pieds.* » Yasmine accouche d'une petite fille. « *C'est pour elle que je suis partie. J'ai décidé de suivre des études de religion à l'Université. C'est là que j'ai pu déconstruire l'endoctrinement islamiste* », explique-t-elle aujourd'hui. Un événement majeur survient au même moment : le 11 septembre 2001.

« *Pour toutes ces raisons, je considère que c'est très important aujourd'hui de pouvoir parler du voilement des femmes. C'est en décidant de ce que les femmes mettent sur leur tête que le patriarcat islamiste décide de ce qu'elles peuvent ou non avoir dans la tête.* » Pour la militante, le retrait du voile est la « *clef* », le premier pas vers la sortie de l'endoctrinement. « *En tout cas, c'est ce qui ressort de mes conversations avec les femmes, très nombreuses, avec qui j'échange tous les jours.* » L'accusation « *d'islamophobie* » adressée au Dr Sherif Emil et les excuses du Journal de l'Association médicale canadienne ? « *C'est tout simplement restaurer le délit de blasphème. Contrairement aux pays musulmans, cette censure ne vient pas du haut, de l'État, mais de la base, de la société* », déplore-t-elle.

LA TRAHISON DU FÉMINISME

Yasmine Mohammed tient à rappeler à *Marianne* l'objet initial du voilement : « *Séparer les femmes libres des prostituées. C'est tout l'objectif, séparer les femmes pures, les bonnes musulmanes, des femmes impures. Il y a un mot dans le lexique féministe pour ça : ça s'appelle du "slut shaming" (fait d'insulter ou de harceler une femme en raison de sa liberté sexuelle).* » Difficile, dès lors, d'accepter qu'en Occident, une partie de la galaxie féministe ait fait, au nom de l'intersectionnalité, de la défense de la liberté de se voiler l'une de ses grandes causes – une « *trahison complète de la sororité et du féminisme* » pour Yasmine Mohammed.

En France, l'exemple le plus récent et le plus manifeste de cette « *trahison* » est la prise de position de l'ex-candidat écologiste Sandrine Rousseau sur le voile. Alors que Fatiha Boudhjalat, elle-même musulmane non voilée, [critiquait début novembre la campagne](#) financée par le Conseil de l'Europe déclarant que « *la liberté est dans le hijab* », Sandrine Rousseau y a vu pour sa part un « *beau message* » et se disait « *désespérée que le corps des femmes et la manière dont elles habillent leur corps soient encore un sujet* ».

#LAISSE-NOUS PARLER

Une réaction à laquelle Masih Alinejad, militante qui s'est engagée contre l'obligation du hijab en Iran, a été souvent confrontée aux États-Unis. « *Quand je suis arrivée aux États-Unis, on m'a dit que si je partageais mon histoire, je risquais de nourrir l'islamophobie* », regrette-t-elle auprès de *Marianne*. D'origine iranienne, elle vit aujourd'hui outre-Atlantique où elle a été naturalisée. Masih Alinejad témoigne de la difficulté qu'elle rencontre à mobiliser les personnalités politiques américaines, et particulièrement les femmes, sur ce sujet. « *Les élues ne veulent pas prendre position. Un exemple frappant : en Occident, vous avez le "World Hijab day", qui consiste à promouvoir la liberté des femmes de porter le hijab. Mais une initiative inverse pourrait-elle être envisagée ?* » Masih Alinejad a contacté les militants à l'origine de cette journée, leur proposant de se joindre à sa campagne contre le voilement forcé : « *ils m'ont tout simplement bloquée* », complète-t-elle.

Des avertissements qu'on lui a également adressés lorsqu'elle a été invitée au Parlement européen, pour défendre la liberté des femmes à porter le burkini. « *J'ai dit qu'il était incohérent de défendre cette liberté sans défendre également la liberté des femmes à ne pas porter le voile. En Europe également, on m'a répondu que c'était un sujet sensible.* » C'est cette « *normalisation* » du hijab dans les sociétés occidentales qui inquiètent particulièrement la militante. Et le manque de soutien des mouvements féministes occidentaux, qu'elle espère encore voir se « *joindre à nous. Elles doivent nous laisser parler et écouter ce qu'on a à dire.* » Et parvenir à débattre de la question sans s'arrêter à la seule notion de liberté individuelle.

« *Vous n'êtes pas vraiment libre : vous pouvez porter le hijab et être une bonne fille, ou ne pas le porter et risquer l'enfer* », balaie Yasmine Mohammed. *Mais la liberté individuelle, c'est de pouvoir le porter ou non.* » Selon elle, les notions de liberté individuelle et d'islamophobie servent une stratégie précise : celle des courants fondamentalistes islamiques. « *Les djihadistes tuent des gens. Les islamistes, eux, inventent l'islamophobie. L'objectif est le même : interdire la critique de leur idéologie.* »

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/berenice-levet-face-a-l-ecologie-de-la-deconstruction-une-ecologie-conservatrice-est-possible-20220111>

Bérénice Levet: «Face à l'écologie de la déconstruction, une écologie conservatrice est possible»

Par Bérénice Levet et Eugénie Bastié

Publié le 11/01/2022 à 19:07, mis à jour le 11/01/2022 à 21:21



Bérénice Levet. FC

EXTRAITS EXCLUSIFS - Dans son nouvel essai, *L'Écologie ou l'ivresse de la table rase* (Éditions de l'Observatoire), la philosophe s'interroge: comment expliquer que l'écologie, censée être guidée par le souci de la préservation, soit devenue l'étendard des progressistes les plus acharnés?

Bérénice Levet, déjà remarquée, notamment, pour *Le Musée imaginaire d'Hannah Arendt* (Stock, 2011) et *La Théorie du genre ou le monde rêvé des anges* (Livre de poche, 2016), analyse le lyrisme révolutionnaire d'une idéologie qui a pris le relais du marxisme et met en procès la culture occidentale. Reprenant à son compte le vocabulaire de l'intersectionnalité, de l'inclusivité et du refus des frontières, l'écologie progressiste promeut la table rase et la déconstruction.

Bérénice Levet: «Face à l'écologie de la déconstruction, une écologie conservatrice est possible»

Par Bérénice Levet et Eugénie Bastié

EXTRAITS EXCLUSIFS - Dans son **nouvel essai**, *L'Écologie ou l'ivresse de la table rase* (Éditions de l'Observatoire), la philosophe s'interroge: comment expliquer que l'écologie, censée être guidée par le souci de la préservation, soit devenue l'étendard des progressistes les plus acharnés?

Bérénice Levet, déjà remarquée, notamment, pour *Le Musée imaginaire d'Hannah Arendt* (Stock, 2011) et *La Théorie du genre ou le monde rêvé des anges* (Livre de poche, 2016), analyse le lyrisme révolutionnaire d'une idéologie qui a pris le relais du marxisme et met en procès la culture occidentale. Reprenant à son compte le vocabulaire de l'intersectionnalité, de l'inclusivité et du refus des frontières, l'écologie progressiste promet la table rase et la déconstruction.

Selon la philosophe, une autre écologie est possible, qui ne serait pas une machine de guerre contre l'héritage occidental, mais puiserait dans notre culture les ressources pour contrer les dérives du productivisme et qui s'attacherait à la préservation de la beauté. *Le Figaro* publie en exclusivité de larges extraits de cet essai limpide, subtil et élégant.

Une nouvelle idéologie

Est-ce à dire que là où une idéologie s'effondre, fatalement une nouvelle doit se lever? (...) Ce que nous aurions pu prendre pour la fin de la pièce en 1989, après la chute du mur de Berlin, ne fut, pour paraphraser Tocqueville, que la fin d'un acte. Sur les ruines du marxisme, de nouveaux messagers d'un monde radicalement nouveau se sont constitués, aux récits moins charpentés sans doute, mais enfin, tout aussi systématiques, dogmatiques, aveuglants.

Voici venu le temps de la Grande Marche sous la bannière de l'écologie, de la lutte contre «le réchauffement climatique», contre «la sixième extinction de masse» et, rien de moins, pour «le sauvetage de la planète». «Réinventer» nos sociétés, nos villes, nos vies. Le lyrisme révolutionnaire tourne à plein régime. «*Ce qui fait d'un homme de gauche un homme de gauche*, décrivait Milan Kundera dans *L'Insoutenable Légèreté de l'être, ce n'est pas telle ou telle théorie, mais sa capacité à intégrer n'importe quelle théorie dans le kitsch de la Grande Marche.*» Et c'est ainsi que des données factuelles qui, dès la fin des années 1960, venaient inquiéter le modèle de développement que nous avons adopté depuis la révolution industrielle, et plus résolument encore après la Seconde Guerre mondiale, se transformèrent en moteur d'une nouvelle «aventure», ferment d'un énième cheminement vers une humanité unie, non seulement réconciliée avec elle-même mais avec l'ensemble des vivants.

L'amoncellement des ruines les grise et il ne s'agit surtout pas de rebâtir, mais de vivre dans un monde où rien jamais ne se fixe

L'obsession de la démolition

«*Nous n'avons pas peur des ruines, nous qui portons dans nos cœurs un monde nouveau.*» Rien ne résume mieux l'état d'esprit des écologistes et de leurs satellites, Anne Hidalgo la première, que cette citation de l'anarchiste espagnol Buenaventura Durruti que le secrétaire national d'EELV, Julien Bayou, avait choisi de placer en exergue de son ouvrage *En vert et avec tou.tes*. Le philosophe Günther Anders distinguait entre deux formes de cynisme, un cynisme à la manière des Anciens qui s'épuise dans la formule «*Tout peut être anéanti*» et un cynisme à la manière des Modernes qui peut s'énoncer sous la forme du «*Tout peut être reconstruit, dès lors l'anéantissement n'est pas si grave et peut même*

être une chance». Plus de perte, plus de deuil - ce mot si «*humain*», ainsi que l'observe magnifiquement Anders. Il semble bien que, tout à l'ivresse de la déconstruction, nos écologistes ajoutent une troisième modalité de cynisme, l'amorce des ruines les grise et il ne s'agit surtout pas de rebâtir, mais de vivre dans un monde où rien jamais ne se fixe. Le slogan de campagne de Sandrine Rousseau à la primaire d'EELV pour la présidentielle de 2022, en est l'expression achevée: «*Oui, les temps changent*», proclamait triomphalement la candidate.

Comble du progressisme qui regarde le changement en soi, quel que soit son sens, comme une heureuse nouvelle, mais plus profondément conviction que le monde change dans «notre» sens. Une manière de dire: de votre vieux monde, de vos attachements, de vos fidélités, il ne restera rien.

Un gigantesque enlaidissement

«*France, ta beauté fout le camp!*», avertissait-on dans les années 1970. Hier, le saccage de la France se faisait au nom de la modernisation, aujourd'hui c'est au nom de l'écologie. Après les lotissements standardisés, les zones commerciales, les panneaux publicitaires à l'entrée des villes, les ronds-points défigurant notre pays, voici venu le temps des bornes pour les vélos, les scooters et les voitures électriques, le temps des trottinettes jonchant le sol des villes, de la végétalisation anarchique des rues, chacun étant exhorté à jardiner dans l'espace public, et à devenir «acteur» de la lutte contre le réchauffement et du sauvetage de la biodiversité - sauf que le jardinage est un art - et, naturellement, le temps des éoliennes.

Et c'est ainsi que, à l'abri de la cause du dérèglement climatique, les écologistes travaillent au «dérèglement esthétique», selon l'expression inspirée d'Alexandre Gady, professeur d'histoire de l'art à la Sorbonne, spécialiste du XVIIe siècle. Le grand paradoxe de notre présent tient à ce que, après les promoteurs qui ont œuvré à la bétonisation de la France, dans les années 1960-1970, ce sont les écologistes qui se comportent en «*maîtres et possesseurs de la nature*», autrement dit selon le credo de la modernité technicienne hautement compromis dans la dévastation de la Terre et des terres. La France et les villes dont ils sont les maires ne sont aux élus EELV et apparentés que de vastes terrains à «réinventer» dans une indifférence parfaite à leur physionomie propre, historiquement constituée.

L'écologie, prétexte commode

Les écologistes sont comme des poissons dans l'eau dans un monde régi et réglé par les identités. (...) «*Pas de justice climatique sans justice de genre!*» proclamait-on au cours des «marches pour le climat», en 2018 ; en novembre 2019, le secrétaire national d'EELV, alors porte-parole du mouvement, Julien Bayou, Sandra Regol et la sénatrice EELV, Esther Benbassa, participaient «au nom du Parti» à la «marche contre l'islamophobie» organisée par le Comité contre l'islamophobie en France (collectif dissous en 2020). Quant au programme des Journées d'été d'EELV 2021, les propositions de rééducation des esprits foisonnent: «atelier ludique créatif» pour «apprendre à parler épïcène et lutter contre la domination patriarcale par le langage ; un autre pour «déconstruire la colonisation patriarcale des imaginaires», ou encore un «Boot Camp écoféministe» «en non-mixité» consacré à l'«Empouvoirement, les femmes aux responsabilités». La liste est loin d'être exhaustive.

Être écologiste, militant ou politique à la manière d'EELV et de ses satellites socialistes, c'est d'abord être en guerre, et en guerre contre la domination, toutes les formes de domination

La perplexité nous gagne: quel lien peut-on bien établir entre la crise écologique et la société patriarcale? Entre le réchauffement climatique et le colonialisme? Entre la disparition de certaines espèces vivantes et l'esclavagisme ou le racisme? Il est cependant inextricable dans l'esprit des écologistes.

La nature, les bêtes, les femmes, les minorités sont toutes et chacune victimes de l'homme occidental.

Féministes, indigénistes, décoloniaux, associations LGBT et écologistes communient dans le Grand récit de l'intersectionnalité ; celui d'un Occident regardé et présenté comme une vaste fabrique de victimes. (...) Vous pensiez qu'être écologiste c'est avoir le souci de conserver, de préserver ce qui nous a été confié et dont la vie sur Terre dépend. Détrompez-vous: être écologiste, militant ou politique à la manière d'EELV et

de ses satellites socialistes, c'est d'abord être en guerre, et en guerre contre la domination, toutes les formes de domination.

Une conception de l'homme

C'est un des points qui m'a le plus frappée au cours de mes recherches: l'incrimination systématique de l'homme. «*Tout est bien sortant des mains de l'auteur des choses, tout dégénère entre les mains de l'homme*», écrivait Rousseau. Tel est en somme le refrain dont on nous tympanise à longueur de temps. Certes, on accuse d'abord l'homme moderne, l'homme de la révolution industrielle. Un mot a même été forgé à cet effet: «anthropocène». Mais bientôt le propos se fait plus général et c'est l'homme et ses activités en tant que tels qui se retrouvent inculpés. Le sort, funeste, de la Terre aurait été scellé en quelque sorte avec la sédentarisation de l'humanité, au néolithique.

(...) L'homme des écologistes est sans histoire, sans épaisseur temporelle, sans sédimentation historique ; créature naturelle aplatie, aplanie sur le présent, voyageur sans bagages. D'où leur défense d'une politique d'immigration de l'accueil inconditionné, ainsi qu'on l'a vu, et d'une société dite «inclusive». Le citoyen à la EELV peut invoquer avec emphase notre responsabilité envers les générations futures, mais leur sens de l'histoire s'arrête là: ils ne se reconnaissent aucune implication dans l'héritage du passé. Or, la diffraction du temps en présent, passé et futur n'appartient qu'à l'homme, fait l'homme. La mémoire, l'entretien du souvenir, la fidélité sont de l'homme et de lui seul.

L'Occident en procès

Notre architecture conceptuelle serait à l'origine du mal que nous avons fait à la nature. Philippe Descola, Bruno Latour, chacun fredonne la ritournelle, convenue et lassante, d'un Occident qui aurait voulu «réduire» le monde - le mot est de Latour - à de grandes oppositions: l'homme et la nature ; l'artifice et le vivant ; le rationnel et l'irrationnel ; l'individu et le collectif.

Le dérèglement écologique viendrait rendre éclatante l'inanité de ce que l'auteur de *Nous n'avons jamais été modernes* appelle le «Grand Partage» et vérifierait que l'homme n'est pas séparé de la nature, mais «immergé» en elle. Le rapport occidental à la nature n'est assurément pas celui des peuples animistes, totémistes, analogiques pour reprendre les catégories établies par Descola, mais il n'est pas sans vertu. Et ce sont ces vertus qu'il nous faut donner à connaître et à aimer.

Les écologistes et singulièrement leurs penseurs se refusent à voir quoi que ce soit de précieux dans la forme d'humanité que nous incarnons

Contre la modernité occidentale, on ne joue pas d'autres civilisations, on joue l'Occident. Les écologistes et singulièrement leurs penseurs se refusent à voir quoi que ce soit de précieux dans la forme d'humanité que nous incarnons, et prennent prétexte de l'inquiétude écologique pour alourdir le dossier de notre culpabilité devant l'éternel. Or, les ressources contre les dévastations induites par la logique productiviste et le règne de l'individu délié, autrement dit par la coalition de l'ultralibéralisme économique et du libéralisme sociétal, se trouvent dans nos civilisations.

Longtemps, nous avons cultivé une idée plus noble de l'homme que celle d'*homo œconomicus* et du sujet de droits. La forme de vie occidentale s'offre comme une voie médiane et qui n'a pas toujours démerité - témoins nos civilisations qui ne se sont pas construites exclusivement contre le donné naturel, contre les bêtes, mais avec elles, et singulièrement en France, civilisation rurale par excellence.

Le refus des limites

Paradoxalement, ou plutôt force et poids du préjugé, l'écologie se refuse à penser et à légitimer la notion de limites. Sans doute répète-t-on en boucle que les ressources de la planète ne sont pas illimitées, mais c'est seulement pour multiplier les interdits les plus arbitraires - limiter la vitesse de circulation parce que l'on a décrété que les voitures devraient disparaître du paysage des villes.

Dans une négation obstinée de la finitude humaine, l'écologie travaille au contraire à l'effacement de toutes les frontières: frontière entre les espèces et, frontières honnies entre toutes, les frontières nationales. (...) Les écologistes sont et demeurent des «mondialistes». Comme les impérialistes du XIXe siècle, ils s'orientent à l'échelle de la Planète. Pour les écologistes, la notion de peuple, cet intermédiaire entre l'individu et l'humanité, cimenté par des souvenirs communs, n'a ni réalité ni légitimité.

Une autre écologie est possible

Si l'«urgence» écologique devait avoir quelque vertu, ce serait celle de nous rappeler à nos possibilités les plus élevées, nous remémorer, je l'ai déjà dit, que l'homme est voué à de plus nobles tâches que celles de consommer et de consumer, d'épuiser et de détruire ce qui lui est confié.

Quand l'homme érode les sols ou transforme les vaches en machines à produire de la viande, il porte atteinte à la nature, au vivant certes, mais d'abord, si j'ose dire, à lui-même. «*Un homme, ça s'empêche*», disait Camus. Là est sa noblesse.

Je ne milite pas pour la décroissance, je milite pour un homme qui se fixe à lui-même des limites. Il n'est rien de plus grotesque et de plus insupportable que d'entendre les écologistes pourfendre le consumérisme quand, avec toute la gauche, ils l'ont introduit dans le domaine de la culture - qui doit être ludique, vivante, désacralisée, bref aisée à consommer - ou dans le domaine de la vie, où la PMA et bientôt, à n'en pas douter, la GPA doivent satisfaire au «désir d'enfant» de chacun.(...)

Comme la nature, les trésors de la civilisation, à commencer par la langue, sont périssables

Une écologie conservatrice, c'est ainsi au contraire une écologie qui prend appui sur ces dispositions humaines. Partant, qui ne sépare pas la nature de la culture, et encore moins ne joue la première contre la seconde. Comme la nature, les trésors de la civilisation, à commencer par la langue, sont périssables, et ensemble ils doivent pouvoir compter sur un être capable de prendre soin de ce qui est confié à sa garde. Modelé d'écologie conservatrice, on lira l'admirable plaidoyer en faveur des arbres que le président Pompidou adressa à son premier ministre Jacques Chaban-Delmas, en juillet 1970: «*La France, argumente ainsi magnifiquement Pompidou, n'est pas faite seulement pour permettre aux Français de circuler en voiture, et, quelle que soit l'importance des problèmes de sécurité routière, cela ne doit pas aboutir à défigurer son paysage. (...) La sauvegarde des arbres plantés au bord des routes - et je pense en particulier aux magnifiques routes du Midi bordées de platanes - est essentielle pour la beauté de notre pays, pour la protection de la nature, pour la sauvegarde d'un milieu humain.*» (...)

Et l'on se prend à rêver d'un président capable aujourd'hui d'une telle liberté à l'endroit des lobbys des énergies renouvelables et d'une telle profession de foi dans la beauté, interrompant impérieusement sa ministre de la Transition écologique entraînée dans une course effrénée à l'implantation de ces redoutables mâts.

« Sous les dehors acceptables de la liberté d'expression se manifeste un racisme latent »

TRIBUNE

Mohammed Moussaoui

Président du Conseil français du culte musulman et de l'Union des Mosquées de France

Le président du Conseil français du culte musulman observe, dans une tribune au « Monde », que les débats électoraux français portent de plus en plus sur l'islam. Et appelle les candidats à la présidentielle à éviter « des amalgames préjudiciables à notre unité et à notre cohésion nationale ».

Publié aujourd'hui à 00h46, mis à jour à 05h24 Temps de Lecture 3 min.

Notre pays s'apprête à vivre des rendez-vous électoraux importants pour son avenir et celui de nos concitoyens. Le respect du principe de laïcité et le respect de la pluralité politique appellent les autorités religieuses que nous sommes à observer une neutralité stricte vis-à-vis des acteurs politiques.

Cette neutralité ne nous interdit pas de réaffirmer les principes qui fondent notre pacte républicain et d'appeler les hommes et les femmes aspirant à la gestion des affaires publiques de notre pays à garder sereinement le cap, en évitant tout ce qui peut susciter des confusions, des amalgames et des risques de stigmatisation préjudiciables à notre unité et à notre cohésion nationale.

La cohésion et l'unité ne signifient pas uniformité ou syncrétisme ! Elles ne nous engagent pas à renoncer à nos identités et convictions religieuses ou philosophiques. Nous devons vivre ensemble dans la confiance et le respect, en intégrant nos histoires, nos parcours et nos identités plurielles.

Les polémiques se multiplient

Nous restons très attentifs aux évolutions que connaît notre société, et notamment au regard que portent certains de nos concitoyens sur notre foi et nos traditions religieuses. Le détournement de celles-ci par des extrémistes à des fins contraires aux valeurs et principes qui fondent ces mêmes traditions appelle de notre part et de la part de nos concitoyens une vigilance et une lutte ferme et continue afin de nous protéger mutuellement.

Faut-il pour autant accepter que les débats électoraux soient centrés sur notre religion, comme si celle-ci était la source de toutes nos difficultés et de tous nos maux ? Faut-il pour autant verser dans un discours essentialiste qui érige des murs entre les citoyens et crée la division dans notre pays ?

Force est de constater que, sous le couvert de la lutte contre l'extrémisme se réclamant de l'islam, le discours de certains est devenu presque un appel à se débarrasser des musulmans de France. C'est un fait : des débats et des polémiques autour de la religion musulmane se sont multipliés, un racisme latent, qui se veut imperceptible, caché sous les dehors acceptables de la liberté d'expression, se manifeste de plus en plus ouvertement.

Face à cela, même ceux qui ne revendiquent pas leur différence culturelle ou culturelle se trouvent forcés d'affirmer une identité qu'on ne cesse de leur renvoyer. Certains sont tentés d'y adopter des logiques de renversement de stigmates : « Ce qu'on me reproche, j'en fais une fierté. » Cela pourrait donner lieu à une expression en apparence religieuse, mais foncièrement identitaire en essence. Cette expression, souvent très éloignée des finalités de la spiritualité musulmane et de ses objectifs, pourrait renforcer des attitudes et des comportements communautaristes, voire extrémistes.

Historiquement, la présence structurée de mouvements politiques, de la société civile et des corps intermédiaires offrait aux citoyens, notamment aux plus jeunes, des espaces d'expression et d'apprentissage des valeurs collectives. Elle permettait également à la contestation sociale de s'exprimer, dans un cadre démocratique, de façon saine et respectueuse de l'ordre public.

Sentiment d'exclusion de la représentation politique

Force est de constater aussi que cette présence s'est fortement réduite, ce qui donne lieu à un sentiment d'exclusion de la représentation politique et démocratique. Résultat : la contestation sociale a parfois pris la forme d'une délinquance et d'une violence défiant toutes les autorités dans la société : celle de la famille, de l'école, de l'autorité publique, mais aussi des institutions religieuses.

L'histoire nous apprend qu'à chaque fois que se sont trouvées réunies la perception – juste ou injuste – des inégalités d'ordre économique, social, ethnique ou religieux et la perception – juste ou injuste – d'un défaut de représentativité dans le débat politique et démocratique, cela a ouvert grand la porte au populisme et à l'extrémisme.

Les femmes et les hommes qui aspirent à gouverner notre pays doivent évidemment se préoccuper des dérives de l'extrémisme se réclamant de l'islam ; ils doivent se préoccuper également de l'extrémisme identitaire qui nourrit une forme de haine contre les musulmans de France. Ils doivent aussi se pencher sur tous les autres sujets de préoccupation de nos concitoyens : le pouvoir d'achat, l'éducation, l'emploi, la santé...

Proposer à l'ensemble des citoyens des voies pour répondre à leurs préoccupations et élaborer des solutions conformes à leur bien commun est l'une des plus belles finalités qui doivent animer chaque femme et chaque homme politique de notre pays. Espérons que l'année 2022 leur apporte sérénité, inspiration, et procure à tous nos concitoyens paix, santé, bonheur et prospérité.

Mohammed Moussaoui est universitaire et mathématicien, président du Conseil français du culte musulman et de l'Union des mosquées de France.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/wie-alltagssprache-zu-akademischen-phrasen-wird-17730009.html?premium>

AKADEMISCHE PHRASEN:

Wortgeklingel in der Wissenschaft

- VON MAGNUS KLAUE
- -AKTUALISIERT AM 14.01.2022-06:52



Bevor die Phrasendrescher ans Werk gehen: unbeschriebene Tafel in einem Hörsaal Bild: picture alliance/dpa

Die Einheit von Wichtigtuerei und Windbeutelerei: Dirk Braunstein und Christoph Hesse nehmen die Anreicherung akademischer Terminologie durch Alltagsphrasen in den Blick.

Seit den 1980er Jahren ist das Phrasenlexikon zu einem populären Buchgenre geworden. Von Eckhard Henscheids 1985 erschienenem Kompendium „Dummdeutsch“ über das von Klaus Bittermann, Gerhard Henschel und [Wiglaf Droste](#) 1994 vorgelegte „Wörterbuch des Gutmenschen“ bis zu Frank Böckelmanns „Begriffe versenken“ (1997) haben Autoren auf die lexikalische Form zurückgegriffen, um zu demonstrieren, was Böckelmann als geistige Erstarrung „im Bann der leeren Worte“ beschrieben hat: die Transformation von Begriffen und Metaphern zu Signalwörtern, die nichts Spezifisches ausdrücken oder bezeichnen, sondern nur im Leerlauf funktionieren.

Referenz all dieser Versuche war Gustave Flauberts uneingelöstes Vorhaben einer „Enzyklopädie der menschlichen Dummheit“, ein bedeutender Vorgänger im vorigen Jahrhundert auch das 1957 von Dolf Sternberger, Gerhard Storz und W.E. Süskind herausgebrachte „Wörterbuch des Unmenschen“.

Verzahren wir einmal die Stränge

Während Flauberts Anspruch jedoch ein enzyklopädischer war – auf den Zerfall des Wahrheitsanspruchs bürgerlicher Bildung sollte mit einer Universalgeschichte der Dummheit geantwortet werden –, bearbeiten seine Erben Einzelbereiche der Dummdeutschproduktion: Sternberger und seine Mitautoren den Niederschlag totalitären Denkens in der Sprache, Henscheid den Selbsterfahrungs- und Wellness-Jargon, Bittermann et al. die sprachlichen Verheerungen der Friedensbewegung, Böckelmann die Verfallsformen des linken Akademismus. Die Gefahr solcher Sammlungen ist, dass in ihnen die Sprachkritik zur Lachvorlage für diejenigen wird, an die sie sich richtet: Journalisten legen Plastikwörterbücher an, und Geisteswissenschaftler amüsieren sich über Stilblüten in Texten von Studenten und Vorgesetzten.



Dirk Braunstein und Christoph Hesse: „Schiffbruch beim Spagat“. Wirres aus Geist und Gesellschaft 1. :Bild: Çairira Verlag

Der Philosoph Dirk Braunstein und der Filmwissenschaftler Christoph Hesse haben nun ein Wörterbuch akademischer Phraseologie vorgelegt, dessen Form eng an „Dummdeutsch“ angelehnt ist. Indem sie die „Einheit von Wichtigtuerei und Windbeutelerei“ ins Visier nehmen, die den Wissenschaftsbetrieb nach „Einklammerung“ seines Wahrheitsanspruchs zusammenhalte, verweigern sie sich ebenso pauschaler

Horizonte, Hintergründe, Knackpunkte

Obwohl die Autoren auch die Terminologie aufgreifen, die aus den Kultur- und Genderwissenschaften in den Alltagsjargon diffundiert ist („Diskurs“, „Feedback“, „Heteronormativität“), liegt das Neue ihres Buches darin, dass sie die umgekehrte Sprachdeformation in den Blick nehmen: die verarmende Anreicherung wissenschaftlicher Terminologie durch Alltagsphrasen, die in der Umgangssprache ihre eigene Ausdrucksfähigkeit hatten, im akademischen Jargon aber hohl und tumb klingen.

Hierzu gehört das von der häuslichen Sphäre auf das akademische Feld importierte „Einbetten“ („Vor diesem Hintergrund geht es um die Frage, wie sich die medientheoretische Rekonstruktion der modernen Kommunikationstheorien in den umfassenden Horizont einer pragmatischen Kulturwissenschaft einbetten lässt“), die Rede von Horizonten, Hintergründen, Knackpunkten, Gefügen und Folien („Muss Swedenborgs Rolle lediglich auf eine Negativfolie für die spätere Philosophie Kants reduziert werden?“) sowie von Dimensionen, Verflechtungen, Vorzeichen und Strängen („Drei Stränge der Debatte werden näher beleuchtet“).

Wenn gegen Ende des Buchs nacheinander die Wörter „verorten“, „vertiefen“ und „verzahnen“ gewürdigt werden, wird vollends deutlich, dass das Buch nicht einfach Kritik an einer herabgesunkenen Wissenschaftsterminologie übt, sondern vor allem gegen die Aufnahme einer trüben Alltagssprache in die akademische Diktion polemisiert.

Dirk Braunstein und Christoph Hesse: „Schiffbruch beim Spagat“. Wirres aus Geist und Gesellschaft 1. Nachwort von Eckhard Henscheid. Çairira Verlag, Freiburg i.Br. 2021. 176 S., 20,- €

Un imam interdit de séjour en Belgique pour avoir appelé à «brûler des Juifs»

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 17:20, mis à jour hier à 19:47



Mohamed Toujgani (au centre). *THIERRY CHARLIER / AFP*

Cet imam, Mohamed Toujgani, qui prêchait jusqu'à l'an dernier à la mosquée Al-Khalil à Molenbeek, l'un des plus grands lieux de culte musulman de Belgique, s'est vu retirer son permis de séjour le 12 octobre 2021.

Un imam marocain a été interdit de séjour en Belgique en octobre, considéré comme «*une menace à la sécurité nationale*», notamment pour avoir appelé à «*brûler des Juifs*» dans une vidéo, a indiqué jeudi 13 janvier le gouvernement. L'information, révélée par la chaîne publique flamande VRT, a été confirmée par le secrétaire d'État belge à l'Asile et la Migration, Sammy Mahdi.

Cet imam, Mohamed Toujgani, qui prêchait jusqu'à l'an dernier à la mosquée Al-Khalil à Molenbeek, l'un des plus grands lieux de culte musulman de Belgique, s'est vu retirer son permis de séjour «*le 12 octobre*» 2021, ont précisé dans un communiqué les services de Sammy Mahdi. Ce prédicateur «*était contesté depuis un certain temps. En 2009, il avait encore appelé à brûler des Juifs*», ajoute le communiqué. La vidéo avait refait surface en 2019, précise la VRT, soulignant que Mohamed Toujgani s'était excusé pour ces propos, évoquant «*un dérapage*» lié à «*la guerre*» menée par Israël contre les Palestiniens dans la bande de Gaza.

Mohamed Toujgani, considéré comme un religieux influent, responsable de la Ligue des imams marocains de Belgique, était surveillé par la Sûreté de l'État, le service de renseignement civil belge. Sammy Mahdi explique avoir décidé l'interdiction de séjour il y a trois mois «*sur la base d'informations provenant des services de sécurité*», et «*en raison de signes d'un grave danger pour la sécurité nationale*». Cette interdiction porte sur une durée de dix ans. «*Nous ne tolérerons pas ceux qui divisent et menacent notre sécurité nationale*», a insisté le secrétaire d'État.

«La plus grande institution musulmane de Belgique»

Pourquoi cette décision en 2021 ? Sollicitée par l'AFP, la Sûreté de l'État a répondu qu'elle «*ne communique pas d'informations sur un dossier individuel pour lequel des procédures sont en cours*». D'après la VRT, Mohamed Toujgani n'est plus en Belgique actuellement mais il a saisi un avocat pour contester son expulsion. L'imam, établi en Belgique depuis 40 ans, a une femme et des enfants résidant dans le pays, selon la chaîne flamande.

La mosquée Al-Khalil, située dans la commune bruxelloise de Molenbeek, est gérée par la Ligue d'entraide islamique (LEI) qui se présente comme «*la plus grande institution musulmane de Belgique*», comptant également des centres de formation et une école en langue arabe accueillant 500 enfants et adolescents. Il s'agit d'«*une affaire strictement privée sur laquelle notre institution n'a aucun commentaire à apporter*», a réagi de son côté l'Exécutif des musulmans de Belgique (EMB), le plus ancien organe représentatif et interlocuteur de l'Etat belge pour la gestion du culte. L'EMB a aussi souligné, dans un communiqué publié sur son site internet, n'avoir «*pas de lien d'autorité avec les imams non rattachés aux mosquées subventionnées*».

Emmanuel Macron expose une réforme «systémique» de l'université

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 21:39, mis à jour il y a 24 minutes



Le président veut que l'État passe avec les universités *«de véritables contrats d'objectifs et de moyens»*. POOL / REUTERS

Le chef de l'État a estimé que le système actuel d'études supérieures était «révolu» et que les universités devaient s'ancrer dans une dimension plus «professionnalisante».

À trois mois de la présidentielle, Emmanuel Macron a souhaité jeudi 13 janvier une réforme *«systémique»* des universités, qu'il veut plus *«professionnalisantes»*, tout en jugeant intenable un système d'études supérieures *«sans aucun prix»* pour les étudiants mais avec un taux d'échec massif. *«Je le reconnais sans ambages, nous avons commencé à colmater les brèches, mais nous devons redoubler d'effort pour que, à l'horizon de dix ans, notre université soit plus forte»*, a-t-il déclaré, en clôturant en visioconférence le Congrès de la Conférence des présidents d'universités.

Le chef de l'État a d'abord remis en cause le double système grandes écoles-universités. *«Nous avons trop longtemps accepté un modèle à plusieurs vitesses, où les grandes écoles et organismes de recherche étaient supposés s'occuper de la formation des élites et l'université de la démocratisation de l'enseignement supérieur et la gestion des masses. Ce système est révolu»*, a-t-il lancé. *«Demain ce seront nos universités qui doivent être les piliers de l'excellence»*.

«Garantir l'orientation des jeunes vers l'emploi»

Emmanuel Macron a aussi dénoncé l'*«intolérable gâchis»* de l'échec en première année, où *«seuls 50% des étudiants se présentent aux examens»*, malgré l'injection de nouveaux moyens et la création de 84.000 places. Selon lui, il ne s'agit donc pas d'une question de moyens. *«On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers des étudiants sont considérés comme boursiers et où pourtant nous avons tant de précarité étudiante, et une difficulté à financer un modèle beaucoup plus financé par l'argent public que partout dans le monde»*, a-t-il argué.

«Je dis les choses avec la clarté et la franchise que vous me connaissez» car *«si nous ne réglons pas ces problèmes structurels, nous nous mentirions à nous-mêmes»*, a-t-il poursuivi. Et d'enchaîner:

«Nous avons besoin d'une transformation systémique de nos universités». Celles-ci doivent, selon lui, avoir d'avantage d'autonomie mais l'État devra passer avec elles *«de véritables contrats d'objectifs et de moyens»*. Notamment *«les universités ne doivent plus seulement garantir l'accueil des étudiants dans une formation mais garantir l'orientation des jeunes vers l'emploi»*.

«L'université doit devenir plus efficacement professionnalisante», a encore souhaité le chef de l'État: *«la logique de l'offre doit prendre le pas sur la logique de la demande»*, ou encore, *«l'orientation doit évoluer pour mieux correspondre aux besoins de la nation»*. *«Quand on ouvre des filières sans perspective derrière, nous conduisons un investissement à perte»*, a-t-il dit, après avoir rappelé les nouveaux moyens - 25 milliards d'euros sur 5 ans - de la loi de programmation de la recherche, *«un rattrapage»* à ses yeux. Manuel Tunon de Lara, président de la Conférence des présidents d'universités, rebaptisée France Universités, a lui réclamé une plus grande autonomie des établissements mais aussi un financement de l'enseignement supérieur *«à la hauteur de nos ambitions»*.

«Quand un colloque de grande qualité sur un sujet crucial devient, pour ses détracteurs, une machination diabolique...»

Par Wiktor Stoczkowski

Publié il y a 4 heures, mis à jour il y a 4 heures



«Et dire que c'est aux organisateurs du colloque que l'on prête le goût pour le phantasme du complot !», ironise l'auteur. *Thierry BORREDON/Gamma-Rapho via Getty Images*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les 7 et 8 janvier, un important colloque a eu à la Sorbonne, «Après la déconstruction: reconstruire les sciences et la culture», mobilisation inédite contre le «déconstructionnisme» dont le wokisme n'est qu'un aspect. Les participants ont essayé un tombereau d'invectives sur internet et dans une partie de la presse.

Wiktor Stoczkowski répond à leurs insulteurs.

Wiktor Stoczkowski est directeur d'études au laboratoire d'anthropologie sociale à l'EHESS et au Collège de France.

Mais ils ne le sont pas tous pour les mêmes raisons. Ce n'est pas parce que des colloques sont perturbés, des conférences interrompues ou annulées, des professeurs diffamés et livrés à la vindicte publique que certains d'entre eux s'inquiètent. Ils s'inquiètent en revanche des deux journées de débats qui viennent d'être organisées à la Sorbonne pour parler de tous ces phénomènes préoccupants.

Pourtant, même les adversaires de ce colloque admettent que l'on peut s'inquiéter quand on voit à l'université les indignations se substituer aux arguments scientifiques, les théories du genre mises à toutes les sauces, les identités réduites à une opposition caricaturale entre dominants et dominés, la critique de l'islam systématiquement stigmatisée comme raciste. Mais tout cela leur semble relativement anecdotique. Le vrai scandale, c'est qu'on en parle. À la Sorbonne.

C'est aussi parce que l'on n'en parlerait pas de la bonne manière. La cancel culture, le décolonialisme ou le « wokisme », tous ces termes employés par les intervenants du colloque ne seraient que des mots vagues qui transforment indûment un ensemble de théories disparates en un bloc homogène : le but serait de fabriquer de toutes pièces un ennemi intérieur menaçant la raison et les valeurs républicaines. Les orateurs du colloque seraient en proie à l'illusion d'un complot : les phénomènes qu'ils dénoncent sont certes réels, mais on

s'abuserait en imaginant que ces idéologies hétéroclites puissent converger vers une stratégie commune, quand bien même leurs sectateurs théoriserait cette convergence en lui donnant le nom d'intersectionnalité des luttes.

Personne n'ignore cependant que les termes dont se servent les sciences sociales ont toujours des contours imprécis. Les notions largement acceptées de marxisme, de capitalisme, de populisme ou de totémisme regroupent en catégories des singularités hétéroclites, discernant entre les entités individuelles qui les composent un certain nombre d'affinités réelles. Il en va de même des notions comme la cancel culture ou le «wokisme» : ce ne sont que des approximations classificatoires dont il reste à affiner la portée, pour y suppléer éventuellement des distinctions plus conformes aux nuances de la réalité sociale. Le colloque à la Sorbonne n'était qu'un premier pas franchi sur cette voie.

Bien évidemment, la plupart des critiques du colloque ne peuvent savoir ce qui s'y est dit, puisqu'ils n'y ont pas assisté. S'ils portent sur cet événement un jugement résolument négatif, c'est parce qu'ils pensent y entrevoir une machination.

Et dire que c'est aux organisateurs du colloque que l'on prête le goût pour le phantasme du complot !

Wiktor Stoczkowski

Ils notent que le colloque a été inauguré par le ministre de l'Éducation nationale et clôturé par une intervention du président du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Ils vont parfois jusqu'à imaginer que l'initiative des débats fût soutenue par le président de la République lui-même. Voilà la main maléfique du pouvoir, toujours prompte à nuire au savoir qu'elle finance par ailleurs ! Elle s'apprêterait à saisir la recherche libre à la gorge. Le macronisme aurait conclu à la Sorbonne un pacte diabolique avec l'extrême droite. On croit entendre affûter la lame de la censure idéologique qui va bientôt s'abattre sur les recherches qui dérangent. Et dire que c'est aux organisateurs du colloque que l'on prête le goût pour le phantasme du complot !

Eh bien, vous auriez dû venir à la Sorbonne, chers collègues. Cela vous aurait rassuré. Vous auriez découvert que les intervenants ne sont pas des maccarthystes brûlant du désir de censurer leurs confrères. Quant au ministre, qui n'était pas là en porte-parole du gouvernement ou de la présidence, il s'est contenté d'inviter les participants à aborder les conceptions qui étaient l'objet du colloque comme des faits sociaux dont il est important de comprendre la teneur, la genèse et les conséquences.

La liberté académique consiste à pouvoir aborder sans entraves tous les sujets, à la seule condition que l'on ne substitue pas les indignations aux arguments scientifiques.

Wiktor Stoczkowski

Dans son discours de clôture, Thierry Coulhon, président du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, a souligné que son rôle n'était pas d'approuver ou de désapprouver les conclusions des débats qui venaient de se dérouler, et encore moins d'essayer de dicter à quiconque comment distinguer la bonne recherche de la mauvaise, car cette dernière tâche est réservée à des équipes d'experts. Il tenait surtout à dire son inquiétude devant les conflits qui déchirent les milieux académiques en France, en particulier dans le domaine des sciences sociales : il a avoué qu'il n'aurait jamais imaginé vivre à une époque où Jacques Julliard et Dominique Schnapper, inscrits au programme du colloque, seraient considérés comme des personnalités suspectes, une époque où des propos seraient critiqués avant d'être tenus, en référence aux attaques virulentes dont le colloque avait été la cible avant qu'il ne commençât. En terminant son allocution, Thierry Coulhon a exprimé l'espoir que le jour viendra où les universitaires abandonneront les polémiques stériles et se mettront à dialoguer autrement que par tribunes interposées dans la presse.

Cela est assurément souhaitable. Faudrait-il encore que l'on s'abstienne d'user des injures dans les débats académiques et que l'on cesse de vouloir réduire au silence des collègues sous le prétexte fallacieux que leurs propos pourraient menacer la liberté académique. Cette liberté consiste à pouvoir aborder sans entraves tous les sujets, à la seule condition que l'on ne substitue pas, en effet, les indignations aux arguments scientifiques.

PHILOSOPHIN ELIF ÖZMEN:

„Ich habe keinen Schutzauftrag gegenüber meinen Studierenden“

- VON SASCHA ZOSKE
- -AKTUALISIERT AM 14.01.2022-13:19



Hält nichts von Wortverboten: Elif Özmen verteidigt die freie Rede in ihren Seminaren. Bild: Marie-Luise Kolb

Die Gießener Philosophieprofessorin Elif Özmen forscht zum Thema Wissenschaftsfreiheit. Im Interview sagt sie, warum sie in ihren Seminaren keine „Trigger Warnings“ ausspricht und welche Tendenzen an Unis ihr Sorgen bereiten.

Elif Özmen, Jahrgang 1974, hat in Göttingen und Frankfurt Philosophie, Wissenschaftsgeschichte und Deutsche Philologie studiert. Nach Promotion an der Humboldt-Universität Berlin und Habilitation an der Ludwig-Maximilians-Universität München hatte sie Vertretungsprofessuren in Hamburg und Regensburg inne. 2013 wurde sie Professorin in Regensburg, seit 2016 lehrt sie praktische Philosophie an der Uni Gießen. 2021 hat sie den Sammelband „Wissenschaftsfreiheit im Konflikt“ herausgegeben.

Frau Özmen, wie frei fühlen Sie sich als Wissenschaftlerin der Uni Gießen?

Als Wissenschaftlerin unter Wissenschaftlern fühle ich mich sehr frei. In Gießen sind mir keine Fälle von Eingriffen in die Wissenschaftsfreiheit bekannt, die weite Kreise gezogen hätten. Andererseits gehört es mittlerweile zum Alltag jeder Universität, sich für bestimmte öffentliche Veranstaltungen Sicherheitsstrategien zu überlegen, weil man damit rechnen muss, dass sie gestört werden können, dass es etwa Versuche gibt, sie zu diskreditieren, zu boykottieren oder zu kapern.

Beeinflussen solche Erfahrungen und hitzige öffentliche Debatten über Themen, mit denen Sie sich befassen, Ihr Handeln?

Das, was in der gegenwärtigen Diskussion als Selbstzensur beschrieben wird, kenne ich durchaus – aber nicht in Bezug auf meine Lehre oder meine Forschung. Ich überlege mir allerdings sehr genau, ob ich Interviews gebe, Einladungen von nichtwissenschaftlichen Institutionen annehme oder Stellungnahmen abgebe, die im Internet verbreitet werden können.

Haben Sie damit schon schlechte Erfahrungen gemacht?

Bisher nicht. Aber zu Flucht und Asyl habe ich mich nach 2015 aus Vorsicht öffentlich nicht geäußert, obwohl das Thema zu meinen Forschungsinteressen gehört. Die Wahrscheinlichkeiten, an den sozial-medialen Pranger gestellt und persönlich wie auch beruflich mit Häme und Hass überzogen zu werden, sind

ungleich verteilt. Als Frau mit türkischem Namen aus einem Fach, das in der Öffentlichkeit kein hohes Ansehen genießt, fühle ich mich vielleicht gefährdeter als andere. Aber das sind ja keine wissenschaftsspezifischen Erfahrungen, schließlich kann ein Shitstorm jeden treffen, also etwa auch Journalisten, Politikerinnen oder Künstler.

Sie haben den Sammelband „Wissenschaftsfreiheit im Konflikt“ herausgegeben, der verschiedene Positionen zum Thema vereint. Wie ist es aus Ihrer Sicht um die Wissenschaftsfreiheit in Deutschland bestellt?

Die Frage ist nicht leicht zu beantworten. Man kann auf empirische Untersuchungen verweisen wie den Academic Freedom Index. Dieser zeigt, dass die Wissenschaftsfreiheit in Deutschland seit den achtziger Jahren auf einem sehr hohen Niveau stabil ist. Andererseits gibt es auch in Deutschland – wie in den USA und Großbritannien – eine Debatte über die Politisierung und Moralisierung der Wissenschaft. Da geht es nicht um harte Beschränkungen durch staatliche Akteure, etwa durch Zensur und Publikationsverbote, sondern um Versuche, Redner auszuladen oder Wissenschaftlerinnen und ihre Forschungsgebiete zu diskreditieren. Für mich ist noch nicht ausgemacht, ob das die Wissenschaftsfreiheit als solche gefährdet oder viel stärker die Funktion der Universität als einen Ort, an dem unterschiedliche Perspektiven entwickelt und kritisch diskutiert werden, an dem wir uns mit Gründen und Gegengründen streiten wollen und dürfen.

Aber gerade die Möglichkeit zum Austausch von Argumenten ist doch eine Voraussetzung für Wissenschaftsfreiheit.

Das stimmt. Wenn Studierende, aktivistische Gruppen, der AStA, Kollegen oder Gleichstellungsbeauftragte verlangen, dass wir bestimmte Autoren, Texte, Inhalte nicht mehr lehren, bestimmte Worte nicht mehr benutzen oder vor Veranstaltungen „Trigger Warnings“ aussprechen sollen, dann betrifft das Grundlagen der Wissenschaftsfreiheit. In solchen Fällen sind alle Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler aufgefordert, dieses hohe Gut zu verteidigen, das ja eine Voraussetzung von guter Wissenschaft bildet.

Sehen Sie die Gefahr, dass bestimmte Forschungsprojekte nicht mehr gefördert werden, weil schon ihre Ausgangsfrage als verwerflich angesehen wird? Nehmen wir als Beispiel eine Studie, die untersucht, ob Kinder, die in gleichgeschlechtlichen Beziehungen aufwachsen, gegenüber solchen aus „traditionellen“ Familien Nachteile haben.

Wenn ich mich recht erinnere, hat Gesundheitsminister Jens Spahn gleich zu Beginn seiner Amtszeit eine solche Studie in Auftrag gegeben. Und nicht jeder persönliche Misserfolg in einem Antragsverfahren ist ein Zeichen dafür, dass Wissenschaftsfreiheit eingeschränkt wird.

Aber glauben Sie, dass bei manchen Themen die „Schere im Kopf“ eines Gutachters oder Doktorvaters zuschnappt?

Es scheint mir schlicht menschlich zu sein, dass so etwas geschieht. Gleichzeitig sind wir als Wissenschaftlerinnen jederzeit aufgefordert, uns damit kritisch auseinanderzusetzen, bereits bei unserer eigenen Forschung. Die Regeln für Begutachtungen von Forschungsvorhaben und Publikationen – etwa Anonymität und das Mehraugenprinzip – sollen außerdem verhindern, dass am Ende doch bestimmte, zum Beispiel politische Vorlieben durchschlagen. Trotzdem kommt so etwas natürlich vor.

Ein Beispiel aus Ihrem Fach: Dem australischen Philosophen [Peter Singer](#) wird vorgeworfen, er spreche Behinderten das Lebensrecht ab. Kann man unbehelligt über ihn und seine Thesen forschen?

Ich habe meine Magisterarbeit über Peter Singers Interessensbegriff geschrieben, und zwar sehr wohlwollend. Es gab damit überhaupt keine Schwierigkeiten. Ich kann mir nicht vorstellen, dass innerhalb der akademischen Philosophie die Beschäftigung mit Singers Positionen Probleme für das wissenschaftliche Fortkommen schafft. Die Proteste gegen Singer bei Einladungen nach Deutschland kommen regelmäßig von wissenschaftsexternen Akteuren.

Der AStA der Uni Mainz ist ein Akteur innerhalb einer Hochschule. Er hat einer Uni-Gruppe der Giordano-Bruno-Stiftung rechtswidrig die Unterstützung entzogen, weil die Stiftung Singer einen Preis verliehen hatte. Haben Sie in Gießen schon einmal Ärger mit Studenten bekommen, weil Sie „Falsches“ gelehrt haben?

Nein, und das, obwohl ich Veranstaltungen anbiete, etwa zu Philosophie und Nationalsozialismus, in denen auch ethisch unappetitliche oder zutiefst menschenverachtende Texte gelesen werden, etwa von Rosenberg, Hitler und Himmler. Natürlich muss man als Dozentin wissen und den Seminarteilnehmern vermitteln, was man in fachwissenschaftlicher, didaktischer und diskursiver Hinsicht beabsichtigt, indem man solche Quellen studiert.

„Trigger Warnings“ gibt es in Ihren Seminaren nicht?

Nein. Ich bin praktische Philosophin, ich beschäftige mich mit Fragen der Ungerechtigkeit, Krieg, Gewalt, Folter, Abtreibung oder Sterbehilfe. Ich habe keinen Schutzauftrag gegenüber meinen freiwillig anwesenden, im Übrigen erwachsenen und mündigen Studierenden. Meine Veranstaltungen sollen durchaus „safe spaces“ sein – in dem Sinn, dass man dort frei debattieren kann, auch dass unvorsichtig, unkonventionell, manchmal dumm formuliert und all das auch kritisiert werden darf.

Und von Ihren Studenten hat sich noch niemand beschwert?

Ausgerechnet nach einer Sitzung zu Adornos „Dialektik der Aufklärung“ hat mich eine Studentin gebeten, das N-Wort, das in dem Text vorkommt und von mir vorgelesen wurde, nicht mehr auszusprechen.

Was haben Sie ihr geantwortet?

Ich habe ihr meine Position zum historischen Quellenstudium erklärt und versucht, diese auch wissenschaftsethisch einzuordnen. Und dann habe ich an das ganze Seminar den Arbeitsauftrag gerichtet, für die nächste Sitzung Standpunkte zu diesem Thema zu formulieren.

Und sind Sie zu einem Konsens in der N-Frage gekommen?

Es blieb beim Dissens, aber er war nach der Diskussion für alle akzeptabler, weil die verschiedenen Gründe und möglichen Perspektiven offengelegt wurden. Man kann ja Respekt für die Position der anderen aufbringen, auch wenn man diese nicht teilt.

Im Zusammenhang mit Wissenschaftsfreiheit wird auch viel darüber diskutiert, wen man an eine Uni einladen darf. Haben Sie das Gefühl, dass hier Ängstlichkeit um sich greift?

Wie gesagt, bei öffentlichen Veranstaltungen machen wir uns mehr Gedanken als früher, nicht nur über Sicherheit, sondern auch über den Zweck von Einladungen von Nichtwissenschaftlern. Es ist ja eine neuere Entwicklung, solche Begegnungen zwischen Universität und Gesellschaft, Wissenschaft und Öffentlichkeit ganz bewusst zu fördern. Dass sich da gesamtgesellschaftliche Dissense und umkämpfte Themen nicht einfach von selbst zivilisieren, nur weil man einige Protagonisten auf einem Podium in der Uni-Aula platziert, versteht sich ja eigentlich von selbst.

Welche Kriterien für Gastredner würden Sie denn anlegen, wenn Sie eine Veranstaltung organisieren?

Es würde sehr auf die Art der Veranstaltung ankommen. Susanne Schröter hat das in Frankfurt zum Beispiel sehr gut gemacht, indem sie auf einer öffentlichen Konferenz ein breites Spektrum von Positionen zum islamischen Kopftuch abgebildet und in eine Diskussion zu bringen versucht hat. Dagegen erschließt sich mir nicht, warum man, wie in Siegen, Thilo Sarrazin oder einen AfD-Abgeordneten in eine Lehrveranstaltung zur Philosophie der Meinungsfreiheit einlädt. In welchem Sinne sind das kompetente Sprecher zu diesem Thema, was können Studierende von ihren Vorträgen lernen? Aber ich bin vorsichtig,

allgemeine, gar verpflichtende Handreichungen zu formulieren. Am Ende lassen sich verbindliche Grenzen der Wissenschaftsfreiheit ausschließlich mit Bezug auf die Rechtsordnung setzen.

Können Studenten nicht auch aus der Diskussion mit Leuten wie Sarrazin Nutzen ziehen, indem sie lernen, ihnen Kontra zu geben?

Pro und Contra einer Position entwickeln zu können ist ein wichtiges Ziel des wissenschaftlichen Studiums. Und man muss sich gerade dann mit Positionen auseinandersetzen, wenn man sie gut kritisieren können will. Über Sarrazin weiß man aber von zahlreichen Auftritten, dass er Kritik und Argument wenig zugänglich ist. Da würde ich eher auf ein Text-Studium setzen.

In einem Aufsatz Ihres Sammelbands wird als Kriterium für Gastredner die Bereitschaft genannt, sich an die Regeln einer guten Diskussionskultur zu halten – andere ausreden lassen, auf Gegenargumente eingehen, auch einmal zugeben, dass man Unrecht hat. Sollten das die Minimalstandards sein?

Im Prinzip ja, aber hätten solche Minimalkriterien die Konflikte verhindert? Wer kann oder soll da allgemein entscheiden, was oder wer intellektuell redlich ist? Auch fallen mir einige Kolleginnen und Kollegen ein, die sich eher nicht an solche Diskursregeln halten und trotzdem beeindruckende Wissenschaftler, Dozenten und Redner sind.

Gegen angebliche Einlade- oder Forschungsverbote wendet sich das „Netzwerk Wissenschaftsfreiheit“. Ihm wird vorgeworfen, dort versammelten sich „Rechte“ oder alte, weiße Männer, die um ihre Diskurshoheit fürchteten. Stimmt das?

In der Mitgliederliste finde ich einige Namen, auf die die diese Beschreibung mit Sicherheit nicht zutrifft. Es hilft uns in der Debatte um Wissenschaftsfreiheit ohnehin nicht weiter, mit Gegensatzpaaren wie rechts/links, alt/jung oder konservativ/woke herumzuhantieren. Das sind wissenschaftsfremde Antagonismen, die doch kein Kriterium dafür sein können, ob ich eine Kollegin einlade oder gemeinsam mit ihr auf dem Podium sitze.

Kommen wir noch einmal auf Ihren Sammelband zurück. Darin wagt ein Autor zu behaupten, Sarrazins Thesen seien nicht komplett unwissenschaftlich, und ein anderer schreibt in Zitaten die Worte „Neger“ und „Nigger“ aus. Gab es deswegen empörte Reaktionen?

Das müssten Sie die Autoren fragen, die für ihre Texte selbst verantwortlich sind. Ich habe für mein eigenes Anliegen eher ungewohnte Aufmerksamkeit als Angriffe bekommen. In dem Band wird ja gerade versucht, eine vernünftige Vielfalt von gegensätzlichen Positionen zu einem hoch umstrittenen Thema zu versammeln. Auch um der Empörung etwas entgegenzusetzen, die die öffentliche Debatte stetig begleitet.

Dass Sie nicht angegriffen wurden, lässt vermuten, dass es um die Wissenschaftsfreiheit in Deutschland doch nicht so schlecht bestellt ist.

Das scheint mir auch so. Aber um die allgemeine Diskussionsfreiheit, vor allem in den sozialen Medien, muss man sich durchaus Sorgen machen.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/ex-ezb-direktor-benoit-c-ure-macrons-mann-gegen-big-tech-17726549.html?premium>

BENOÎT CŒURÉ:

Macrons Mann gegen Big Tech

- VON NIKLAS ZÁBOJL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 14.01.2022-09:27



Benoît Cœuré Bild: Wolfgang Eilmes

Über Frankreichs Wettbewerb soll fortan der frühere EZB-Direktor Benoît Cœuré wachen. Seine Berufung lässt sich auch als Kampfansage verstehen. Denn der Finanzprofi soll eine wichtige Schaltstelle besetzen.

Ganz weg war er nie. Auch nach seiner achtjährigen Amtszeit als Direktor der Europäischen Zentralbank (EZB) mischt Benoît Cœuré mit, nur eben nicht mehr aus dem Frankfurter Ostend, sondern aus Basel. Bei der dort ansässigen Bank für Internationalen Zahlungsausgleich (BIZ) wurde der Franzose Anfang 2020 zum Leiter des neu geschaffenen Innovationslabors. Cœuré blieb damit am Puls der Zeit: Als „Notenbank der Notenbanken“ ist die BIZ Dreh- und Angelpunkt für Diskussionen über digitales Zentralbankgeld und über die Regulierung von Kryptowährungen.

Auch in dieser Position meldet sich der 52 Jahre alte Finanzprofi zu Wort. Etwa mit Aussagen wie: „Wenn große Techunternehmen Finanzdienstleistungen anbieten, zementieren sie damit ihre Marktmacht.“ Nach Cœurés Auffassung sollten die Facebooks dieser Welt mit ihren neuen Zahlungssystemen stärker an die Kandare genommen werden. Selbiges gelte für Kryptowährungen wie Bitcoin und Co. Andernfalls drohten systemische Risiken für die Finanzwelt.

Sehr wahrscheinlich wird der Franzose bald wieder mehr zu sagen haben – und einigen seiner Forderungen Taten folgen lassen. Denn kurz vor Weihnachten nominierte ihn Präsident Emmanuel Macron zum Chef für die französische Wettbewerbsaufsicht, die Autorité de la concurrence. Damit war zwar noch nicht gesagt, dass Cœuré den Posten erhält, auch wenn er dafür bereitsteht. Doch die Anhörungen durch Frankreichs Senat und die Nationalversammlung diese Woche galten nur noch als Formsache und tatsächlich stimmte eine Mehrheit für den früheren EZB-Direktor.

Eine wichtige Schaltstelle

Damit erwartet Cœuré eine neue, fünfjährige Herausforderung. Seine Berufung fällt in eine Zeit, die wettbewerbspolitisch über die drei Monate bis zur Präsidentenwahl hinaus aufregend zu werden verspricht, etwa mit Blick auf die Großfusion zwischen TF1 (Bouygues) und M6 (Bertelsmann), Frankreichs größten privaten Fernsehsendern.

Spekuliert wurde, dass die bisherige Kartellchefin Isabelle de Silva wegen ihrer Kritik an dem Zusammenschluss keine Vertragsverlängerung erhalten hat, trotz Rückhalt von Finanz- und

Wirtschaftsminister [Bruno Le Maire](#). Sie selbst weist die Spekulation zurück und sagt, dass man wohl jemanden mit einem wirtschaftlicheren Profil an der Behördenspitze wünscht.

Das trifft auf Cœuré zu. Vor allem den Kampf gegen die Marktmacht der amerikanischen Tech-Giganten dürfte Macron vor Augen gehabt haben, als er Cœuré für die Kartellaufsicht ersann. Durchaus mit strategischem Hintergedanken: Der Präsident will Europas Souveränität auf wichtigen Zukunftsfeldern stärken, was die Digitalwirtschaft einschließt. Die wettbewerbsrechtliche Regulierung ist dabei eine wichtige Schaltstelle.

Bestens vernetzt

Schon de Silva verdonnerte Apple Anfang 2020 zu einer Rekordbuße von 1,1 Milliarden Euro – weil der Konzern Einzelhändler etwa beim iPad-Vertrieb über Gebühr unter Druck gesetzt und seine Marktmacht missbraucht habe. Auch Google wurde in Frankreich unlängst mit Strafen in dreistelliger Millionenhöhe belegt, zum einen wegen illegalen Verhaltens auf dem Onlinewerbemarkt, zum einen wegen unredlicher Verhandlungen mit den Presseverlagen.

Diese Gangart dürfte Cœuré intensivieren. Konnten Amerikas Onlineplattformen lange Zeit ungestört wachsen, weht nun ein anderer Wind, tönt es aus Paris. Frankreichs Wettbewerbshüter haben in den vergangenen Jahren mehr Befugnisse erhalten. Die Autorité de la concurrence ist deutlich schlagkräftiger als die Vorgängerorganisation, der 2008 aufgelöste Conseil de la Concurrence.

Als Ingenieur, Ökonom und Japanologe schlug Cœuré nicht den für hohe Verwaltungsbeamten typischen Karrierepfad über die Eliteschule ENA ein. Er arbeitete für das nationale Statistikamt Insee und war, bevor ihn [Nicolas Sarkozy](#) zur EZB schickte, Chefökonom des französischen Finanzministeriums. Zuvor war er zuständig für das nationale Schuldenmanagement und reiste als Unterhändler der Regierung zu den Treffen der G 8 und G 20. Cœuré ist daher über die Landesgrenzen hinaus bestens vernetzt, gegenüber alten Seilschaften mit der Privatwirtschaft unverdächtig und vor allem wirtschaftspolitisch kein Leichtgewicht, um sich gegen die Digitalkonzerne aus Amerika durchzusetzen.

Damit war der Weg geebnet

An der Spitze der Wettbewerbsbehörde wird Cœuré der erste Nichtjurist – während auffälligerweise zugleich mit [Christine Lagarde](#) eine Nichtökonomin im Chefsessel der EZB sitzt. Sein Hang zum Etatismus gilt als weniger ausgeprägt als jener der früheren französischen Finanzministerin Lagarde. Dass sich Cœuré selbst erst in die Untiefen des Wettbewerbsrechts einarbeiten muss, halten Weggefährten für keine große Hürde. Er gilt als blitzgescheit.

Bei EZB-Sitzungen soll er häufig andere Dinge gelesen haben, wenn jemand für sein Empfinden zu lang redete. Und auf diesen Posten kam er quasi als geldpolitischer Grünschnabel, ehe er schon nach wenigen Monaten zu einem engen Vertrauten von Präsident Mario Draghi wurde und dessen Kurs offensiv verteidigte, nicht zuletzt gegen Kritik aus Deutschland.

Auch für die Entourage von Macron ist Cœuré kein unbeschriebenes Blatt. Der Präsident berief ihn in der Pandemie an die Spitze einer Kommission, die die Wirkung der Corona-Hilfen für Unternehmen evaluierte. Rückblickend war der Weg von Basel nach Paris damit geebnet, nachdem der Chefposten bei der Nationalbank Banque de France – für den sich Cœuré dem Vernehmen nach interessiert hat – durch die zweite Amtszeit für François Villeroy de Galhau bis auf Weiteres besetzt bleibt.

Privat ist Cœuré, der in Grenoble aufwuchs und nach wie vor regelmäßig auf Wander- und Skitour in die Berge fährt, vor allem ein Kunstmensch. Seine Liebe gilt Japan, wo er angeblich Botschafter werden wollte, als er noch jung war. Japanisch spricht er nach wie vor fließend. Als Autor hat sich Cœuré mit Büchern zur ökonomischen Theorie Meriten erworben. Zudem hat er ein Werk des amerikanisch-russischen Dichters Joseph Brodsky ins Französische übersetzt. Es ist recht melancholisch und trägt den Titel „Acqua alta“. In deutscher Fassung: „Ufer der Verlorenen“.

Dette, chômage, impôts, illettrisme... La vérité sur l'état de la France par Agnès Verdier-Molinié

Par **Ghislain de Montalembert**

Publié hier à 06:00, mis à jour hier à 09:28



Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation Ifrap. ©Léa Crespi pour le Figaro Magazine

EXCLUSIF - Dans un essai incisif à paraître le 19 janvier, Agnès Verdier-Molinié dénonce le grand décrochage de la France. Entretien avec la directrice de la Fondation Ifrap et extraits, en avant-première, de son livre *Le vrai État de la France*.

À force de repousser sans cesse les réformes, de dépenser sans compter et de s'endetter comme jamais, la France est en train de décrocher par rapport aux autres pays de taille comparable, prévient Agnès Verdier-Molinié qui dénonce l'omerta régnant sur l'état véritable de notre pays à l'approche de l'élection présidentielle. Voilà des années que la directrice de la Fondation Ifrap tire la sonnette d'alarme. En vain, même si les politiques en mal d'inspiration sont de plus en plus nombreux à venir consulter ce think tank libéral qui n'a de cesse de mettre en évidence les failles des administrations, les travers des politiques publiques, le poids des impôts qui décourage d'entreprendre, d'investir voire de s'enrichir en France.

Au fil de son diagnostic, Agnès Verdier-Molinié pointe, chiffres à l'appui, d'autres écueils qui sont, pour elle, autant de signes annonciateurs du déclin de la France: le développement de la pauvreté, le sentiment croissant d'insécurité, le nombre toujours plus inquiétant de laissés-pour-compte du système éducatif, l'essor de l'économie parallèle et de la fraude, la perte de contrôle des flux migratoires... Malgré tout, Agnès Verdier-Molinié garde l'espoir, confiante dans l'avenir et les capacités de notre pays. Mais «*c'est maintenant qu'il faut faire le job* », prévient-elle, soufflant au passage quelques pistes de réformes à celui ou celle qui, dans quelques mois, dirigera la France.

LE FIGARO. - Dans votre livre, vous dressez un portrait sombre de l'état de la France. Ne craignez-vous pas de jouer les cassandres?

Agnès VERDIER-MOLINIÉ. - Tout indique malheureusement que la France est en train de décrocher des pays cœur de la zone euro. Notre pays est engagé dans une sorte de fuite en avant. Il est devenu celui qui dépense le plus, taxe le plus, emprunte le plus sans pour autant parvenir à faire baisser durablement la pauvreté, le chômage ou encore le sentiment d'insécurité qui mine le quotidien des Français. L'inquiétude monte chez un certain nombre de responsables, notamment parmi les grands patrons. Si nous ne réagissons pas, nous risquons de devenir le maillon faible de l'Europe. Les Français ont le droit de savoir. Ils doivent pouvoir aller voter en connaissance de cause. C'est pour eux que j'ai écrit mon livre, qui se veut un audit réaliste et précis de l'état de la France, mais aussi un appel au sursaut.

Pourtant, tout n'irait pas si mal selon le gouvernement: la croissance est repartie, le chômage a baissé...

Une sorte de brouillard masque la situation économique réelle de notre pays. À entendre certains ministres, la crise serait déjà derrière nous, le pouvoir d'achat n'aurait jamais autant grimpé depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la croissance serait la meilleure de tous les pays d'Europe, le chômage serait maîtrisé et les impôts n'auraient jamais autant baissé. Bref, nous serions sur le point de vivre une reprise digne des Trente Glorieuses! Il est clair qu'à l'approche de l'élection présidentielle, nous sommes entrés dans la phase de «préparation de la mariée». La réalité est cependant bien différente. Les presque 7% de croissance en 2021, dont le gouvernement s'enorgueillit, correspondent en partie à de la croissance dopée à la dépense publique, financée à crédit par de la dette. Il ne s'agit pas d'une croissance pérenne fondée sur de l'investissement.

Et qu'en sera-t-il en 2022? Nous ne sommes même pas certains de pouvoir compter sur les 4% de croissance sur lesquels table le gouvernement. La Banque de France ne vient-elle pas de réviser ce chiffre à 3,6%? Tout cela me fait penser à ce qui s'est passé avec le Conseil d'orientation des retraites, lors de la précédente élection. En juin 2016, on nous assurait qu'il n'y avait plus aucun problème de financement des pensions, que tout était réglé ou presque. Et un an plus tard, en juin 2017, on apprenait que le déficit des retraites se situerait entre 10 et 30 milliards d'euros par an d'ici à 2030! Souvent, on découvre ce qui a été mis sous le tapis après l'élection.

Denis Olivennes, qui a lu votre livre, y voit un réquisitoire contre Emmanuel Macron. Est-ce le cas?

Il se trompe: mon livre ne cherche à accuser personne, ni à trouver un bouc émissaire. C'est un diagnostic fondé sur des faits, des constats, des chiffres. Il se veut le plus objectif possible. Comme je le montre dans le livre, la responsabilité est largement partagée: politiques, gestionnaires publics, syndicats... Toutefois, il faut bien admettre que, durant ce quinquennat, la France ne s'est pas réindustrialisée comme il aurait été urgent de le faire et qu'elle s'est plus endettée que la plupart de ses voisins.

Quant aux impôts, s'ils ont baissé pour certains contribuables et surtout pour les entreprises, cela risque de ne pas durer longtemps. Les dépenses publiques ayant atteint des niveaux stratosphériques, sans réformes de fond, on perpétuera les mêmes erreurs: les financer par du déficit, de la dette et, *in fine*, une fiscalité plus lourde.

La déception est grande également en ce qui concerne les réformes. Celle des retraites reste à faire, tout comme la cure d'amaigrissement qui nous avait été promise dans la fonction publique. Où sont les 120.000 suppressions de postes annoncées? Entre 2017 et 2022, les dépenses de personnel du secteur public auront dérivé de plus de 22 milliards!

À la décharge d'Emmanuel Macron, il faut bien reconnaître que la situation n'était pas reluisante lorsqu'il est arrivé à l'Élysée.

C'est vrai, la France était déjà la championne du monde des prélèvements obligatoires et de la dépense publique en 2017. La chute du nombre d'emplois dans l'industrie ne date pas d'hier, mais a commencé dans les années 1980, tout comme celle du nombre d'heures travaillées par les Français. La France traîne un certain nombre de difficultés et de pesanteurs qui se sont accumulées au fil des décennies. Tout a commencé après-guerre, avec l'instauration d'un statut de la fonction publique d'État et l'octroi d'un pouvoir très important aux syndicats. Cela a continué avec la mise en place de la retraite à 60 ans et du statut de la fonction publique territoriale et hospitalière sous François Mitterrand ou encore les 35 heures sous Lionel Jospin...

Faut-il s'étonner, après, que la France travaille 7 milliards d'heures par an de moins que la moyenne des pays comparables? Comment espérer une prospérité économique dans le pays qui travaille le moins par habitant et où l'absentéisme bat tous les records avec en moyenne 25 jours d'absence par an dans le secteur public et 17 dans le privé?

La crise sanitaire a-t-elle accéléré le décrochage de la France?

La France est l'un des pays européens qui a le plus stoppé son économie en raison de la pandémie. C'est un choix qui s'est révélé très coûteux. Quand les Allemands faisaient tourner leurs usines, beaucoup, en France, étaient à l'arrêt. En 2020, la création de richesse française a chuté de 7,9% ; c'est beaucoup plus qu'en Allemagne (- 4,6%), aux Pays-Bas (- 3,8%), au Danemark (- 2,1%)... Mais je crois que c'est surtout dans les esprits que les conséquences de ce choix seront les plus lourdes. En optant pour la mise à l'arrêt de l'économie française et une politique d' *open bar* en matière de dépenses publiques, le gouvernement a profondément contribué à la dévalorisation de la valeur travail. L'idée est désormais solidement ancrée dans les esprits que l'État peut tout payer pour les entreprises ou les salariés en chômage partiel.

Le poids de l'endettement de notre pays est-il préoccupant?

C'est l'un des sujets les plus inquiétants pour l'avenir. À 2950 milliards d'euros, la dette publique française, qui représente désormais 114% du produit intérieur brut (PIB), atteint un niveau inégalé dans l'histoire de la Ve République. Et nous allons devoir continuer à emprunter dans les années à venir, à hauteur de 1 milliard d'euros par jour, pour faire «rouler» la dette, c'est-à-dire ne pas rembourser le capital emprunté sur les marchés quand sonne l'heure de l'échéance. Notre dette - dont la Chine détient entre 200 et 300 milliards d'euros, ce qui, au passage, nous place dans une embarrassante situation de dépendance! - va devenir notre croix et celle des générations qui suivront! Sans compter qu'au premier mouvement sur les taux d'intérêt, la situation va se corser. La France risque de payer cher sa politique du «quoi qu'il en coûte».

Beaucoup d'autres pays se sont endettés pour faire face à la crise...

Aucun de nos partenaires européens ne se trouve aujourd'hui avec plus de 700 milliards de dette en plus en cinq ans. Nous sommes aujourd'hui le premier emprunteur de la zone euro. Sans l'action de la BCE, qui rachète nos dettes, nous serions dans une situation financière dramatique. Certes, même des pays habitués à une gestion parcimonieuse des deniers publics ont ouvert les vannes pour soutenir leur économie, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas. Mais, outre-Rhin, la dette culmine à 69,2% du PIB. Les Allemands se sont proportionnellement moins endettés que nous face à la pandémie, mais surtout ils étaient moins endettés au départ, avant que la crise sanitaire ne surgisse.

Notre économie aurait été plus forte pour affronter la crise si les réformes promises par Emmanuel Macron avaient été engagées durant les 100 premiers jours qui ont suivi son élection. Or, les premières décisions du président de la République ont consisté à repousser la réforme des retraites, puis à enterrer le rapport CAP 2022 supposé chiffrer les économies à réaliser sur les dépenses publiques. Il n'y avait pas la volonté de remettre au carré les missions de l'État et d'assainir la gestion des finances publiques.

Vous montrez que la France ne parvient pas à lutter contre la pauvreté, l'illettrisme, l'insécurité... Est-ce le signe d'un décrochage?

Un jeune sur 10 ne lit pas correctement, un sur 20 est illettré. Voilà des chiffres qui étonnent dans un pays qui dépense autant d'argent pour l'éducation de sa jeunesse. C'est bien le signe que quelque chose ne fonctionne pas, ou plus, dans notre système éducatif dont 100.000 jeunes sortent chaque année sans aucun diplôme!

En matière de lutte contre la pauvreté, la situation est là aussi inquiétante: la France compte 27.000 sans-abri et 300.000 sans domicile fixe. Est-ce normal dans un pays où les dépenses sociales représentent 32% de la richesse nationale?

En ce qui concerne l'insécurité, les statistiques montrent clairement une aggravation de la situation, comme si l'État se révélait de plus en plus impuissant face à la montée des crimes et délits, le développement des zones de non-droit et de l'économie grise qui représente l'équivalent de 11% du PIB, mais aussi l'immigration clandestine. La France compterait environ 500.000 illégaux dont un grand nombre travaillent de façon non déclarée, soit sur des emplois classiques, soit sur des jobs précaires issus d'activités illégales. C'est beaucoup plus qu'en Allemagne par exemple, où ils sont environ 354.000 illégaux. Mais comment en serait-il autrement alors que la France ne maîtrise pas ses flux migratoires et qu'elle ne fait pas respecter les décisions de retour aux frontières? Sur 122.839 obligations de quitter le territoire français (OQTF) prononcées en 2019, seulement 18.906 ont été appliquées.

Un sursaut français est-il possible?

J'en suis convaincue, mais c'est maintenant qu'il faut faire le job. Après, il sera trop tard. La France est à la croisée des chemins. Pile, elle continue à décrocher et se laisse encore plus distancer par les Allemands, les Néerlandais, les Suédois, les Danois, ou qui que ce soit d'autre en Europe. Face, elle redresse la barre et retrouve son rang de grande puissance.

Les mesures à adopter sont simples. Elles se résument à trois grands principes. 1) Travailler plus et plus longtemps, notamment en reculant l'âge de la retraite à 67 ans progressivement jusqu'en 2030 et en supprimant les majorations sur les heures supplémentaires jusqu'à 40 heures par semaine. 2) Équilibrer les comptes de la nation, en baissant les dépenses publiques entre 80 et 100 milliards d'euros et les impôts de 60 à 70 milliards à l'horizon 2030. L'effort à faire n'a rien d'impossible: il a été accompli avec succès par certains de nos voisins du nord de l'Europe. Si la France était dans la moyenne de la zone euro, elle dépenserait 262 milliards d'euros de moins par an et taxerait pour 155 milliards de moins les Français et leurs entreprises. 3) Enfin, autre urgence: il faut faire respecter les lois, rétablir la sécurité et maîtriser les flux migratoires.

Comment le futur président devra-t-il s'adresser aux Français pour leur faire accepter ces réformes?

Il ou elle devra leur parler un langage de vérité, faire preuve de pédagogie, leur redonner l'espoir et l'envie de prendre en main leur destin, de reconstruire la France ensemble. Sans écran de fumée et en étant clair sur les défis qui nous attendent. La principale qualité à attendre du futur chef de l'État sera de savoir créer des consensus. Rien ne sert de monter les Français les uns contre les autres.

Extraits

23e rang mondial pour la richesse par habitant

On l'a tous appris à l'école, la France est la 5e ou 6e puissance mondiale. En richesse totale, ce que l'on appelle le produit intérieur brut (PIB). Oui, mais par habitant? C'est une toute autre histoire: 39.030 euros par habitant de richesse nationale en France... loin derrière l'Allemagne qui est à 46.208 euros. La France n'est plus dans le groupe des sept pays riches de l'Europe du Nord qui sont en moyenne à plus de 63.000 euros de richesse par habitant. [...] Si l'on ne prend que les 11 pays historiques de la zone euro de 1999 (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal), seuls l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont derrière nous. Au niveau mondial, la France décroche aussi par rapport aux grands pays. [...] Dans les années 1980, la France était 11e. Elle est maintenant 23e!

7 milliards d'heures travaillées en moins

En 2018, si l'on considère la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni, c'est plus de 7 milliards d'heures qui sont travaillées en moins en France tous les ans. Les Allemands ont travaillé 62 milliards d'heures en 2018, les Anglais 54 milliards et les Français 42 milliards... Les salariés français à temps complet travaillent 1680 heures en 2019 quand les salariés allemands à temps complet travaillent 1834 heures et les salariés britanniques 1921 heures... La moyenne de l'Union européenne est de 1846 heures. Soit un écart de 166 heures par an et par salarié entre la France et la moyenne européenne.

2950 milliards de dette publique

La montagne de dette grandit, grandit, et nous regardons ailleurs. Pourtant, la vague de l'inflation arrive et, avec elle, la montée des taux et de la charge de la dette. À 4% de taux d'intérêt à 10 ans, la charge de la dette atteindrait en 8 ans environ 80 milliards d'euros par an selon les simulations, cela deviendrait proprement infaisable. 2950 milliards d'euros de dette*. Un chiffre énorme. En 2022, la dette de la France représente 44.000 euros par Français. En 2012, c'était 20.000 euros. Sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la dette de la France avait grimpé de plus de 600 milliards, sous François Hollande de presque 400, mais sous Emmanuel Macron, la hausse, à la fin de cette année 2022, sera d'environ 700 milliards d'euros! Aucun autre pays de la zone euro n'a fait ça! L'Allemagne est bien loin derrière nous - malgré la crise sanitaire - avec 518,5 milliards d'euros de dette publique en plus entre 2017 et 2022.

**La dette a été multipliée par 2 en 20 ans, passant de 59% du PIB à 114%.*

1126 milliards de prélèvements obligatoires

La France est championne du monde du nombre d'impôts, taxes, contributions et cotisations. En 2019, on en comptait 483! Soit 214 impôts, 159 taxes et 110 cotisations. Sur ces dernières, 37 cotisations et contributions employeurs, 38 cotisations et contributions salariales, 8 cotisations pour indépendants et inactifs, et 17 autres cotisations, majorations et pénalités (à la charge des ménages, des entreprises ou des deux). Une véritable litanie. Rien qu'en 2019, cinq nouvelles taxes ont été créées: taxe additionnelle à la taxe de séjour en Île-de-France pour financer le Grand Paris, taxe sur les hydrocarbures, redevance pour les concessions hydroélectriques, contribution sur les sources d'eaux minérales et taxe de balayage... Selon les données OCDE, la France a 196 impôts et catégories d'impôts, soit plus du double que l'Allemagne (84) et le Royaume-Uni (86). Le système français applique systématiquement plus de prélèvements dans chaque catégorie. Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre? France 13, Allemagne 0. Impôts sur le patrimoine? France 33, Allemagne 17. Impôts sur les biens et services? France 109, Allemagne 46. Et ainsi de suite.

1460 milliards de dépenses publiques

En 2017, Emmanuel Macron avait fait une promesse: une baisse de 60 milliards d'euros des dépenses publiques afin de les ramener à 53,5% du PIB à l'horizon 2017, puis à 50% en 2022. Il n'en sera rien, car en 2021 la dépense publique pèse pour 60,7% du PIB. Le pic est dû aux dépenses de soutien à l'économie des années 2020 et 2021, mais, même avant crise, la promesse

présidentielle n'était pas honorée car, en 2019, les dépenses publiques représentaient toujours 55,4% du PIB. Le programme d'En Marche proposait pourtant des mesures d'économies via des réformes sociales sur les retraites, la politique du logement, l'assurance-chômage ou encore la baisse des effectifs publics, mais ces projets, oubliés ou abordés trop tard dans le quinquennat, ont été peu ou prou abandonnés. Si les réformes avaient été menées entre 2017 et 2019, la France serait entrée beaucoup plus forte dans la crise.

2 millions d'emplois perdus dans l'industrie

Le secteur industriel français comptait 5,5 millions d'emplois salariés en 1980 ; il n'en comptait plus que 3,2 en 2017 et 3,1 millions en 2021... soit une diminution de plus de 2 millions. Ce phénomène de désindustrialisation concerne la quasi-totalité des secteurs. Depuis la crise, l'emploi a rebondi dans tous les secteurs, sauf dans l'industrie où il stagne [...]. Par rapport à 1989, l'industrie française voit ses effectifs diminuer de plus de 30% en 2017. [...] Même l'Italie crée chaque année plus de valeur ajoutée dans l'industrie que la France: plus de 300 milliards d'euros (16% du PIB) quand nous en sommes à 280 milliards. Les Allemands en créent 752 milliards!

Source: Insee, septembre 2021.

82 milliards de déficit commercial

Quand on regarde les chiffres des balances commerciales de quelques pays d'Europe pour 2020 sur le site de l'Insee, c'est un énorme choc: Allemagne? + 183 milliards d'euros. France? - 82 milliards. Cela fait froid dans le dos et cela veut, de toute évidence, dire que les produits français intéressent moins et même, de moins en moins: de + 2,2 milliards en 2001, notre solde commercial est passé à - 82,6 milliards en 2020. [...] Si l'industrie représente 74% des exportations françaises en 2018, le déséquilibre de la balance commerciale française en produits manufacturés reste très important, et pas seulement par rapport à la Chine. Le plus inquiétant est le déficit avec des pays pourtant comparables de l'Union européenne. Contrairement aux idées reçues, nous importons beaucoup plus d'Allemagne, avec 85 milliards par an, que de Chine, avec 51 milliards.

Solde de la balance commerciale (en milliards d'euros, 2020)

Allemagne **183,2**

Irlande **70,8**

Pays-Bas **68,5**

Italie **63,6**

Belgique **20,7**

Suède **5,1**

Autriche **-3,2**

Portugal **-14,1**

Espagne **-15,8**

Grèce **-18**

Roumanie **-18,7**

France **-82,6**

Source: Eurostat

1 jeune sur 10 lit mal

La France se place en bas du classement Pisa (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) avec comme résultats une 23e place sur 82 en lecture, une 25e place sur 82 en mathématiques et en sciences [...]. À partir des tests conduits sur 713.000 participants de moins de 18 ans pendant la Journée défense et citoyenneté (JDC) en 2018, le ministère de l'Éducation nationale affirme que plus d'un jeune Français sur 10 est «en difficulté de lecture» et un sur 20 en situation d'illettrisme. [...] Le décrochage scolaire est une réalité en France: nombreux sont ceux qui abandonnent prématurément les bancs de l'école, sans qualification ni diplôme. [...] Au final, c'est 620.000 jeunes de 18 à 24 ans sans diplôme du second cycle du secondaire qui restent durablement sans formation. [...] Nous avons clairement un problème avec notre système éducatif. Et ce n'est pas une question de moyens, car en part de richesse nationale, nous dépensons pour les premier et second degrés un point de plus de richesse nationale que les Allemands.

Profils de lecteurs à la Journée défense et citoyenneté (2018)

Lecteurs efficaces **77,6%**

Lecteurs médiocres **10,9%**

Très faibles capacités de lecture **6,3%**

Difficultés sévères **5,2%**

Source: Ministère des Armées DSNJ, MENJ-DEPP

800 milliards champions du monde des dépenses sociales

Aucun autre État n'a autant soutenu sa population pendant la crise. Près de 800 milliards d'euros de dépenses sociales: 570 milliards dans la sécu, 49 milliards pour le chômage, 75 milliards de retraites complémentaires, 10 milliards d'allocations aux adultes handicapés (AAH), 10 milliards de primes d'activité, 11 milliards de RSA... Aucun pays au monde n'atteint ce niveau. La France est à la première place du podium en matière de dépenses publiques sociales. Selon l'OCDE, l'Hexagone a consacré, en 2020, 32% de son PIB à ces dépenses, bien plus que la moyenne des 38 pays membres qui s'élève à 19,9%. [...] En juin 2018, Emmanuel Macron parlait du «pognon de dingue» de la dépense sociale. Difficile de le contredire, car ces dépenses sont passées de 659 milliards d'euros en 2012 à 800 milliards d'euros. Et pourtant, la pauvreté est toujours là. [...] Nous comptons, selon la Fondation Abbé-Pierre, 300.000 personnes sans domicile fixe. Un chiffre qui a doublé depuis les 140.000 personnes du dernier rapport de l'Insee en 2012. Plus inquiétante encore est la montée du nombre de sans-abri [...]: ils seraient 27.000 de plus.

Dépenses de protection sociale (en % du PIB, 2019)

France **33,6**

Allemagne **30,3**

Italie **29,3**

Zone euro **29**

Belgique **28,9**

Pays-Bas **28,9**

Suède **27,8**

Grèce **25**

Espagne **24,1**

Luxembourg **21,6**

Source: Eurostat

120.000 postes de fonctionnaires en moins?

Les dépenses de personnel du secteur public auront dérivé de plus de 20 milliards d'euros en cinq ans entre 2017 et 2022. Cette augmentation est clairement une conséquence de l'abandon par le président de la République de son objectif de baisse de 120.000 postes publics [...] mais aussi de substantielles revalorisations salariales. Rien que sur les rémunérations de l'État, y compris les pensions, avec 137 milliards de dépenses, c'est 10,3 milliards en plus depuis 2017. [...] Et c'est loin d'être fini puisque les nouvelles promesses du gouvernement vont peser encore des milliards: 8,2 milliards d'euros pour le personnel soignant, 900 millions d'euros pour les enseignants, 250 millions pour les agents de catégorie C... Les milliards pleuvent.

18.906 reconduites à la frontière en 2019

En 2019, la France a prononcé 122.839 obligations de quitter le territoire français. Sauf que seulement 18.906 ont quitté le territoire de manière forcée, faute d'application de l'obligation. En 2019, les demandes d'asile s'élevaient à 138.420 (ministère de l'Intérieur), provenant de 139 pays différents, dont 46.838 satisfaites (réfugiés, protection subsidiaire, apatrides), soit 38%. [...] Les flux migratoires vers la France s'accroissent, et ce d'autant plus que les pays qui nous entourent bloquent de plus en plus l'afflux vers leurs propres territoires. Allemagne, Autriche, Hongrie, Royaume-Uni... et bientôt Italie, tous les gouvernements européens annoncent n'accepter de manière légale que les étrangers pouvant bénéficier du droit d'asile.

880 homicides en 2019

Selon un sondage Odoxa, 68% des Français se sentent en insécurité. [...] Les prises d'otages ont augmenté de plus de 400% en 20 ans, les viols sur majeurs de près de 300%, les tentatives d'homicides de plus de 200%, les séquestrations de plus de 150%, l'usage de stupéfiants de 95%... [...] Depuis 2016, les cambriolages de logements seraient en hausse de près de 10%, les coups et blessures volontaires de 31,2% (dont 39,3% en milieu intrafamilial entre 2016 et 2020), les escroqueries (entre 2012 et 2020) augmenteraient de 49% et les violences sexuelles exploseraient de +104,5%. Avec 880 homicides en 2019, la France est très haut dans le classement. Le taux d'homicides est de 1,28 pour 100.000 habitants quand l'Allemagne est à 0,71, la Suisse à 0,54.

[Jan 15th 2022 edition](#)

Teetering at the summit

Russia and the West meet for a crucial week of diplomacy

Even as they talk, both sides are preparing for war



As Russian tanks poured west, heading from Vladivostok on the Pacific coast to the border with Ukraine, American diplomats headed east. Not since the Balkan wars of the 1990s has Europe seen a week of such crucial security summitry. On January 10th American diplomats met Russian ones in Geneva. Two days later the nato-Russia Council convened in Brussels. On January 13th the diplomats headed to Vienna for a gathering of the Organisation for Security and Co-operation in Europe (osce), a group of 57 countries.

The purpose of this frenetic diplomacy was to prevent a war. Russia's government has demanded, among other things, that [nato stop expanding](#) and pull back from places that used to be part of the Soviet Union. It wants nato members to stop co-operating with Ukraine, and a legal guarantee that Ukraine and Georgia will never join the alliance (something those countries have previously been promised). America and its European allies have agreed to discuss the Kremlin's stated grievances, while beefing up their defences and threatening sanctions should Vladimir Putin, Russia's president, attack Ukraine again.

On the face of it, the summitry took some heat out of the crisis. Sergei Ryabkov, Russia's deputy foreign minister, said that his meeting with Wendy Sherman, America's deputy secretary of state, was "very professional" and "deep". Ms Sherman, who proposed ideas about how America and Russia could limit missile deployments and the size and transparency of their exercises, noted that Mr Ryabkov had even discussed "things that are not Russian priorities".

Yet Mr Ryabkov was keen that this not be misunderstood. Deals on missiles and exercises were nice, but a sideshow. "For us, it's absolutely mandatory to make sure that Ukraine never, never, ever becomes a member of nato," he said, clarifying in English: "We need ironclad, waterproof, bulletproof, legally binding guarantees."

These were not forthcoming when Russia met the 29 other members of nato in Brussels on January 12th for four hours of talks. "It is only Ukraine and 30 allies that can decide when Ukraine can become

a nato member,” said Jens Stoltenberg, the secretary-general of the alliance, after the meeting. “No one else can.”

This was no surprise for Moscow, which had expected its demands to be spurned. Less clear was whether the Kremlin’s aim was to elicit a pretext to attack Ukraine, or simply to generate material for propaganda. Some people familiar with Mr Putin say that he has long lost interest in the day-to-day business of running Russia, but is excited by geopolitical theatre; in recent months, Russian officials have drawn grandiose parallels with the Cuban missile crisis. Mr Putin is well aware that ordinary Russians have little appetite for a big war. Yet he hopes to keep them in a state of fear, to distract from the many grumbles they have about his regime.

Western officials are keen to keep talks going as long as possible in the hope that the crisis may dissipate. Russian officials have repeatedly warned that they will not be drawn into what Mr Putin has called the “swamp” of drawn-out discussions, not least because an invasion of Ukraine would become harder once the ground in the country’s east thaws in spring. Mr Stoltenberg said that Russia had been open to the idea of more dialogue, but declined to agree to a schedule of further meetings. Mr Putin will make the final call, but his emissaries showed little satisfaction. Russian proposals were not “a loaf from which you can peck out some...sultanas”, complained Alexander Grushko, the head of the country’s delegation to Brussels. If diplomacy failed, he thundered, the threat from nato would be “countered by military means”.

If Russia does indeed attack Ukraine, American officials have promised “massive” economic sanctions, far in excess of those imposed after its previous assaults in 2014, when it annexed Crimea. They hint at disconnecting Russia from the swift network, which connects banks to one another, and banning it from receiving goods with American electronics in them. The measures would be “like none he’s ever seen”, warned Joe Biden, America’s president, after a [conversation with Mr Putin on December 7th](#).

Europeans have also explored sanctions on banks and individuals close to the Kremlin, says Sabine Fischer of swp, a think-tank in Berlin, but they are more nervous. There are “serious concerns” over kicking Russia out of swift, which has its headquarters in Belgium, she says, because it would hurt ordinary Russians and eu sanctions are supposed to be targeted.



The Economist

There is also uncertainty over the fate of [Nord Stream 2](#), a controversial gas pipeline from Russia to Germany. American officials claim that Germany has agreed to suspend the pipeline in the event of war. Germany’s coalition government remains divided over the issue, and some officials are wary of restricting gas supplies just as Europe faces a looming energy crisis.

Ukraine itself, the focal point of the crisis, has sat largely on the sidelines of this diplomacy. On January 2nd Mr Biden spoke to Volodymyr Zelensky, Ukraine’s president, for the second time in a month and on January

10th Mr Stoltenberg welcomed the country's deputy prime minister to Brussels to show solidarity. Yet Ukraine has been given just one opportunity to participate in the talks, at the osce meeting, which is widely viewed as a sideshow.

Meanwhile, Russia has shown no sign of stepping back (see map). Its buildup remains slow and is not yet large enough for a "serious" offensive, says a European intelligence official. Russia has deployed mostly equipment, rather than fully manned units; personnel would need to be flown in later. But the fact that the country has begun sending forces from its eastern military district, over 6,000km from Ukraine, is a "horrible sign", warns Konrad Muzyka of Rochan Consulting, who tracks Russian military movements. "My prediction is these negotiations will end with no success within several months," says Ruslan Pukhov, the director of cast, a think-tank in Moscow. "The risk of war with Ukraine is very big."

Unfashionably gauche

The French left faces disaster in April's presidential election

The once mighty Socialists are now barely a blip



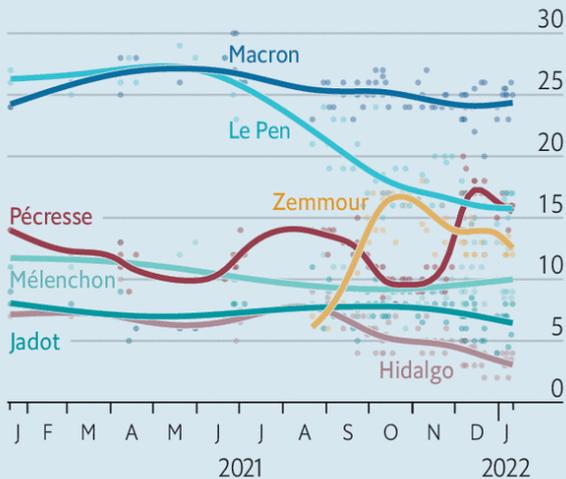
On the anniversary of François Mitterrand's death on January 8th Anne Hidalgo, the mayor of Paris, went in the driving rain to lay flowers at his grave. She was seeking "inspiration" from the late Socialist president, but it looked more like a requiem for the party's current candidacy. Polls show Ms Hidalgo, the Socialists' nominee, winning just 4% in the first round of the French presidential election in April. A result that bad would not only disqualify her from the run-off but fail to meet the 5% threshold for taxpayers to reimburse half of her campaign spending.

What has happened to the once mighty French left? Under the Fifth Republic, the grand old Socialist Party has provided two presidents (Mitterrand and François Hollande) and landmark social legislation, including the abolition of the death penalty in 1981 and the legalisation of gay marriage in 2013. A decade ago it controlled the presidency, both houses of parliament, and most regions and big cities. In Ms Hidalgo, it has an internationally respected mayor, praised for turning over swathes of central Paris to cyclists and joggers. The French Green party, with which the Socialists often govern, also has a presentable nominee, Yannick Jadot. Its big issue, climate change, is constantly in the news.

Yet neither Ms Hidalgo, nor Mr Jadot, nor any of the candidates further to the left—including Jean-Luc Mélenchon, a 70-year-old left-wing firebrand, and a clutch of other anti-capitalists and communists—currently stands any chance of reaching the final run-off.

Nobody left

France, voting intention in first round of presidential election, main candidates, %



Source: National polls

The Economist

The trouble for the French left is threefold. First, too many candidates have fragmented the vote. None seems to have the clout or the charisma needed to rally the others behind a single nominee. Ms Hidalgo had backed the idea of a “citizens’ primary” as a way to do this. Due to take place on January 27th-30th, this is a non-binding online vote proposed by 130,000 grass-roots supporters as a way to measure support for the different candidates, whether they like it or not. But Mr Jadot argues, reasonably enough, that he has already won his own party’s primary, and has no intention of heeding the result. Mr Mélenchon says all this is not his problem.

Second, the mainstream French left has lost the working class. Its base is now made up largely of city-dwellers and public-sector employees. This is too narrow to win national elections easily. In the past, Mitterrand deftly linked the Socialists to the French Communist Party to secure the blue-collar vote. Now the biggest slice of that vote goes to the nationalist Marine Le Pen: 33% of blue-collar workers back her for president, next to 3% for Ms Hidalgo. Such voters want a harder line on law and order. Cycling, one of Ms Hidalgo’s signature issues, may be popular in central Paris and Green-run cities such as Bordeaux. Elsewhere, voters depend on their cars and resent being made to feel guilty for it.

Third, France has shifted to the right. Today 37% of voters say they are on the right, up four points since 2017, next to 20% who say they are on the left, down five points in the same period. As a former economy minister in a Socialist government, Emmanuel Macron in 2017 drew from the moderate left to build his new centrist party when he ran for the presidency. Many such voters were subsequently disillusioned by his tax cuts for the rich, but since the pandemic they have grown less hostile, says Chloé Morin, a former Socialist adviser now at the Fondation Jean-Jaurès, a think-tank: “The weakness of the left means that voters on the centre-left are thinking that they might as well vote Macron to keep out the right and the far right.”

“I’m not giving up,” insists Ms Hidalgo, who argues that polls understate support on the left. She blames Mr Macron for de-stabilising the party system. But some even within the Socialist Party think that the solution to their troubles lies with yet another potential candidate: Christiane Taubira, a popular former justice minister from French Guiana who is something of an icon on the left. She says she will run for the presidency if she wins the “citizens’ primary”. Unless some of the others then step aside, however, Ms Taubira’s candidacy will only fragment the vote further.

As candidates squabble over how to run for office, they are failing to tell the public what they would do if they win it. Yet France needs to grapple with big policy issues. These include how to integrate minorities, curb inequality and protect the poor from the burdens of the green transition, at a time when public spending has reached an exceptional 62% of GDP, the highest level in the EU. If the left has a future in France, this year’s candidates are doing a good job of disguising it.

[Jan 15th 2022 edition](#)**Charlemagne****Europe's energy crisis will trigger its worst neuroses****A surge in gas prices is the stuff of nightmares**

In George Orwell's "1984", Room 101 is where prisoners are confronted with their worst fear. Finding Europe's prevailing phobia is trickier: what spooks voters in one bit of the continent (asylum-seekers! deficits! Russia!) may be of scant concern to those on the other end. Covid-19 is one contender, as it has made life dull from Dublin to Dubrovnik and beyond. Another is the continent's ongoing energy crisis. Surging natural-gas prices are sending heating bills soaring, soaking up the cash Europeans have saved while moping around at home for two years. It is a crisis so all-encompassing that all parts of the EU will have to face up to their deepest apprehensions.

As with most nightmares, the origins of the power crunch are partly clear and partly mysterious. Europe went into the winter season with low stocks of natural gas, which is used for heating homes and generating electricity. Shrinking domestic energy production in places like the Netherlands, wimpy breezes that failed to spin wind turbines as much as hoped, booming Asian demand sucking gas eastwards, and maintenance trouble at French nuclear plants have coalesced into a shortage few saw coming. When Russia, whence gas pipelines tend to depart, did not rush to help with additional supply, prices spiked. The average European household faces electricity and gas bills of €1,850 (\$2,100) in 2022, up from €1,200 in 2020, according to Bank of America. Fears of winter power cuts have been forestalled by a bout of unseasonably warm weather—for now.

But the horror goes beyond the pocketbook: for many countries, it evokes their worst insecurities. Take proud France, which currently holds the rotating presidency of the Council of the EU. The crisis makes a mockery of the bloc attaining "strategic autonomy", President Emmanuel Macron's latest big idea. That Europe should be shielded from being bossed around by foreign powers sounds laudable, but seems more distant than ever. What autonomy can Europe claim when it requires Russian largesse to keep its homes warm? This is an awkward question at a time when Vladimir Putin is threatening to invade Ukraine. If America responds with sanctions against Russia, as it has threatened, it is Europe that will suffer the worst of the Kremlin's retribution. No wonder the EU can scarcely find a seat at the negotiating table.

Worse, some countries seem sanguine at the existing state of affairs. Germany is in the final stages of signing off on Nord Stream 2, a pipeline that will make Europe even more reliant on Russian gas. The EU's biggest economy will have to confront angst of its own. The energy-price surge will be disastrous for its industry. It has also triggered a jump in inflation, the economic indicator Germans fear most. And the new coalition government, which is divided over Nord Stream 2, has just overseen the closure of three nuclear-

power plants that might have come in handy in keeping the continent's lights on. **The country that thinks of itself as providing solutions for Europe is now part of the problem.**

Twin dreads keep northern Europeans awake through their long winter nights. One is that the eu will fail to act against climate change, which greatly concerns voters in the Netherlands and Scandinavia. The other is that "their" money will go to subsidise spendthrift southerners. The deal struck in 2020 for a European covid recovery fund neatly set these two fears against each other: frugal northerners agreed to underwrite a big aid package, on the condition it fund long-term investments (notably green ones). The gas crisis undermines that set-up. Governments in places like Italy and Spain are doling out billions to help households handle higher utility bills, while Polish miners work overtime to dig up filthy coal.

Southern Europe's biggest fear is of a sputtering recovery. Greece, Italy and others could use a good run after two crises in barely more than a decade. Big jumps in energy bills hurt poorer countries more. That applies to eastern Europeans too. But their Room 101 is dominated by Mr Putin, who keeps his hand on the gas tap while demanding that former Warsaw Pact countries stop hosting nato troops. If winter temperatures don't have Baltic countries shivering, the prospect of a hockey-masked Mr Putin picking them off like terrified teens surely will.

Pump scare

The gas-price horror movie is most terrifying for Eurocrats. The causes of the current energy snafu are hard to distil down to a single factor, says Georg Zachmann of Bruegel, a think-tank in Brussels. That leaves plenty of room to designate a scapegoat, and one candidate comes to mind. The European Commission regulates eu energy markets (mostly quite sensibly) and has made carbon neutrality a central plank of the bloc's future (also sensible). Sound as its policy decisions may be, they have aggravated the current crisis. For example, shifting to coal to keep prices down is less of an option, since it would require buying expensive eu carbon-emissions credits.

Had Britain still been in the eu, the likes of Nigel Farage would no doubt have spent the past few months blaming Brussels for rising energy costs. Others might seize his demagogic mantle. France, home of the *gilets jaunes*, has recent experience of grassroots grumpiness linked to energy prices, and is gearing up for an election featuring some raucous eurobashers. Viktor Orban will also be looking for some element of the eu machine to pummel as he prepares to face Hungarian voters in April.

European officials know the spotlight of blame might swing to them, and are not looking forward to it. Yet anxiety can be healthy when the fear is of being held accountable. Having voters fume at the eu's approach to problems is a sign that it is devising policies some people disagree with, and might want overturned. That looks an awful lot like a functional democracy at a pan-European level. Scary, isn't it? Boo!

Charles Coutel : "Éric Zemmour est un ennemi de l'école républicaine"

Tribune



Les manipulations du vocabulaire, des institutions et de la tradition républicaine que nous inflige Éric Zemmour sont légion... Hans Lucas via AFP

Par Charles Coutel

Publié le 14/01/2022 à 6:00

Lors de ses vœux à la presse le 10 janvier, Éric Zemmour a présenté une partie de son programme concernant l'éducation. Il entend remplacer le ministre de l'Éducation nationale par un « ministre de l'Instruction publique et de la Culture ». Charles Coutel, essayiste et professeur émérite en philosophie du droit, lui répond, en rappelant la vocation humaniste de l'« instruction publique ».

Les manipulations du vocabulaire, des institutions et de la tradition républicaine que nous inflige [Éric Zemmour](#) sont légion. Sur la laïcité, le régime de Vichy et donc sur l'école républicaine, c'est un vrai festival ! On peut s'attendre, après le récent détournement sophistiqué de l'expression « *instruction publique* », à une série d'attaques contre le « pédagogisme » que le pouvoir politique a laissé se mettre en place depuis les années 1970.

Comme souvent avec ce démagogue, la formulation initiale peut séduire, mais très vite tout dérape, car au lieu d'une argumentation solide, on glisse vers une exploitation électorale de très mauvais aloi. Mais là encore, ces manipulations et ces raccourcis nous donnent autant d'occasions de redéfinir, de clarifier et de critiquer pour avancer et reconstruire ensemble.

INSTRUCTION ET JUSTICE SOCIALE

Dans la tradition républicaine française, la volonté d'instruire le peuple est liée à une exigence de justice sociale et de réduction des inégalités. Mieux, les savoirs élémentaires et les disciplines scolaires constituent l'alphabet de l'émancipation du peuple. C'est le sens du combat qui unit les Lumières, Nicolas de Condorcet, Jules Ferry, Jean Macé, Ferdinand Buisson, Jean Jaurès, Jean Zay ou encore Antonio Gramsci.

Le peuple a besoin d'apprendre les mots précis et les connaissances maîtrisées qui lui permettront de nommer les causes de ses souffrances et des oppressions qu'il subit. Pour cela, reprenons le message émancipateur des Lumières, traduit dans la Révolution française et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

« Il faut que l'école républicaine revive car priver d'instruction les enfants est aussi grave que les priver de pain. »

Ainsi, la lutte contre les inégalités socio-économiques s'amplifiera et se justifiera grâce à la diffusion de l'instruction, de l'éducation et de la culture. C'est dire l'actualité du projet initial d'instruction publique qui repose sur l'élémentarité des savoirs, la gratuité des études, la mixité, l'obligation scolaire et l'égalité répartition géographique. Mobilisation et non nostalgie... Il faut que l'école républicaine revive, car priver d'instruction les enfants est aussi grave que les priver de pain.

Dans le nécessaire travail de réinstitution républicaine, l'étude à nouveaux frais des Lumières et de la Révolution française peut s'avérer fort précieuse. Mieux, c'est la méconnaissance de cette synthèse politique qui explique qu'aujourd'hui un fossé générationnel se creuse comme le constatent les auteurs d'un récent ouvrage, *La Fracture* (Frédéric Dabi et Stewart Chau, Les Arènes, 2021).

Dans ce texte, on apprend que, pour 36 % de la classe d'âge 18-34 ans, l'affaiblissement de l'école, après le chômage, est la principale cause de l'inquiétude des jeunes. Trop souvent, notre jeunesse se sent désœuvrée à tous les sens du terme : au chômage, certes, mais aussi tenue éloignée des savoirs et des chefs-d'œuvre de la culture universelle. Instruire le peuple pour bien nommer, pour apprendre à bien argumenter et pour oser admirer : tout se tient.

OPPOSER NOTRE CULTURE UNIVERSALISTE

Ces constats sont totalement ignorés par Éric Zemmour, qui peut donner l'impression de sentir le malaise de notre jeunesse, mais qui n'apporte aucune solution. À cette désinvolture irresponsable d'Éric Zemmour, qui surfe sur nos malheurs, il convient d'opposer notre culture républicaine, universaliste et humaniste mais aussi notre détermination à ne plus subir la dégradation des services publics, dont l'école républicaine.

Évidemment, la crise de la formation des maîtres aggrave encore les choses. Là encore, vigilance ! Éric Zemmour fait semblant de s'intéresser au sujet en se contentant du constat, sans faire la généalogie de nos crises ni avancer des solutions. Face à cette sophistication, il convient de rappeler sereinement les thèses héritées des Lumières et de la Révolution de 1789 : l'instruction publique n'est pas séparable d'une éducation populaire et de la diffusion d'une culture universelle pour tous.

« Éric Zemmour a la prétention de parler à notre place en s'autoproclamant expert de tout. »

Par-dessus tout, retrouvons la grande thèse humaniste suivante : il est de l'intérêt de la vérité, de la justice et de la paix d'être recherchées par le maximum d'esprits libres, instruits et cultivés. Mais attention, ce qui avec Éric Zemmour risque d'être ignoré, c'est le ravage de ce que nous pourrions appeler le paradoxe de l'ignorant : moins j'ai de mots à ma disposition et moins je m'en rends compte. C'est pourquoi, en France, l'école est obligatoire et que

l'instruction est un droit. Éric Zemmour est un ennemi de l'école républicaine : il a la prétention de parler à notre place en s'autoproclamant expert de tout.

La générosité des républicains au long cours, en revanche, est entretenue par une affirmation proprement politique qui nourrit leur projet, notamment chez un Condorcet qui s'exprime ainsi en février 1793 : « *Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération n'a pas le droit d'assujettir à ses lois les générations futures et toute hérédité dans les fonctions est absurde et tyrannique.* »

Ces lignes sont à rapprocher de deux autres passages du même auteur : « *L'instruction élémentaire est le besoin de tous, et la société la doit également à tous ses membres.* » Et encore : « *Plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre. Même sous la Constitution la plus libre, un peuple ignorant est esclave.* » Ce socle philosophique est méconnu par Éric Zemmour.

FAUX REMÈDES

Depuis cinquante ans, la République a abandonné son école, au point que cet avertissement du regretté Jacques Muglioni est totalement oublié : « *Une république vaut exactement ce que vaut son école.* »

Le seul « intérêt » des propos d'Éric Zemmour sur l'école est, d'une certaine façon, de mettre les pieds dans le plat, mais les faux remèdes sont parfois pires que les maux. Éric Zemmour passe sous silence les causes politiques profondes de la rhétorique de la réforme permanente, qui déstabilise les programmes et la formation des maîtres. Il occulte la nécessité d'un renforcement d'une Inspection générale indépendante du pouvoir politique, dont la mission est de veiller à la qualité et à la laïcité de l'enseignement.

Il ne s'en prend pas à la dévalorisation des savoirs, notamment élémentaires, et des disciplines enseignées au collège et au lycée. Il ignore la gravité de la crise que connaît l'institution universitaire. Il méconnaît les ravages du cléralisme lexical ambiant qui dégrade notamment la formation des maîtres, qui mélange allégrement le vocabulaire religieux fondé sur le témoignage et le vocabulaire laïque fondé sur la transmission des savoirs. Or, avertit Alain, « *bercer n'est pas instruire.* »

Éric Zemmour n'a pas compris que le but d'une République laïque et sociale est d'aider, par l'instruction et l'apprentissage de l'esprit critique, chaque élève, futur citoyen, à répondre non fanatiquement aux fanatismes dans le respect des principes de la République. Ainsi, chacun pourra oser sa liberté et devenir l'artiste de sa propre vie. C'est pour tout cela que se battait Samuel Paty.

Enfin, Éric Zemmour méconnaît cet effort quotidien de rigueur et d'humilité que requiert toute transmission, qui fait l'honneur et la grandeur des professeurs, à tous les niveaux de l'école républicaine.

Le Figaro, no. 24074

Le Figaro, samedi 15 janvier 2022 560 mots, p. 17

Politique

Le XXI^e siècle sera-t-il celui de l'abandon des libertés ?

« Libertés, l'épreuve du siècle », une étude internationale exceptionnelle dirigée par la Fondapol et menée dans 55 pays, dresse un panorama inquiétant de nos démocraties, mais donne aussi des raisons d'espérer.

Bastie, Eugénie

DÉMOCRATIE Il n'y a pas de sens de l'histoire. Trente ans après la chute du mur de Berlin, censée assurer le triomphe universel de la démocratie, celle-ci est dans un état de recul inédit dans le monde. Tel est le constat que l'on peut tirer de l'étude « Libertés, l'épreuve du siècle », une enquête internationale exceptionnelle, menée dans plus de 55 pays, dirigée par Dominique Reynié à l'initiative de la Fondapol, avec la coopération de plusieurs fondations internationales américaine, allemande, japonaise, argentine et brésilienne : l'International Republican Institute (IRI), Community of Democracies (CoD), la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), la Genron NPO, Nuevas Generaciones (NG) et República do Amanhã. Une véritable mine d'informations qui réunit des variables aussi diverses que l'attachement à la liberté d'entreprendre, le soutien à la peine de mort, la peur de la guerre et la défiance envers les médias, et qui dessine les contours d'une nouvelle peur, au moins aussi déterminante pour nos démocraties que celle de l'immigration massive, du déclin économique ou du réchauffement climatique : celle d'un grand asservissement, c'est-à-dire d'un recul insidieux des libertés dans nos régimes libéraux.

Celles-ci sont menacées à l'extérieur par la poussée des régimes autoritaires (Chine, Russie, Turquie), qui sortent renforcés de trente ans de globalisation. Contrairement à l'époque de la guerre froide, ces nations embrassent le libéralisme économique sans adhérer au libéralisme politique et sont même aidées par la nouvelle économie dont ils utilisent les armes technologiques pour déstabiliser les démocraties libérales.

Mais nos régimes libéraux sont aussi minés de l'intérieur par plusieurs menaces. La tentation censitaire de la démocratie représentative alimente la montée des populismes qui proclament une défiance envers les élites et réclament leur destitution. L'efficacité critiquée de celles-ci pour contrer le péril écologique ou contrôler la crise sanitaire fait naître la tentation de mesures autoritaires. La liberté de débattre et de publier, au cœur du modèle démocratique, est fragilisée par un multiculturalisme diversitaire qui entraîne un conflit de valeurs sur la liberté d'expression, le pouvoir des « big tech » qui déstabilisent par leurs algorithmes la conversation civique. Cette liberté de débattre décline même dans ce qui devrait être son sanctuaire : l'université. 44 %, des sondés (et 71 % des Français !) estiment que les citoyens « *n'arriveront plus à résoudre leurs désaccords de manière pacifique dans leur pays et auront plus souvent recours à la violence* » .

Une lueur d'espoir, cependant. L'attachement à la démocratie représentative reste bien réel : 81 % des répondants s'y disent favorables. Il s'agit donc davantage d'une critique de l'impuissance des démocraties plutôt que du modèle démocratique lui-même. De même, la crise du Covid, et ce qu'elle a entraîné de mesures liberticides, ne semble pas avoir entamé l'appétence pour les libertés individuelles. Dans le monde démocratique, les deux tiers (67 %) des personnes interrogées choisissent la réponse « *même si cela rendait le gouvernement plus efficace, je n'accepterais pas qu'on réduise un peu mes libertés* » .

« Nous autres démocraties, nous savons désormais que nous sommes mortelles », pourrions nous dire en paraphrasant Valéry, à la lecture de ces pages. Tout l'enjeu du XXI^e siècle sera de maintenir vivant le goût des libertés chez des individus démocratiques dont Tocqueville avait prédit l'inclinaison vers le despotisme doux.

204,49

<https://www.lefigaro.fr/international/accuses-de-racisme-d-islamophobie-ou-de-transphobie-des-professeurs-canceles-creent-leur-propre-universite-au-texas-20220114>

Le Figaro (site web)

vendredi 14 janvier 2022 - 14:36 UTC +01:00 5230 mots

Actualité ; International

Accusés de racisme, d'islamophobie ou de transphobie, des professeurs «cancelés» créent leur propre université au Texas

VU D'AILLEURS - L'université d'Austin (UATX), dont les premiers cours devraient débiter l'été prochain, a notamment été financée par Elon Musk.

Par Malgorzata Sidz (Gazeta Wyborcza)

«Nous ne pouvons pas attendre des universités réputées qu'elles s'améliorent d'elles-mêmes. Alors, nous allons créer la nôtre.» C'est ainsi que Pano Kanelos, docteur en littérature et en philosophie politique et ancien président du St. John's College d'Annapolis, a annoncé le 8 novembre dernier la création de l'université d'Austin (UATX). Qui a été pensée comme un remède aux maux contemporains de l'enseignement américain: la «cancel culture», la censure et la politisation des cours. Une plaisanterie? L'établissement a déjà rassemblé dix millions de dollars de dotations privées, reçu plus de mille candidatures d'enseignants, et les premiers cursus débiteront cette année. Parmi les donateurs, on trouve Elon Musk.

Les débats sur la «culture de l'annulation» et ce qu'on appelle globalement le «wokisme» sont déjà arrivés jusqu'en Pologne. En plus de quelques tempêtes sur les réseaux sociaux, nous avons connu nos premières tentatives de révocation d'enseignants, comme la criminologue Magdalena Grzyb, accusée de transphobie. La chaîne HBO a aussi fêté l'anniversaire de *Harry Potter* sans son auteure. Aux États-Unis, voilà plus de cinq ans déjà qu'on débat sur la question de l'«annulation»: s'agit-il d'une attaque contre la liberté d'expression ou de la défense des plus faibles, des personnes discriminées et d'une «culture de la conséquence». Que combattent les fondateurs de l'UATX ?

Le mot *wokeness* vient de l'argot afro-américain et signifie «éveil». Une personne qui se définit comme woke indique ainsi être sensible aux manifestations du racisme, du sexisme et de différents types de discriminations. Ces dernières années, ce terme a été utilisé de plus en plus péjorativement, notamment par les représentants de la droite américaine. Selon eux, le stéréotype d'une personne «woke» est une personne jeune, libérale, aux cheveux verts, s'agitant sur les réseaux sociaux et voyant partout des signes de discrimination.

La culture de l'annulation, que ses partisans appellent culture de la conséquence, est un concept plus compliqué à définir. Elle désigne l'ostracisme qui touche les personnes enfreignant les règles de comportement reconnues par un groupe donné. Ses partisans parlent de justice rendue en dehors du système judiciaire, ses opposants de lynchage.

Dans sa version première, le «canceling» était simplement le refus de soutenir financièrement une personne avec laquelle on est en désaccord, par exemple en ignorant les contenus qu'elle crée, en ne regardant pas ses films ou en ne lisant pas ses livres. Dans sa version avancée, le but est de nuire à la personne «annulée» dans le cadre de son activité professionnelle ou de sa vie privée, de lui faire perdre de l'argent ou son travail. Des menaces de mort peuvent lui être envoyées ou son adresse être publiée sur internet. Tous les coups sont permis.

C'est contre ces cultures woke et de l'annulation dans leurs formes les plus extrêmes que se dressent les créateurs de l'UATX, qui se sont donné pour mission de «lutter contre la montée des tendances antilibérales». Et ce combat pour la liberté doit se jouer sur le terrain sur lequel il a commencé: sur les campus universitaires.

Autoritarisme démocratique

Le radicalisme et le nivellement par le bas sont associés depuis des décennies aux forces de droite extrémistes ou populistes. La Ligue du Nord italienne, le «Rousskii Mir» poutinien et les théories d'Alexandre Douguine sur les valeurs eurasiennes traditionnelles, les sympathisants constamment révélsés du parti ZChN, de la Ligue des familles polonaises, de radio Maryja et aujourd'hui de Droit et Justice et de Pologne solidaire ou encore le Tea Party américain et sa cheffe de file Sarah Palin, dont les partisans ont renforcé (avec les suprémacistes blancs et les racistes ordinaires, les chrétiens «born again» et les puritains) les rangs des électeurs de Trump – on pouvait penser que les idées anti-progressistes trouvaient leur source à la droite de l'échiquier politique. Pourtant, l'autoritarisme, la censure et le rejet des idées divergentes semblent s'être démocratisés.

Des études réalisées par Jordan Moss et Peter J. O'Connor ont ainsi montré que la «jeune gauche» en vogue ces dernières années – sur les réseaux sociaux sinon dans la vie politique – est antilibérale, préfère la censure à la liberté d'expression et a davantage en commun avec l'extrême droite alt-right qu'avec la gauche libérale traditionnelle. Des psychologues australiens ont étudié les traits de caractère dénommés «triade sombre» (le machiavélisme, le narcissisme et la psychopathie) chez les protagonistes des trois parties de ce conflit politique. Il en est ressorti que ces traits étaient également présents dans les deux camps extrémistes, et rares chez les libéraux classiques.

Quelles sont les conséquences pour les facs américaines? Les étudiants exigent de plus en plus souvent que les universités créent des espaces dits «sûrs» («safe»). Un lieu «safe» est un endroit dans lequel il est possible d'éviter toute confrontation non désirée et d'être protégé, par exemple, des idées du camp politique adverse. C'est pourquoi les universités ne devraient pas inviter d'intervenants dont les positions sont controversées et provoquer de débats sur des thèmes pouvant offenser certaines personnes. Selon une étude sur la génération Z réalisée par des chercheurs de l'université d'État de San Diego, 86% des étudiants estiment que cette protection fait partie des devoirs de l'université.

En théorie, limiter la possibilité d'exprimer des idées dangereuses paraît sensé. Qui voudrait dérouler le tapis rouge aux idées néonazies? Est-ce que nous voudrions voir organisé dans notre Alma Mater un débat avec le croisé nationaliste Geert Wilders, le stratège trumpien Steve Bannon, l'opposant à l'avortement Ben Shapiro ou le troll iconique de l'alt-right Milo Yiannopoulos?

Pourtant, c'est justement le choix qu'a défendu l'organisation ACLU (American Civil Liberties Union) devant la Cour suprême quand, en 1977, un groupe néonazi avait organisé une marche à Skokie, le quartier juif de Chicago. À l'époque, un sixième des Juifs qui l'habitaient étaient des rescapés de l'Holocauste. Le Juif new-yorkais Ira Glasser, directeur de l'ACLU, a défendu le droit des skinheads et des racistes de manifester et d'argumenter, et l'idée que la défense de la liberté d'expression devrait être particulièrement importante pour les Juifs et les autres minorités discriminées, car ce sont ces minorités qui ont le plus à craindre que la censure ne se retourne contre elles plus qu'elle ne les protégera. Au jour d'aujourd'hui, Glasser répète encore et encore que la réponse à une parole néfaste est une bonne parole, et à une manifestation néfaste, une contre-manifestation.

Lors du procès, la crainte était de créer un précédent qui permettrait de décider de manière arbitraire des idées qui sont extrêmes et de celles qui ne le sont pas. *«Si aujourd'hui, nous interdisons de marcher aux néonazis, demain, ce sera aux Black Panthers»*, ont argumenté les libéraux comme les néonazis. Si bien qu'à la fin, la société serait divisée en milliers de groupes parmi lesquels certains ont le droit de manifester et bénéficient de la liberté d'expression, et d'autres non.

La censure dans notre camp

Aujourd'hui, l'ACLU, en la personne de Nadine Strossen, juriste, féministe libérale, fille d'une immigrante yougoslave et d'un rescapé de l'Holocauste ainsi que première femme à diriger l'organisation, va présenter ses valeurs libérales classiques à l'UATX, justement.

«Nous pensions que la censure ne pouvait qu'être le fait de régimes oppressifs dans des pays lointains. Mais il s'avère que la peur peut devenir endémique dans une société libre. Qu'elle peut devenir la règle dans le seul endroit qui ait pour mission de défendre le droit de penser l'impensable, de discuter l'inexprimable et de questionner l'incontestable», écrit Kanelos dans son texte proclamant l'ouverture de l'université.

Selon lui, l'UATX a pour objectif de revenir aux sources: l'université ne doit pas être professionnalisante ni préparer au monde du travail. Sa mission doit être la formation intellectuelle et l'épanouissement des personnes en tant qu'individus et que parties prenantes de la société. L'activité universitaire devrait donc se focaliser sur la «recherche de la vérité» – y compris en se confrontant à ce qui est différent, révoltant ou répugnant. Car si une tendance est représentée dans la société et influe sur notre réalité, nous avons le devoir de la comprendre, et pas de l'éviter.

Kanelos se réfère aux statistiques: presque un quart des enseignants des filières de sciences humaines est prêt à exposer à l'ostracisme un ou une collègue de travail en raison d'opinions «incorrectes» sur l'immigration ou le genre, et un cinquième des doctorants exprime sa volonté de discriminer les enseignants ayant des idées conservatrices. Selon une enquête réalisée sur les campus, 62% des étudiants se plaignent du fait que l'atmosphère à l'université ne leur permet pas de dire ce qu'ils pensent. Pourtant, 70% d'entre eux sont prêts à dénoncer les professeurs qui expriment des idées offensantes. Sur les 491 campagnes des dernières années visant à faire retirer les invitations d'intervenants extérieurs, 200 environ ont obtenu gain de cause.

» LIRE AUSSI - Californie : un professeur de UCLA suspendu pour avoir refusé de favoriser les étudiants noirs dans leur notation

On peut comprendre ce type de campagne dans le cas de Bruce Gilley, le professeur de politologie de la Portland State University suspendu pour avoir argumenté en faveur du colonialisme, ou de Robert Jordan, enseignant de cinéma de la San Diego State University, qui a déclaré que les Noirs étaient moins intelligents que les Blancs. Elles sont plus difficilement justifiables quand il s'agit d'enseignants ayant prononcé des mots offensants en lisant des poèmes ou en citant des ouvrages (le site de la National Association of Scholars, qui recense les exemples d'«annulation» dans les facultés, en donne des charrettes entières d'exemples).

Le cours de Dorian Abott, géophysicien de l'université de Chicago, sur le changement climatique au célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT) a été boycotté lorsqu'il a déclaré que selon lui, à l'université, l'honnêteté, l'égalité et la compétence sont plus importantes que l'inclusivité raciale ou de genre.

Greg Patton, enseignant en communication commerciale à l'University of Southern California, a été suspendu pour avoir utilisé les mots chinois «*ne ga*» pendant un cours, car ils ressemblent à l'appellation anglaise péjorative des gens de couleur.

Dans la liste, on ne trouve pas que des personnes qui ont mis en doute l'Holocauste, mais aussi, par exemple, qui parlent de «*virus chinois*», qui mettent en doute la thèse selon laquelle le système politique américain serait raciste ou qui critiquent le mouvement Black Lives Matter.

Les fondateurs de l'UATX pointent également un autre problème de l'enseignement supérieur américain: son coût. Depuis des années, étudier coûte de plus en plus cher, alors que 40% des étudiants ne vont pas au bout du cursus choisi. Kanelos estime que les budgets partent dans l'administration, le marketing et des «expériences» triviales telles que des excursions, des concerts, des rencontres avec des célébrités, censées attirer les étudiants. Les établissements d'enseignement supérieur fonctionnent comme des fournisseurs de services, qui s'efforcent d'appâter la clientèle. Et puisque l'étudiant est un client, l'université doit le satisfaire – même si ça doit passer par la censure ou l'évitement de la controverse pour son confort.

Les fondateurs de l'UATX promettent que pour lutter contre ces maux, les frais d'inscription n'excéderont pas mille dollars par an – sachant que ceux d'Harvard s'élèvent à plus de 75.000 dollars, et que même dans des facultés moyennes comme l'East Carolina University, ils peuvent s'élever à près de 40.000 dollars.

Safe space pour l'alt-right

Le célèbre commentateur David Pakman dit qu'à l'annonce de l'ouverture de l'université, son «*détecteur de mensonges est monté en flèche*», et que l'idée même est un «*appel au drame*». Les célèbres libéraux-progressistes des Young Turks estiment que l'UATX sera elle aussi un «*safe space*», mais pour les conservateurs. Ses instigateurs savent que les universités américaines sont libérales et démocratiques – et ils ne peuvent le supporter.

L'UATX est soupçonnée de ne pas être du tout un innocent projet éducatif, mais une initiative tout ce qu'il y a de plus politique, et une capitalisation de la guerre culturelle. Paradoxalement, il n'est pas impossible que les sceptiques aient raison. La création de la nouvelle université pourrait bien être une émanation de ce qu'on appelle l'Intellectual Dark Web (IDW). Cette expression du physicien Eric Weinstein désigne les personnes qui constituent le contrepoids intellectuel des médias américains mainstream et de l'esprit du temps universitaire.

L'IDW, ce sont des journalistes, des scientifiques, des activistes, des gauchistes, des libéraux, des juristes, des centristes. Ils peuvent être pour ou contre la vaccination, climatocseptiques comme féministes. Ce qui les rassemble, c'est leur scepticisme vis-à-vis des médias traditionnels et des rhétoriques classiques. Ils ont peur de tout autoritarisme et défendent des valeurs libérales. L'une des représentantes de l'IDW, et cofondatrice de l'UATX, est Ayaan Hirsi Ali.

Elle est originaire de Somalie et vient d'une famille musulmane. Elle y a subi l'excision et, en 1992, a fui vers les Pays-Bas pour échapper à un mariage arrangé par son père avec un homme plus âgé. En Europe, elle est devenue une pourfendeuse publique de l'islam radical, notamment des crimes d'honneur envers les femmes, des mariages d'enfants, des mariages forcés et de l'excision. En 2004, avec son ami Théo van Gogh, elle a réalisé un film qui a beaucoup fait parler de lui : *Submission*, qui décrit la vie d'une femme dans le monde musulman fondamentaliste. Les islamistes radicaux ont répondu en lançant une fatwa. Ali a obtenu une protection, mais van Gogh a été poignardé alors qu'il se rendait au travail à vélo.

Pourtant, alors qu'Ali défend des valeurs de gauche – le droit des femmes, des gays, l'avortement, la liberté d'expression, la laïcité, le respect par l'État de la liberté d'opinion – et qu'elle a été nommée au prix Nobel de la paix en 2006, elle est régulièrement accusée d'avoir des tendances droitières et d'être islamophobe. Chacune de ses interventions sur un campus occidental fait l'objet d'une tentative d'annulation. En 2017, elle a dû annuler une série de cours en Australie, car il s'est avéré que les organisateurs n'étaient pas en mesure de la protéger de manifestations hostiles. Ce qu'on lui reproche ? La Néerlandaise estime que la démocratie, la liberté et la justice ne sont pas des «valeurs occidentales», mais des valeurs universelles qui doivent être défendues, et que l'islamophobie est un mot créé de toutes pièces, car l'islam n'est pas une personne, mais une idéologie, et les sentiments d'une idéologie ne devraient pas être défendus en justice.

Du sexe canin dans les parcs

Peter Boghossian, un autre fondateur de l'UATX, a bruyamment claqué la porte de sa chaire professorale à la Portland State University. Boghossian est philosophe et partisan de la méthode socratique, gauchiste déclaré, athée et libéral. Dans ses cours d'esprit critique, il confrontait ses étudiants à des partisans de la Terre plate ou à des climatosceptiques, mais aussi à des représentants du mouvement Occupy Wall Street. Il estimait que sa mission était de leur faire connaître les idéologies les plus extrêmes et étrangères aux leurs.

Au cours des dernières années, il a commencé à percevoir une domination de la culture woke dans l'enseignement des sciences humaines du monde anglo-saxon. Il a alors fait une expérience avec le mathématicien et journaliste James A. Lindsay et l'enseignante en sciences de la culture Helen Pluckrose: il a écrit une vingtaine de faux articles scientifiques sous de faux noms. Entre autres, un article expliquant que le changement climatique était provoqué par le membre masculin qui, à sa manière, n'était qu'une construction sociale ; un autre prouvant que le culturisme discriminait les personnes souffrant d'obésité ; un article sur la spiritualité féministe composé de vers créés par un algorithme ; un autre encore conseillant aux hommes de lutter contre leur transphobie intériorisée et leur «homohystérie» en pratiquant du sexe anal passif avec des sextoys ; et un plagiat d'un chapitre de *Mein Kampf*. Et le plus populaire: un article qui se penchait sur l'augmentation de la violence canine dans les parcs en raison du fait que le sexisme des propriétaires de chiens se reportait sur les chiennes, dont la conclusion estimait que les hommes, pour se soigner et élargir leurs perspectives, devraient porter des laisses.

Sept de ces articles ont été acceptés, publiés et ont même fait l'objet de critiques positives.

Boghossian espérait provoquer un débat sur la qualité de l'enseignement. Il ne s'attendait pas à des excréments déposés devant sa salle de cours, à se faire insulter et cracher dessus, à voir une svastika dessinée sur sa porte ou à ce que ses cours soient sabotés par des personnes qui déclenchaient l'alarme incendie ou coupaient les câbles du matériel de sonorisation. Finalement, il a été dénoncé à la police au nom du fait qu'il se rendrait coupable de violence domestique envers sa femme et ses enfants. Ces accusations ont été démenties, mais elles ont déclenché une avalanche de ragots. Au bout de trois ans, Boghossian a démissionné de son poste de professeur en dénonçant l'atmosphère sur le campus : *«Les facultés et leurs administrateurs ont renoncé à leurs missions de recherche de la vérité et, à la place, font preuve d'intolérance vis-à-vis des convictions et des opinions divergentes. Ce qui a entraîné une culture de l'image dans laquelle les étudiants ont peur de parler ouvertement et sincèrement. Il y a des signes d'un antilibéralisme que l'administration a complètement intégré. J'ai vu des étudiants refuser d'entrer dans un débat avec d'autres manières de penser. On reproche aux professeurs des discriminations quand ils donnent à lire aux étudiants des textes canoniques écrits par des philosophes qui se trouvent être des hommes européens».*

Boghossian va à contre-courant de la tendance selon laquelle l'université devrait se concentrer sur la «décolonisation» des programmes d'enseignement. De nombreuses universités britanniques ont commencé à analyser la manière dont la domination occidentale et le racisme ont influé sur la configuration des facultés, les études et même la définition de ce qu'est le savoir. L'argument qui justifie ces recherches: les schémas d'enseignement de la domination occidentale qui se reproduisent dans le temps ont créé une institution qui perpétue cette domination. Alors que l'université devrait être un lieu d'égalité et de liberté de pensée.

À l'université de Londres, la décolonisation figure dans l'agenda depuis des années. Qu'est-ce que ça signifie? Déboulonner les Européens et leurs certitudes de leur piédestal, et mettre en avant les réalisations de représentants d'autres cultures. Remplacer l'histoire des conquêtes par la perspective des esclaves, des migrants et des peuples autochtones. Remplacer la littérature produite par des hommes blancs par celle d'hommes noirs et de femmes. L'initiative est louable: davantage de littérature non blanche, notamment africaine et noire, dans les bibliothèques, davantage d'intervenants des pays du Sud, davantage de coopération avec les communautés locales.

Mais les programmes universitaires ne sont pas extensibles. Pour y ajouter quelque chose, il faut en retirer autre chose. Autant ça paraît faisable en littérature ou en sciences de la culture, autant dans des domaines davantage liés au lieu et à l'époque, comme la philosophie européenne, ça semble beaucoup plus compliqué. Boghossian n'a pas relevé le défi.

Haro sur la transphobie

Kathleen Stock, une professeure de philosophie écossaise, fait également partie des fondateurs de l'UATX. Et est l'une des victimes les plus retentissantes de la «cancel culture».

Jusqu'en octobre, Stock enseignait à la prestigieuse université du Sussex. Elle n'avait pas peur de la controverse. Bien qu'elle soit elle-même lesbienne, elle était en désaccord avec l'idée selon laquelle l'hétérosexualité serait une construction sans lien avec la biologie humaine. En 2020, elle s'est exprimée au Parlement britannique en défaveur d'une réforme qui permettrait de changer de genre sur la base d'une simple déclaration orale. Elle a parlé publiquement des risques qu'une telle décision entraînerait dans les domaines du sport, de l'éducation, de la violence domestique ou de la sécurité des jeunes filles.

Le clou qui a scellé son cercueil a été le livre *Material Girls. Why Reality Matters for Feminism*, dans lequel elle défend un féminisme classique et estime que le sexe biologique a plus d'importance pour le droit des femmes que l'identité de genre. Stock a été accusée de transphobie, et une campagne visant à lui faire perdre son emploi a été lancée dans les universités et sur les réseaux sociaux.

Ses collègues se sont joints aux étudiants en colère qui protestaient contre le fait qu'elle rende les honneurs durant la fête de fin d'année de l'université. Une lettre ouverte l'accusant d'encourager l'oppression des personnes transgenres a alors été signée par des professeurs de philosophie. Au début, l'université la défendait en disant qu'elle avait le droit d'exprimer son opinion, mais elle a fini par plier et demander sa démission.

Ce qui ne nous tue pas nous affaiblit

Stock, Ali et Boghossian seront soutenus par une armée de professeurs, de journalistes, de scientifiques, d'artistes et de philanthropes. Il y a parmi eux des hommes, des femmes, des Blancs, des Noirs, des Russes, des Grecs et, surtout, des personnes ayant des opinions politiques diverses et variées. Sur la liste, on trouve les noms imposants d'enseignants de Harvard, de Stanford ou de la Brown University.

Comme par exemple le psychologue social Jonathan Haidt, auteur du livre *The Coddling of the American Mind*, dans lequel il se questionne sur la manière dont l'infantilisation des étudiants et des personnes au seuil de l'âge adulte influe sur la société américaine. Haidt a identifié trois principes selon lesquels vit la jeune génération : «ce qui ne nous tue pas nous affaiblit», «fie-toi toujours à tes impressions» et «il y a les bons et les méchants».

Haidt constate que les étudiants sont protégés des confrontations ou même du sentiment d'inconfort qu'ils pourraient ressentir s'ils étaient exposés à des points de vue qui s'opposent aux leurs. Alors que la réponse à des opinions que nous ressentons comme perturbantes ou même offensantes devrait être le débat ou l'indifférence. Il estime qu'attendre de l'université qu'elle soit un endroit où l'on peut éviter les conflits est puéril.

«*Bien sûr, l'aphorisme de Nietzsche n'est pas toujours vrai si on le prend au pied de la lettre, dit-il dans son livre. Certaines choses qui ne nous tuent pas peuvent faire des dégâts. Mais enseigner aux enfants que les échecs, les insultes et les expériences douloureuses leur nuiront durablement est nocif en soi. Les gens ont besoin de défi et de stress.*».

Haidt considère que la création de l'UATX est l'événement le plus porteur d'espoir qui ait eu lieu depuis des années. Il voudrait que ses propres enfants y fassent leurs études.

L'équipe pédagogique sera également renforcée par la biologiste évolutionniste Heather Heying. En 2017, elle a démissionné de l'Evergreen State College après une affaire retentissante ayant impliqué son mari, Bret Weinstein, qui y enseignait également. Celui-ci a été l'une des premières victimes de la «cancel culture» universitaire.

Il enseignait la biologie évolutionniste depuis 14 ans. Depuis la création de l'université, chaque année y était organisée une «Journée d'absence»: un jour par an, les étudiants et professeurs noirs quittaient le campus pour attirer l'attention sur l'importance du rôle qu'ils jouent au sein de l'établissement. En 2017, il a été décidé d'inverser la situation: les étudiants blancs ont été informés du fait que lors de la Journée d'absence, ils ne seraient pas autorisés à venir à l'université. L'université n'a pas expliqué sa décision, mais on peut supposer que son objectif était de leur montrer ce qu'est la discrimination dans la pratique.

Dans un mail privé envoyé à une collègue, Weinstein a dit que participer volontairement à une manifestation non obligatoire n'était pas la même chose que la situation où un groupe ethnique était visé et interdit d'entrée à l'université. En tant que Juif, il y voyait une démonstration de force et un acte d'oppression.

En mai, une cinquantaine d'étudiants sont entrés dans sa salle en plein cours et lui ont demandé de présenter ses excuses, de reconnaître son racisme et de démissionner. Il a été insulté et agressé physiquement, enfermé dans le bâtiment, et au cours des jours qui ont suivi, des étudiants le suivaient partout, même sur la route de chez lui, allant jusqu'à entrer avec lui dans les toilettes de l'université.

Weinstein a fini par faire cours à ses étudiants dans des parcs. Chaque jour, il semait sa «garde rapprochée» en changeant de lieu de rendez-vous. Il conseillait à ses étudiants de s'y rendre un par un en s'assurant qu'ils n'étaient pas suivis.

Heying et Weinstein (qui aujourd'hui animent un podcast intitulé «Dark Horse», et dont la traduction du best-seller *A Hunter-gatherer's Guide to the 21st Century* sortira bientôt en Pologne) ont assigné l'université en justice pour «non-protection d'une activité protégée par la loi.» Le procès s'est terminé par un accord amiable.

L'attention de l'opinion publique se focalise sur des noms controversés ayant déjà été frappés d'ostracisme et souvent traînés dans la boue. Mais on trouve aussi sur la liste des enseignants de l'UATX des personnes dont la réputation n'est pas entachée, mais qui occupent un rang élevé dans le monde académique, comme le physicien et bioéthicien Leon Kass, le célèbre historien Niall Ferguson, le chercheur sur l'exclusion raciale et premier enseignant d'économie noir de Harvard Glenn Loury, l'ancien secrétaire au Trésor de Clinton et conseiller économique d'Obama Larry Summers, ou encore l'économiste progressiste renommée dans le monde anglo-saxon (et transsexuelle) Deirdre McCloskey.

Ce qui est bon pour Elon Musk peut convenir à l'UATX

Les fondateurs soulignent vouloir créer une université dans le style antique – avec une vraie cafétéria, des tableaux et le moins d'écrans possible. Mais pourquoi au Texas, l'État des «gens libres», des porteurs d'armes, des fans du Ku Klux Klan et des électeurs de Trump? «*Si le Texas est assez bien pour Elon Musk et Joe Rogan, alors il est assez bien pour l'UATX*», explique Kanelos.

On ne présente plus Elon Musk, le propriétaire des Tesla, promoteur de la conquête spatiale et homme le plus riche du monde. Le déménagement de son entreprise avait avant tout pour motivation la mansuétude du droit fiscal texan. Mais pourquoi des artistes, des journalistes et des scientifiques, y compris libéraux ou sensibles aux questions sociales, pas forcément très en phase avec le libertarianisme et le darwinisme de Musk, pas plus qu'avec le pays des chapeaux de cow-boys et les pick-ups polluants, le suivent-ils?

Joe Rogan, auteur du podcast le plus célèbre du monde, dit avoir quitté la Californie en raison de la crise du logement et des restrictions dues à la pandémie. En raison de ces dernières, au moins un tiers des entreprises de l'«État doré» ont mis la clé sous la porte, et rien qu'à Los Angeles, on compte près de 100.000 sans-abris. Venice Beach est le symbole de cette chute. Autrefois, il s'agissait de l'une des plages les plus célèbres. Aujourd'hui, elle n'est plus qu'un campement qui s'étend à perte de vue. Qui plus est, la diminution des financements de la police a entraîné une montée en flèche de la délinquance.

C'est pourquoi la Californie, qui jusqu'à présent était un symbole de développement et de tolérance, le fief, sur l'air du «vivre et laisser vivre», des innovateurs, des pionniers, des freaks et des non-conformistes, cède sa place au Texas. Grâce au divorce entre la nouvelle gauche et les valeurs libérales, l'État conservateur-libertarien sert donc de refuge aux partisans de la liberté de pensée sans domicile politique, qui cherchent la protection de la droite. À tort ou à raison (les orphelins de la gauche académique classique

sont tout de même contraints de fermer les yeux sur l'adoption l'année passée de l'interdiction totale d'avorter), le Texas, résistant à la «maladie woke», se pose en bastion de la liberté.

L'UATX n'a pas encore obtenu son accréditation. Les premiers cours débiteront l'été prochain sous l'audacieux nom de «cours interdits». Les fondateurs promettent *«une vive discussion sur les thèmes les plus provocants, du type de ceux qui se terminent par la censure dans d'autres universités»*. Des masters en entrepreneuriat, en histoire et en sciences politiques commenceront ensuite puis, l'année suivante, en ingénierie et en mathématiques.

À partir de 2024, des cursus de licence divisés en deux blocs sont prévus. Le premier propose une formation, c'est-à-dire des études approfondies et rigoureuses en sciences humaines et sociales, et dans le second, les étudiants devront choisir entre quatre spécialisations. Un think-tank sera également créé à l'université.

Les médias sont sceptiques. Le *Guardian* qui, malgré son statut et son gauchisme, a également eu affaire aux jeunes radicaux au cours des dernières années, appelle l'UATX une start-up, suggérant que les enseignants et les fondateurs ne s'intéressent qu'à l'argent, et que s'ils voulaient vraiment améliorer le système éducatif, ils feraient mieux d'aller travailler dans les lycées. L'UATX est aussi dénommée *«l'école des parias»* et comparée à la «Trump University»: une université dans laquelle il est possible d'acheter un diplôme scientifique. Ses défenseurs font remarquer que beaucoup d'institutions américaines respectées ont une histoire plus courte que ce qu'on pourrait croire. À côté d'Harvard et de Yale, ouvertes au XVIIe siècle, on trouve l'université de Chicago, qui date de 1890, et Stanford, créée en 1891.

«L'amour l'emportera»

Le projet a rencontré des obstacles dès ses débuts. Robert Jeffrey Zimmer, le chancelier de l'université de Chicago, a renoncé publiquement à y occuper une chaire. Il s'est irrité du ton populiste (ou publicitaire, comme il préfère l'appeler) des fondateurs : *«Je ne suis pas d'accord pour dire que les autres universités ne recherchent plus la vérité, et je n'ai pas l'impression que l'enseignement supérieur soit irréversiblement perverti.»* Gordon Gee, le président de la West Virginia University, s'est désolidarisé de l'UATX pour des raisons similaires.

Quant au célèbre psychologue et linguiste Steven Pinker, il a jeté l'éponge sans indiquer de raison. Les mauvais esprits disent qu'il préfère la sécurité de son emploi à Harvard à la liberté de pensée, surtout dans le contexte de controverse lié à ses rapports avec Jeffrey Epstein, Pinker ayant voyagé à plusieurs reprises en compagnie du condamné pour pédophilie et ayant pris part à sa défense devant les tribunaux.

Il se pourrait que, profitant de son caractère libéral, de sa localisation et de l'esprit du temps, des conservateurs et des membres de l'alt-right ne fassent main basse sur l'UATX. Mais l'idée en soi semble intéressante à l'heure où la liberté de pensée est prise pour étendard par la droite radicale et les complotistes de tout poil, tandis que la jeune gauche, comme le faisaient autrefois les fondamentalistes religieux ou les ultramontanistes, appelle au boycott de livres politiquement incorrects et exige des médias qu'ils ne publient pas de contenus *«nocifs»*.

Hannah Arendt avait déjà remarqué chez ses étudiants une tendance à bouder la théorie et le débat scientifique au profit d'opinions et d'idéologies. Beaucoup d'entre eux rejetaient les vieilles idées non pas parce qu'ils voulaient les remplacer par la liberté d'opinion. À la place, ils voulaient plutôt imposer leurs propres vérités. Dans *Les Origines du totalitarisme*, Arendt estimait que la solitude qui, dans le monde moderne, est devenue une expérience universelle, rendait l'esprit vulnérable aux idéologies totalitaires des deux camps.

Lex Friedman, jeune ingénieur en intelligence artificielle lié au MIT et blogueur, a rejoint l'UATX, car contrairement à Arendt, il est plein d'espoir : *«La "cancel culture" et les gens woke peuvent devenir une force de haine et d'intolérance similaire à celles qu'ils veulent combattre. À court terme, la haine et la moquerie leur permettront d'obtenir quelques clics, mais à mon humble avis, au bout du compte, l'amour l'emportera ».*

204,56

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/eric-anceau-la-laicite-a-la-francaise-fournit-une-reponse-a-toutes-les-questions-religieuses-20220114>

Le Figaro (site web)

vendredi 14 janvier 2022 - 07:00 UTC +01:00 2168 mots

Vox ; Vox Société

Éric Anceau:

«La laïcité à la française fournit une réponse à toutes les questions religieuses»

Devecchio, Alexandre

GRAND ENTRETIEN - Dans *Laïcité, un principe* (Éditions Passés Composés), ouvrage qui éclaire utilement le temps présent car il prend en compte le passé, cet historien spécialisé dans l'étude des pouvoirs, de l'action publique et des sociétés contemporaines observe et commente le retour de la contestation véhémement du principe de laïcité. Un principe qui, en établissant et en garantissant la paix civile en France, a pourtant contribué à fonder la République.

LE FIGARO MAGAZINE. - Un véritable combat se livre aujourd'hui autour de la laïcité française. Comment expliquez-vous le retour de cette question brûlante après une période d'apaisement?

Éric Anceau. - Après des siècles de tensions et parfois même de violence en France, autour des questions religieuses, la laïcité républicaine a permis effectivement un court XXe siècle de tranquillité, même si l'adoption de la loi de 1905 qui en constitue la matrice s'est faite dans la douleur.

Ensuite, il y a bien eu encore deux crises liées à la question scolaire - la loi Debré qui a jeté la gauche laïque et les partisans de l'enseignement public dans la rue en 1960 et, symétriquement, le projet de loi Savary qui a provoqué la même chose avec la droite et les tenants de l'école libre en 1984 -, mais tout a fini par rentrer dans l'ordre.

Le surgissement d'un islam ostentatoire et politique, à partir des années 1980 et en particulier de l'«affaire des foulards de Creil», en 1989, a changé la donne. Lorsqu'une loi a enfin apporté une solution après quinze ans de flottement, en 2004, en interdisant le port de tenues et de signes religieux ostentatoires dans les collèges et les lycées publics, de nouveaux problèmes liés à l'islam politique ont surgi, clivant la société française et mettant la République à l'épreuve. La question n'a pas été effacée par les récentes «fièvres hexagonales», des «gilets jaunes» à la gestion de la pandémie, bien au contraire. Elle fait toujours l'actualité.

Justement, la question de la laïcité n'est-elle pas aussi celle de l'islam et de sa compatibilité avec la loi de la République, mais aussi avec les mœurs et la culture française?

Hors du cas spécifique des 130 ans de l'Algérie française, l'islam est nouvellement présent en France mais, en quelques décennies, il est devenu la deuxième religion du pays et s'est rendu très visible dans l'espace public. Il est surtout plus qu'une religion, en ce sens qu'il englobe toute l'existence du fidèle et ne se conçoit pas seulement comme une foi, à l'instar du christianisme, mais comme une loi, qui plus est une loi divine, supérieure aux lois humaines et donc, en théorie, insusceptible d'adaptations. Ajoutons qu'il place la communauté des croyants, l'oumma, au-dessus de toutes les autres et en particulier de la communauté nationale. L'islam est un défi pour les sociétés occidentales où il est fortement présent.

Cependant, je souligne dans mon livre qu'il n'est pas incompatible avec la laïcité, comme de grands intellectuels musulmans l'ont eux-mêmes montré au cours des siècles. Il prescrit d'ailleurs aux fidèles de s'adapter à la société dans laquelle ils se trouvent. Dans plusieurs pays musulmans eux-mêmes, des dirigeants volontaires ont su le contenir, en s'appuyant sur de larges franges de la population. On pense à Nasser en Égypte ou à Bourguiba en Tunisie, pour ne retenir que deux exemples célèbres.

Prenons par exemple la question du voile dans la rue... Est-ce une question de laïcité ou de civilisation?

Notre laïcité distingue trois espaces: la sphère privée où prévaut la liberté individuelle ; la sphère administrative qui doit rester neutre et au sein de laquelle les agents chargés d'une mission de service public ne doivent pas exprimer leurs convictions religieuses ; enfin, entre les deux, l'espace civil dans lequel celles-ci peuvent s'exprimer sous réserve du respect de l'ordre public.

C'est en vertu de celui-ci que la loi du 11 octobre 2010 a interdit de dissimuler son visage dans l'espace public, ce qui, de facto, y rend désormais illicite le port du niqab et de la burqa. Pour le hijab, le simple foulard qui recouvre les cheveux, il est évidemment impossible d'invoquer une atteinte à l'ordre public. Certains veulent l'interdire au nom de la civilisation chrétienne, mais il s'agirait là d'une discrimination évidente qui nous ferait sortir de la loi républicaine. D'autres évoquent le «pacte social de discrétion». Si tant est que cela soit juridiquement possible, la laïcité le permet, mais nous nous éloignerions alors indéniablement de l'esprit de la loi de 1905.

À la suite de l'assassinat de Samuel Paty, certains observateurs ont utilisé la lettre de Jules Ferry aux instituteurs en 1883 dans laquelle le ministre demandait à ces agents de ne rien dire qui puisse choquer un père de famille... Que cela vous inspire-t-il?

On a effectivement vu le sociologue et démographe François Héran, professeur au Collège de France, ou encore le philosophe et ancien ministre Luc Ferry l'invoquer pour essayer de minimiser, voire d'excuser le facteur déclencheur du drame: la dénonciation du professeur Samuel Paty par un parent d'élève et la divulgation de ses coordonnées sur les réseaux sociaux faisant ainsi de lui une cible pour les terroristes.

L'historien objecte qu'il s'agit là d'un pur anachronisme et que la décontextualisation de la lettre entraîne un contresens. À l'époque, la République était offensive et en train de triompher, et le ministre de l'Instruction publique magnanime voulait apaiser la société en écrivant ces lignes. En outre, le rapport qu'entretenait le catholicisme avec notre société, il y a cent cinquante ans, est bien différent du rapport entre l'islam et elle aujourd'hui.

Les meilleurs spécialistes de la laïcité ne s'accordent ni sur sa définition ni sur son interprétation. Comment définissez-vous pour votre part la laïcité?

Vous avez raison. De Jean Baubérot à Henri Peña-Ruiz, éminents spécialistes l'un et l'autre de la laïcité, celle-ci fait un grand écart. Le premier nous propose une laïcité adjectivée, libérale et ouverte, alors que le second refuse de lui accoler d'autre épithète que républicaine. Ils s'appuient pourtant tous les deux sur la loi de 1905, mais ils ne l'interprètent pas du tout de la même façon. Sans méconnaître l'histoire, ils le font l'un en sociologue et l'autre en philosophe, et à des fins partisans, ce qui entraîne une distorsion de la réalité historique. La laïcité est tout à la fois un principe philosophique et un cadre juridique ancrés dans une sociologie et dans une histoire.

Les pères fondateurs de la loi, à commencer par Aristide Briand et Ferdinand Buisson, disaient bien qu'elle répondait au contexte du moment et nécessiterait des adaptations. Dès les mois suivants, elle a d'ailleurs été modifiée à trois reprises. Quant à Ferry que nous évoquons tout à l'heure, autre père fondateur de notre laïcité, il n'était pas partisan de la séparation, clé de voûte de la loi de 1905, même si l'on ne sait évidemment pas ce qu'il aurait décidé lors de son examen, puisqu'il est mort douze ans avant!

Ma propre définition de la laïcité repose sur un examen historique à l'échelle internationale et est à la fois plus ouverte que celle d'Henri Peña-Ruiz mais plus ferme que celle de Jean Baubérot. Je définirai la laïcité comme un principe qui permet à la fois d'éviter tout assujettissement du civil au religieux et même à toute forme d'idéologie, d'assurer la liberté religieuse et plus largement de conscience de chacun, ainsi que la liberté des cultes dans le respect de l'ordre public et de garantir l'égalité de toutes et de tous devant la loi, qu'elles et ils croient au Ciel ou n'y croient pas!

Généralement, on imagine que le principe de laïcité est né au moment de la Révolution française. Sans nier ce point, vous en faites remonter la genèse beaucoup plus loin. En quoi ce retour aux sources est-il important pour comprendre la laïcité et les débats contemporains?

Ferdinand Buisson, qui est le premier à proposer une grande définition de la laïcité dans son *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* dans les années 1880, définition assez proche de celle que je viens de vous donner, a une vision en profondeur historique de la laïcité. Si le terme est alors d'apparition récente - 1848-1849 - mais ne commence à être vraiment utilisé

que depuis le début des années 1870, l'idée qu'il recouvre remonte à beaucoup plus loin ; le Grec Épicure comme son disciple le Romain Lucrèce ont une pensée laïque.

Buisson insiste beaucoup sur la volonté des rois de France, en particulier Philippe le Bel, de circonscrire le pouvoir de l'Église, sur le choc qu'ont provoqué les guerres de Religion du XVI^e siècle, sur le rôle de la pensée des Lumières et naturellement sur la Révolution française qui, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 à une première séparation de l'Église et de l'État en 1795, en passant par la déchristianisation et les excès de l'an II, a été un grand laboratoire. Condorcet, lui-même figure des Lumières dévorée par la Révolution, avait déjà quasiment tout pensé et était vénéré par les pères fondateurs de la III^e République.

On considère habituellement la laïcité comme une spécificité française. Est-ce réellement le cas?

Évidemment non! L'histoire riche et tourmentée de la France explique que la laïcité y soit particulièrement forte, au point qu'elle a été constitutionnalisée en 1946, qu'elle a été réaffirmée dans la Constitution de 1958 et que son importance a encore été rehaussée dans la loi constitutionnelle de 1995.

Mais au moment de la préparation de la loi de 1905, où le terme n'apparaît d'ailleurs pas, Briand demande à l'un de ses conseillers de faire une recherche dans les pays qui pratiquent alors une forme de laïcité (États-Unis, Brésil, Mexique ou encore Canada), même si finalement c'est une voie proprement française qui est choisie.

J'ajoute que de très nombreux autres pays ont choisi depuis une voie laïque: le Portugal, la Turquie de Mustafa Kemal Atatürk, l'Inde et même certains la voie française de la laïcité comme les pays d'Afrique noire, anciennement colonies françaises, où l'islam domine pourtant comme le Mali, le Sénégal et le Burkina Faso.

Quelle est cette vision spécifiquement française de la laïcité que vous évoquez? Comment expliquez-vous l'hostilité des pays anglo-saxons à cette vision?

On retient à juste titre de la loi de 1905 qu'elle sépare les Églises et l'État et on la qualifie d'ailleurs de loi de séparation, mais son autre article principal proclame la liberté de conscience qui va bien au-delà de la seule liberté religieuse et l'une des autres spécificités de notre laïcité est qu'elle prend ancrage dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et dans l'idée d'un universalisme qui peut amener à détacher l'homme de sa communauté d'origine et qui ne reconnaît qu'une communauté outre l'humanité, la communauté nationale.

Dans un grand article publié au moment de la polémique de Creil, Régis Debray a opposé de façon sans doute excessive mais plutôt juste la République française et la démocratie américaine, nées l'une et l'autre d'une même matrice, les Lumières mais qui, en raison de leur histoire propre, ont fait le choix de laïcités différentes.

Alors que la laïcité américaine protège avant tout les religions et les libertés civiles des excès possibles de l'État, la laïcité française protège par l'État la société et les libertés publiques des excès possibles des communautés et des religions.

La laïcité à la française est-elle une chance ou exacerbe-t-elle les tensions? Est-ce une réponse au défi que propose l'islam?

Je crois qu'elle est une chance car elle permet à tous les Français, croyants de toutes confessions, athées et agnostiques de vivre en paix. Elle est évidemment une réponse à toutes les questions religieuses à condition que l'État trouve le juste équilibre entre fermeté et préservation des libertés. La loi confortant les principes de la République du 24 août dernier complète et amende la loi de 1905. Seule l'Histoire nous dira, une nouvelle fois, la pertinence des choix opérés.

« L'emballement démographique de l'Afrique est d'abord un obstacle à son propre développement »

CHRONIQUE

Philippe Bernard

Instrumentalisée en Europe pour nourrir les fantasmes xénophobes, la hausse rapide de la population subsaharienne absorbe largement la croissance économique de la région et y perpétue la paupérisation générale, relève dans sa chronique Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

Publié hier à 10h33, mis à jour à 06h47 Temps de Lecture 4 min.

Chronique. « *Ruée africaine vers l'Europe* », « *invasion migratoire* », voire « *grand remplacement* ». Des slogans, alimentés par la réalité d'une natalité galopante au sud du Sahara, peuplent le débat politique. Leur simplisme résiste mal à une analyse rationnelle : la démographie n'est que l'un des multiples facteurs de l'émigration et la majorité des migrants africains résident en réalité... en Afrique même.

Mais critiquer l'instrumentalisation de la démographie africaine comme machine à fantasmes xénophobes ne doit pas empêcher de considérer celle-ci comme hautement problématique. Avant de constituer un défi pour les pays développés, l'emballement démographique de l'Afrique subsaharienne est un véritable fléau pour le continent lui-même, un obstacle majeur à son développement.

Tandis qu'une femme française a en moyenne 1,8 enfant, une Africaine en a 4,4 et même 7 si elle vit au Niger. Au rythme actuel, le milliard d'habitants que compte l'Afrique aura doublé en 2050. Le Nigeria aura détrôné les Etats-Unis comme troisième pays le plus peuplé de la planète (derrière la Chine et l'Inde).

Avec une augmentation de la population de plus de 3 % chaque année au Sahel, la démographie rend illusoire toute perspective de sortie de la pauvreté. Le Niger, pays dont seuls 8 % de la superficie est cultivable, avait 3 millions d'habitants en 1960. Il en aura plus de 40 millions dans vingt ans. Quant au [Mali](#), ses 20 millions d'habitants devraient plus que doubler d'ici à 2050. Même dans des zones moins désertiques, la forte hausse de la population absorbe largement la croissance économique, perpétue la paupérisation générale et jette dans le sous-emploi ou dans le djihadisme des masses de jeunes sans espoir.

Un sujet ultrasensible

Contrairement à d'autres parties du continent, l'Afrique de l'Ouest, et en particulier le Sahel, n'a pas entamé la transition démographique qui permet une diminution du nombre d'enfants par femme à mesure que décroît la mortalité infantile. Quant au « dividende démographique », qui est dégagé dès lors que la population active pèse davantage que les personnes à charge, le continent est loin de le percevoir, alors que 40 % de sa population a moins de 15 ans.

Longtemps, cette « malédiction de la démographie » était taboue, indicible pour les Européens, anciens colonisateurs. [Emmanuel Macron](#) s'est fait traiter de raciste en 2017 après avoir affirmé la vanité des plans d'aide « *quand des pays ont encore sept à huit enfants par femme* ». Quant aux Africains, ils ont longtemps évité un sujet ultrasensible, qui touche au plus intime des sociétés, met en jeu des traditions ancestrales, et constitue l'une des clés de la domination des hommes sur les femmes.

Les choses changeraient-elles ? « *Il y a quelques années, on ne pouvait même pas s'asseoir avec des leaders communautaires, religieux, traditionnels, et prononcer le mot "population", a raconté au Monde Mabingué Ngom, directeur du Fonds des Nations unies pour la population pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. Aujourd'hui, il y a des initiatives intéressantes, y compris en matière de planification familiale.* » Au Niger, pays le moins développé du monde et champion de la fertilité des femmes, Mohamed Bazoum s'est fait élire président en 2021 en mettant en avant son « *combat sur la démographie* ». Il tente de mettre en place un réseau d'« écoles des maris » consacré à la sensibilisation au contrôle des naissances dans un pays où seulement 16 % des femmes pratiquent la contraception.

Pour contourner l'opposition des religieux à la réglementation des mariages précoces, la question de la scolarisation des filles, et non celle du mariage, est promue. C'est le levier essentiel. Une femme africaine non scolarisée a en moyenne plus de six enfants. Ce nombre chute à quatre si elle a achevé l'école élémentaire et à deux si elle a suivi un enseignement secondaire. Mais comment construire des classes, former des professeurs et suivre le rythme effréné des naissances dans des zones où 40 % du total de la population sont censés être scolarisés ?

Le mariage des ados, un étendard pour les religieux

Et l'école ne peut pas tout contre les mariages précoces, tradition très enracinée. « *L'idée qu'une fille doit être mariée dès l'apparition de la puberté est valorisée aux yeux des communautés où le statut de la femme est lié à sa capacité de procréer* », constate une [étude sur le mariage précoce en Afrique de l'Ouest](#) menée par le Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (Lasdel), installé à Niamey.

« *Beaucoup de mères adolescentes ne retournent pas en classe parce que leur école les exclut ou que leur famille ne les laisse pas continuer leur scolarité* », ajoute [Human Rights Watch](#). Résultat : au Niger, plus de [trois jeunes filles sur quatre](#) sont mariées avant 18 ans (et souvent dès 13 ans). Ce sort est celui de 67 % des Tchadiennes, de 54 % des Maliennes et, globalement, de 40 % des Africaines au sud du Sahara dont 25 % avant l'âge de 15 ans.

Verrou de toute politique de modération démographique, le mariage des adolescentes est désormais visé par des politiques publiques. Au même moment, sa défense devient au contraire un étendard pour les religieux. « *Les politiques de population sont perçues comme dictées par l'Occident et méprisantes pour les valeurs identitaires africaines* », constate le rapport du Lasdel, qui note « *les manifestations de résistance de certaines communautés musulmanes* ».

Au Mali, l'essor des islamistes a commencé en 2009 lorsque l'imam Mahmoud Dicko a réussi, en mobilisant la rue, à obtenir l'abrogation de la réforme du code de la famille, qui donnait davantage de droits aux femmes, fixant notamment à 18 ans l'âge minimum du mariage. Depuis lors, les religieux n'ont fait que renforcer leur emprise sur le Sahel. L'enjeu démographique, peu perceptible dans le terrain d'affrontement géopolitique qu'est devenue la région, n'en est que plus explosif.

Philippe Bernard

204,61

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/philippe-d-iribarne-les-causes-profondes-de-l-epuisement-de-la-gauche-francaise-20220116>

Philippe d'Iribarne:

«Les causes profondes de l'épuisement de la gauche française»

Publié il y a 57 minutes, mis à jour il y a 48 minutes



Philippe d'Iribarne. *Illustration Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Le refus de souscrire à l'opinion majoritaire des Français sur l'immigration et l'islamisme lui a fait perdre une large partie de ses soutiens d'antan. Dès lors, l'intellectuel s'interroge: quel sera l'avenir de la gauche au plan national?

L'effondrement de la gauche française, toutes tendances confondues, dans les intentions de vote pour la prochaine élection présidentielle pose question. Que s'est-il passé pour que les partis de gauche aient perdu autant de terrain dans les suffrages des classes populaires? Leurs programmes sont-ils en cause, ou les querelles d'ego génératrices de divisions, la trop faible stature de leurs dirigeants ou encore le souvenir douloureux de l'échec de François Hollande? Ces facteurs jouent sans doute, mais y prêter trop d'attention rend aveugle à une cause plus profonde qui tient au hiatus entre la vision du monde que porte la gauche contemporaine et la nature des difficultés de vie que rencontrent ses anciens soutiens.

Qu'est-ce qu'être «de gauche»? Des valeurs, sans doute, et d'abord l'égalité. Mais, plus radicalement, toute une vision du monde selon laquelle la société serait fondamentalement composée de dominants oppresseurs et de dominés opprimés. L'action historique de la gauche prend sens dans cette vision. Elle est l'héritière d'une longue histoire de luttes contre des catégories successives de dominants réels ou supposés - les privilégiés d'Ancien Régime, l'Église catholique, les capitalistes - et elle se veut fidèle à cette histoire.

Certes, les idéaux d'une large part d'entre elle ont été longtemps plus complexes. Elle a voulu aussi élever ceux qu'elle défendait par la vertu d'une éducation exigeante; ce qu'elle regardait comme une œuvre civilisatrice à l'échelle de la planète a justifié la colonisation - songeons à Jules Ferry. Mais cette seconde perspective n'est plus guère de mise, accusée qu'elle est de susciter un regard condescendant sur les opprimés d'aujourd'hui, comme si c'était à eux de faire des efforts pour améliorer leur sort.

Pendant longtemps, cette volonté de lutter contre les dominants a largement fait écho à l'expérience vécue des couches populaires. Il paraissait aller de soi, à la lumière de ce que vivait le monde du travail, que la dureté de son existence - l'inhumanité des conditions de travail, l'absence de protection sociale, l'exploitation des enfants, la misère qui menaçait - résultait de l'égoïsme de puissants, détenteurs du capital et des politiciens à leur service. Une large part de ceux qui souffraient ainsi, classe ouvrière en tête, ont

rallié la gauche, même si celle-ci ne les a jamais tous rassemblés. Il en est résulté des décennies de luttes et de conquêtes sociales dont le triomphe du Front populaire a représenté un moment clé.

Mais, au fil du temps, la «question sociale» a perdu de son intensité, du fait même de ces conquêtes. De nos jours, en France, la gauche, quand elle est au pouvoir, cherche avant tout, comme la droite, à adapter le fonctionnement de l'économie et des entreprises aux exigences de la concurrence internationale, fût-ce au prix d'une remise en cause des acquis sociaux. On l'a vu durant le quinquennat de François Hollande. La crédibilité de la gauche auprès de ceux qui l'ont longtemps soutenue s'en est trouvée compromise. Et, pendant ce temps, le vécu de larges pans de la population s'est trouvé marqué par de nouvelles épreuves dont il était difficile de rendre les puissants responsables.

La présence massive dans certains territoires de populations issues de l'immigration et l'influence de l'islam font maintenant partie de l'expérience quotidienne de nombre des plus modestes. Certes, le terrorisme islamiste n'affecte que peu de monde, même s'il fait peur à beaucoup. Mais, dans de larges territoires, on voit progressivement s'imposer des manières d'occuper l'espace public qui tendent à faire disparaître les formes de civilité qui prévalaient jusqu'alors. La place des femmes, leur liberté d'aller et venir à leur guise, de se vêtir comme bon leur semble, sont particulièrement concernées.

Dans ces territoires, les médecins tendent à désertier ainsi que nombre de commerces autres que halal. Là, l'habitant ordinaire se met en danger s'il résiste aux caïds de la drogue. Comme Pierre Bourdieu l'a mis en évidence dans *La Misère du monde*, nombre de ceux qui le peuvent quittent ces territoires, souvent la mort dans l'âme. En bien des lieux, quartiers et même communes entières (la moitié d'entre elles dans la Seine-Saint-Denis), leur départ est si massif que l'écrasante majorité des enfants appartiennent dorénavant à des populations issues de l'immigration. Après les territoires perdus de la République on parle maintenant de territoires conquis de l'islamisme. Et une fracture béante s'est ouverte sur ce sujet entre la gauche et nombre de ses anciens soutiens.

La conscience de ces phénomènes marque l'opinion, comme cela apparaît bien dans de nombreuses enquêtes. Ainsi, dans un sondage réalisé par l'Ifop en 2020, à la question: «Estimez-vous que, dans leur majorité, les catégories de population suivantes respectent les valeurs de la République?», seulement 39 % des Français interrogés - 33 % parmi des ouvriers - ont répondu «oui» s'agissant des «Français de confession musulmane», alors que c'était le cas de 84 % d'entre eux au sujet de ceux «de confession chrétienne». Et, à la question: «Depuis vingt ans, estimez-vous que les Français de confession musulmane respectent plus, moins ou autant qu'avant les valeurs de la République?», 65 % des réponses ont été «moins», 9 % seulement «plus».

Il est bien difficile à la gauche de prendre en compte ces tensions dans sa vision du monde. C'est que, pour elle, c'est un acte de foi, les immigrés comptent au nombre des dominés, face aux dominants représentés par la population majoritaire. Dès lors, conformément à une logique implacable, ils ne peuvent être que victimes. Si, statistiquement, ils ont plus de mal que d'autres à trouver du travail, s'ils sont surreprésentés dans les prisons, c'est forcément qu'ils sont discriminés. Si certains d'entre eux paraissent parfois mal agir, ce ne peut être qu'un effet de ce qu'ils subissent.

Dans le discours de gauche, largement repris par la majorité des médias, il est sans cesse question à leur propos de discriminations, de stigmatisation. Dans ces conditions, si certains dominants portent un regard critique sur tel ou tel comportement, s'ils dénoncent une hostilité à la liberté de conscience ou un refus de l'égalité entre hommes et femmes, ce ne peut être parce qu'il y a effectivement matière à critiquer. C'est que ceux qui s'expriment ainsi sont «racistes», «xénophobes», «islamophobes», coupables d'«incitation à la haine». Les musulmans d'aujourd'hui sont présentés comme l'équivalent des Juifs des années 1930 - Anne Hidalgo vient encore de l'affirmer - en s'abstenant rigoureusement de s'interroger sur les différences, pourtant patentes, entre les manières d'être des populations concernées, ces manières d'être étant supposées ne pas être en cause.

Reste à expliquer le fait que la majorité des Français, y compris de ceux qui ont longtemps voté à gauche, résistent à cette vision victimaire. On pourrait imaginer que, dans son souci d'être près du peuple, la gauche se rende plus attentive à la complexité du monde. Elle pourrait dénoncer les dominants

quand cela a lieu d'être, telles les entreprises qui recourent aux paradis fiscaux ou celles qui exploitent une main-d'œuvre ubérisée, sans refuser pour autant de voir, lorsque les faits le suggèrent, que les dominants ne sont pas responsables de tout le malheur du monde. Elle pourrait du reste avoir une vue plus réaliste de ceux qu'elle qualifie de «dominés». Ainsi, elle pourrait être sensible, concernant les musulmans, à la richesse des pays du Golfe, aux moyens financiers considérables dont disposent les organisations islamiques, Frères musulmans en tête, grâce au soutien de ces pays, au fait que, sur une partie du territoire, l'espace public s'islamise.

Mais les partis de gauche s'y refusent. S'ils tendent à faire leur autocritique en se reprochant d'avoir été trop complaisants à l'égard des forces de l'argent ou trop peu attentifs aux enjeux écologiques, ils restent droits dans leurs bottes concernant l'immigration et l'islam. Ce n'est pas, affirment-ils, la gauche qui manque de réalisme, c'est le peuple qui pense mal, l'opinion qui s'abandonne à une «zemmourisation» des esprits. Comment ne pas penser au propos de Brecht: *«Après l'insurrection du 17 juin, le secrétaire de l'Union des écrivains fit distribuer des tracts dans la Stalinallee. Le peuple, y lisait-on, a par sa faute perdu la confiance du gouvernement et ce n'est qu'en redoublant d'efforts qu'il peut la regagner. Ne serait-il pas plus simple alors pour le gouvernement de dissoudre le peuple?»*

Mais pourquoi une telle obstination? C'est une question de cohérence idéologique, de fidélité à un grand idéal. Ceux qui, tel Manuel Valls ou encore *Charlie Hebdo*, dévient quelque peu sont vite accusés de se «droitiser». Une simple esquisse de critique de certains «dominés» conduit à être catégorisé «de droite», voire «d'extrême droite». Ceux qui s'y risquent en affirmant défendre les Français les plus modestes en situation d'insécurité culturelle sont vite accusés de démagogie populiste, voire d'une dérive nationale-socialiste rappelant «les heures les plus sombres de notre histoire».

Dans ces conditions, les fidèles des idées de gauche d'un côté et la majorité des électeurs de l'autre vivent dans deux mondes aussi parallèles que ceux de don Quichotte et de Sancho Pança. Chaque camp est persuadé que c'est lui qui perçoit le vrai monde et que c'est l'autre qui s'égare. Les uns, riches en idéaux, sont certains d'avoir une vision globale à la fois juste et élevée qui les conduit au service du bien. Les autres, plus terre à terre, s'en tiennent à leur expérience quotidienne et aux faits divers que rapportent jour après jour les médias, même de gauche. Entre les deux familles, le courant ne passe guère.

Cela n'empêche pas que les partis de gauche conservent des soutiens. La France insoumise peut rallier ceux qui ont encore la foi. Les écologistes, qui magnifient la question du climat, attirent ceux pour qui celle-ci est centrale. Mais le PS est en spécialement mauvaise position. Trop héritier d'une gauche de gouvernement, il n'est pas assez radical pour séduire ceux pour qui l'idéologie compte avant tout, pendant que son surmoi de «vraie gauche» tend à repousser une frange rose pâle qui a largement rejoint La République en marche.

Face à la désertion des classes populaires, la gauche n'est pas restée passive. Elle a cherché une porte de sortie dans la stratégie dite «Terra nova», du nom du think-tank qui l'a invitée, voilà une dizaine d'années, à se consacrer à la défense de nouveaux groupes qui pouvaient attendre qu'elle vole à leur secours, les migrants, les homosexuels, les femmes, les transgenres, etc., en comptant sur une convergence des luttes.

Mais celle-ci ne va pas de soi. Ainsi, les musulmans ont nettement moins voté pour la gauche en 2017 à l'issue du quinquennat Hollande qu'en 2012, lorsque celui-ci l'a emporté contre Nicolas Sarkozy. Les vives réactions musulmanes aux efforts faits par la gauche pour rallier les homosexuels, entre mariage pour tous et développement à l'école d'une éducation «inclusive» célébrant la diversité des orientations sexuelles, n'y paraissent pas étrangères.

Mais, dira-t-on peut-être, les sociaux-démocrates des pays scandinaves, en Suède, plus encore au Danemark, ne subissent pas la même défaveur. C'est que leur vision de la société est bien différente. Ils n'hésitent pas à affirmer que l'immigration est source de problèmes et prônent des politiques en matière d'accueil qui scandalisent la gauche française. Ils relativisent l'attachement de celle-ci aux grands principes, aux grands idéaux, et ne voient pas le monde autrement que ne le fait l'homme de la rue qui les soutient.

Dans sa longue histoire, la gauche française a su s'adapter à bien des évolutions de la société. Est-elle vouée maintenant à une longue traversée du désert, en attendant qu'un nouvel avatar de la figure du dominant revienne au centre des enjeux politiques? Il est douteux qu'elle arrive à convertir la majorité de ses anciens électeurs à sa vision de l'immigration et de l'islam. Mais, pour avancer dans sa réflexion, elle peut songer à ce que, à bon droit, elle reproche à la droite. Il fut un temps où une partie de cette dernière accusait ceux qui se souciaient du sort des travailleurs de se laisser endoctriner par la propagande communiste.

Cet argument lui permettait de s'opposer à des politiques sociales pourtant nécessaires. En accusant la société de se «droitiser», la gauche ne retombe-t-elle pas dans un travers équivalent? Elle se veut héritière des Lumières. Celles-ci n'étaient pas seulement porteuses d'un projet politique, mais avant tout d'un projet intellectuel: savoir remettre constamment en question ce que l'on croit le mieux établi, se méfier des dogmes. Certes, une telle lucidité est souvent douloureuse, mais n'est-elle pas un ingrédient nécessaire de toute action pertinente au service du bien?

** Directeur de recherche émérite au CNRS, Philippe d'Iribarne a bâti une œuvre consacrée à la spécificité de chaque culture nationale et au système de valeurs de ses citoyens. Plusieurs de ses ouvrages - «La Logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales» (Seuil, 1989) et «L'Étrangeté française» (Seuil, 2006)- sont des classiques. Parmi ses livres les plus récents, signalons un essai très remarqué: «Islamophobie. Intoxication idéologique» (Albin Michel, 2019).*

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/putin-will-nicht-nur-die-ukraine-hegemonie-ueber-ganz-europa-17732093.html?premium>

KRISE MIT RUSSLAND:

Nach der Ukraine ist Europa dran

- EIN KOMMENTAR VON KONRAD SCHULLER
- -AKTUALISIERT AM 17.01.2022-08:05



Russische Soldaten nehmen an Übungen auf dem Schießplatz Kadamowskii in Rostow am Don teil. Bild: dpa

Putin will nicht nur die Ukraine. Er will Hegemonie über ganz Europa. Die EU muss deshalb über eine eigene Abschreckung reden. Frankreich hat die Debatte eröffnet.

Russland will nicht Partner sein, sondern Hegemon: Diese These ist bisher mehr Vermutung gewesen als belegte Tatsache. Die Argumente waren zwar plausibel: Diktaturen können Demokratien nicht als Nachbarn dulden, weil sie zur Freiheit verführen; Diktaturen sind wirtschaftlich oft schwach, deshalb müssen sie andere militärisch dominieren; Diktaturen brauchen Siege. Aber letztlich waren das alles bisher nur Annahmen.

Jetzt sind Fakten hinzugekommen. Im Dezember hat Russland der Welt Brief und Siegel darauf gegeben, dass es sich nicht etwa als Mitglied einer Gemeinschaft gleichberechtigter Völker sieht, sondern als Vormacht von Vasallen – genau wie vorher die Sowjetunion. Nach den Vertragsentwürfen aus Moskau würden die Ukraine, Finnland und Schweden das Recht verlieren, sich nach eigener Wahl Bündnispartner zu suchen. Polen und die baltischen Republiken dürften keine NATO-Soldaten auf ihr Gebiet lassen. Amerika müsste seine Atomwaffen aus Europa abziehen. All das ginge über die sowjetische Breschnew-Doktrin von 1968, die ein Moskauer Protektorat bis zur Elbe postulierte, noch hinaus.

Wem die Stunde schlägt

Jetzt, wo die jüngsten Verhandlungen der westlichen Alliierten mit Russland wenig mehr erbracht haben als die Moskauer Drohung, sich nicht nur die Ukraine zu holen, sondern auch Kuba und Venezuela, hat sich das Bild von der ausgreifenden Hegemonialmacht weiter verfestigt.

Dieser Herrschaftsanspruch bedroht auch Europa. Die Lage ist ein wenig wie 1936, als Nazis und Faschisten nach Spanien griffen. Es war ein Vorspiel zu größeren Angriffen, zum Zweiten Weltkrieg. Hemingway hat damals John Donne zitiert: „Wenn das Meer ein Stück Strand mitnimmt, wird Europa kleiner. Deshalb frag nicht, wem die Stunde schlägt. Sie schlägt für Dich.“

Damals wurde das Signal so lange ignoriert, bis Hitler Österreich, die Tschechoslowakei und Polen zerschlagen hatte. So taub darf der Westen nie wieder sein. Europa hat nicht viel Zeit. Seine Sicherheit wackelt. Die Schutzmacht Amerika ist in Aufruhr, vielleicht kommt Donald Trump wieder. Große Länder

der Europäischen Union sind von innen bedroht. Le Pen in Frankreich oder die Neofaschisten von Italien sind nicht besiegt. Wenn sie ans Ruder kommen, könnten [EU](#) und NATO zerfallen. Russland könnte die Länder Europas dann nacheinander gefügig machen und den Kontinent zu seinem Vorgarten machen. Dem muss der Westen jetzt vorbeugen.

Aber was tun? Zuerst muss Europa verstehen, dass es Russlands Panzern und Raketen bei einem Ausfall Amerikas fast nichts entgegensetzen könnte. Jeder weiß das, nur wollte bisher kaum jemand davon sprechen. Das ist wie bei Corona: Wer Gefahren benennt, stört Bequemlichkeiten. Also halten viele lieber den Mund.

Russlands Raketen und Frankreichs Ideen

Dabei müssten die Europäer so vieles miteinander besprechen. Zum Beispiel, dass Russlands Drohpotential nicht nur aus Panzern rund um die Ukraine besteht, sondern auch aus nukleartauglichen Raketen bei Königsberg, nur 500 Kilometer von Berlin entfernt. Flugzeit: wenige Minuten.

Deren Erpressungsmacht wird im Augenblick noch durch die Präsenz der Atommacht Amerika ausgeglichen. Was aber, wenn die fortfällt? – Für diesen Fall muss Europa eigene Abschreckungsmittel entwickeln. Das ist unendlich schwierig. In Deutschland ist noch keine politische Kraft bereit, sich an diesem Thema zu verbrennen. Frankreich ist da realistischer. Es ist selbst atomar bewaffnet, und theoretisch könnte sein Arsenal auch Verbündete schützen. Präsident Macron denkt über dieses Thema nach. Schon 2020 hat er den Partnern in der EU Gespräche über eine Nuklearstrategie angeboten. [Macron](#) hat damals sehr vorsichtige Worte gewählt, denn er weiß, dass jede Atommacht schwere Risiken eingeht, wenn sie andere Länder mitverteidigen will. Am Ende könnte ein Konflikt an der Ostgrenze Lettlands dann zu einem Schlag gegen Paris führen.

Weil also gemeinsame Abschreckung auch gemeinsames Risiko bedeutet, müssen erst einmal die Voraussetzungen dafür geschaffen werden, dass alle Teilnehmer bereit sind, dieses Risiko einzugehen. Dafür müsste die Einigung Europas so weit voranschreiten, dass die Sicherheit jedes einzelnen Mitglieds tatsächlich zum Kerninteresse jedes anderen wird. Die Berliner Ampelkoalition spricht auch in diesem Sinn vom Ziel eines „europäischen Bundesstaats“, Macron hat das Wort vom „souveränen Europa“ geprägt. Sein Berater Clément Beaune hat jetzt daran erinnert, dass Frankreichs Angebot, über Nuklearstrategie zu sprechen, immer noch „auf dem Tisch“ liege. Solche Europäer sollten beim Wort genommen werden.

Bruno Le Maire juge «obsolètes» les règles européennes sur la dette publique

Par Le Figaro avec AFP Publié il y a 2 heures



Il dit espérer se débarrasser de «*toutes les restrictions sanitaires*» liées à la pandémie de Covid-19 d'ici la fin de l'année. *BERTRAND GUAY / AFP*

Pour autant, il estime que le Pacte de stabilité et de croissance «dans son ensemble» ne l'est pas. Des propositions de réformes sont sur la table.

Le ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a jugé dimanche 16 janvier «*obsolètes*» les règles européennes encadrant la dette publique des États membres. Le Pacte de stabilité et de croissance «*dans son ensemble n'est pas obsolète, mais la règle de la dette publique l'est*», fait-il valoir dans une interview alors que la France a pris le 1er janvier la présidence du Conseil de l'UE.

En vertu de cette règle, la dette publique des États membres ne doit pas dépasser 60% de leur PIB et leur déficit ne peut pas excéder 3% de leur PIB. «*Avant la crise, il y avait un écart de près de 40 points de PIB entre les membres les plus et les moins endettés de la zone euro. Il y a maintenant un écart de plus de 100% entre eux*», constate Bruno Le Maire.

Pour réformer le Pacte, «*il y a plusieurs propositions sur la table, notamment celle d'avoir des calendriers et des objectifs différents pour chaque pays*», explique le ministre. «*D'autres mettent en avant le concept (...) selon lequel il devrait appartenir aux États membres de définir les étapes et les changements nécessaires à leurs politiques économiques, qui leur permettraient de revenir à des finances saines*», une piste «*intéressante*» pour Bruno Le Maire.

«Le bon équilibre»

In fine, il faudra «*trouver le bon équilibre entre les investissements nécessaires pour relever les défis du XXIème siècle et la nécessité de revenir à des finances publiques saines.*»

Dans cet entretien à sept journaux européens dont le quotidien français *Les Echos*, il a dit espérer se débarrasser de «*toutes les restrictions sanitaires*» liées à la pandémie de Covid-19 d'ici la fin de l'année.

Face à la progression du variant Omicron sur le territoire national, l'exécutif français a renforcé les restrictions sanitaires fin décembre, notamment en réintroduisant des jauges pour les grands événements et en encourageant le recours au télétravail au minimum trois jours par semaine.

204,68

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/pourquoi-l-inflation-parait-deux-fois-moins-en-france-qu-en-allemand-20220116>

Le Figaro, no. 24075

Le Figaro Économie, lundi 17 janvier 2022 994 mots, p. 29

chroniques

Pourquoi l'inflation paraît deux fois moindre en France qu'en Allemagne

Bercy manipule l'indice des prix tout comme dans les années 1950.

Robin, Jean-Pierre

Quand Gérard regarde sa facture de gaz et d'électricité il se désole ; quand il la compare à celle de Gerhard, il se console. Alors que l'indice des prix à la consommation de l'Insee a augmenté de 2,8 % en 2021, celui de Destatis, son homologue allemand, a bondi de 5,3 %, pratiquement le double. La fièvre inflationniste se serait-elle calmée en franchissant le Rhin ?

Le contraste est d'autant plus saisissant que la reprise économique a été l'an dernier deux fois plus rapide chez nous que chez eux ; le PIB français devrait avoir progressé de 6,8 % en 2021, alors que le PIB allemand n'a augmenté que de 2,9 % (chiffres de l'OCDE). De quoi perdre son latin. L'inflation et l'activité économique sont censées en effet aller dans le même sens (les prix se tendent d'autant plus que les affaires tournent rond). Pourquoi diantre ces disparités entre les deux principales économies de la zone euro, dont la convergence des taux d'inflation de ses 19 États membres est l'alpha et l'oméga ?

Première explication, les comparaisons internationales doivent tenir compte des spécificités de chaque pays. Or l'Allemagne avait relevé ses deux taux de TVA au 1er janvier 2021, après les avoir abaissés temporairement du même montant pendant tout le second semestre 2020 de façon à relancer la consommation. Ceci compense cela et, à compter de janvier 2021, il s'est ensuivi une hausse mécanique de 1,2 point de pourcentage de l'indice des prix allemand, selon les estimations de la Bundesbank. Cet « effet de base » disparaîtra de lui-même à partir de janvier 2022, faut-il noter.

Deuxième phénomène également de nature institutionnelle et qui tend à biaiser les comparatifs : les pays de la zone euro n'ont pas tout à fait le même thermomètre des prix. Certes, les instituts nationaux de statistiques, l'Insee et Destatis entre autres, utilisent la même méthodologie pour établir leurs indices sous la houlette d'Eurostat. Mais ils gardent une certaine latitude dans ce qu'on appelle familièrement le « panier de la ménagère » : libre à chacun d'accorder une importance plus ou moins grande à tel type de produit ou de service. En réalité, chaque État de la zone euro présente deux versions de l'« indice des prix à la consommation » (IPC) : l'un purement national (hausse de 2,8 % en France en 2021) et l'autre « harmonisé » (IPCH) avec partout exactement la même pondération des produits et services, lequel IPCH a affiché une augmentation de 3,4 % l'an dernier chez nous. En Allemagne aussi, l'IPC (5,3 %) et l'IPCH (5,7 %) diffèrent, mais un peu moins. En France l'écart de 0,6 point de pourcentage entre les deux indices provient essentiellement de la façon de traiter les dépenses de santé. L'IPC de l'Insee les comptabilise en totalité alors que l'IPCH d'Eurostat ne retient que la partie non remboursée par la Sécurité sociale (le « reste à charge »). Ainsi « *les dépenses de santé pèsent plus dans l'IPC (11 % du total) que dans l'IPCH (4 %)* ». Mécaniquement, cela conduit à avoir d'autres postes qui pèsent plus dans l'IPCH que dans l'IPC, notamment les transports ou le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles », nous explique-t-on à l'Insee. Or, les prix de ces produits, tout particulièrement ceux de l'énergie, se sont envolés l'an dernier contribuant à accentuer la différence entre l'IPC et l'IPCH.

Manque à gagner fiscal

Au total, le poste « énergie », le fauteur mondial d'inflation, a un poids de 10,4 % dans l'ensemble de l'indice des prix à la consommation en Allemagne et de seulement 7,5 % en France. Voilà la principale explication de la forte disparité des taux d'inflation entre les deux pays. D'autant que se greffe un choix de politique économique propre au gouvernement français. Dès septembre 2021, le premier ministre Jean Castex s'est engagé à ce que les prix du gaz seraient gelés pour les consommateurs jusqu'en avril 2022 et que ceux de l'électricité n'augmentent pas plus de 4 % au moment du relèvement annuel (au 1er février

2022) du « tarif réglementé de vente » (TRV) d'EDF. Bercy a annoncé jeudi 13 janvier les modalités de contrôle du prix de l'électricité. Il en résultera un manque à gagner fiscal de 8 milliards d'euros pour l'État, alors que l'effort demandé à EDF aura un impact négatif sur « *l'excédent brut d'exploitation (de l'entreprise) de 7,7 à 8,4 milliards d'euros* », selon les chiffres avancés par Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances.

À quoi il faut ajouter 2 milliards d'euros, le coût pour l'État du gel des prix du gaz. Outre les différentes aides directes aux ménages, dont l'« indemnité inflation » de 100 euros pour 38 millions de bénéficiaires, les boucliers tarifaires limitant les prix de l'électricité et du gaz représenteront quelque 18 milliards d'euros (coût pour l'État et EDF), permettant ainsi de freiner l'indice des prix à la consommation. Ce dernier, désormais sous contrôle étatique, perd en tant que tel toute signification économique et la comparaison avec l'Allemagne, qui n'a pas recours à de tels artifices, va devenir de plus en plus trompeuse.

Pour sa part, l'Hexagone est le théâtre d'un retour en force des pratiques de la IV^e République. Dans une étude pédagogique publiée en janvier 2019 (« Comprendre le calcul du pouvoir d'achat »), l'Insee, dont l'indépendance absolue n'est pas en cause, expliquait pourquoi il ne rendait pas publique la liste détaillée des produits et des points de vente où se font les relevés de prix. « *Cela permet d'éviter les suspicions de manipulation de l'indice comme dans les années 1950 où des blocages des prix étaient la réponse aux poussées inflationnistes* », pouvait-on lire . Le mot est fort, mais, en ce sens précis, il est clair qu'aujourd'hui Bercy et le gouvernement manipulent ouvertement l'indice des prix. -

De la peste identitaire... en milieu libertaire



lundi 9 novembre 2020,

 Bernard Gilles, Fulano

À la gauche d'une gauche devenue molle, qui a même abandonné la lutte des classes, les communistes libertaires semblaient encore se référer à une pensée de l'émancipation de l'humanité, en s'adressant et en luttant au côté des travailleurs, sans se soucier de leurs origines, de leur sexe ou de leurs croyances intimes... Mais ça, c'était avant les dérives "genristes" et "racialistes".

Venue des États-Unis et des "*identity politics*", une puissante vague de conformisme identitaire et contre-révolutionnaire commence à s'imposer en Europe, et notamment en France. Ce qui semblait il y a une vingtaine d'années n'être qu'une mode risible (le « politiquement correct ») permettant, une fois encore, de railler une supposée inculture ou naïveté étasunienne, fait à présent des ravages jusque dans les rangs d'un mouvement libertaire qu'on aurait pu croire moins sensible à l'air du temps, fût-il le plus stupide et le plus nauséabond.

Le "*genrisme*" et le "*racialisme*" apparaissent aujourd'hui comme les deux courants, on n'ose pas dire de pensée, qui ont retourné, comme un gant, un mouvement révolutionnaire qui se donnait pour but l'abolition du Capital et de l'État. Abandonnant peu à peu le collectif pour l'individuel prôné et managé par le capitalisme, le "*genrisme*", le "*racialisme*", la différence au nom de "*la culture*", de "*l'histoire*", de la "*communauté*", de la "*singularité*", se brandissent "*au nom de la liberté même*" en s'opposant au respect de la différence, de la mixité ou du métissage, qui en deviennent alors "suspects". Le "*moi*" remplace peu à peu le "*nous*". Désormais, dans la plus pure tradition foucauldienne, on s'en prend aux "*dominations*", aux "*pouvoirs*", aux "*privilèges*" mais en les désolidarisant du contextuel et du critique.

L'émancipation de l'humanité et la grille d'analyse en terme de classes sociales ne fait plus l'objet que d'une révérence obligée. De toute évidence l'important est, désormais, de traquer les contrevenants aux nouvelles normes puritaines qui garantissent

l'existence de "*lieux sûrs*" (safe spaces) où les malheureuses victimes pourront, entre elles et uniquement entre elles, déplorer l'oppression que leur font subir les "dominants" (blancs, mâles, hétérosexuels, cisgenre (sic) et autres "*privilégiés*".) On pourrait s'amuser de ces niaiseries, voire excuser les universitaires en mal de postes qui se sont taillé une niche écologique dans les études de genre ou postcoloniales, si ces identitaires intersectionnels ne finissaient par gangrener un milieu libertaire qui, décidément, n'aura pas fini de nous étonner par l'étendue de ses reniements.

Pièce simplificatrice de l'identitarisme en deux temps et une exclusion

1- Une accusation de viol

Une affaire récente au sein de l'UCL (Union communiste libertaire, fruit de l'union d'Alternative Libertaire (AL) et de la Coordination des groupes anarchistes (CGA)) illustre de façon dramatique les dérives d'une exaltation de l'identité que l'on croyait jusqu'alors réservée à l'extrême-droite.

Le 27 avril 2019, militant bien connu de l'UCL, Nestor* [1], termine sa soirée sous la couette de Capucine*, elle-même militante libertaire... Au matin, devant se rendre à un rendez-vous, il lui laisse un petit mot pour ne pas la réveiller : "*Merci encore pour l'accueil et ta gentillesse. Prends soin de toi*".

Le 15 mai, Nestor reçoit un coup de téléphone d'un militant, qui lui annonce que Capucine envisage de porter plainte contre lui pour... viol.

Le 17 octobre 2019, Nestor est placé en garde à vue et confronté à la plaignante. Les deux parties, assistées de leur avocat, sont séparées par une armoire métallique et ne peuvent ni se voir, ni communiquer. Interrogée par le commissaire en charge de l'affaire, Capucine reconnaît que Nestor n'a "*à aucun moment usé ni de violence ni de contrainte*" et qu'à aucun moment, elle n'a fait savoir à Nestor, verbalement ou par un geste, que cette relation sexuelle n'était pas consentie. En fin d'audition, le policier, interloqué, lui demande si au vu de ses déclarations, elle maintient quand même sa plainte pour viol. Après un très long silence, Capucine finit par dire : "*Oui*".

Suite logique, le 18 décembre 2019, la plainte est classée sans suite, "*l'infraction étant insuffisamment caractérisée*".

Cette affaire, déjà glauque à souhait, aurait pu en rester là, mais elle va connaître des développements plus glauques encore.

2- Un tribunal identitaire

Militante libertaire comme Nestor, Capucine avait souhaité que l'affaire se règle sur le terrain de la justice bourgeoise et non sur celui du politique. Après la garde à vue de Nestor, sans doute consciente qu'elle n'aurait pas gain de cause tant sa plainte était dénuée de sens et de cohérence, poussée par certains de ses camarades (qui au passage règlent, probablement, de vieux comptes avec Nestor) et suivant vraisemblablement l'avis éclairé de son avocate, la plaignante entend désormais régler "le cas de Nestor" sur le terrain politique.

Le 30 novembre, une lettre du groupe auquel Capucine est adhérente est envoyée à l'UCL qui, dans une circulaire, annonce à toute l'organisation la suspension de Nestor à la suite d'une accusation de viol et qu'il est sous "*instruction judiciaire*", ce qui est une pure contre-vérité, vu que l'affaire, jusqu'alors, n'a pas été instruite par le Parquet. Une façon très pernicieuse de marquer au fer rouge "*le dominant*" Nestor, y compris en révélant son prénom et son groupe de rattachement à l'UCL, et d'en faire, avant même son procès politique, un condamné.

En parallèle, il est précisé qu'une Commission d'enquête interne sera mise en place et qu'il est demandé aux "militant-e-s" de l'UCL d'apporter des témoignages (de façon anonyme ou pas) sur le comportement de Nestor envers les femmes. Une pratique qui questionne aussi...

Conformément aux diktats identitaires, une commission NON MIXTE (réduite à seulement deux femmes) se réunit pour examiner l'affaire. Elle va multiplier les bévues, les mensonges, les intrigues et, comble d'ignominie, cette commission non mixte ne recevra jamais Nestor pour entendre ses explications. Ceci ne l'empêche pas de produire un rapport à charge contre lui, soumis et approuvé en Coordination Fédérale de l'UCL.

Dans sa quête de "*vérité*", une des deux membres de la Commission non mixte appelle au téléphone la compagne de Nestor, elle-même militante UCL, pour avoir son avis sur l'"affaire". Le ton accusateur de la demande est particulièrement choquant et débute par un cinglant : "*Bon je t'écoute...*". Les réponses de la compagne de Nestor ne correspondant pas aux attentes et aux questions particulièrement intrusives de l'inquisitrice, portant notamment sur l'intimité de sa relation avec Nestor, la communication tourne court.

Comme si cela ne suffisait pas, dans leur rapport, les deux Vichinsky "*libertaires*" vont également révéler le nom de famille de Nestor, connu jusque-là uniquement sous son pseudonyme. On devine alors ce qu'une telle révélation peut entraîner comme conséquences dramatiques aussi bien au niveau de sa vie privée, de ses enfants, que de sa vie professionnelle...

On ne détaillera pas ici la longue liste des canailleries des deux Torquemada, mais on soulignera quand même leur plus belle perle identitaire :

L'UCL croit les femmes qui portent des accusations de violence ou de viol. Pas par discrimination genrée, mais parce que les violences contre les femmes sont constitutives de la société patriarcale dans laquelle nous vivons. Puisqu'elles font système, notre positionnement est juste et éminemment politique. "

Ainsi, devant le tribunal identitaire de l'UCL, une accusation vaut condamnation !

3- Exclusion

Derrière la novlangue maniée par nos deux non-mixtes, s'affirme une terrible logique totalitaire. Le conformisme identitaire ayant désormais force de loi dans certaines organisations "*libertaires*", et le marais de ces organisations baissant frileusement la

tête devant l'arrogance et la violence de ces idéologues, la sentence est tombée : Nestor sera exclu de l'UCL. Le vote des délégués à la Coordination Fédérale qui officialisera l'exclusion, aura été largement influencé par un dernier tour de passe-passe de la Commission non mixte. Face à une fronde interne, au sein de l'UCL, d'une quinzaine de militants connus de l'organisation ayant, dans un texte de plusieurs pages, critiqué les méthodes de la Commission non mixte dans sa gestion de cette affaire, les deux membres de la Commission envoient à tous les adhérents le témoignage de la plaignante.

Dans ce témoignage, écrit sur l'insistance des deux membres de la commission non mixte, Capucine donne une version des faits totalement différente de celle qu'elle avait tenue jusqu'alors. Il n'est plus question de consentement mutuel. Nestor est décrit comme un psychopathe. Cette version est violente et glaçante. Elle ne peut, dès lors, que justifier, aux yeux de tous, une exclusion définitive.

La voix de la doxa identitaire

Dans cette affaire sordide, c'est toute la logique simplificatrice de l'identitarisme qui se donne à voir. Foin de la complexité des relations humaines et donc des relations entre les sexes. Une femme affirme qu'elle a été violée, même si elle reconnaît le contraire quelques mois plus tard ? Nul besoin d'aller chercher la vérité, d'écouter les protagonistes, d'examiner les circonstances, de faire la part du ressentiment, de la jalousie, des provocations ou de la violence éventuelle de chacune des deux parties. Nul besoin puisque le monde se sépare en deux essences : les oppresseurs et les opprimés. Ah ! bien sûr, les plus finauds ont découvert "*l'intersectionnalité*", soit le fait que l'on peut cumuler plusieurs essences opprimées. On peut être à la fois femme et noire. Ou noire et homosexuelle. Ou Noir et transgenre, etc. Mais ces essences réifiées ne font que s'empiler et accroître seulement le ressentiment, multiplier les revendications victimaires. "*Racialisme*" et "*genrisme*" forment donc la toile de fond des essences intangibles ouvrant droit à réparations. Et qui ose émettre un doute est forcément raciste, homophobe, islamophobe, un "*complice de la culture du viol*" etc. Mais alors, que penser d'une telle organisation qui se prétend libertaire ? La tradition anarchiste n'a pourtant cessé de le marteler : la liberté ne se conçoit pas sans la responsabilité. Parce que la doxa identitaire exige que le "privilegié" (dans le cas présent, l'homme) soit condamné du seul fait que "l'opprimée" (ici, la femme) l'ait accusé, il faudrait baisser la tête et tout accepter ?

Ainsi, du seul fait que les deux membres de la commission non mixte sont femmes, on doit obligatoirement ajouter foi à la parole d'une autre femme, instruire un procès en sorcellerie uniquement à charge et condamner à l'exclusion et au déshonneur un militant qui a le tort d'être ... un homme !

- ▶ Comment croire un seul instant que des commissions non-mixtes et des intrigues de basse police puissent menacer en quoi que ce soit l'ordre établi ?
- ▶ Comment penser que l'identité, qu'elle soit sexuelle ou "raciale", sortie de tout contexte historique, politique ou de classe puisse fonder une vision du monde et

inspirer une action révolutionnaire ?

► Comment accepter que l'on substitue la lutte des races et la lutte des sexes à la lutte des classes ?

Imaginons un seul instant une situation semblable : un militant noir d'une organisation libertaire accuse un autre militant de l'avoir traité de "*sale nègre*". Aussitôt, se réunit une commission NON MIXTE, composée de deux Noirs, dont l'un, connu pour ses prises de position sans nuances qui lui font voir un raciste chez presque tous les Blancs. Cette commission n'entend même pas celui qui est accusé d'avoir tenu des propos ignobles : à quoi bon, puisque « *L'organisation croit les racisés qui portent des accusations de violence ou de racisme. Pas par discrimination raciale, mais parce que les violences et les discriminations contre les racisés sont constitutives de la société raciste dans laquelle nous vivons. Puisqu'elles font système, notre positionnement est juste et éminemment politique.* »

Absurde ? Ridicule ? Odieux ? La logique identitaire est pourtant la même.

Faut-il en appeler aux mânes de Durruti ? A la geste de Malatesta ? Aux flamboyances de Bakounine ? A l'intelligence politique d'un Guérin ?

Pauvres libertaires, pauvre misère !

Bernard Gilles & Fulano

Nota 1 : La lecture de l'article "Femmes-hommes : militer sans crainte" publié sur le site de l'UCL est édifiante (<https://unioncommunistelibertaire.org/Femmes-hommes-militer-sans-crainte-2133>) La place donnée au comité féministe contre le viol occupe la quasi totalité de l'espace. Et ce comité s'appuie exclusivement et sans la moindre critique sur l'appareil policier et judiciaire (bourgeois)... !

Nota 2 : Dans la même veine calamiteuse, qui a vu l'UCL défiler le 10 novembre 2019 "contre l'islamophobie" aux côtés des Frères musulmans et de ses idiots utiles, on relira l'article paru ici même, sur Autre Futur, "Protestation devant les libertaires d'aujourd'hui sur les capitulations devant

l'islamisme" : <http://www.autrefutur.net/Protestation-devant-les>

► Et Houria Bouteldja, quittant le PIR le 06 octobre 2020, se félicite que désormais, le "*PIR rayonne dans toutes les universités et les milieux antiracistes occidentaux ...*".

Nota 3 : Ceux qui verraient dans cet article un quelconque "règlement de compte avec l'UCL" se trompent et nous ne chercherons pas à les raisonner. Tous deux "Ex-CNT vignoles", nous connaissons cette "*petite musique*" mais nous restons fidèles aux idées et objectifs libertaires...

[1] Les prénoms sont modifiés

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unzufriedenheit-in-deutschland-ausmass-darf-nicht-unterschaetzt-werden-17734611.html>

DEMOKRATIE UND MARKTWIRTSCHAFT:

Kein System ist in Stein gemeißelt

- EIN KOMMENTAR VON [CHRISTOPH SCHÄFER](#)
- -AKTUALISIERT AM 17.01.2022-14:43



Das Reichstagsgebäude, fotografiert am Abend nach der Bundestagswahl Bild: dpa

Vorsicht! Die Zahl der Unzufriedenen in Deutschland ist nicht gering. Und weder Soziale Marktwirtschaft noch Demokratie sind unabänderlich.

Der Wechsel von [Kanzlerin Merkel](#) zu ihrem Nachfolger Scholz hätte nicht harmonischer erfolgen können. Zur Übergabe im Kanzleramt gab es für Merkel Applaus und für Scholz die besten Wünsche. Angesichts so viel Einmütigkeit konstatierte der Nachfolger zu Recht, dass Deutschland „eine starke Demokratie“ sei.

Allerdings zeigt ein Blick ins Ausland, wie schnell der Wind drehen kann. Niemand hätte vor ein paar Jahren für möglich gehalten, dass ein Lügner und Hetzer wie [Donald Trump](#) zum Präsidenten der USA gewählt wird. Niemand hätte geglaubt, dass ein wütender Mob das Kapitol der Weltmacht einnehmen kann. Erst vor ein paar Tagen warnte Präsident Biden, dass Amerikas Demokratie zerbrechen könne.

Auch in anderen Staaten geht es mit der Gewaltenteilung und fairen Wahlen bergab. Die Türkei war einst ernsthafter EU-Beitrittskandidat und auf dem Weg zur Demokratie weit fortgeschritten. Heute herrscht Präsident [Erdogan](#) autokratisch. Auch in Polen und Ungarn ist der Rechtsstaat in Gefahr. Hinzu kommt: Russland wird immer kriegerischer, China nationalistischer. Der Plan vom „Wandel durch Handel“ ist nicht aufgegangen, im Gegenteil. In einigen Phasen der Pandemie war China derart erfolgreich in der Bekämpfung des Coronavirus, dass mancher Beobachter im Westen laut darüber nachdachte, ob demokratische Verfahren in Pandemie-Zeiten zu lange dauern und das chinesische System insofern überlegen sei.

Das Ausmaß an Unzufriedenheit darf nicht unterschätzt werden

Unvergessen sind auch die „[Gelbwesten](#)“-Proteste in Frankreich. Sie sind erst drei Jahre her und entzündeten sich daran, dass Präsident Macron den Liter Diesel um 6,5 Cent verteuern wollte, um die Energiewende zu finanzieren. Es kam zu Brandstiftungen und Verletzten. In der Folge warnte IG-Metall-Chef Hofmann vor höheren Belastungen: Auch in deutschen Autos gebe es gelbe Westen.

So uneingeschränkt harmonisch und stabil wie zur Übergabe des Kanzleramts ist die Lage in Deutschland bei genauer Betrachtung tatsächlich nicht. Bei der Landtagswahl in Sachsen erhielten [AfD](#) und Linke 2019 zusammen mehr als 40 Prozent der Stimmen, bei der Bundestagswahl vor vier Monaten wurde die AfD dort stärkste Partei.

Auch die soziale Marktwirtschaft ist nicht unabänderlich. Vor etwas mehr als zwei Jahren forderte der jetzige SPD-Generalsekretär [Kevin Kühnert](#) die Vergemeinschaftung von Großunternehmen. Die gleiche Geisteshaltung liegt auch der Initiative „Deutsche Wohnen enteignen“ zugrunde, der beim Volksentscheid Ende September 57,6 Prozent der Wähler zustimmten.

Was ist aus all diesen Beobachtungen zu folgern? Erstens: Das Ausmaß an Unzufriedenheit darf nicht unterschätzt werden. Egal ob es berechtigte Gründe dafür gibt oder nicht. Zweitens: Unsere [Demokratie](#) muss fortwährend gestärkt werden. Dazu zählt auch, andere Meinungen zuzulassen. Ein schlechtes Beispiel lieferte vor Kurzem SPD-Politiker Ralf Stegner. Der frühere Innenminister von Schleswig-Holstein erklärte, Atomkraftfans stünden „inhaltlich und im Ton Impfgegnern, Coronaleugnern und Rechtsradikalen kaum nach“. In einem solchen Klima ist eine Debatte nicht möglich, Cancel Culture nicht mehr weit.

Die Lage in den USA und Polen sollte uns eine Warnung sein

Drittens: Die Chancengerechtigkeit muss wieder stärker in den Blick genommen werden. Die Legitimation der [Sozialen Marktwirtschaft](#) beruht darauf, dass die Startchancen nicht zu weit auseinanderdriften, dass sich der Einsatz des Schlaun und Tüchtigen lohnt. Zumindest mit Blick auf eine eigene Immobilie, die nicht fernab der Wirtschaftszentren steht, gilt das derzeit nur noch eingeschränkt. Wer nichts geerbt oder geschenkt bekommen hat, kann das nötige Eigenkapital selten ansparen. Völlig grundlos ist es nicht, dass in einer Allensbach-Umfrage vor zwei Jahren nur 48 Prozent „vom Wirtschaftssystem in Deutschland eine gute Meinung“ hatten.

Auch bei der Bildungsgerechtigkeit hapert es gewaltig. Von hundert Grundschulkindern aus Arbeiterfamilien gehen später nur 21 auf eine Hochschule. Unter Akademikerkindern sind es 74. Nachdenklich stimmen muss auch, dass arme Kinder nur ein Drittel jenes Geldes erhalten, das reiche Eltern für ihren Nachwuchs ausgeben. So erfreulich das für Vermögende ist, so nahe liegt die Vermutung, dass die Startchancen ins Leben arg ungleich verteilt sind.

Der Blick auf solche Ungerechtigkeiten und auf die Lage in den USA, in Frankreich, Polen und der Türkei sollte uns eine Warnung sein: Auch Deutschland muss aufpassen. Weder Demokratie noch Soziale Marktwirtschaft sind in Stein gemeißelt.

https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/james-suzmans-buch-sie-nannten-es-arbeit-17736292.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2

FOLGEN DER MASSLOSIGKEI:

Wenn wir unseren Konsum senken, winkt ein erfüllteres Leben

- VON WERNER PLUMPE
- -AKTUALISIERT AM 18.01.2022-22:19



Im Supermarkt gilt: Viel hilft viel. James Suzman hat da so seine Zweifel. Bild: picture alliance / SvenSimon

Es droht der Ruin des Planeten Erde: James Suzman denkt über eine bessere Welt nach und empfiehlt eine Abwendung vom ökonomisch getriebenen Wachstumsstreben.

Die Geschichte, die in diesem Buch von dem Cambridger Sozialanthropologen James Suzman erzählt wird, ist alt. Sie handelt von der Selbstrettung der Menschheit durch Mäßigung. Dabei geht es keineswegs um eine simple Rekapitulation der spätestens seit Aristoteles gängigen Vorstellungen eines maßvollen Lebens als Bedingung seines Gelingens. Suzman argumentiert vielmehr historisch und ethnologisch, dass maßvolles Leben nicht nur möglich sei und dabei keineswegs mit großen Einbußen bezahlt werden müsse, sondern auch größere Entfaltungsräume für menschliche Individualität gebe. Das bedingt in gewisser Hinsicht den narrativen Duktus des Buches, das eine Verfallsgeschichte präsentiert, die um den Komplex der menschlichen Energiegewinnung und Energienutzung, kondensiert im menschlichen Arbeitsverhalten, gruppiert ist. Der deutsche Titel, nach dem es in diesem Buch um eine „andere Geschichte der Menschheit“ gehe, ist deshalb missverständlich. Der englische Originaltitel ist klarer: „Work – A History of how we spend our time“.

Suzmans Befunde sind scheinbar eindeutig. Hätten die älteren und historisch überaus dauerhaften Jäger- und Sammlerkulturen mit recht geringem Aufwand an Arbeit ihren Unterhalt gewährleistet und dabei vergleichsweise egalitäre Sozialstrukturen aufgewiesen, so sei zunächst durch die neolithische Revolution, also den Übergang zur Sesshaftwerdung und zum Ackerbau, und dann durch die Entstehung der modernen Wirtschaft im Zuge der Industriellen Revolution alles anders geworden. Dadurch sei zwar jeweils die wirtschaftliche Produktivität deutlich gestiegen. Doch ebenso haben die Arbeitszeit und die Arbeitsbelastung zugenommen, ohne dass sich Lebenshaltung und Lebensstandard dauerhaft wirklich erhöht hätten. Große Anteile der wachsenden Produktion seien durch die parallel wachsende Bevölkerung geschluckt worden und die möglich gewordene Verstädterung mit einer deutlichen Zunahme der sozialen Ungleichheit verbunden gewesen.

Folgen von modernem Ackerbau und moderner Industrie

Stets hätten zudem Malthusianische Fallen gedroht, also Krisen in Folge von Ernteausfällen, Krankheiten und Kriegen, die die angewachsene Bevölkerung wiederum drastisch reduzierten. Erst die Industrielle Revolution hätte Produktivitätssteigerungen gebracht, die nun auch für große Teile der Bevölkerung Verbesserungen herbeigeführt hätten. Doch die Hoffnung, diese Verbesserungen würden irgendwann zu

einer zufriedenen, weniger arbeitswütigen und gelasseneren Menschheit führen, wie sie [John Maynard Keynes](#) vor Augen stand, habe sich nicht erfüllt. Im Gegenteil, die Produktivitätssteigerungen hätten vielmehr einer „Malaise des grenzenlosen Anspruchsdenkens“ zum Sieg verholfen, das nun Gefahr laufe, durch energieintensive Arbeits- und Wachstumsprozesse und eine damit verbundene Zunahme der Bevölkerung den Planeten zu ruinieren.

James Suzman

Sie nannten es Arbeit



Eine andere
Geschichte der
Menschheit

C. H. Beck

James Suzman: „Sie nannten es Arbeit“. Eine andere Geschichte der Menschheit. :Bild: C.H. Beck Verlag

Womit sich für Suzman eine neue gigantische Malthusianische Falle abzeichnet. Der Ausweg aus ihr liegt für ihn in der Selbstmäßigung, in der Senkung unserer Konsumerwartungen, wodurch nicht nur die ökologischen Herausforderungen bewältigt werden könnten, sondern auch erfüllteres Leben winke. Die letzten Jäger und Sammler der Kalahari sind für ihn ein Beispiel, dass es solche gleichgewichtige und auch langfristig stabile Lebensformen gibt.

Suzman ist nicht naiv, er sieht im Nachweis der Möglichkeit alternativer, weniger arbeits- und energieintensiver Lebensformen keine radikale Alternative zur gegenwärtigen Welt, sondern einen Anlass, sich mit Alternativen zu beschäftigen, die sich zudem lebensfreundlicher ausnehmen.

Die Verbilligung der Einzelexistenz

Das alles ist sympathisch geschrieben, nachvollziehbar strukturiert und, wenn auch gelegentlich ein wenig anekdotisch und sprunghaft, plausibel vor allem deshalb, weil es das eigentliche Problem im unkontrollierten Bevölkerungswachstum identifiziert, das in der Tat die Grenzen der Tragfähigkeit des Planeten erreichen könnte. Nur fragt sich der wirtschaftshistorisch informierte Leser, wie die Menschheit in diese „Malaise“ geraten konnte, von der doch bestenfalls eine Minderheit profitiert. Eine Verfallsgeschichte setzt ja stets eine Menschheit voraus, die diesen Verfall auch hinnimmt. Den hier üblichen Verweis auf eine Herrschaftsgeschichte spart sich Suzman, für den es wohl eher die ungeplanten Folgen von modernem Ackerbau und moderner Industrie waren, die in die „Malaise“ führten, verstärkt durch mit ihnen verbundene Knappheitsvorstellungen der Ökonomie und unangemessenen Erwartungen („Malaise der Maßlosigkeit“). Mit weniger zufrieden sein, statt Knappheit zu beklagen und ständig neue Bedürfnisse zu äußern, so etwa stellt sich Suzman eine bessere Welt vor.

Das Heil der Welt in einer Abwendung vom ökonomisch getriebenen Wachstumsstreben durch individuelle Bedürfnisreduktion zu suchen, ist aber weder neu noch wirklich nachvollziehbar, zumal derartige Forderungen keinen konkreten Adressaten haben. Ob die Probleme der Gegenwart die Folge individueller Maßlosigkeit sind und durch eine Korrektur dieser Haltung zu kurieren, wäre ohnehin erst zu klären. Und gerade das tut Suzman nicht, der zwar die Mühen der täglichen Arbeit nachvollziehbar beschreibt, aber realistische Alternativen hierzu nicht benennt.

Und das ist kein Zufall, denn das Problem liegt gerade in den paradoxen Folge der Produktivitätssteigerung, die Malthus so eindringlich beschrieben hat: Die Bevölkerung nimmt deshalb so stark zu, weil der pro Kopf zu treibende Existenzaufwand immer geringer wird. Der Überbevölkerungsdruck, der auf der Erde lastet, ist keine Folge der Maßlosigkeit, sondern der im historischen Maßstab geradezu atemberaubenden Verbilligung der Einzelexistenz. Die Probleme der Gegenwart entstehen daher auch weniger aus individueller Maßlosigkeit als aus der Kumulation mehr oder weniger anspruchsloser, dafür aber massenhafter Lebensweisen. Und wäre das mit dem Schrumpfen so einfach, dann müssten die westlichen Gesellschaften über ihre niedrigen Geburtenraten eigentlich froh sein, doch sehen sie durchweg gerade darin eine Bedrohung der Lebensbedingungen der Menschen, die von funktionierenden Sozialsystemen abhängen.

Die Antworten auf die Fragen der Gegenwart werden daher komplizierter ausfallen müssen, als Suzman es glaubt. So sympathisch eine maßvolle und weniger von Arbeit bestimmte Existenz im Einzelnen sein mag, so wenig wird sie allein die Probleme lösen.

James Suzman: „Sie nannten es Arbeit“. Eine andere Geschichte der Menschheit. Aus dem Englischen von Karl Heinz Siber. C.H. Beck Verlag, München 2021. 398 S., geb., 26,95 €.

Le Figaro (site web)

mercredi 19 janvier 2022 - 06:29 UTC +01:00 1724 mots

Actualité ; International

À Bruxelles, la sainte alliance entre wokisme et islamisme

ENQUÊTE - Sous couvert de lutter contre les discriminations contre les musulmans, des associations profitent de l'opacité et de la complaisance des institutions européennes pour toucher des subventions ou influencer les politiques communautaires.

L'histoire a fait grand bruit. Mais sans la polémique suscitée en France et la réaction, dans la foulée, de Marlène Schiappa et de Clément Beaune, les affiches du Conseil de l'Europe promouvant le hijab n'auraient sans doute jamais été retirées. On y voyait deux femmes tout sourire (l'une voilée, l'autre non) poser à côté d'un slogan : « *Célébrez la diversité & respectez le hijab* ». C'est qu'au sein des institutions européennes, la lutte contre le « *séparatisme islamiste* » dans laquelle s'est engagée la France fait encore figure d'exception. « *La laïcité française est une vigie, qui nous permet d'être précurseurs : aujourd'hui peu de pays en Europe sont aussi vigilants que nous face à l'entrisme de l'islamisme radical dans nos sociétés* » explique au *Figaro* le Secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

Conscientes de cette fragilité, une nébuleuse d'associations proches des idées «*fréristes*» (la stratégie de soft-power islamiste prêchée par les Frères musulmans) entend tirer parti des politiques européennes en faveur de l'égalité, pour assimiler toute critique des préceptes musulmans à de l'islamophobie. « *Le «terminus» du projet des Frères musulmans est l'application de la charia et l'établissement de l'islam comme vérité unique et absolue dans un cadre califal* », décrypte la chercheuse Amely Chelly dans son *Dictionnaire des islamismes**. Or, «*a vec une parfaite connaissance du droit européen, le frérisme s'adapte à l'environnement politico-culturel de Bruxelles* », explique au *Figaro* la chercheuse du CNRS Florence Bergeaud-Blackler.

Il faut dire que l'Europe a mis le paquet sur la lutte contre les discriminations. Ainsi cette fameuse campagne de promotion du hijab avait certes été initiée par le Conseil de l'Europe, mais était soutenue par l'Union européenne via le programme « *Citoyens, égalité, droits et valeurs* » (sous la direction de la commissaire européenne à l'Égalité Helena Dalli), qui est doté d'un budget de 1,5 milliard d'euros.

Des associations subventionnées malgré leur proximité avec les Frères musulmans

Or l'une des associations à avoir également tiré profit de ces fonds colossaux est l'ENAR, le Réseau européen contre le racisme, qui se présente comme « *la voix de l'antiracisme en Europe* » - une giga structure qui reçoit près d'un million d'euros chaque année de la part des institutions européennes. Une fois récupérée cette manne financière (en collaborant par exemple à des programmes pilotés par l'Université de Manchester et financés dans le cadre du plan Horizon 2020), l'ENAR mène ensuite ses propres travaux de recherche : l'un d'eux entend par exemple démontrer que la politique de lutte anti-terroriste dans l'UE a renforcé les discriminations ethniques et religieuses - notamment en France.

À en juger par son rapport d'activité 2020, la principale raison d'être de l'ENAR est d'apparaître dans des publications et de faire connaître ses propres travaux. Un lobby, en d'autres termes - comme il en existe tant d'autres qui grenouillent autour des institutions européennes. L'un de ses rapports les plus remarquables dernièrement entendait démontrer avec l'appui d'une carte interactive établie sur la foi des signalements faits par plusieurs ONG affiliées, que la pandémie aurait aggravé les discriminations racistes ou islamophobes en Europe. Les systèmes de santé et de soins d'urgence seraient moins accessibles, soutient la chercheuse Elizabeth Arquinigo Pardo, à certaines minorités ethniques ou religieuses, en raison d'un « *racisme structurel* » répandu à travers la plupart des pays européens.

Entre autres activités de lobbying, l'ENAR construit également une panoplie d'outils de communication à destination des juristes sur les sujets de contentieux liés à la présence de la culture islamique dans les sociétés européennes. La lutte contre les législations bannissant le hijab d'un certain nombre d'espaces publics ou privés fait partie de ses priorités. Aux côtés d'associations musulmanes féministes, les juristes de l'ENAR ont ainsi construit de nombreux documents entendant montrer que la France et la Belgique contrevenaient au droit fondamental de l'UE, estimant que la laïcité française est « *une discrimination anti-religieuse directe* » à cause de laquelle « *les femmes musulmanes sont l'un des groupes les plus opprimés en Europe* » .

Du reste l'ancien dirigeant de l'ENAR Michaël Privot, universitaire belge converti à l'islam, a été de son propre aveu membre de la Société des Frères musulmans, organisation panislamiste sunnite née en Égypte il y a un siècle et considérée comme terroriste par plusieurs pays dans le monde, y compris l'Arabie saoudite et l'Égypte. On trouve encore parmi les membres actuels de l'ENAR Intisar Kherigi, fille de Rached Ghannouchi, le fondateur du parti tunisien frériste Ennahda. Sa présidente Karen Taylor, ancienne porte-parole du SDP allemand, n'a cessé de critiquer ouvertement la dissolution en France de Barakacity, « *officine islamiste* » œuvrant « *contre la République* » (selon les mots du gouvernement français).

Représentants des jeunes auprès du Conseil de l'Europe

Affilié à l'ENAR, le FEMYSO (Forum européen des organisations musulmanes de jeunes et d'étudiants) est également un organisme financé par l'Union européenne (210.000 € depuis 2007). Il s'agit en réalité de l'émanation transnationale de l'UOIF, l'Union des organisations islamiques de France créée par des membres des Frères musulmans dans les années 1980 (devenu depuis Musulmans de France).

Le FEMYSO abrite à son tour un panel d'organisations liées de près ou de loin aux Frères musulmans. On y retrouve pêle-mêle l'Islamic Community Millî Görüs, relais de la propagande d'Erdogan en Europe, les Étudiants musulmans de France, association créée par Fouad Alaoui, futur président de l'UOIF frériste, ou encore la ligue des musulmans de Belgique, équivalent belge de l'UOIF. L'action du FEMYSO en Europe consiste là encore, comme les autres organisations déjà évoquées, en un lobbying visant notamment à éditer des campagnes de communication et d'affichage en faveur de la liberté de porter le voile, des projets de recherche, ou encore l'organisation de séminaires de jeunes Européens pour apprendre à dénoncer dans les médias tout discours mettant en cause la présence de l'islam en Europe comme responsable de la vague d'attentats islamistes survenue depuis quelques années.

Proche aussi du FEMYSO et du CCIB (déclinaison belge de l'ancien CCIF), l'EMU, Union musulmane en Europe, a pour co-fondateur Andreas Rieger (connu aussi sous le nom d'Abu Bakr Rieger), un sulfureux avocat allemand dont les prises de position ont été dénoncées par des personnalités importantes de la CDU comme du SPD, et qui avait regretté notamment que les nazis n'aient pas achevé l'extermination des juifs : « *Comme les Turcs, les Allemands ont souvent lutté pour de justes causes au cours de l'histoire ; mais je dois concéder que nos grands-parents n'ont pas été suffisamment conséquents en ce qui concerne notre ennemi commun* », avait-il déclaré dans une vidéo en 1993. Sur son site personnel, Andreas Rieger pose aux côtés d'autres figures controversées, comme Nihad Awar, président de l'organisation frériste CAIR, ou l'ancien président de Bosnie-Herzégovine Alija Izetbegović, proche d'Oussama Ben Laden. Outre les fonds reçus par le Qatar comme l'a montré notre confrère au *Figaro* Georges Malbrunot dans son livre *Qatar Papers*, l'EMU a reçu plusieurs dizaines de milliers d'euros également de l'Union européenne elle-même (de l'ordre de 90 000 euros en 2019, selon un rapport parlementaire).

Les ambiguïtés de la lutte contre l'islamophobie

Le soutien apporté par les institutions européennes à ces organismes est-il un choix délibéré, ou un «trou dans la raquette» ? Un rapport de la Cour des comptes européenne de 2018 expliquait que les ONG bénéficiaires sous-traitaient souvent leurs activités sans que la Commission en soit informée. Mais le FEMYSO a été plusieurs fois reçu à Bruxelles, et dernièrement le 18 novembre par la commissaire à l'Égalité. La secrétaire générale du FEMYSO, Hiba Latreche, recevait quant à elle une standing ovation au sein même du Parlement européen en septembre après un discours sur l'islamophobie en Europe : on voudrait lui dérouler le tapis rouge qu'on ne s'y prendrait pas autrement...

Au total, des députés européens estimaient en septembre 2020 dans une question écrite à la Commission européenne que le montant des subventions allouées à des associations islamistes atteindrait au moins 36,5 millions d'euros sur cinq ans. Ils citent encore l'Islamic Human Rights Commission, qui avait accusé Charlie Hebdo d'islamophobie quelques semaines avant l'attentat contre la rédaction en 2015, ou encore des associations islamiques humanitaires faisant l'objet d'une attention méfiante de la part des autorités de certains pays européens.

Mieux partager les renseignements ?

À Paris, on dénonce aussi un manque de circulation du renseignement. « *Les circuits de financement sont un vrai maquis, au sein duquel il n'est pas toujours aisé d'y voir clair. Il y a également une forme d'inertie des structures, des réflexes* » estime Clément Beaune, qui appelle à mieux partager les informations recueillies par les États sur les structures islamistes en Europe. Le ministre indique avoir demandé davantage de transparence à la Commission, ajoutant qu'il reste des efforts à faire en matière de partage d'informations : « *Quand on dissout en France une association, on doit le justifier, surtout lorsque c'est suivi d'un contentieux : ces informations récoltées par le gouvernement peuvent facilement être ensuite communiquées à la Commission européenne, à condition que celle-ci dispose d'un logiciel pour prendre en compte ces renseignements, et exercer un meilleur contrôle.* »

Reste cette difficulté : le modèle spécifiquement français de laïcité n'a pas cours ailleurs en Europe, et il est difficile pour l'heure à l'Union européenne comme au Conseil de l'Europe de faire appliquer une politique aussi sévère. Indice de cette délicatesse, la Cour européenne des droits de l'homme, qui avait certes refusé en 2014 de condamner la France pour sa décision d'interdire le port du voile intégral, avait toutefois émis de sérieuses réserves quant à la compatibilité de la loi de 2011 avec le « *droit au respect de la vie privée* » qu'elle entend garantir contre les ingérences des États.

* *Dictionnaire des islamismes*, Amélie M. Chelly, éditions du Cerf, 596 p., 30 €.

Le Figaro, no. 24077

Le Figaro, mercredi 19 janvier 2022 770 mots, p. 10

La condition des femmes turques se dégrade

Le président islamiste Erdogan a retiré son pays de la Convention d'Istanbul contre les violences à l'égard des femmes.

Minoui, Delphine

EUROPE-ASIE Ebru s'écrase sur sa chaise en s'autorisant une mini-pause. Dans ce café stambouliote où elle se sent suffisamment en sécurité pour parler, l'étudiante de 23 ans tend ses deux poignets marqués par les ecchymoses. « *Voilà comment les flics nous traitent. Voilà ce qu'ils nous font quand on veut manifester. Voilà ce que c'est qu'être une femme aujourd'hui en Turquie.* » Un soupire au-dessus de sa tasse de thé, la jeune femme se retient de craquer. Le matin même, elle est rentrée épuisée d'Ankara après avoir échoué à y organiser un sit-in avec sa bande de copains activistes pour dénoncer la pénurie de logements étudiants. « *La police a bloqué notre bus à l'entrée de la capitale. On nous a tabassés, menottés et embarqués au commissariat, où nous avons été retenus une dizaine d'heures. Je vous passe les insultes sexistes - « salope » , « traînée » - dont toutes les filles ont fait l'objet !* »

Les incidents du même genre, Ebru en a fait sa routine. Au compteur de sa vie d'étudiante : déjà cinq interpellations, dont une perquisition chez elle lors de la Journée internationale des femmes, le 8 mars dernier. Et si ce n'était que ça ! Tout, au quotidien, la renvoie à son statut de « *second sexe* » dans une Turquie en pleine dérive autoritaire qui ménage de moins en moins les femmes. « *Quand je marche dans la rue, j'ai l'impression d'être passée au crible. On me juge sur ma façon de marcher, sur ma tenue, sur mes cheveux teints en rouge. Le soir, je travaille dans un bar pour payer mes études, mais je suis toujours sur mes gardes, par crainte d'être agressée* » , murmure Ebru. Dans son pays, la violence contre les femmes, et sa forme la plus extrême, les féminicides, est un fléau rampant (plus de 400 cas sur la seule année 2020). Mais au lieu de défendre les victimes, les juges penchent souvent en faveur des criminels, accusant leurs cibles de les avoir provoqués.

Pire, au premier jour du printemps 2021, les Turques se réveillèrent sous le choc en apprenant que le président islamo-nationaliste, Recep Tayyip Erdogan, s'était retiré de la Convention d'Istanbul, censé les protéger des agressions masculines. Raison avancée : le traité international irait à l'encontre des valeurs du pays et ferait la promotion de l'homosexualité ! « *Absurde* » , peste l'avocate Ipek Bozkurt, qui ne s'en est toujours pas remise. Membre active de la plateforme « *Nous arrêterons les féminicides* » , elle accuse, en retour, les autorités de promouvoir la violence contre les femmes, à renfort de déclarations misogynes et discriminatoires. « *Parfois, les mots sont encore plus destructeurs que les décisions de loi* » , se désole-t-elle. Exemple, ces propos sanglants tenus en 2012 par Erdogan en personne, lorsqu'il qualifia l'avortement, pourtant légal depuis 1983, de « *crime contre l'humanité* » . En l'espace d'un discours, le mal était fait : dans les hôpitaux publics, la majorité des gynécologues renvoient désormais leurs patientes chez elles en refusant de pratiquer une IVG. Demeurent les cliniques privées, où l'acte est horriblement coûteux - et donc difficilement abordable.

Dans le même temps, le chef de l'État turc n'a cessé de faire la promotion de la femme « *idéale* » , pilier de la famille, fierté de la patrie, qui reste à la maison et fait au moins trois enfants. Autrefois enclin à l'ouverture en vue d'une adhésion à l'Union européenne, l'ex-premier ministre et fondateur de l'AKP (Parti de la justice et du développement) démultiplie les discours qui s'imprègnent chaque jour un peu plus d'une idéologie conservatrice et nationaliste. Victimes de la dérive autoritaire et de la guerre ouverte à une opposition qui se ragaillardit à l'approche des futures élections (prévues en 2023), les femmes subissent également de plein fouet la crise économique qui frappe le pays. « *La récession actuelle n'a fait que renforcer les inégalités. Aujourd'hui, le chômage des femmes tourne autour des 29 %, contre 13,8 % pour les hommes* » , relève l'économiste turc Erinc Yeldan. Mais les Turques ne lâchent rien. Adeptes de l'économie informelle, qui s'est renforcée avec le Covid, elles cumulent les petits boulots, font leur autopromotion sur Instagram. Et quand la police quadrille les places des centres-villes à la moindre tentative de manifestation, elles se retranchent dans les cafés ou sur les plateformes virtuelles. « *On veut nous empêcher de parler. Ironiquement, jamais le lien n'a été aussi fort* » , affirme Münevver Kizil, membre du nouveau « *Parlement des femmes* » , un réseau rassemblant des centaines de femmes, à la fois victimes de violences et activistes, unies autour de la même volonté de ne rien céder sur leurs droits.

Le Figaro, no. 24077

Le Figaro Économie, mercredi 19 janvier 2022 963 mots, p. 24

Économie

En vingt-trois ans, la France a grossi de 1 million de fonctionnaires

Toutes les tentatives de mise à la diète des exécutifs successifs ont échoué.

Pommier, Anne-Hélène

FONCTION PUBLIQUE C'est un rappel annuel qui, à la veille de l'élection présidentielle, ne manquera pas de pimenter le débat. C'est un fait, la France compte plus de fonctionnaires à la fin qu'au début des quinquennats. Fin 2020, les effectifs cumulés dans les trois fonctions publiques ont ainsi atteint 5,662 millions de personnes, soit 1,014 million de plus que fin 1997, affirme François Écalle dans sa dernière note, que *Le Figaro* publie en exclusivité.

L'ancien magistrat de la Cour des comptes, président de l'association Fipeco spécialisée dans le décortiquage des comptes publics, a compilé les dernières données disponibles issues de la Direction générale de la fonction publique (DGFP) et de l'Insee. Dans le détail, « *les effectifs de la fonction publique d'État (2 524 000 personnes fin 2020) ont augmenté de 6 % de 1997 à 2020, + 154 000. Ceux de la fonction publique territoriale (1 932 000 personnes fin 2020), de 44 %, + 549 000. Et ceux de la fonction publique hospitalière (1 207 000 personnes fin 2020) de 35 %, + 312 000* », a calculé l'économiste. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'emploi public a donc crû au total de 22 %, alors que, dans le même temps, l'emploi total (public et privé) n'a augmenté que de 15 %, et la population française de 13 %.

Sur les trois premières années du quinquennat Macron, la hausse est au total de 137 000 nouveaux agents, dont 77 000 dans la fonction publique d'État, 30 000 dans les collectivités locales et 31 000 dans les hôpitaux... S'il n'est plus question depuis 2019, et la crise des « gilets jaunes », d'honorer la promesse initiale du président de réduire de 120 000 le nombre d'agents publics dans l'État et la Territoriale, la crise sanitaire à l'oeuvre depuis deux ans pourrait tendre vers un nouveau record.

À la lecture de la note de François Écalle, on constate qu'Emmanuel Macron n'est pas le premier président à rater son objectif de baisse des effectifs publics. Sous le gouvernement Jospin (1997-2002), l'administration avait recruté 386 000 fonctionnaires, alors même que le tonitruant ministre de l'Éducation Claude Allègre entendait « *dégraïsser le mammoth* ». Pour l'ancien magistrat financier, il s'agit d'un « *effet direct des 35 heures qui ont contraint les administrations à recruter* ». Les gouvernements Raffarin et Villepin ne feront pas beaucoup mieux de 2002 à 2007 lors du second mandat de Jacques Chirac, qui dénonçait aussi « *l'obésité de l'État* », mais aura augmenté les effectifs de la fonction publique de 329 000 agents.

Exception notable : le mandat de Nicolas Sarkozy. Sous l'effet de la révision générale des politiques publiques (RGPP), le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'État entre 2007 et 2012 a permis de réduire les effectifs de 136 000 personnes. Mais, comme dans le même temps, les effectifs ont explosé dans la Territoriale et l'Hospitalière, le solde est resté positif (+ 17 000). Enfin, ce fut l'inverse sous François Hollande avec une sévère mise à la diète des collectivités locales. « *Les dotations aux collectivités locales ont été réduites de 12 à 14 milliards. Cela les a obligées, dans un premier temps, à réduire leurs investissements, puis, dans un second temps, à réduire leurs dépenses de fonctionnement et notamment leurs effectifs* », explique François Écalle. Au final, 145 000 agents supplémentaires sont venus gonfler les rangs de la fonction publique entre 2012 et 2017.

Frein avant tout culturel

Si les systèmes très différents ne rendent pas les comparaisons aisées, la note de Fipeco souligne néanmoins que l'opulente administration française est une quasi-exception en Europe: seules la Suède et la Belgique ont des taux d'emploi public supérieurs (34 % et 31 %). Mais François Écalle insiste sur le fait que ces pays disposent surtout d'administrations plus performantes. Et qu'elles ont su se réformer. « *Dans les années 1980, il y avait beaucoup plus de fonctionnaires dans les pays scandinaves et des taux de dépense publique par rapport au PIB qui atteignaient 60 %. De grandes réformes ont été faites. Les périmètres des*

missions de l'État et des collectivités locales ont été revus. Ils ont conservé ce qui est vraiment utile et sous-traité au privé ce qui l'est moins », explique l'économiste. Ils ne sont pas les seuls. En Allemagne aussi, les hôpitaux ont recours aux achats de services, réduisant du même coup le nombre d'emplois publics.

Mais ces décisions, la France ne parvient pas encore à les prendre pour une raison avant tout culturelle. « *Les Français veulent toujours plus de services publics, mais ils ne veulent pas payer plus d'impôts. Donc on est face à une contradiction permanente. Et ça remonte à l'Ancien Régime* », précise François Écalle. Le magistrat ne fait d'ailleurs pas partie des anti-statuts: la tradition sociale française très protectrice et les relations tendues avec les syndicats sont selon lui les principaux freins à l'évolution nécessaire des mentalités. « *Je fais partie de ceux qui pensent pourtant qu'il faudra reprendre le contrôle de la dette publique parce que, aujourd'hui, on peut se financer sans difficulté à des taux d'intérêt très faibles, mais que la BCE n'interviendra pas indéfiniment pour soutenir les États* », assure-t-il. Pour réduire les dépenses, tailler dans la masse salariale publique (13 % du PIB) paraît incontournable. « *Il est certain que convaincre les gens, surtout en période présidentielle et après deux années de quoi qu'il en coûte, ne sera pas évident* », admet-il. Pour le moment, seule Valérie Pécresse propose de le faire et promet, si elle est élue, de réduire les effectifs publics de 200 000 agents...

Présidentielle : le gouverneur de la Banque de France inquiet pour les finances publiques

Par **Anne de Guigné**

Publié hier à 19:00, mis à jour il y a 2 heures



François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France. SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

Depuis l'Université Paris-Dauphine, François Villeroy de Galhau a rappelé ce mardi soir que la France n'a les moyens ni de dépenses nouvelles ni de baisses d'impôt supplémentaires.

«*Nous ne pouvons plus dégrader davantage nos finances publiques*». L'avertissement du gouverneur de la Banque de France est solennel. Après le temps nécessaire du «quoi qu'il en coûte», la France doit se préoccuper d'assainir ses comptes, dont la détérioration se lit dans un niveau d'endettement historiquement élevé désormais proche de 115% du Produit intérieur brut (PIB).

«*Si on prolonge à l'avenir les tendances actuelles qui sont celles des dix dernières années – croissance potentielle faible, hausse des dépenses en volume de plus de 1% par an, déficits encore supérieurs à 3% pendant plusieurs années –, ce ratio de dette ne serait au mieux que stabilisé*», avertit François Villeroy de Galhau.

Au mieux... Car si elles se matérialisaient, les propositions de dépenses nouvelles et de baisses d'impôts supplémentaires, qui fleurissent chaque jour dans tous les camps de la présidentielle, viendraient encore déséquilibrer davantage les finances publiques, craint le banquier central. «*La réalité est que notre pays n'a les moyens ni des unes ni des autres [...] compte tenu de la montée probable des taux d'intérêt*», tance-t-il.

Le problème de long terme n'est pas l'inflation mais la croissance

Les prochaines années s'annoncent rudes car le gouverneur n'accorde aucune crédibilité à la sympathique idée que la croissance pourra régler seule tous nos problèmes. Bien plus de l'inflation, qu'il estime temporaire, il s'inquiète en effet du faible niveau de l'activité économique français. «*La croissance aujourd'hui amplifiée par le rattrapage s'essoufflerait : selon nos dernières projections, la croissance en France retomberait en-dessous de 1,5% en 2024*», avance-t-il.

Et de prôner tout un panel de réformes pour tenter d'augmenter cette croissance potentielle : retraite, formation professionnelle, assurance-chômage, renforcement de l'éducation fondamentale et de l'apprentissage... *«Nous ne manquons pas en France globalement de capital – l'investissement public comme privé est plutôt élevé –, nous manquons de travail, d'offre de travail disponible pour les employeurs»*, insiste ainsi François Villeroy de Galhau.

Emmanuel Todd: «Le patriarcat n'a pas disparu en Occident, il n'a jamais existé»

Le Figaro, no. 24078

Le Figaro, jeudi 20 janvier 2022 2362 mots, p. 18

Débats



Emmanuel Todd. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - La virulence néoféministe arrive au moment même où l'émancipation des femmes est achevée, constate Todd, qui fracasse la doxa victimaire et la théorie du genre et renouvelle notre regard sur le rapport entre les sexes.

Dans « Où en sont-elles ? » (Seuil), le démographe, spécialiste des systèmes familiaux, s'attaque pour la première fois à la question de l'émancipation féminine. Cet essai savant, passionnant, foisonnant, qui croise les données de la sociologie, de l'anthropologie et de l'économie est aussi une charge engagée contre l'idéologie féministe de troisième vague, qui, selon l'auteur, réécrit l'histoire des rapports entre hommes et femmes. Le chercheur mène une enquête argumentée, de la répartition des tâches chez les chasseurs-cueilleurs à la matridominance éducative qui règne dans nos sociétés occidentales. La virulence néoféministe arrive au moment même où l'émancipation des femmes est achevée, constate Todd, qui fracasse la doxa victimaire et la théorie du genre et renouvelle notre regard sur le rapport entre les sexes. Un livre iconoclaste qui fera à n'en pas douter événement, tant il bouscule les idées reçues.

LE FIGARO. - Dans votre livre, vous vous attaquez sévèrement au « féminisme de troisième vague » et à la théorie du genre, que vous accusez de vouloir créer une guerre des sexes et d'être une idéologie coupée du réel. Vous n'allez pas vous faire des amis à gauche... Qu'est-ce qui vous a poussé à l'écrire ?

Emmanuel TODD. - C'est vrai, je confesse une forme d'agacement face au développement de ce que j'appelle le féminisme de troisième vague, antagoniste, de ressentiment. Comme un homme de ma génération sans doute. Dans ma génération et mon milieu, un féminisme absolu régnait. Ce qui me frappe, c'est l'irruption en France d'un féminisme antagoniste qui ressemble à celui du monde anglo-américain, un féminisme de conflit (américain) ou de séparation (anglais). Notre pays se distinguait et faisait

l'admiration du monde par son modèle de camaraderie entre les sexes. Mais fondamentalement, je n'attaque pas, je cherche à comprendre ce qui se passe, en chercheur, en anthropologue, en historien.

Quelles sont les racines du féminisme antagoniste anglo-américain ?

J'associe ce féminisme anglo-américain à l'héritage du protestantisme, en réalité bien plus « patriarcal » que le catholicisme, plus ambivalent. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le monde anglo-américain n'est pas à l'origine plus favorable aux femmes que la France. Le protestantisme, sur les rapports hommes-femmes, est régressif par rapport au christianisme originel. Le catholicisme avait une dimension matricentrée avec le culte de la Vierge Marie. Le message de Luther est très patriarcal. On passe de Marie à Eve, la femme pécheresse. La virulence du féminisme dans le monde anglo-américain résulte largement d'une réaction contre cet héritage.

Votre point de départ est un paradoxe : nous assistons à un regain de contestation de la suprématie masculine « au moment même où le mouvement d'émancipation des femmes semblait sur le point d'atteindre ses objectifs ». Comment l'expliquer ? Faut-il y voir le paradoxe de Tocqueville selon lequel plus une société est égale, plus la moindre inégalité blesse l'oeil ?

C'était ma première hypothèse, mais ce n'est pas ça. Quand on voit le succès du livre de Mona Chollet sur les sorcières, dans les classes moyennes éduquées, il y a de quoi s'interroger : comment des femmes modernes peuvent-elles s'identifier au sort des 40 000 femmes massacrées, principalement dans le monde germanique, par la furie masculine aux XVIe-XVIIe siècle ? Il y a là une forme de désorientation. Le dépassement éducatif des hommes par les femmes est beaucoup plus ancien qu'on ne l'imagine. En 2019, en France, dans la tranche 24-34 ans, 52 % des femmes ont fait des études longues, pour 44 % des hommes. L'inversion du « sex-ratio » dans les études supérieures s'est faite à la génération de gens qui ont maintenant 50 ans. Nous vivons dans une matridominance éducative depuis longtemps, même s'il reste une pellicule de domination masculine dans les 4 % supérieurs de la société.

Une fois qu'on a intégré la masse de cette évolution, on peut mieux comprendre le malaise des femmes qui s'explique moins par des résidus de domination masculine que par l'accession des femmes à tous les problèmes des hommes, et notamment à l'anomie au sens durkheimien : dans une société mobile, les gens ne savent plus quoi attendre de la vie, s'ensuit un mal-être social. Les femmes accèdent aux pathologies psychosociales jusque-là réservées aux hommes : ressentiment de classe, désarroi, anxiété sur leur destin personnel, etc.

Tout de même, vous ne pouvez pas nier qu'il existe encore des écarts économiques importants entre hommes et femmes...

Il y a une persistance de la domination masculine dans le secteur dirigeant de l'économie privée et dans les bureaucraties d'État. Pour le reste, les différences économiques entre hommes et femmes sont essentiellement expliquées par le choix de la maternité. Je fais une percée théorique révolutionnaire dans le livre : je définis comme femme l'être humain qui (hors stérilité accidentelle) peut porter un enfant. Je sais, c'est très risqué de dire cela aujourd'hui, voire réactionnaire (*rires*). J'avais essayé de faire sans, mais tout devenait incompréhensible. Les femmes maintenant ont accès à tous les problèmes des hommes, mais elles gardent en plus ce problème de l'option entre la carrière et les enfants, ce qui suffit à expliquer le résidu de domination masculine. De plus pour les hommes, qui ont perdu pas mal de leur capacité de décision dans la vie familiale, le monde du travail devient de plus en plus important et très investi. Un homme qui ne réussit pas dans son travail se met en grand danger. Tous les autres débats, pseudoscientifiques, sur une différence des sexes génétique ou de cerveau sont hors de propos... il y a identité dans tous les domaines ou alors des différences invérifiables, mais la maternité et ses conséquences psychosociales sont une variable assez puissante pour expliquer l'essentiel.

Est-ce à dire que, selon vous, le patriarcat a disparu en Occident ?

Ce n'est pas qu'il a disparu, c'est qu'il n'a jamais existé. Qu'est-ce que ça veut dire patriarcat ? Je préfère parler de système de patridominance universel, c'est-à-dire une position légèrement supérieure de l'homme en particulier dans les activités de gestion collective. Mais l'intensité de cette domination masculine est tellement variable selon la géographie et l'histoire qu'on ne peut pas appliquer un terme unique à des systèmes très différents. Je propose, avec l'aide d'un expert, une utilisation nouvelle de l'*Atlas ethnographique* de Murdock pour montrer cette diversité au lecteur, par des cartes originales. Sur un sujet qui est souvent abordé de manière ultra-idéologique, nous pensons que l'accès aux données est fondamental. Nous avons mis en ligne l'outil de visualisation que nous nous sommes construit, et nous donnons le lien dans le livre. Parler de patriarcat de façon indifférencié pour évoquer la situation des femmes à Kaboul et dans la région parisienne n'a aucun sens du point de vue du

chercheur en anthropologie. Frédéric Le Play emploie le mot « patriarcales » pour désigner les grandes familles indivises de type russe et arabe. Pour ce qui est de l'Occident étroit, la France, le monde anglo-américain et la Scandinavie, la mutation patrilinéaire, partie du centre de l'Eurasie, qui a abaissé le statut de la femme au cours de l'histoire, n'a pas eu lieu ou est restée embryonnaire. On croit souvent que plus on remonte le temps, plus les femmes étaient opprimées. Il n'en est rien. Les Occidentaux avant même la révolution des soixante-dix dernières années, étaient très proches dans leurs moeurs des chasseurs-cueilleurs chez qui le statut de la femme est élevé.

Justement, que nous apprend l'étude des chasseurs-cueilleurs qui diffère de la doxa féministe habituelle ?

L'idéologie du féminisme de troisième vague, désormais dominante dans le débat public, a déformé l'histoire du rapport entre les sexes. Travailler sur les chasseurs-cueilleurs, c'est travailler sur 100 000-300 000 ans, soit le gros de l'histoire humaine. C'est-à-dire sur ce qu'est l'homme en tant qu'espèce animale, définir la nature humaine originelle. On trouve la famille nucléaire, encadré dans un système bilatéral de parenté où les rapports entre frères et soeurs sont très importants. Une forme de monogamie tempérée est statistiquement majoritaire dès les débuts de l'humanité, notamment en raison de son efficacité éducative pour la progéniture. La cueillette est en général une activité féminine, qui peut être pratiquée par les hommes, alors que la chasse est un universel exclusivement masculin. N'en déplaisent aux féministes actuelles qui essaient de chercher à tout prix des squelettes de femme chasseresses. Ce qui est caractéristique de la chasse, c'est que ses produits sont toujours répartis dans le groupe, tandis que les produits de la cueillette sont répartis dans l'unité domestique. Chez les chasseurs-cueilleurs, les femmes sont porteuses d'un élément d'individualisme familial alors que les hommes sont en responsabilité du collectif. Cela ne signifie pas du tout plus d'altruisme : le collectif, c'est l'organisation de grands travaux, mais c'est aussi la guerre.

C'est pourquoi, selon vous, l'émancipation des femmes est à lier avec l'effondrement des croyances collectives et l'affaiblissement de l'État-nation ?

Le défaut de l'idéologie, c'est de croire qu'il se passe dans nos sociétés de grands phénomènes qui tombent du ciel et ne sont pas liés. D'un côté vous auriez l'émancipation des femmes, qui est super. De l'autre, l'effondrement industriel qui est un problème, l'affaiblissement des croyances collectives, qui est une bonne chose si on considère qu'on ne fait plus la guerre, mais une mauvaise chose si on ne peut plus agir en tant que nation sur le plan économique. Les deux grands mouvements de nos sociétés modernes sont l'émancipation des femmes et l'effondrement du sentiment collectif. J'essaie de montrer dans le livre qu'il ne peut pas ne pas y avoir de rapport entre les deux.

L'émancipation des femmes a un coût, dites-vous... Vous regrettez le monde d'avant ?

Pas du tout, je ne suis pas dans la nostalgie. Je bénis la révolution sexuelle, qui a rendu les rapports hommes-femmes beaucoup plus agréables. L'émancipation des femmes a permis la fin de l'homophobie, l'adoucissement des moeurs. Seulement, je montre qu'elle a eu aussi un coût. L'émancipation des femmes, leur accès à l'éducation supérieure a accéléré la tertiarisation de l'économie, et donc la chute des activités industrielles. Résultat : vous avez certains pays féministes tertiarisés et consommateurs qui délocalisent leur production dans des pays où il y a encore une industrie, et une forme de patridominance, les pays de l'est de l'Europe et de l'Asie. David Cayla a bien montré la réindustrialisation des anciennes démocraties populaires (Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Roumanie), nations ouvrières devenues la Chine de l'Europe. Ce qui permet d'aller plus loin dans la consommation et dans la tertiarisation à l'Ouest, et donc d'accélérer l'émancipation des femmes à l'Ouest, tout en préservant des rôles masculins typés à l'Est. Les gens de l'Ouest sont totalement dépendants du travail des gens de l'Est tout en les insultant pour leurs attitudes culturelles rétrogrades : ils délocalisent leurs usines tout en voulant exporter leurs moeurs avancées. Il faut choisir !

La lutte des sexes a-t-elle remplacé la lutte des classes ?

J'essaie de prendre en considération aussi bien l'économie que l'anthropologie. Il y a évidemment une composante de classe. Le féminisme de première vague, celui des droits civils qui venait de milieux bourgeois, défendait toutes les femmes. Idem pour la seconde vague de la révolution sexuelle, parti de milieux bourgeois, mais qui s'est répandue dans les classes populaires très rapidement. Mais le féminisme antagoniste de troisième vague ne défend pas toutes les femmes, c'est un conflit de classe entre les femmes (et leurs conjoints) des classes moyennes et la pellicule de patridominance des classes supérieures. L'idéologie du genre est une idéologie typique de la petite bourgeoisie, portée par des femmes de classes moyennes appartenant à l'université. Ces femmes éduquées supérieures, qui embrassent avec enthousiasme le concept d'intersectionnalité, constituent dans le secteur idéologique un groupe dominant. Le féminisme antagoniste est une idéologie au sens le plus fort du terme, au sens où elle n'est pas vécue : les classes qui promeuvent la lutte contre la domination de l'homme ne la subissent pas.

La tendance actuelle dans les classes moyennes éduquées, c'est la stabilisation du couple, souvent hypogame (femme plus éduquée que le conjoint), le doublement du salaire, l'impératif de survie économique du style chasseur-cueilleur. Pour les femmes des catégories populaires, où sont logées la majorité des familles monoparentales, la vision antagoniste du féminisme est une aggravation des conditions d'existence. Le couple humain est un système élémentaire d'entraide. La fonction du couple humain originel, c'est la survie, à la base de laquelle il y a la solidarité entre l'homme et la femme. Nous sommes dans une société en voie d'appauvrissement, notamment dans les jeunes générations. L'urgence ce n'est pas l'émancipation des femmes, qui a eu lieu, mais de revaloriser l'entraide dans le couple, et le sentiment collectif, qui s'effondrent.

« Pendant des siècles, l'Occident chrétien a considéré la sexualité comme le pire des maux de l'âme. Le voilà qui la pose, désormais, comme l'essence de l'âme. » L'obsession LGBT pour l'orientation sexuelle serait un produit du christianisme ? Voilà qui est original !

L'Occident chrétien ne comprend pas sa propre histoire. Le christianisme se distingue par rapport aux autres religions par son obsession de la sexualité identifiée au mal. C'est encore plus vrai dans le protestantisme qui radicalise l'hostilité au plaisir sexuel. L'Occident chrétien est chargé sexuellement en un sens négatif. Les révolutions sexuelle et libertaire ont été un rejet violent de cet héritage. Ce rejet a produit une obsession sexuelle positive, et notamment dans l'univers anglo-américain marqué par le puritanisme, qui n'est pas du tout typique de toutes les cultures. L'homosexualité humaine est une possibilité naturelle et universelle, mais le passage de l'homophobie au phénomène gay, c'est-à-dire d'un rejet de la sexualité à sa mise au centre de l'identité sociale, est typiquement chrétien. Regardez la Thaïlande bouddhiste du « petit véhicule » par exemple, où la fluidité des rapports sexuels n'induit pas une identité gay, ou le Japon, « bouddhiste du grand véhicule », où l'identité sexuelle est sans doute secondaire par rapport à l'identité au travail. C'est pourquoi je parle des gays comme une catégorie de chrétiens zombies (*référence à un livre antérieur de l'auteur, NDLR*). Se définir politiquement et socialement par son orientation sexuelle implique une estimation haute de la sexualité qui est typiquement occidentale.

La Tunisie en proie à la crispation sécuritaire croissante des autorités

Un militant d'Ennahda est mort à Tunis à l'issue des rassemblements, violemment réprimés, du 14 janvier, date anniversaire de la chute de Ben Ali.

Par [Lilia Blaise](#)(Tunis, correspondance)

Publié aujourd'hui à 10h38, mis à jour à 10h44

Pour ne rien manquer de l'actualité africaine, [inscrivez-vous à la newsletter du Monde Afrique depuis ce lien](#). Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du *Monde Afrique*.

Des manifestants sont visés par un canon à eau lors d'une manifestation contre le président tunisien Kaïs Saïed, à Tunis, le 14 janvier 2022. ZOUBEIR SOUISSI / REUTERS

Ridha Bouziane, 57 ans, est décédé à la suite d'une [manifestation ayant regroupé un millier d'opposants au chef de l'Etat, Kaïs Saïed, vendredi 14 janvier, au cœur de Tunis](#). La victime aurait « *succombé à une hémorragie cérébrale aiguë entraînée par une violence sévère des agents de sécurité, alors qu'il prenait part aux célébrations du 14 janvier* », selon un communiqué publié mercredi 19 janvier par le parti islamo-conservateur Ennahda, dont M. Bouziane était membre. Les manifestants avaient tenu à célébrer le onzième anniversaire de la chute, en 2011, de l'ex-dictateur Zine El-Abidine Ben Ali. Interdits par le ministère de l'intérieur, les rassemblements avaient été dispersés à l'issue d'échauffourées violentes avec une police recourant à des canons à eau.

Les causes du décès de M. Bouziane avancées par Ennahda n'ont pas encore été confirmées par une enquête médico-légale. Ce militant de la ville portuaire de Sousse avait répondu à l'appel d'Ennahda, organisateur avec le collectif Citoyens contre le coup d'Etat, un mouvement de figures politiques et intellectuelles, de la manifestation du 14 janvier. Une date anniversaire « *spoliée* », selon leurs mots, par le président Kaïs Saïed. Le chef de l'Etat avait en effet décidé de changer le jour férié de l'anniversaire de la révolution tunisienne, le déplaçant au 17 décembre, date de l'immolation par le feu du vendeur ambulant Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid et du début des manifestations populaires.

M. Saïed fait face à une opposition politique tenace depuis qu'il s'est octroyé les pleins pouvoirs le 25 juillet et qu'il a prolongé l'état d'exception, une reprise en main comportant notamment le « gel » du Parlement. Au front formé par Ennahda et le collectif contre le coup d'Etat se sont joints, vendredi, des partis de gauche et centristes. Le climat tendu et violent dans lequel s'est déroulée cette manifestation témoigne de la crispation sécuritaire croissante des autorités, selon les opposants au président, mais aussi les défenseurs des droits humains.

« Attaques sans précédent des forces de l'ordre »

La justice tunisienne dit avoir été informée de l'arrivée à l'hôpital, le 14 janvier, de Ridha Bouziane et qu'une première enquête ne « *montrait pas de signes de violences* ». Une autopsie devrait être menée et le tribunal de Tunis a ouvert une enquête. Le ministère de l'intérieur ne s'était pas encore exprimé mercredi sur la mort du militant mais il a insisté, après les manifestations du 14 janvier, sur l'interdiction visant les

rassemblements publics en raison des restrictions sanitaires mises en place deux jours plus tôt. Le ministère a ajouté que les manifestants « *avaient tenté délibérément de briser le cordon policier, de forcer les barrières métalliques et de s'en prendre aux forces de sécurité déployées pour maintenir l'ordre public* ».

Ce décès intervient après que le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a recensé, à l'issue de cette journée de protestation, une vingtaine d'agressions ciblant des journalistes – quatre d'entre eux ont par ailleurs été arrêtés. Le syndicat évoque des « *attaques dangereuses et sans précédent des forces de l'ordre* » et qualifie les derniers événements de « *pas en arrière vers d'avantage de restrictions de libertés, en particulier la liberté de la presse et la liberté d'expression* ».

Le correspondant à Tunis du quotidien *Libération*, Mathieu Galtier, [a été roué de coups par des policiers](#) alors qu'il filmait avec son téléphone une arrestation musclée. « *Ils ont commencé à me frapper dans tous les sens, a-t-il témoigné dans Libération. J'étais par terre, recroquevillé en position fœtale, je criais que j'étais journaliste.* »

« Période charnière »

Reporters sans frontières (RSF) partage la préoccupation du SNJT sur une régression de la liberté d'expression dans un rapport publié mercredi sous le titre « *Journalisme en Tunisie, l'heure de vérité* ». Dix ans après la révolution, le rapport souligne « *la fragilité inquiétante* » de l'un des seuls acquis de la révolution.

Selon le directeur du bureau d'Afrique du Nord de RSF, Souhaieb Khayati, l'ONG veut « *tirer la sonnette d'alarme, car nous nous trouvons vraiment dans une période charnière où tout peut encore changer* ». « *L'engagement de Kaïs Saïed pour la liberté d'expression nous laisse jusqu'à ce jour dubitatif* », ajoute-t-il. Après son coup de force du 25 juillet, le président de la République avait pourtant assuré que « *les libertés et les droits de l'homme seraient respectés* ».

M. Saïed n'a pas réagi aux violences de vendredi. D'une manière générale, il a rarement condamné l'impunité policière, qui persiste en Tunisie depuis la fin de la dictature. Au lendemain des rassemblements du 14 janvier, il a cependant annoncé qu'il serait « *intransigeant avec ceux qui cherchent à nuire à l'Etat ou à instrumentaliser ses appareils à des fins personnelles* ».

Mardi, l'état d'urgence en vigueur en Tunisie a été prolongé d'un mois. Le parti Ennahda, qui a appelé au limogeage du ministre de l'intérieur, a affirmé tenir Kaïs Saïed « *entièrement responsable du meurtre de Ridha Bouziane, en raison de la politique qu'il mène depuis les mesures du 25 juillet* ».

Lilia Blaise(Tunis, correspondance)

Le Figaro, no. 24078

Le Figaro, jeudi 20 janvier 2022 1076 mots, p. 17

Idées

Éloge de la chair contre les néopuritains

Hygiénisme, metooisme, cancel culture : dans « Le Procès de la chair » (Grasset), David Haziza pulvérise les nouveaux inquisiteurs.

Bastie, Eugénie

LE PROCÈS DE LA CHAIR David Haziza, Grasset, 254 p., 20 euros.

Quel est le point commun entre le fétichisme du masque chirurgical, le féminisme sauce Me Too, le véganisme et l'intelligence artificielle ? Le refus de la chair, sa mise en accusation par une époque technicienne, binaire et aseptisée. Dans *Le Procès de la chair* (Grasset), David Haziza pulvérise le puritanisme contemporain et ses petits inquisiteurs. Leurs bûchers sont en plastique et ils préfèrent le gel hydroalcoolique à la flamme, mais leur fièvre purificatrice est intacte. « *La chair dont on jouit et celle que l'on mange, celle qu'on tient de ses aïeux et que l'on transmet à ses enfants, est à nouveau au banc des accusés* ». Il maudit avec une verve bernanosienne cette civilisation de robots « *fabriquant en laboratoire des enfants que nous enfermons ensuite par peur de la mort et de la maladie* » qui est allée jusqu'à suspendre les rites funéraires pendant la pandémie. Le masque, devenu un objet d'affichage de vertu ostentatoire, est un autre aspect du politiquement correct qui frigidifie un pays renouant avec la culture puritaine de ses origines.

Professeur de littérature française à l'université de Columbia, David Haziza a pu observer la transformation foudroyante de l'Amérique, autrefois foyer de jouissance universel, en épice de la nouvelle morale planétaire. « *J'ai vu New York s'affadir* », « *tout est devenu effroyablement salubre* », déplore Haziza, qui consacre des pages jubilatoires à l'hygiénisme covidiste, qui, avec la vague MeToo aura achevé de transformer la côte Ouest des États-Unis en enfer prophylactique. Il note avec malice que les antivax partagent, dans leur peur obsessionnelle qu'on leur « injecte » un poison, la paranoïa microbienne et l'aversion au risque des enfermistes.

Cela fait longtemps que l'Amérique est en proie à la fièvre du politiquement correct déjà dénoncée dans les années 1980. Mais celle-ci a pris une vigueur nouvelle dans la dernière décennie. Haziza raconte avoir vu progressivement, dans ses cours de littérature, ses élèves, ignorant le nom de Kafka mais ayant lu trois fois Frantz Fanon, appliquer leur catéchisme victimaire aux classiques. Ces étudiants, qui ont reçu pour premier geste d'apprentissage l'identification des stéréotypes et la haine de tout usage reçu ne sont plus réceptifs à l'humour, à l'ironie et à la distance. Le « tout est construit » ànonné comme un mantra dans les départements des sciences sociales n'est rien d'autre qu'un slogan disant l'horreur de la chair. « *Se nourrir ou faire l'amour, déféquer, accoucher ou naître, avoir mal et mourir, ce ne sont pas là des constructions sociales mais des expériences universelles et primordiales* », écrit Haziza. Que de telles évidences doivent être écrites en dit long sur la folie de l'époque.

Il rappelle que la cancel culture est avant tout une invention de Blancs, celle d'une « *élite metooiste germaphobe et calviniste* ». Portée par des Wasp se sentant maladivement coupables envers les minorités, cette idéologie voudrait transformer l'Occident en un gigantesque safe-space sans microbes ni offenses. L'Europe sera-t-elle la terre de résistance à ce procès de la chair *made in America* ? « *Nous sommes, Européens, les Sioux, les Apaches de sa frontière sans cesse repoussée* », écrit Haziza. Woody Allen n'est plus diffusé que dans les cinémas du Vieux Continent. Si le cinéma hollywoodien collabore et se fait le relais du nouveau code Hays féministe, la littérature elle, semble résister comme refuge de la liberté et de l'ambivalence.

Haziza sonne juste lorsqu'il souligne que le « *procès de la chair est coextensif au règne de la technique* ». La froide taxinomie LGBTQIA+, la procréation artificielle et les robots sexuels ne sont que les facettes différentes d'un même projet d'aseptisation du sexe. L'ambiguïté sexuelle ou l'androgynie subversive, telles qu'elles ont pu exister en Occident, de Michel-Ange à Jim Morrison, étaient fécondes culturellement, contrairement à l'utopie sexuelle d'un projet d'administration des corps que porte la théorie du

genre. « *Un moine et un boucher se bagarrent à l'intérieur de chaque désir* », écrit Cioran. Cette irréductible ambivalence de l'âme humaine, déchirée entre l'appel vers une élévation plus grande et le poids de la Chute est oubliée par ceux qui n'ont que pour ambition d' « *annuler le désir* ». Aussi Me Too n'est pas « *cri sublime de la femme libre et invaincue, mais un miaulement narcissique* », tout comme la récupération des « sorcières » par les militantes de la déconstruction est une trahison, selon l'auteur qui a consacré sa thèse à la rédemption par le péché dans *La Sorcière* de Michelet, de la sensualité des magiciennes transformées en colleuses d'affiches fières d'exhiber leurs cheveux blancs.

Sa mise en accusation du mouvement woke, non pas au nom d'un universalisme abstrait ou d'appels aux valeurs de la République, mais sous l'étendard de l'irréductible complexité de l'âme humaine et du mysticisme juif, est pertinente. Haziza a raison également quand il pointe la complicité de la droite techniciste dans l'enlaidissement du monde, et l'enrégimentement des villes transformées en espaces urbains utilitaires.

Mais il a tort lorsqu'il assimile, trop rapidement, ce rejet de la chair au christianisme au détriment d'une judéité filiale et charnelle. Et l'auteur de citer le passage de Saint Paul : « *Il n'y a plus ni Juif ni Grec, il n'y a plus ni esclave ni homme libre, il n'y a plus ni homme ni femme* », pour arguer que le Christ aurait tué lui-même le grand Pan au profit d'un rationalisme universaliste et abstrait d'où proviendrait le rejet contemporain de la chair. « *Et le Verbe s'est fait chair, et il a habité parmi nous* », lit-on aussi dans saint Jean. Du miracle des Noces de Cana, où Jésus lui-même transforme l'eau en vin pour que dure la joie de la fête, à la tendresse des vierges à l'enfant de Raphaël, le catholicisme est la religion de l'incarnation. On lui conseille de lire la préface à *Une vieille maîtresse* de Barbey d'Aurevilly, le dandy catholique : « *Le Catholicisme n'a rien de prude, de bégueule, de pédant, d'inquiet. Il laisse cela aux vertus fausses, aux puritanismes tondus. Le Catholicisme aime les arts et accepte, sans trembler, leurs audaces (...) on trouve dans plus d'une cathédrale de ces choses qui auraient fait couvrir les yeux d'un protestant avec le mouchoir de Tartuffe.* »

Allons, la chair est gaie, et il y a tant de livres !

Vlad the invader**Momentum is building for war in Ukraine**

Vladimir Putin is courting disaster for Russia's neighbour—and himself



The first world war became inevitable once mobilisation orders had been issued in Berlin, argued A.J.P. Taylor, a British historian. The complexities of early-20th-century railway timetables, upon which troop movements then depended, made any alteration virtually impossible. Modern armies do not suffer the same constraints. But as Russia sends more and more units to Ukraine's borders, a grim momentum is building.

Last week's diplomacy yielded nothing. Some of Vladimir Putin's demands are impossible for nato to accept, as he well knew. (Essentially, he wants nato never to admit new members, and to remove its forces from any country Russia threatens.) On [January 19th](#) President Joe Biden said that he expects Russia to "move in" on Ukraine.

On January 14th hackers sabotaged Ukrainian government websites, getting them to display a poster of the Ukrainian flag and map crossed out, and warning Ukrainians to "be afraid and expect worse". Over 100,000 Russian troops are massed on Ukraine's eastern border, with field hospitals and fuel dumps. "Battalion tactical groups" have arrived in Belarus, a Kremlin client state north of Ukraine, in apparent preparation for a two-front attack that would divide Ukrainian forces and menace the capital, Kyiv. Only a trigger is lacking, and America says it has evidence that a "false flag" operation is planned to allow Russia to claim its men had been attacked by Ukraine. The odds of war seem perilously high.

Yet it is not inevitable. The view from a satellite looking down on Russia's tanks and guns is certainly alarming; the view presented to Russians on their television screens is anything but. The possibility of war is barely mentioned. This matters, because if Mr Putin is determined to invade Ukraine again, you would expect him to prepare the Russian public with a blaze of propaganda, as he did before annexing Crimea in 2014. That he has not suggests, perhaps, that he has yet to make up his mind.

No one knows how Mr Putin assesses the risks and possible rewards of making war. But here are some things he should consider. First, if he invades Ukraine, it will hurt Russia economically. America and the eu have prepared a long list of financial and trade sanctions. Russian living standards will fall further, despite the government's hefty reserves to cushion the blow.

Second, Ukraine's forces are more than capable of giving Mr Putin a bloody nose. They cannot stop Russia's vastly superior forces from seizing a large portion of their territory, but they can make it a nightmare to hold

it. Third, there is no support in Russia for a deadly war in Ukraine. For years, pollsters have found that most Russians prefer that their country and Ukraine would be friendly neighbours. Mr Putin's popularity rating has been declining, like the rouble. A quixotic quest to restore the Russian empire will not revive it, especially if lots of Russians are killed. Even autocrats have to worry about the public turning against them. (Not to mention the elite, whose lives could be made uncomfortable by more sanctions.) A war that goes wrong could cost Mr Putin his grip on power—and all that goes with it. It would be a reckless gamble.

The West has no foolproof way to deter him from taking it. But it should try. America's secretary of state is due to meet his Russian counterpart on January 21st. He should offer to continue talks on topics where agreement is possible, such as missile deployments and limits on military exercises. He should rally the eu and nato to present a united front against Russian aggression. And he should search for a face-saving way for Mr Putin to back down (while no doubt claiming victory on Russian news bulletins). War can yet be avoided, but time is running out.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/das-neue-digitalgesetz-der-eu-stellt-die-pressefreiheit-in-frage-17744847.html>

DIGITALGESETZ DER EU:

Volltreffer, Pressefreiheit versenkt

- EIN KOMMENTAR VON MICHAEL HANFELD
- -AKTUALISIERT AM 22.01.2022-08:51



Thierry Breton, rechte Hand des neuen Sherrifs? Bild: EPA

Aus Brüssel ertönt großer Jubel: Mit dem „Digital Services Act“ will die EU die Netzkonzerne zügeln. Doch was geschieht? Es geht der Pressefreiheit an den Kragen.

Um große Sprüche sind die Spitzen der europäischen Politik wirklich nicht verlegen, wenn es darum geht, sich selbst zu loben. Da kann gar nicht dick genug aufgetragen werden. Kaum war der „Digital Services Act“ (Digitale-Dienste-Gesetz) vom Europäischen Parlament am Donnerstag angenommen, twitterte der Binnenmarktkommissar **Thierry Breton**: „Zeit, Ordnung in den Wilden Westen zu bringen – ein neuer Sheriff ist in der Stadt, der DSA“. Der SPD-Europaabgeordnete Timo Wölken (SPD) erklärte nicht minder großspurig: „Als neues digitales Grundgesetz für Europa wird der Digital Services Act die Internetgesetzgebung auf ein völlig neues Fundament stellen.“

Europa ist also endlich ganz weit vorn, zeigt es den Digitalgiganten und befreit die Internetbürger vom Joch der GAFKA, wie man die Oligopolisten aus dem Silicon Valley nennt. Das mit dem Fundament darf man in der Tat wörtlich nehmen, den Konzernen werden bei illegalen Inhalten, Datenauswertung und personalisierter Werbung Schranken auferlegt, sie müssen Transparenzpflichten erfüllen und es den Nutzern leichter machen, sich nicht tracken zu lassen. Nur leider hat das tolle Fundament der Digitalgesetzgebung einen bedeutenden Riss: Die **Pressefreiheit** gilt in diesem „Grundgesetz“ nicht. Der „neue Sheriff“ hat sie erledigt, wenn im Trilog, also der Abstimmung über das Gesetz zwischen EU-Kommission, Parlament und den Mitgliedstaaten nicht noch etwas verändert wird.

Was im Kleingedruckten steht

Kann das sein? Man muss, wie stets, wenn aus Brüssel mächtiges Tamtam kommt, das Kleingedruckte lesen. Dieses findet sich im Fall der Pressefreiheit in Artikel 12 Absatz 1 des Digital Services Act. Artikel zwölf buchstabiert zahlreiche Pflichten der Digitalkonzerne aus. Da heißt es zunächst: „Die Anbieter von Vermittlungsdiensten nutzen faire, diskriminierungsfreie und transparente allgemeine Geschäftsbedingungen. Die Anbieter von Vermittlungsdiensten verfassen diese allgemeinen Geschäftsbedingungen in klarer, einfacher, benutzerfreundlicher und eindeutiger Sprache und stellen sie in leicht zugänglicher und maschinenlesbarer Form in den Amtssprachen des Mitgliedstaats, auf den der Dienst ausgerichtet ist, öffentlich zur Verfügung.“

So weit, so gut. Weiter heißt es: „In ihren allgemeinen Geschäftsbedingungen achten die Anbieter von Vermittlungsdiensten die Meinungsfreiheit, die Medienfreiheit und den Medienpluralismus und andere

Grundrechte und Grundfreiheiten, wie sie in der Charta und den für Medien geltenden Bestimmungen in der Union verankert sind.“

Das klingt verbindlich und ist, wie die deutschen Verlegerverbände BDZV und VDZ in einer Presseerklärung schreiben, „besser als nichts“. Es ist „besser als nichts“, weil sich in der Vorlage der EU-Kommission gar kein Satz zur Einhaltung der Pressefreiheit fand. Aber es ist schlechter als das, was der Rechtsausschuss und der Kulturausschuss des Europäischen Parlaments vorschlugen, nämlich ins Gesetz zu schreiben, dass die „Meinungsfreiheit“ nicht nur zu „achten“ sei, sondern, dass sie gilt, dass sie die Grundlage des Publizierens im Internet ist. Ob sie das ist, kann man angesichts der jetzigen Wortwahl des Gesetzes für Auslegungssache halten.

Sie kann bedeuten, dass die Allgemeinen Geschäftsbedingungen der Plattformkonzerne über der Pressefreiheit stehen und die Konzerne nach ihrem Gutdünken entscheiden, was auf ihren Plattformen veröffentlicht werden darf und was nicht, auch wenn es sich dabei um rechtmäßige Presseveröffentlichungen handelt. Dass dies in Zensur münden kann, die der Digital Services Act in der vom EU-Parlament beschlossenen Form auch noch sanktioniert, illustrieren BDZV und VDZ mit einem markanten Beispiel: Nach seinen AGB entscheide Facebook beispielsweise, ob Nutzer „legale Presseartikel über die Möglichkeit eines Laborunfalls als Corona-Ursache zu Gesicht bekommen oder nicht“.

Die „Nonchalance, mit der das EU-Parlament Grundsätzen der Presse- und Informationsfreiheit für den Pressevertrieb über Monopolplattformen wie Facebook eine Absage erteilt hat“, sei „bemerkenswert“, sagen die Verbände. Die „offenbar politisch gewollte Auslieferung der Presse- und Meinungsfreiheit an das Management von Facebook & Co.“ erscheine „umso problematischer, als eine wachsende Zahl jüngerer Menschen unsere Medien praktisch ausschließlich über soziale Netzwerke rezipiert“.

Die Verbände liegen richtig. Die frühere Bundesregierung hat im EU-Ministerrat die Position vertreten, dass die Digitalkonzerne die freie Presse nicht ausschalten dürfen. Mal sehen, was die Ampelregierung von der Pressefreiheit hält.

Covid-19 - «Imprudence» contre volonté de «vivre avec le virus» : les scientifiques partagés sur la levée progressive des restrictions

Par **Hugues Maillot**

Publié hier à 10:47, mis à jour hier à 13:43

Jean Castex et Olivier Véran ont annoncé la levée de certaines restrictions à court terme. *JULIEN DE ROSA / AFP*

Jean Castex et Olivier Véran ont dévoilé jeudi un calendrier de levée progressive des restrictions sanitaires avec en ligne de mire la fin du télétravail obligatoire, des jauges et du port du masque à l'extérieur.

La lumière au bout du tunnel ? Quand bien même le nombre de contaminations a encore atteint un record hier, Jean Castex et Olivier Véran ont renoué avec la traditionnelle conférence de presse du jeudi soir pour annoncer de bonnes nouvelles. Et deux grandes échéances : le 2 février, le télétravail ne sera plus obligatoire, les jauges seront supprimées dans les lieux recevant du public et l'obligation du port du masque en extérieur sera levée. Puis, le 16 février, les discothèques pourront rouvrir et le protocole sera allégé dans les bars, stades, cinémas et transports.

Une perspective qui a de quoi réjouir les Français, mais qui a été accueillie avec plus de prudence par la communauté scientifique. De fait, la France a de nouveau franchi hier la barre des 400.000 cas quotidiens, avec 425.183 contaminations en 24 heures. Elle compte encore 3842 malades en soins critiques et les admissions en soins conventionnels sont en constante hausse. De quoi interroger sur le timing de ces annonces.

L'avantage Omicron

«Ce qu'il faudrait, pour commencer à alléger, c'est déjà passer le pic des contaminations, être sûr qu'il est derrière nous et que la descente est franche», regrette auprès du *Figaro* l'épidémiologiste et biostatisticien Jonathan Roux. *«Et actuellement, on est sur un semi-plateau qui monte»*. Le spécialiste s'inquiète également du grand nombre de patients en soins critiques, même s'il est en légère baisse quotidienne. *«Il faudrait attendre un seuil plus bas, pour être sûr qu'on puisse être en mesure d'absorber à l'hôpital un éventuel plateau que pourrait occasionner un relâchement des restrictions»*, recommande-t-il. De plus, il rappelle que *«nous avons toujours des personnes qui peuvent faire des formes graves»*, avec 5 millions de personnes non-vaccinées, dont 12% des 80 ans et plus.

En revanche, Jonathan Roux concède que *«le variant Omicron est moins dangereux»* que ces prédécesseurs et qu'il convient dès lors de *«changer notre façon de le combattre»*. *«Omicron a l'air d'éradiquer Delta. S'il devient majoritaire dans le monde, on va pouvoir changer notre manière de lutter contre l'épidémie»*, et enfin *«vivre avec le virus en passant à un suivi plus classique de l'épidémie, en la traitant comme une grippe saisonnière»*.

Sur Europe 1, jeudi, le médecin urgentiste Gérald Kierzek conseillait même de lever totalement les restrictions face à la relative dangerosité du variant. *«Sanitairement, ça fait des semaines que l'on aurait pu se dire qu'il ne fallait pas restreindre et contraindre les gens parce qu'on avait les exemples de l'Afrique du Sud, du Royaume-Uni ou du Danemark et on a compris qu'Omicron était plus contagieux mais moins sévère. D'autant que les indicateurs hospitaliers ne bougent pas»*, a fait valoir le médecin.

Attendre une accalmie pour alléger

Le directeur de l'Institut de santé globale de Genève Antoine Flahault se montre, lui, plus mesuré. *«Ce n'est pas au sommet de la vague qu'on est le plus inspiré d'alléger les mesures»*, soupire l' pidemiologiste auprès du *Figaro*. *«Il faudrait mieux patienter quelques semaines, que tout redescende et que la reprise de contrôle soit vraiment assurée»*, ajoute-t-il. De fait, le professeur est favorable à une levée des mesures, mais uniquement quand la France connaîtra une accalmie. *«Et une accalmie, c'est passer en dessous de 5000 cas par jour»*, estime-t-il.

Plus spécifiquement, Antoine Flahault est favorable à la levée des jauges dans les lieux de culture, qui ne sont pas, selon lui, *«la mesure la plus efficace»*. Il regrette en revanche que le télétravail ne soit plus obligatoire. *«C'est une mesure qui permet de mettre de la distanciation sociale, d'éviter de surcharger les transports publics. C'est lourd et pesant, mais sans doute efficace»*, explique-t-il. Et l' pidemiologiste adresse un avertissement : *«En levant les restrictions, on augmente les interactions sociales à risque, donc on crée un appel d'air sur les foyers épidémiques et on augmente le risque que  a reparte. Par ailleurs, si un autre variant venait à se propager, on lui donnerait un boulevard pour pouvoir se répandre»*.

Une décision prématurée ?

Dans les médias ce vendredi matin, certains scientifiques trouvaient également ces annonces prématurées. *«Sur le plan sanitaire, c'est un peu décalé par rapport à l'avis du conseil scientifique»*, qui craint notamment que la tension hospitalière dure jusqu'à la mi-mars, a réagi le professeur Gilles Pialoux sur franceinfo, ce vendredi matin. *«Là je pense que c'est un peu le calendrier de l'Avent : on ouvre des portes et on ne sait pas trop ce qu'il y a derrière»*, regrette le chef des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Tenon. Avant d'ajouter : *«C'est le virus qui est toujours maître du temps. On peut donner des gages d'all gement aux Français, mais la réalité nous rattrape»*.

L' pidemiologiste et biostatisticienne Catherine Hill ne dit pas autre chose à nos confrères du *Parisien* : *«C'est très imprudent, cela relève d'un optimisme que j'ai du mal à partager»*. Pour elle, le risque de ces annonces est *«de faire circuler encore plus le virus et de voir augmenter les contaminations, les gens vont penser que ça va mieux et vont faire moins attention»*. La scientifique alerte aussi sur la potentielle apparition d'un nouveau variant, *«comme BA.2,  mergent»*. Une inquiétude partagée par le professeur Antoine Flahault. *«Ce sous-variant s'impose au Danemark et semble changer un peu le court de la d cru e programm e là-bas»*, explique-t-il au *Figaro*.

« La Commission européenne, clairement sous influence allemande, apparaît duplice sur la question du nucléaire »

TRIBUNE

Dominique Finon

Economiste de l'énergie et du climat

L'économiste de l'énergie Dominique Finon dénonce, dans une tribune au « Monde », l'attitude contradictoire de Bruxelles, qui, le 31 décembre 2021, incluait le nucléaire dans la « taxonomie » des technologies vertes, mais, dix jours plus tôt, l'excluait des aides et garanties d'Etat.

Publié le 18 janvier 2022 à 05h30 Temps de Lecture 4 min.

Tribune. La Commission européenne a publié, le 31 décembre 2021, [un document précisant de nouveaux critères de classement des technologies](#) pouvant donner lieu à financement privilégié par les fonds « verts » des banques. Ce classement est connu sous le nom de « taxonomie », dans le jargon bruxellois. Ces nouveaux critères permettent au nucléaire d'y figurer en tant que technologie de transition, au même titre que les centrales électriques à gaz émettrices de dioxyde de carbone.

Ce document, on s'en doute, n'a pas laissé indifférents les pays et les ONG opposés au nucléaire. D'autres y ont vu une concession généreuse de l'Allemagne à la France et à la dizaine d'Etats membres qui veulent continuer à développer le nucléaire. Ils seraient ainsi parvenus à contrer l'influence de Berlin, qui avait réussi à ce que le nucléaire ne figure pas dans la première version de cette fameuse « taxonomie ».

Mais il se trouve que Bruxelles a présenté discrètement, le 21 décembre 2021, [de nouvelles « lignes directrices »](#) sur les aides d'Etat aux technologies pouvant contribuer à la transition énergétique. Or, ce nouveau régime, qui vise à atteindre les objectifs climatiques de l'Europe en 2030 et en 2050, exclut quant à lui le nucléaire, et ce sans justification ! Les opposants au nucléaire auraient dû s'en réjouir ! Or, comme beaucoup de monde, ils n'ont pas compris le voisinage entre les enjeux de la réforme du régime des aides d'Etat et ceux de la définition de la taxonomie.

Tandis que l'attention de tous était focalisée sur la taxonomie, la direction générale de la concurrence de la Commission européenne concoctait seule, sans consultation des gouvernements, la réforme des « lignes directrices », qui jusqu'ici ne couvraient que les énergies renouvelables.

A quoi servent ces « lignes directrices », dans le domaine du climat et de l'énergie ? Pour assurer leur conformité avec les règles de la concurrence, elles codifient les dispositifs de soutien au développement des technologies bas carbone, non seulement pour celles qui sont en phase d'apprentissage, mais aussi pour toutes les technologies bas carbone matures.

Celles-ci nécessitent toutes de gros investissements en capital et sont à long cycle de vie, alors que les revenus qu'il faut anticiper sur leur longue durée de vie pour recouvrer l'investissement viennent de marchés

horaires qui, par nature, ne peuvent pas envoyer de bons signaux-prix de long terme. En effet, les prix horaires se forment sur les marchés en s'alignant sur les coûts de combustible et de carbone de la dernière centrale appelée.

Les « lignes directrices » autorisent donc des contrats de garantie de revenus par mégawattheure (MWh) passés avec l'Etat, afin d'aligner les revenus sur les coûts complets de chaque technologie, et de supprimer ainsi les risques de marché sur les investissements : l'Etat paie à l'investisseur la différence entre le prix du marché horaire et le prix de référence du contrat quand celui-là est supérieur à celui-ci, et vice versa. C'est pour cela que ce dispositif, utilisé de longue date au Royaume-Uni pour toutes les technologies, et largement répandu en Europe pour les renouvelables, est souvent désigné sous sa dénomination britannique de *contracts for difference*.

Un enjeu pour la compétitivité du nucléaire

Pour bien comprendre ce qui se cache derrière ces considérations techniques, il faut insister sur la différence radicale entre le régime des aides d'Etat pour les technologies bas carbone et la taxonomie. Cette dernière ne concerne que le financement à taux réduits de projets énergétiques par les fonds verts des banques, alors que les « lignes directrices » portent sur les aides d'Etat et les contrats de garanties de revenus avec l'Etat, et régulent ainsi la subvention permanente qui sera versée à un équipement bas carbone.

L'exclusion des projets nucléaires des « lignes directrices » va avoir un effet très significatif sur leur compétitivité, pour deux raisons. D'une part, les contrats concernant les projets nucléaires ne pourront être autorisés qu'au cas par cas, entraînant de lourds processus de négociation, des allongements de délais et des coûts supplémentaires élevés. D'autre part, le nucléaire ne pourra pas s'appuyer sur des contrats de régime commun, qui permettraient d'abaisser très sensiblement le coût du financement de la construction de centrales, qui représente une part très importante de l'investissement initial et donc du prix de revient de l'électricité produite.

Des contrats de garanties de revenus avec l'Etat auraient pu abaisser le coût des emprunts à 4 % à 5 % au lieu de 8 % à 10 % sans ce type de contrat, ce qui aurait abaissé le coût de production de l'électricité jusqu'à 40 %. En comparaison, un financement « vert » accordé par les banques à un projet nucléaire, mais sans contrats en régime commun, ne permet pas de réduire de plus de 1 % à 2 % le taux d'emprunt, étant donné la méfiance des financiers envers la technologie nucléaire.

Au bout du compte, la Commission européenne, décidément clairement sous influence allemande sur ce dossier, apparaît duplice. D'un côté, elle fait croire qu'elle a pris en compte les intérêts des dix pays souhaitant poursuivre l'option nucléaire, et de l'autre côté, elle rejette le nucléaire du régime des aides d'Etat. Sans même prendre la peine de justifier cette exclusion dans sa présentation des nouvelles « lignes directrices ». C'est tout dire...

Dominique Finon est directeur de recherche émérite au CNRS, économiste de l'énergie et du climat

Ich verzweifle an der absurden Inflations-Rhetorik der EZB-Direktorin



...| Lesedauer: 8 Minuten

Von **Henryk M. Broder**

Henryk M. Broder hat den größten Teil seiner Ersparnisse in Schwarzwälder Kuckucksuhren angelegt. Dennoch ängstigt auch ihn, dass das Leben immer teurer wird. Deshalb lauscht er genau den Worten der EZB-Direktorin Isabel Schnabel. Doch deren Aussagen verstören ihn nur noch.

Die Seite „Finanzfluss.de“, 2015 als YouTube-Kanal mit Erklärvideos gegründet, hat sich „innerhalb weniger Jahre zur größten Community für finanzielle Selbstentscheider im deutschsprachigen Raum entwickelt“, eine digitale Anlaufstelle für Menschen, die ihre Finanzen in die eigenen Hände“ nehmen wollen, statt sich „Verwandten, Bankberatern oder Finanzdienstleistern“ anzuvertrauen.

Eine der meist gestellten Fragen lautet: „Wie lege ich mein Geld an?“, eine andere: „Wie Sorge ich fürs Alter vor?“ – So stellen die Macher von „Finanzfluss.de“ sich und ihre „Mission“ dar – als Ratgeber für Herrn und Frau Jedermann.

Wie hilfreich die Seite ist, kann ich nicht beurteilen, aber ganz unwichtig kann sie nicht sein, sonst hätte Isabel Schnabel am 18. November 2020 „Finanzfluss.de“ kein Interview gegeben. In dem Gespräch ging es u.a. um das „primäre Mandat“ der Europäischen Zentralbank“, nämlich „die Wahrung der Preisstabilität“. Die Preise im Euro-Raum, so Frau Schnabel, sollten „stabil bleiben“, also „weder zu stark steigen noch fallen oder sogar stark fallen“. „Die Menschen und die Unternehmen im Euro-Raum (sollen) sich darauf verlassen können, dass Geld stabil ist, dass also ihr Geld morgen ungefähr genauso viel wert ist wie heute.“

Wobei „Preisstabilität“ nicht bedeuten würde, dass sich die Preise nicht ändern. „Wir wollen eine Inflation erreichen von unter, aber nah bei zwei Prozent auf mittlere Sicht.“ Das freilich sei nicht einfach. „Das Problem, das wir seit Jahren haben, ist, dass wir es nicht schaffen, das Inflationsziel von nahe zwei Prozent zu erreichen, sondern, dass wir eher systematisch darunter liegen. Das ist eigentlich das größte Problem.“ Und: „Das ist besorgniserregend, für uns ist es wichtig, dass die Menschen uns glauben, dass wir diese zwei Prozent erreichen können.“

Als Verbraucher, der sich täglich an dem großen Spiel von Angebot und Nachfrage beteiligt, hatte ich bereits angefangen, mir ebenfalls Sorgen über die Preisentwicklung bei Aldi und Edeka zu machen. Allerdings war mein Eindruck ein anderer. Die „gefühlte Inflation“, so wie ich sie wahrnahm, lag über zwei Prozent, was vermutlich daherkam, dass in meinem „Warenkorb“ weder Reifen noch Matratzen und – von H-Milch und Dosenravioli abgesehen – keine langlebigen Güter lagen, die im Laufe der letzten Jahre tatsächlich „preiswerter“ geworden waren. Dennoch nahm ich es Frau Schnabel ab, dass die „Preisstabilität“ das „primäre Ziel“ ist, und dass sie und die EZB „die Sorgen der Menschen sehr ernst“ nehmen würden.

Dann verlor ich Frau Schnabel eine Weile aus den Augen und widmete mich der Pflege meiner Sammlung Schwarzwälder Kuckucksuhren, in der ich den größten Teil meiner Ersparnisse angelegt habe.

Ein knappes Jahr später, am 14. September 2021, stolperte ich über einen Beitrag von Frau Schnabel im Wirtschaftsteil der FAZ: „Das Gespenst der Inflation“.

Die Stimmung im Euroraum, ließ uns Frau Schnabel wissen, „hellt sich auf“, Verbraucher und Unternehmer „sehen der Zukunft optimistischer entgegen“, allerdings seien die Verbraucherpreise gestiegen. „Im August lag die Inflation im Euroraum bei 3%. In Deutschland erreichte sie, gemessen am Harmonisierten Verbraucherpreisindex, mit 3,4% den höchsten Wert seit 13 Jahren. Sie dürfte bis zum Jahresende zunächst weiter steigen...“

Nanu, dachte ich, was ist denn aus dem Ziel der EZB geworden, die Inflation bei „unter, aber nah bei zwei Prozent“ zu halten? Ist das Kalkül der EZB nicht aufgegangen? Und wenn ja, warum nicht? Wozu ist denn die EZB da, wenn nicht dazu, für „die Wahrung der Preisstabilität“ zu sorgen? Ohne auch nur mit einem Wort auf ihre vorausgegangenen Prognosen einzugehen, warnte Frau Schnabel in ihrem FAZ-Beitrag davor, „Ängste zu schüren“ und an die Inflationen in den 20er und 70-er Jahren zu erinnern.

„Es gibt nicht den geringsten Hinweis darauf, dass die aktuelle Geldpolitik zu permanent höherer Inflation oder gar zu einer Hyperinflation führen wird... Wir erwarten, dass sich die Inflation im Euroraum im nächsten Jahr wieder spürbar abschwächen wird.“

Erwarten kann man viel. Jeder Mensch, der Lotto spielt, hofft auf den Hauptgewinn. Mich interessiert eher, was die EZB tut, um ihr „primäres Mandat“ zu erfüllen. Derzeit sieht es nach wenig aus. Bemerkenswert sind allein die witzigen Erklärungen für den unerwarteten Anstieg der Inflation: „Vereinfacht ausgedrückt ist die Inflation heute vor allem deshalb so hoch, weil sie im Vorjahr so niedrig war.“ Noch einfacher sagt es ein altes Sprichwort aus den Karpaten: „Das Glück gleicht dem Balle, es steigt zum Falle.“ Und wenn ich heute Kopfweg habe, dann deswegen, weil ich gestern noch putzmunter war.

In diesem Zusammenhang ist oft von „Basiseffekten“ die Rede, unter anderem der vorübergehenden Senkung der Mehrwertsteuer von 19 auf 16 Prozent. „Rechnet man diese Basiseffekte heraus“, schreibt Frau Schnabel, „ist die Inflation weiterhin eher zu niedrig als zu hoch“. Es ist also noch Luft nach oben da. Und die Inflation ist nur ein „Gespenst“, vor dem man keine Angst haben muss.

Zwei Monate später gab Frau Schnabel der Nachrichtenagentur Bloomberg ein Interview, aus dem der Münchner Merkur am 23. November 2021 eine mittellange Meldung destillierte. Die EZB-Direktorin Isabel Schnabel „geht nach eigenen Worten von einem Rückgang der vergleichsweise hohen Inflation aus, es wüchsen aber offenbar die Zweifel, wie schnell und in welchem Ausmaß die Teuerung zurückgehe...“ O-Ton-Schnabel: „Die Unsicherheit über Tempo und Ausmaß des Rückgangs hat zugenommen.“

An dieser Stelle musste ich an eine Szene aus einem amerikanischen Film denken, dessen Titel ich vergessen habe. Ein Seemann in einer Hafenbar kippt einen Whiskey nach dem anderen runter. Er kann kaum noch stehen, beugt sich zum Barkeeper rüber und lallt: „Morgen werde ich einen furchtbaren Kater haben.“

Während die Inflation steigt, stellt Frau Schnabel fest, „die Unsicherheit über Tempo und Ausmaß des Rückgangs“ habe zugenommen, aber der „Rückgang“ als solcher sei beschlossene Sache. Nur eine Woche später, am 29.11.21, gab Frau Schnabel dem ZDF ein Interview, in dem sie Verständnis dafür zeigte, „dass viele Menschen sich derzeit Sorgen machen über die sehr hohen Inflationsraten, wir merken ja alle, dass vieles um uns teurer wird, beim Bäcker oder bei den Heizkosten“.

Ursächlich für diese Entwicklung sei die „außergewöhnliche wirtschaftliche Situation der Pandemie“, die „Lieferengpässe“ und „Knappheiten“ bei den Rohstoffen. Allerdings: Würde man die jetzige Situation mit

der Lage vor zwei Jahren, also vor Corona vergleichen, „dann beträgt die durchschnittliche Teuerungsrate nur ungefähr zwei Prozent in Deutschland“.

Von derlei Überlegungen unbeeindruckt, brachte der ZDF-Moderator die Unterhaltung auf den Boden der Tatsachen zurück. Die Inflation im Oktober habe 4,5 Prozent betragen, im November könnten es 6 Prozent sein. „Wie lange hält das noch an, aus Ihrer Perspektive?“

Worauf Frau Schnabel erwiderte: „Es ist ja tatsächlich so, dass viele dieses Ausmaß der Preissteigerung nicht erwartet haben, aber wir gehen davon aus, dass im November der Höhepunkt der Inflationentwicklung erreicht ist und dass die Inflation im kommenden Jahr wieder allmählich zurückgehen wird, und zwar in Richtung unseres Inflationsziels von zwei Prozent. Alle gehen davon aus, dass es nicht bei diesen hohen Preissteigerungsraten bleibt.“

Was mitnichten stimmt. Es gibt Ökonomen, die nicht davon ausgehen, dass die Inflation allmählich wieder zurückgehen wird. So wie niemand von einer Lawine erwartet, dass sie auf halber Strecke stoppt und wieder bergauf rollt. Jeder Sturm hört erst auf, wenn er sich ausgetobt hat.

Ich überspringe jetzt einige Stellungnahmen der EZB-Direktorin vom Ende vergangenen Jahres – „Schnabel erwartet schnelle Trendwende bei der Inflation“, „Schnabel sieht keine Hinweise auf unkontrollierte Inflation“, „Schnabel: Gipfel der Teuerung könnte erreicht sein“ – und lasse auch die Frage unbeantwortet im Raum stehen, wie Frau Schnabel es schafft, dermaßen konsequent an der Wirklichkeit vorbeizureden. Sollte freilich auf ihrem Schreibtisch im Frankfurter EZB-Haus eine große Glaskugel stehen, dann könnte man meinen, dieses Prognose-Instrument mache gerade einen Lernprozess durch.

Zwei Tage von Heiligabend zitierte das „Handelsblatt“ aus einem Interview, das Frau Schnabel am 16. Dezember der französischen Tageszeitung „Le Monde“ gegeben hatte. Die EZB sei sich „der Unsicherheit unserer Inflationsprognosen durchaus bewusst. Es besteht ein Aufwärtsrisiko“. Deswegen sollte die EZB „einen Risikomanagement-Ansatz verfolgen, damit wir schnell reagieren können, wenn es Anzeichen dafür gibt, dass die Inflation dauerhaft über unserem Zwei-Prozent-Ziel liegt“. Das Wort, auf das es in diesem Zusammenhang ankommt, ist „dauerhaft“.

Wie viele Jahre dürfen es sein? Um wie viel muss die Kaufkraft geschmolzen sein, bevor die EZB den Ernstfall ausruft und „einen Risikomanagement-Ansatz“ aktiviert, um „schnell reagieren“ zu können? Und wie schnell ist schnell? Am 8. Januar, also vor gerade zwei Wochen, meldete die „Welt“, „steigende

Energiepreise könnten die Europäische Zentralbank nach Angaben von Direktorin Isabel Schnabel zu einem Vorgehen gegen die Inflation zwingen“.

Sie habe in einer Rede gesagt, „die Wende zu grünen Energiequellen beinhalte das Risiko einer mittelfristig höheren Inflation“. Das wäre ein guter Anfang, wenn wir erst am Anfang und nicht bereits mittendrin in einer Inflation wären, die dynamisch voranschreitet. An manchen Tankstellen liegt der Preis für einen Liter Benzin inzwischen bei knapp unter, aber nah bei zwei Euro. Vielleicht war es das, was Frau Schnabel sagen wollte, als sie uns eine Inflation von knapp unter, aber nah bei zwei Prozent versprach.

<https://www.economist.com/europe/2022/01/22/emmanuel-macrons-rivals-are-less-euro-sceptic-than-before>

[Europe Jan 22nd 2022 edition](#)

An ever-closer union

Emmanuel Macron's rivals are less Eurosceptic than before

But Europe still divides the presidential field



Five years ago, when Brexit prompted fears that the European Union would unravel, Emmanuel Macron put Europe at the heart of his political identity. Supporters at his rallies enthusiastically waved the eu flag. So it was no surprise that, with France in charge of the rotating six-month presidency of the Council of the eu since January 1st, the French president headed on January 19th to the European Parliament in Strasbourg to renew his vows.

The eu, declared Mr Macron, represented democracy, progress and peace at a time when each was under threat. Faced with rising authoritarian powers, breaches of the rule of law within the eu and the menace of war on its doorstep, “European civilisation” needed to be upheld and cherished. He pleaded for a “new security order” in Europe. Resolute Atlanticists, especially in eastern Europe, hate the idea, which they think undermines nato, but it is an abiding French passion. France had hung the eu flag alone under the Arc de Triomphe to launch the French presidency, noted the president—a decision met with howls of protest by his domestic opponents. “I’m proud of that,” he declared.

The French opposition meps in the chamber, however (including a presidential candidate, the Greens’ Yannick Jadot), did their best to turn the event into a campaign debate. And miffed as Mr Macron was made out to be, the exercise struck a distinctly domestic note. For the president, expected shortly to confirm that he is running for re-election, is hoping once again to use Europe as a political football.

In some respects, only a brave politician seeks to put Europe at the forefront of a French electoral campaign. The country may be co-architect of the post-war project, but in 2005 the French voted in a referendum against a draft eu constitution. In 2017 48% of the first-round vote at the presidential election went to candidates, such as the nationalist Marine Le Pen, who are Europhobic or Eurosceptic. Last year a poll found that only 53% of the French were optimistic about the eu, compared with 67% of Germans.

France is split over Europe. Hostility to the eu characterises the political extremes. This includes the radical left, whose candidate, Jean-Luc Mélenchon, is better placed than any other on the left. And it marks the hard right, including Ms Le Pen and Eric Zemmour, a polemicist running on a viscerally anti-immigration platform to “rescue France”.

In contrast, there is a broad pro-European consensus among the mainstream candidates. It reaches from Mr Jadot and the Socialists' Anne Hidalgo via Mr Macron to the Republicans' Valérie Pécresse. This broadly reflects what the French call *Gaullo-Mitterrandisme*: a general continuity in foreign policy between Charles de Gaulle, on the right, and François Mitterrand, on the left, over the need for France to retain an independent voice, while remaining a Western ally, notes François Heisbourg of the Foundation for Strategic Research. To this end Europe is a way for France to enhance its voice, not dilute it.

Yet this underlying division over Europe is less clear now than in 2017. Mr Mélenchon no longer promises to tear up all eu treaties, although he still wants France out of nato. Ms Le Pen maintains that her vision of Europe is the “antithesis” of Mr Macron’s, and wants to pull France out of nato’s integrated military command. But she has now dropped all talk of Frexit, and no longer vows to take France out of the euro, a policy that proved unpopular. Instead, by promising to protect the French constitution from eu law, her strategy is to try to undermine the union from within, like her friends in Poland and Hungary.

Mr Macron’s most credible challenger, Mrs Pécresse, holds pro-European views that are not so very different from his. She has had to nod to the nationalist wing of her party. She denounced the solo flying of the eu flag, and backs the idea of building barbed-wire walls to funnel migrants on the eu’s external border to reception points. But her underlying sympathies are with the eu as a political project. In short, nobody is quite as enthusiastic about Europe as Mr Macron. But nor are the differences quite as stark as before.

Le Figaro, no. 24080

Le Figaro, samedi 22 janvier 2022 1832 mots, p. 14

Enquête

Ces intellectuels qui ne reconnaissent plus leur gauche

Ils se revendiquent toujours de gauche, mais ont été chassés par le sectarisme idéologique de leur propre famille de pensée. Un « tiers-parti intellectuel », orphelin politiquement, qui ne se reconnaît plus dans ce qu'est devenue une gauche déconstructionniste.

Bastie, Eugénie

Ils se sont tant aimés... Entre la gauche et les intellectuels, ce fut une lune de miel de près d'un siècle. Depuis l'affaire Dreyfus, la gauche intellectuelle régnait presque sans partage dans la vie des idées. Cette hégémonie était devenue quasiment totale après guerre, suite au discrédit jeté sur la pensée conservatrice par le régime de Vichy. Maurras n'a plus lieu d'être et Sartre écrase Camus. Les grands maîtres de la pensée s'appelaient Simone de Beauvoir, Maurice Merleau-Ponty, Claude Levi-Strauss, Roland Barthes, Michel Foucault. Seuls les centristes François Mauriac, Raymond Aron et Jean-François Revel étaient tolérés sur un strapontin idéologique .

Mais qu'en est-il aujourd'hui? « *Tous les grands intellectuels ont toujours été de gauche, à l'image de Sartre, Bourdieu, Wittig, Foucault, Butler, Mouffe, Eribon... Les créateurs de concepts sont dans notre camp* » , affirmait sans rire le sociologue Geoffroy de Lagasnerie dans *L'Express* encore récemment. Pourtant, dans la liste qu'il citait, quatre sont morts, deux sont étrangers et le dernier, Didier Eribon, est son ami intime. Alors que la gauche patine autour de 20% dans les intentions de vote à la prochaine présidentielle, toutes tendances confondues, dans les sondages, on peine à identifier les grandes figures intellectuelles de la gauche française. Ont-elles disparu , ou bien ont-elles été progressivement exclues de leur camp idéologique, jusqu'à devenir malgré elles des figures de la droite ?

« Intellectuels français et coup de barre à droite » , titrait, il y a vingt ans *Le Monde* , alors dirigé par Edwy Plenel, qui consacrait sa une au petit livre de l'historien Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre, enquête sur les nouveaux réactionnaires*. L'arrivée au second tour de Jean-Marie Le Pen en 2002 - traumatisme pour la gauche intellectuelle - donna l'idée à l'historien social-démocrate Pierre Rosanvallon de commander dans sa collection « La République des idées » au Seuil cet essai sur la dérive idéologique supposée d'une partie de l'intelligentsia française vers la droite, voire l'extrême droite. Dans le viseur de Lindenberg, trois écrivains : Maurice Dantec, Philippe Muray, et Michel Houellebecq, accusés de répandre dans leurs oeuvres la haine de la démocratie et l'apologie du déclin. Mais aussi des intellectuels appartenant à la gauche, en tout cas s'en réclamant, comme Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet ou Pierre-André Taguieff. Au début du millénaire, le livre déclencha une vive polémique, bousculant l'apparent consensus mou de la décennie 1990. Alors que le clivage intellectuel majeur opposait « libéraux » acceptant l'économie de marché (le fameux cercle de la raison) et « radicaux » , regroupés autour de la figure de Pierre Bourdieu pendant les grandes grèves de 1993, Lindenberg créait une nouvelle fracture au sein même du camp antitotalitaire.

Republié en 2016, peu avant sa mort, le pamphlet était barré d'un grand bandeau catégorique : « *L'essai prémonitoire* » . Quatorze ans après la première version, Lindenberg écrivait : « *Ceux qui me traitaient d'inquisiteur sont les premiers à faire sauter les bouchons de champagne pour célébrer leur victoire dans la guerre des idées.* » Ajoutant que désormais : « *La périphérie est devenue le centre.* » Lindenberg appréhendait une mutation réelle dans le champ des idées sous la perspective d'un jugement moral : la « dérive » d'un groupe d'intellectuels venu des rangs de la gauche antitotalitaire vers le conservatisme, voire des thèmes réactionnaires (critique de la modernité et de la dilution des attaches, de l'égalitarisme démocratique et du « droit-de-l'hommeisme »). Pourtant un mouvement aussi massif de la pensée peut-il seulement être décrit selon une logique d'égarement ?

« Le périmètre du convenable »

Nombre d'entre eux, qu'ils se nomment Michel Onfray, Jacques Julliard, Élisabeth Badinter ou Alain Finkielkraut, disent encore appartenir à ce camp idéologique, tout en ayant été chassés méthodiquement. « *Il n'y a plus de gauche intellectuelle, il n'y a qu'une extrême gauche intellectuelle qui veut le monopole de la pensée, exclut et trace le périmètre du convenable* », confie Marcel Gauchet, régulièrement ciblé pour sa proximité supposée avec l'extrême droite. « *Je n'ai pas le sentiment de m'être droitisé. Je me sens de gauche, car je crois qu'il y a toujours de la place pour une transformation de la société vers plus de justice* », affirme l'auteur du *Désenchantement du monde*. Un point de vue que partage l'historien Jacques Julliard : « *Ce ne sont pas les intellos qui ont quitté la gauche, mais la gauche qui a quitté les intellectuels.* » Ce dernier, qui a été rajouté à la « liste » de Lindenberg lors de la réédition du livre en 2016, préfère parler lui de « *tiers-parti intellectuel* » pour désigner ceux qui ne se reconnaissent plus dans la gauche multiculturaliste, mais répugnent encore à endosser l'étiquette « de droite ».

L'évolution de l'historien est emblématique de cette mutation. Catho de gauche se disant « prou-dhonnien », Jacques Julliard a été membre de la direction de la CFDT, collaborateur à la revue *Esprit*, directeur de collection aux Éditions du Seuil et éditorialiste pendant trente-deux ans au *Nouvel Observateur* : le parcours sans faute de l'intellectuel organique de la deuxième gauche. Lui qui aime à dire que dans son « *conseil d'administration intérieur, il y a 24 % de traditionaliste, 24 % d'esprit libertaire et 52 % d'esprit social-démocrate* » est aujourd'hui plus lu et apprécié dans les rangs de la bourgeoisie conservatrice que chez les bobos. À mesure que la gauche radicale est montée en puissance, le tiers-parti intellectuel s'est, lui, progressivement détaché. Il y a eu la bataille du voile en 1989, qui mit en avant une fracture entre une gauche laïque et universaliste et une gauche multiculturaliste partisane d'une laïcité ouverte à l'américaine. Régis Debray, Élisabeth Badinter, Élisabeth de Fontenay, Catherine Kintzler et Alain Finkielkraut signent un manifeste tonitruant dans le *Nouvel Observateur* appelant Lionel Jospin à ne pas céder sur le voile dans les établissements scolaires. Dans les années 1990, la bataille sur l'école oppose une gauche attachée au modèle républicain et à la transmission à ceux qu'on appelle les « pédagoges », qui, veulent faire de l'école le lieu de lutte contre les inégalités. Enfin, ces dernières années, la fracture s'est cristallisée autour du mouvement déconstructionniste des sciences sociales, qui promeut la théorie du genre et de la race dans les universités. Ceux qui osent s'y opposer, comme la sociologue Nathalie Heinich, ancienne disciple de Bourdieu, ou Sylviane Agacinski, qui fut celle de Derrida -, sont irrémédiablement répudiés dans le camp des conservateurs.

Du « Monde » au « Figaro »

Parmi les membres de ce « tiers-parti intellectuel » venu de la gauche, il y avait aussi le politologue Laurent Bouvet, fondateur du Printemps républicain. Quelques heures après sa mort, le 18 décembre dernier, le journaliste de *Télérama* Samuel Gontier s'amusa avec une rare indécence sur Twitter à relever tous les hommages à l'intellectuel venant de la droite et de l'extrême droite, ce qui révélait, selon lui, « *la véritable nature idéologique du Printemps républicain* ». Il est vrai que Laurent Bouvet, qui avait rompu avec Pierre Rosanvallon, qui fut son directeur de thèse en 2002, après la publication du livre de Lindenberg, et démissionné de son poste de secrétaire général de La République des idées, « *trouvait plus d'espace au Figaro* » que dans les cercles de la gauche, comme le souligna Manuel Valls.

Autrefois espace de débat de toutes les gauches, *Le Monde* n'accueille plus les signatures de ces détroqués de la gauche morale : Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet, Hubert Védrine, Jacques Julliard, Christophe Guilluy, Michel Onfray y sont sur liste noire. Quand on trouve leurs noms dans le journal, c'est dans une « enquête » sur la « zemmourisation » de l'intelligentsia. « *Aujourd'hui, la "plenelisation" du Monde est achevée. Le Monde et Libération sont devenus interchangeables. C'est un journal woke. Tout ce qui contredit le grand récit antiraciste et féministe est mis de côté* », soutient Alain Finkielkraut. « *Si vous êtes fidèle au logiciel de la gauche - le social, l'éducation, la nation, l'universel, la laïcité -, vous trouvez de la sympathie au Figaro mais vous faites mal voir dans Le Monde* », renchérit Jacques Julliard, qui, depuis 2017, tient un carnet mensuel dans ces colonnes, après avoir été pendant trente-deux ans au *Nouvel Observateur*. « *L'ensemble des médias de centre gauche est devenu gauchiste* », abonde l'ancien ministre des Affaires étrangères socialiste, Hubert Védrine, qui déplore que, « *depuis quarante ans, la gauche (fasse) passer toute réflexion sur l'identité pour du racisme, tout attachement à l'ordre public pour du fascisme.* »

« *Une partie de la gauche sociale-démocrate ne peut plus s'exprimer que dans les journaux de droite, car les journaux anciennement de centre gauche sont muselés par la peur ou carrément militants de cette idéologie woke* », constate aussi Élisabeth Badinter. La philosophe féministe a signé, en septembre dernier, une tribune initiée par la pédopsychiatre Caroline Eliacheff s'élevant contre le changement de sexe chez les enfants. Initialement acceptée par *Le Monde*, la tribune a été sans cesse repoussée suite à une réunion interne de la rédaction, conditionnée à une « enquête » sur la question des enfants trans, bref reportée aux calendes grecques, ce qui a poussé les contributeurs à la publier finalement dans *L'Express*. Sur cette question, comme sur celle de la théorie du genre ou des débats autour du wokisme, *Le Monde* affiche une position univoque alors même que la gauche est divisée. Ainsi, ces dernières semaines, le journal a publié dans ses pages débats pas moins de quatre tribunes critiques sur le colloque contre le déconstructionnisme organisé par le Collège de philosophie de la Sorbonne où participaient pourtant plusieurs intellectuels s'ancrant à gauche, et aucune pour le défendre.

Sectarisme et sinistrisme

« *Le parti se renforce en s'épurant. La gauche a toujours eu un problème avec le sectarisme, mais ce vice constitutif s'est aggravé* », affirme Gauchet. Ce sectarisme s'appuie sur une mécanique de pureté idéologique. « *Une partie de la gauche a adopté cette idéologie (woke), une autre n'est pas forcément d'accord mais suit en silence pour ne pas être catégorisée dans le camp des bourreaux* », analyse Élisabeth Badinter. « *Le drame, c'est le silence des personnes qui n'osent pas bouger, paralysées par l'idée d'être traitées de réactionnaires* », ajoute-t-elle. « *Parmi ceux à gauche qui se taisent, certains le font par lâcheté, d'autres pour paraître bienveillants. Dans nos sociétés occidentales où la bienveillance est devenue un dogme, il devient de plus en plus difficile de dire qu'on n'est pas d'accord.* »

À ce sectarisme s'ajoute un phénomène que le critique littéraire Albert Thibaudet avait identifié sous le nom de « sinistrisme », selon lequel la vie politique française se renouvelant toujours par l'extrême gauche, la gauche d'hier se retrouvait logiquement la droite de demain : ainsi les révolutionnaires de 1789 furent droitisés par l'émergence des Montagnards, les socialistes par les communistes et, aujourd'hui, la gauche républicaine, par la montée en puissance de la gauche woke. Résultat : la gauche sociale-démocrate et républicaine peine à se faire entendre, renvoyée à la droite, ou étouffée par la clameur des plus radicaux. Reste à savoir si ce tiers-parti, orphelin politiquement jusqu'à présent, trouvera un jour son champion.

Emmanuel Todd – « Le féminisme actuel est une catastrophe pour les milieux populaires »

Le [Point.fr](https://www.lepoint.fr), n° 202201 (19 janvier 2022)

Propos recueillis par Laetitia Strauch-Bonart

ENTRETIEN. L'anthropologue publie un livre audacieux sur les raisons de l'ascension des femmes et ses conséquences individuelles et collectives.

« L'avenir de l'homme est la femme », a écrit Louis Aragon. Une poignée de décennies plus tard, les femmes sont à l'honneur de la campagne présidentielle française, et aux premières places, puisque les candidates constituent à elles seules près de 40 % des intentions de vote dans les sondages. Qui aurait pensé qu'un jour les partis historiques de la Ve République – le RPR devenu LR, le PS – et même le RN, pourtant peu réputés pour leur promotion des femmes, désigneraient pour la course à l'Élysée des représentantes du beau sexe ? À ceux qui pensent – comme un autre candidat – que les femmes n'incarnent pas le pouvoir, on peut répondre que les hommes ne l'incarnent pas forcément non plus. Tous, hommes et femmes politiques, sont désormais considérés à égalité, venant exaucer malgré eux le vœu de Françoise Giroud, pour qui « la femme serait vraiment l'égale de l'homme le jour où, à un poste important, on désignerait une femme incompétente ».

Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. En Occident, le raz-de-marée féminin se poursuit : elles sont les meilleures à l'école, elles sont majoritaires dans certains secteurs, elles sont maîtresses de leurs corps. Que subsistent des poches où les hommes restent plus nombreux et plus puissants ne doit pas masquer l'ampleur de la révolution qui est en cours et qui, à l'échelle de l'humanité, est aussi récente que spectaculaire. Et pourtant, là même où celle-ci est la plus avancée, les femmes peuvent ressentir de la frustration et voir dans une « guerre des sexes » une issue à leurs difficultés – comme en témoigne par exemple le succès spectaculaire du dernier livre de [Mona Chollet, Réinventer l'amour \(Zones\)](#).

C'est cette révolution que l'anthropologue Emmanuel Todd, connu pour ses travaux sur les systèmes familiaux, dissèque dans un ouvrage magistral, où il passe au crible les racines de l'ascension des femmes, leur situation actuelle, parfois dominante, et les nouvelles contradictions qui en découlent. Dans *Où en sont-elles ? Une esquisse de l'histoire des femmes* (Seuil), il nous parle autant de l'émancipation des femmes pour elles-mêmes que de l'apport de celle-ci pour l'ensemble de la société, de

l'ascension du secteur tertiaire au détriment de l'industrie à la baisse de l'homophobie en passant par la hausse de l'individualisme.

Le Point : Pourquoi vous tourner vers l'histoire des femmes ?

Emmanuel Todd : C'est un travail que je voulais faire mais que j'avais toujours évité : utiliser ma compétence d'anthropologue de la famille pour interroger le présent des structures familiales – et donc des femmes. Il existe une rémanence des structures familiales du passé, ce qui permet de comprendre le présent. Mais c'est un sujet techniquement très compliqué. #MeToo m'a poussé à entrer dans ce sujet quand le mouvement a commencé à me sembler exagéré. [Observer la montée de ce que j'appelle un « féminisme antagoniste » à l'américaine en France](#), ce pays où les rapports entre hommes et femmes étaient d'ordinaire de l'ordre de la camaraderie, me surprenait, m'agaçait même. Mais c'est très rapidement devenu un objet de recherche. À ce stade, la dimension idéologique du sujet ne m'intéressait plus. Ma plus grande crainte est que les gens ne voient pas ce que j'ai mis de science dans ce livre.

Vous expliquez dès le début de l'ouvrage ne pas vouloir employer le terme de « genre » mais seulement de « sexe ». Pourquoi ?

En m'intéressant à la question des transgenres, qui fait partie du sujet, j'ai été pris d'un vertige : il était tout bonnement impossible d'avancer dans ma recherche en gardant le mot « genre ». C'est là que j'ai pris la décision de lui préférer le mot « sexe », en définissant au début de l'ouvrage comme femme tout être humain capable de porter un enfant, sauf accident de stérilité.

Pourquoi impossible ?

Le concept de genre est essentiellement utilisé en sciences sociales. Il renvoie à une intention première utile : étudier l'évolution du statut des femmes. Mais il a fini par remplacer en pratique le mot « sexe » dans le gros de la littérature scientifique et les sondages. Cela ne sert à rien. Dans le même temps, il est idéologiquement chargé parce qu'il porte en lui-même l'idée qu'il n'existe pas de situation où les femmes sont dominantes. Je ne suis pas contre l'analyse des rapports de domination. Je suis historien et l'Histoire en est emplie. Mais **il faudrait pouvoir analyser les dominations des femmes quand elles existent. Or le « genre » ne le permet pas.** Par exemple, quand le *Gender Gap Report* du Forum économique mondial mesure le niveau éducatif des hommes et des femmes, une fois que les femmes ont rattrapé les hommes dans l'éducation, un score de 1 est atteint et jamais dépassé : on ne mesure plus **les situations, aujourd'hui très répandues, où les femmes font plus d'études que les hommes.** Enfin, le « genre » ne s'intéresse qu'aux situations intrafamiliales de domination masculine entre époux mais oublie celles d'égalité relative comme les rapports frère-soeur et surtout [les rapports mère-fils, qui sont typiquement des cas de domination féminine.](#) **Les théories du genre**

deviennent donc un cache-sexe des cas de matridominance – de domination des femmes.

La première partie de votre livre est consacrée à un retour vers les sociétés de chasseurs-cueilleurs pour rendre compte de la situation actuelle des femmes en Occident. Expliquez-nous.

Nous vivons une révolution du statut des femmes. Mais il faut savoir d'où l'on part. On estime généralement que les sociétés économiquement arriérées du gros de l'Eurasie – monde arabe, Inde, Russie -, parce qu'elles sont en retard économiquement, sont en retard sur tous les tableaux. En fait, l'histoire des formes familiales montre que c'est faux : ces sociétés sont les plus complexes du point de vue des systèmes familiaux, tandis que les nôtres sont plus proches des sociétés originelles de chasseurs-cueilleurs. Pour que vous compreniez mon raisonnement, je dois introduire ici un concept très important dans mes travaux, le « principe de conservation des zones périphériques », qui m'a été transmis par mon ami linguiste Laurent Sagart. Si sur une carte vous observez une masse centrale d'un seul tenant et des points périphériques qui sont tous identiques, cela veut dire qu'à une époque tout le territoire était couvert par A, puis qu'une innovation est apparue au milieu, B, qui s'est répandue vers l'extérieur et a laissé subsister les taches A tout autour. Plus les taches A sont nombreuses, plus la probabilité statistique que cela soit vrai est élevée. Ce qui se trouve au centre est innovateur; ce qui se trouve autour est archaïque. On peut lire l'Histoire dans une carte.

Quel rapport avec les femmes ?

Sur la carte des structures familiales mondiales, on trouve à la périphérie – l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni, le bassin parisien, la Scandinavie, l'Espagne centrale, les Philippines – un monde libéral avec des systèmes familiaux nucléaires (un père, une mère, des enfants) et au centre les pays africains et eurasiatiques avec des systèmes très complexes organisés autour des hommes dans de grandes familles (des systèmes dits patrilinéaires et communautaires). Ces zones périphériques ont donc conservé, avec évidemment des changements, la forme ancienne de la famille. Les sociétés que l'on considère comme extrêmement modernes – elles ont fait les révolutions libérales des XVIIe et XVIIIe siècles et ont produit des penseurs comme Locke ou Rousseau – ont en réalité le même système familial que celui des chasseurs-cueilleurs. Avec une différence : les rapports entre frères et sœurs ont perdu de leur importance. Parce que les faits sont essentiels dans notre monde saturé d'idéologie, nous avons mis en ligne les données et les cartes dérivées de l'Atlas ethnographique de George Murdock [dont l'auteur se sert pour étayer sa démonstration, NDLR]. Nous donnons dans le livre l'adresse du site où le lecteur pourra lui-même croiser les données pour produire les cartes qui l'intéressent.

Dans ces cultures individualistes, le statut des femmes est relativement élevé : on observe une patridominance, certes, mais elle n'a rien à voir avec celle des sociétés patrilinéaires.

Dans l'Occident étroit, notre révolution féministe, tout à fait réelle, prend donc appui sur un statut de la femme qui est resté assez élevé comparé à l'Eurasie, où celui-ci a connu un abaissement plurimillénaire. Ce qui explique l'apparition des formes complexes de la famille, et donc l'abaissement du statut des femmes dans les régions centrales, est l'émergence de l'agriculture.

Comment sait-on comment vivaient les chasseurs-cueilleurs ?

Par ce qu'il en reste ! Le plus gros échantillon, qui a été très bien étudié, est celui des Indiens d'Amérique du Nord qui ont échappé à l'agriculture. On en trouve aussi en Amazonie, en Afrique du Sud, à l'intérieur de la Malaisie et des Philippines, en Australie. Les Indiens d'Amérique sont un modèle parfait de famille simple archaïque et bilatérale (où les branches paternelle et maternelle ont une influence semblable), et ils poussaient l'égalité des sexes jusqu'à pratiquer la polygynie et la polyandrie. Au-delà de l'argument empirique, il suffit de raisonner : comment les chasseurs-cueilleurs auraient-ils pu adopter une structure familiale complexe alors qu'il n'y avait chez eux rien à transmettre à une descendance ?

Vous montrez que la matridominance actuelle se lit d'abord dans la réussite scolaire des filles. Or, et c'est le plus frappant, elle est bien plus ancienne qu'on ne le pense.

Cette découverte a représenté un tournant dans ma recherche. Je cherchais un matriarcat à venir : je savais que les femmes faisaient plus fréquemment des études supérieures que les hommes et je pensais que cela aurait des conséquences pour l'avenir. En me plongeant dans les statistiques, j'ai compris à quel point le dépassement éducatif des hommes par les femmes était ancien : le dépassement au niveau du bac est... mon bac, le bac 1968 ! Cette avancée concerne donc des personnes aujourd'hui retraitées, et ce depuis plusieurs années. Cela permet de comprendre que **le « féminisme antagoniste » n'est pas fondamentalement lié à une résistance masculine, qui n'a d'ailleurs probablement jamais existé**, même si on l'observe toujours dans certains secteurs – le haut de la bureaucratie d'État ou du secteur capitalistique –, mais plutôt par des contradictions présentes dans la condition féminine actuelle.

Comment cela ?

Par exemple, dans les couples de classes moyennes, la femme est de plus en plus souvent davantage diplômée que l'homme – ce qu'on appelle l'hypogamie, par opposition à l'hypergamie. Cette situation est globalement acceptée par tous, mais mieux par les hommes que par les femmes ! Il y a même **des femmes qui n'ont aucun diplôme mais n'accepteraient pas un homme moins diplômé qu'elles**. Ce qu'il reste d'aspiration hypergamique, qui était la norme autrefois, subsiste chez les femmes, pas chez les hommes. Vous me direz que c'est un constat de bon sens, et vous aurez raison.

Mais, précisément, ce bon sens est aujourd'hui décrié !

Par les idéologues. L'idéologie, ça existe, et l'hégémonie idéologique aussi : des gens qui disent n'importe quoi avec sincérité et l'appui d'une majorité sociale localisée dans certaines classes. Quand on dit des choses de bon sens, on est alors traité en paria. C'est le conflit fondamental qui m'oppose à la société française dans tous les domaines : je suis un empiriste, mais dans notre société beaucoup de gens ont un problème avec la réalité. On dira de moi que je suis un néoconservateur puisque j'ose dire qu'**il y a des différences entre les hommes et les femmes**. C'est ce qui arrive quand on n'est pas idéologue.

Vous expliquez que l'ascension des femmes a stimulé le développement du secteur tertiaire. N'est-ce pas plutôt l'émergence du tertiaire qui a contribué à cette émancipation ?

Les modèles n'offrent jamais de certitude absolue. Le moteur de l'émancipation féminine est le développement de l'éducation, qui porte la double potentialité d'une tertiarisation de l'économie et d'une avancée féminine. À un certain niveau, le développement du tertiaire et l'émancipation des femmes sont la même chose; au-delà, dans certains pays, ce développement va plus loin que la moyenne mondiale, dans d'autres c'est le contraire. La tertiarisation a été accentuée par la globalisation et s'est produite dans les sociétés où l'émancipation des femmes a été la plus forte. Les conclusions pratiques que j'en tire sont qu'il y a une forme d'absurdité à insulter les sociétés restées conservatrices sur le plan des moeurs – par exemple les nations ouvrières d'Europe de l'Est – car la raison du maintien de ce conservatisme est leur spécialisation industrielle et la permanence d'un certain statut des hommes. En d'autres termes, **notre féminisme se nourrit du travail des prolétaires des anciennes démocraties populaires**. Je ne prends pas parti, je me contente de décrire une situation somme toute ironique.

L'émancipation des femmes étant faite, vous notez qu'elles entrent dans une situation d'« anomie douce ». De quoi s'agit-il ?

Le concept d'anomie est apparu chez Durkheim, qui explique ainsi le taux de suicide de son époque : dans une société qui n'est plus traditionnelle, les individus ne savent plus quoi attendre de la vie, ce qui entraîne d'importantes déceptions. Il pensait essentiellement aux hommes. Le problème des femmes à cette époque, dont le taux de suicide était et reste trois à quatre fois inférieur à celui des hommes, était la recherche d'un bon mari, pas l'autonomie. Si l'on cesse de regarder les femmes comme des victimes – sans nier les violences qu'elles peuvent subir -, ce qui est mon ambition dans ce livre, on se rend compte que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, elles existent vraiment par elles-mêmes mais sont aussi hiérarchisées directement comme les hommes. Devenant de vrais individus, elles sont assaillies par le problème décrit par Durkheim pour les hommes en 1897. Cette anomie reste « douce » parce que tout est plus doux aujourd'hui, que le taux de suicide s'effondre pour tout le monde, que celui des

femmes est très faible. Au sortir de leurs études, comme les hommes, elles ne sont pas toujours au clair sur ce qu'elles peuvent attendre de la vie – d'autant que nous sommes dans une période de régression économique. De surcroît, quoi qu'on en dise, elles gardent cette capacité à porter des enfants, qui est une option supplémentaire, mais dans un espace de dix à quinze ans seulement. Tout cela est banal : c'est ce que vivent les gens, et vous n'en trouverez pas trace dans les études de genre ! Cette situation n'est pas forcément plus difficile, mais plus complexe. Les hommes, eux, sont toujours soumis à la même logique : travailler ou mourir de pauvreté. C'est cette relativement plus grande simplicité de la condition masculine qui permet d'expliquer cette pellicule résiduelle de domination. **La réalité du féminisme antagoniste, c'est le ressentiment de femmes qui ont fait des études supérieures** contre des hommes qui ont trop travaillé parce qu'ils ne pouvaient pas porter d'enfants.

Pourtant la France n'était pas prédisposée, dites-vous, à ce « féminisme antagoniste ». Vous expliquez que cela provient chez nous d'une dynamique de classe... tout en reprenant le concept d'intersectionnalité ! Expliquez-nous.

Dans mon livre, je me penche sur trois concepts centraux des études de genre. J'examine le concept de genre, que je rejette; [celui de patriarcat, que je rejette aussi car il efface toutes les différences entre cultures et donc ne sert à rien](#); j'arrive à celui d'intersectionnalité. Et là, je me rends compte qu'il est utile, mais pas comme elles le prétendent – elles, parce que les universitaires qui l'emploient sont en majorité des femmes. L'intersectionnalité est née aux États-Unis des questions raciales, qui y sont fondamentales; elle décrit le croisement des deux dominations que sont la condition de femme et de Noir. Ce concept a très bien pris dans l'université française, mais cela ne peut pas fonctionner en France parce que nous ne sommes pas sensibles aux classifications raciales. En revanche, comme il est toujours intéressant de croiser des variables, je propose un concept d'intersectionnalité généralisée où je croise le sexe avec la variable de classe : quand on navigue entre le monde anglo-américain et la France, on sait que le premier est obsédé par les questions raciales et la seconde par les questions de classe. En simplifiant énormément, si je reviens à la question qui me troublait au début (comment se fait-il que le modèle de camaraderie hommes-femmes qui caractérisait la France par rapport au monde anglo-américain s'efface au profit d'un modèle antagoniste ?), je déduis qu'il ne faut pas chercher la réponse du côté des questions de race mais de classe. En d'autres termes, il y a une opposition entre une classe moyenne très éduquée à dominante féminine et une classe supérieure occupant les postes de pouvoir à dominante masculine.

Plus globalement, le féminisme antagoniste provient d'une superposition dans la situation historique et sociale française de phénomènes liés à l'émancipation des femmes, aux contradictions nouvelles de la condition féminine et à ces phénomènes de conflits de classe nouveaux. Il faut apprendre à lire la structure sociale du point de vue des femmes : la structure de classe masculine est polarisée, avec une surreprésentation des catégories supérieures et inférieures; **la structure de classe féminine est majoritairement classe**

moyenne et « petite-bourgeoise ». D'où cette conclusion que le genre est une idéologie petite-bourgeoise.

Les féministes d'aujourd'hui n'accepteraient sans doute pas une analyse sociale de leur « combat ».

La fausse conscience idéologique fait partie de l'Histoire. L'idéologie au sens de Marx est cette capacité totalement inacceptable vue du monde extérieur à croire que sa position de classe représente quelque chose d'universel. Autant je reconnais au féminisme des première et deuxième vagues, porté par des femmes bourgeoises et militant pour le droit de vote et l'émancipation sexuelle, d'avoir été bénéfique à toutes les femmes, autant ce que l'on vit actuellement, **le féminisme antagoniste, certes toujours porté par des femmes d'un certain milieu, est une catastrophe pour les milieux populaires. Il fait peut-être plaisir à des petites-bourgeoises dans l'université mais il empoisonne les rapports entre hommes et femmes dans les milieux où l'on a le plus besoin de la solidarité du couple. Je reconnais effectivement à l'idéologie du genre une responsabilité dans l'augmentation du nombre de familles monoparentales, qui se trouvent de plus en plus dans les milieux populaires et de moins en moins dans les catégories moyennes et supérieures.**

Vous faites aussi le lien entre l'émancipation féminine et de très nombreux phénomènes : l'accroissement de l'individualisme et l'abandon de l'engagement collectif, l'effondrement de la religion, des grandes idéologies et de l'appartenance identitaire, la tolérance à l'homosexualité, l'accroissement du phénomène transgenre, et même la montée de la « cancel culture » ! C'est quand même beaucoup...

Quand on fait de l'anthropologie, la question des femmes est centrale, ce qui explique pourquoi les études de genre ne peuvent rien lui apporter et l'ont d'ailleurs dans les faits fortement abîmée. En revanche, le féminisme appliqué à l'histoire est une excellente chose. Je me suis rendu compte à quel point j'avais sous-estimé dans mes analyses de la France contemporaine le rôle de l'émancipation des femmes non pas seulement pour leur propre bénéfice mais dans la mécanique sociale générale. J'avais vu par exemple qu'à la source de la déchristianisation se trouvait le développement des études supérieures, mais à aucun moment je n'avais été capable de constater que le coeur de ce développement, c'étaient les femmes. C'est pourquoi, dans ce livre, je remets les femmes au centre de l'histoire depuis Mai 68 – le bac du dépassement féminin.

Qu'en est-il du lien entre femmes et accroissement de l'individualisme ?

C'est un fonctionnalisme dynamique raisonnable qui m'amène à cette conclusion : vous ne pouvez pas imaginer qu'il se passe des phénomènes extrêmement importants dans une société d'un côté, d'autres phénomènes tout aussi importants de l'autre, et qu'il

n'y ait aucune interaction entre eux. **Deux éléments sont centraux dans l'évolution des sociétés occidentales : l'émancipation des femmes et la montée du néolibéralisme et de l'individualisme économique.** Repartons des chasseurs-cueilleurs. Leur façon de se nourrir repose principalement sur la chasse et la cueillette : alors que la chasse est toujours masculine, les femmes sont chargées de la cueillette, même si les hommes peuvent aussi y participer. Or si les produits de la chasse sont toujours répartis collectivement dans le groupe, ceux de la cueillette restent eux dans l'unité conjugale. En d'autres termes, les femmes sont individualistes et les hommes gèrent le collectif. Attention, « collectif » ne signifie pas « gentil » et individualiste « méchant » : le collectif comprend aussi la guerre et la violence, l'individualisme, l'assistance aux proches. Puisque les Extrêmes-Occidentaux sont les descendants des chasseurs-cueilleurs, **ne peut-on émettre l'hypothèse que l'effondrement de toute capacité de penser et d'agir collectivement, le rejet hyperindividualiste caractéristique de notre monde, a un rapport avec l'émancipation des femmes et le passage idéologique en matridominance ?** Il est certes difficile de démontrer cette assertion, mais il faudrait aussi être capable de démontrer le contraire, que ces deux phénomènes n'ont aucun rapport, le tout avec la même simplicité de raisonnement.

Vous parlez de l'abandon de l'action collective. Pourtant, en France, l'État est étendu et l'État-providence particulièrement développé. La solidarité n'est-elle pas l'une des dimensions du collectif ? Est-il sûr que le collectif ait disparu ?

La situation de la France est particulière : le modèle que je décris s'applique mieux au monde anglo-américain. Mais il faut voir les choses d'un point de vue dynamique : ce qui existe de collectif en France est un héritage d'une période antérieure. Ces mécanismes sont d'ailleurs souvent gérés et vécus sur un mode corporatiste-individualiste. Quand je parle d'incapacité de penser et d'agir collectivement, je pense surtout à ce qui pourrait améliorer notre sort : notre économie s'effondre, notre système industriel a été dévasté, le système des partis a implosé, l'idée nationale aussi via une construction européenne immaîtrisable. L'action collective serait la capacité à se repenser comme appartenant à une nation, et à avoir un État qui prenne en charge la reconstruction industrielle. Mais cela n'arrive jamais : on a beau, depuis le début de la pandémie, avoir pris conscience de toutes nos faiblesses, de l'absence d'une industrie digne de ce nom pour fabriquer des masques ou un vaccin, il ne se passe rien. Nous ne sommes pas capables de penser autrement.

Est-ce vraiment à l'État de développer une politique industrielle ? L'innovation n'est-elle pas le fruit d'une dynamique d'essai-erreur que seuls des entrepreneurs savent susciter ?

Je crois aux économies mixtes – ce qui fait que je suis considéré par certains comme trop libéral ! Je crois donc au marché. Et je critique les énarques qui croient libéraliser sans savoir le faire. L'État comme forme organisationnelle empli de fonctionnaires, cela ne fonctionne pas. Mais je crois aussi à la collaboration entre l'État et les entreprises. De plus, le protectionnisme est libéral : il est possible parce qu'on croit au marché. Plus

largement, quand je parle de collectif, je m'intéresse surtout à la notion de sentiment collectif. Or l'émancipation des femmes, si elle n'a pas détruit les structures bureaucratiques, a fait exploser les sentiments collectifs.

Avant leur émancipation, les femmes pouvaient être très investies localement, dans des associations ou l'Église. N'est-ce pas un comportement altruiste plus qu'individualiste ?

L'altruisme n'est pas contradictoire avec l'individualisme. L'altruisme n'est pas forcément le sens du collectif. Cette apparente contradiction s'explique par la posture de la mère, altruiste avec son enfant et capable d'étendre cet altruisme, mais aussi intraitable dans la protection de cet enfant. C'est pourquoi la théorie du « care » ne peut pas être considérée comme une chose du collectif mais une extension d'un altruisme féminin réel.

Une féministe pourrait vous dire : nous n'avons jamais pu prendre en charge le collectif car on nous en a empêchées.

Pourquoi pas ? Très bien ! Alors qu'elles le fassent. Et j'y crois : les femmes vont prendre leur part dans la gestion du collectif. Une remarque au passage : j'ai soigneusement évité dans l'ouvrage une sorte d'essentialisation des caractères masculin et féminin. La seule différence biologique que je prends en compte est la capacité à porter un enfant. Je ne prétends pas qu'il existe dans le sexe masculin une capacité innée au collectif, et dans le sexe féminin, à l'individualisme, mais simplement que chaque sexe est porteur d'habitudes différentes. La révolution qui vient de se produire a duré à peine soixante-dix ans, quand le mode de vie des chasseurs-cueilleurs a duré des centaines de milliers d'années. Ces comportements ne peuvent pas changer en un instant.

D'où vous est venue l'idée que la « cancel culture » aurait un lien avec l'émancipation des femmes ?

Pour ma génération, le phénomène de « politiquement correct » et de « cancel culture » est tout à fait étranger. Après l'effondrement des grandes idéologies, nous nous attendions à une liberté sans limites. **Et nous avons obtenu, à la place, l'intolérance.** J'ai presque le devoir de parler en tant que membre de ma génération ! Lorsque j'étais critique littéraire au *Monde*, de 1977 à 1983, j'étais tellement libre ! Je vis mon avancée dans l'existence comme un phénomène de rétrécissement de ce qu'il est permis de dire. Face à ce constat, j'arrive à un embryon de réponse. Dans le livre, je développe tout un chapitre sur **l'autorité féminine**. J'y explique que la disparition de la gestion du collectif par les femmes ne signifie pas celle de l'autoritarisme. De nombreux psychologues, psychiatres ou psychanalystes ont noté, à la suite d'Erich Fromm, à quel point **le rôle de l'autorité maternelle, par exemple, est central**. En réalité, l'autorité du père est construite – il ne sait pas à quel degré il est responsable de son enfant, il doit donc incorporer cette autorité; l'autorité de la mère, qui a fabriqué cet enfant, me semble beaucoup plus naturelle. De surcroît, j'avais remarqué l'existence de systèmes familiaux non autoritaires où se développaient des sociétés assez directives dans leurs tréfonds : [la](#)

Suède, l'Islande, l'Irlande, Cuba, la Bretagne, le Portugal, la Thaïlande. Toutes avaient un statut des femmes élevé. D'où mon hypothèse d'une autorité féminine spécifique, moins violente mais plus assurée. Il est donc possible que ce phénomène nouveau d'intolérance non violente et diffuse qu'est la « cancel culture » soit le fruit de la matridominance.

De ce panorama, que concluez-vous ? Vous en réjouissez-vous ?

Pour l'essentiel, ces évolutions sont belles et bonnes, et c'est d'ailleurs ainsi que nous voyions les choses dans ma génération. Mais je constate tout de même qu'elles ont un coût économique : l'hypertrophie du tertiaire, le déclin de l'industrie, le fait de ne plus prendre au sérieux des métiers considérés comme masculins. Nous le paierons un jour en termes de niveau de vie.

Un certain nombre de femmes sont candidates à la présidentielle. Cela ne vous rend-il pas optimiste sur leur capacité à prendre en charge les questions collectives ?

Pas du tout ! Pas avec de tels programmes ! Aucune ne prévoit de reconstruction industrielle ou nationale.

Même Marine Le Pen ?

Non, car le Rassemblement national a renoncé à sortir de l'euro ! Ici, l'égalité homme-femme est surtout réalisée dans la nullité.

Où en sont-elles ? Une esquisse de l'histoire des femmes, d'Emmanuel Todd (Seuil, 400 p., 23 EUR).

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/warum-die-ezb-auch-weiterhin-im-krisenmodus-bleibt-17744170.html?premium>

ANLEIHEKÄUFE:

Die EZB bleibt im Krisenmodus

- VON KLAUS ADAM UND HANS PETER GRÜNER
- -AKTUALISIERT AM 22.01.2022-21:57



Christine Lagarde, Präsidentin der Europäischen Zentralbank (EZB) Bild: dpa

Die jüngsten Beschlüsse zu den Anleihekäufen der Europäischen Zentralbank sind rechtlich bedenklich und strategisch äußerst ungeschickt, schreiben die Gastautoren Laus Adam und Hans Peter Grüner.

Im Dezember 2021 hat der Rat der [Europäischen Zentralbank](#) zu Recht das Ende seines Pandemie-Notfall-Ankaufprogramms (PEPP) beschlossen. Wer nun glaubt, das wichtigste Programm zur Stabilisierung der europäischen Anleihenmärkte während der Pandemie stehe vor dem Aus, hat weit gefehlt. Im März 2020, zu Beginn der Pandemie, hatte das PEPP durchaus seine Berechtigung. Es sollte die ökonomischen Folgen der Pandemie abfedern, war auf 750 Milliarden Euro angelegt und zeitlich befristet. Seitdem wurde der Ankaufrahmen auf insgesamt 1850 Milliarden Euro mehr als verdoppelt. Die umfangreichen Stabilisierungsprogramme der Regierungen und Zentralbanken weltweit sowie die Impfkampagnen haben inzwischen Wirkung gezeigt. Die Wirtschaft hat sich stabilisiert, und so beschloss der Zentralbankrat im Dezember 2021 folgerichtig, die Anleihekäufe im Rahmen des PEPP bis zum März dieses Jahres zu beenden.

Daraus zu folgern die EZB beende damit den Krisenmodus, wäre ein Irrtum. Denn im Dezember hat der Rat einen weiteren, leider zu wenig beachteten, Beschluss getroffen: Die Papiere im PEPP-Portfolio, die vor 2024 fällig werden, müssen vollumfänglich reinvestiert werden. Das heißt, das Volumen des Programms wird in den nächsten zwei Jahren nicht schrumpfen. Interessanterweise handelt es sich bereits um die zweite zeitliche Ausdehnung des Ankaufprogramms. Dadurch hat die EZB – ohne großes öffentliches Aufsehen – ein mächtiges Ankaufinstrument geschaffen, dessen dauerhafte Verfügbarkeit nur noch eines kleinen weiteren Schrittes bedarf, nämlich einer weiteren Ausdehnung der Reinvestitionsperiode über 2024 hinaus.

Hinzu kommt die Tatsache, dass das PEPP von Anfang an flexibel angelegt war. Während sich die anderen Ankaufprogramme strikt am EZB-Kapitalschlüssel orientieren, sind die PEPP-Ankäufe dehnbar, was die Anleiheklassen, die Aufteilung der Ankäufe über Landesgrenzen und den Zeitpunkt des Ankaufs angeht. Das Gleiche gilt nun für die Reinvestitionen. Wie genau die Anlageentscheidungen für die Reinvestitionen letztlich getroffen werden, wurde so gut wie gar nicht kommuniziert. Es gab lediglich die kurze Begründung, es gehe darum, gegebenenfalls einer „Markt-Fragmentierung“ entgegenzuwirken. Dies ist EZB-Jargon für eine Reinvestitionspolitik, die versucht, sich einem Vertrauensverlust der Anleger hinsichtlich der Schuldentragfähigkeit einzelner Länder der Eurozone entgegenzustemmen.

Bemerkenswert ist dabei, dass PEPP- Reinvestitionen in die Staatsanleihen einzelner Euroländer keinerlei fiskalische Disziplin der Regierungen voraussetzen. Die Ankäufe im PEPP könnten bedingungslos erfolgen. Es reicht aus, dass die EZB zur Einschätzung gelangt, gewisse Zinsdifferenzen zwischen den Mitgliedsländern seien ungerechtfertigt. Worauf solche Einschätzungen möglicherweise beruhen, wurde nicht kommuniziert. Dieser Ansatz mag zu Beginn der Pandemie geboten gewesen sein, auch weil die Zeit

zur Aushandlung eines Anpassungsprogramms im Rahmen des Europäischen Stabilitätsmechanismus (ESM) zu kurz gewesen wäre. Aber mittlerweile fragen sich auch Befürworter des PEPP, wozu die EZB den diskretionären Spielraum braucht, den sie sich mit dem stattlichen Reinvestitionsprogramm schafft, und nach welchen Kriterien hier vorgegangen werden soll.

Die mögliche Rückkehr der Schuldenkrise

Eine Begründung von Präsidentin [Christine Lagarde](#) lässt aufhorchen: Die Reinvestitionen könnten vor allem Griechenland betreffen. Aber warum ausgerechnet Griechenland, das von 2016 bis 2019 Haushaltsüberschüsse erwirtschaftete und in der Eurozone ein relativ geringes ökonomisches Gewicht besitzt? Ebnet Frau Lagarde mit dem Hinweis auf Griechenland vielleicht den Weg für etwas Größeres? Es liegt nahe, dass es doch eher um das politisch weiterhin fragile, aber ökonomisch wesentlich wichtigere Italien gehen könnte. Italiens Staatsschulden haben mit über 150 Prozent der jährlichen Wirtschaftsleistung während der Pandemie einen neuen Höchststand erreicht. Italien leidet zudem seit mehreren Jahrzehnten an einer ausgeprägten Wachstumsschwäche. Und spätestens 2023 stehen in Italien Parlamentswahlen an, wodurch die jetzige reformorientierte Regierung Mario Draghi ihr Ende finden dürfte. Letzteres könnte auch noch früher geschehen, sollte Draghi zum italienischen Staatspräsidenten gewählt werden.

Die mögliche Rückkehr der Schuldenkrise im Vorfeld dieser Wahlen erklärt unserer Auffassung nach am besten, wieso die EZB den Wunsch nach Flexibilität im Reinvestitionsprogramm verankert haben möchte. Doch über Italien verliert die EZB beharrlich kein Wort. Die EZB kann das Bestreben Italiens, mittels Reformen und Investitionen auf einen Wachstumspfad zurückzukehren, begünstigen. Dafür wäre es jedoch notwendig, dass sie ihre strategischen Möglichkeiten nutzt und diese nicht leichtfertig aus der Hand gibt. Vor allem sollte die EZB nicht den Eindruck erwecken, sie sei bereit, bedingungslos die Risikoprämien von Staatsanleihen zu begrenzen.

Leider ist genau diese Bedingungslosigkeit für uns die zentrale Botschaft der Pressekonferenz vom Dezember. Denn anders als ihre Vorgänger verlor Lagarde kein Wort über die Notwendigkeit von fiskalischer Disziplin oder Reformen. Die Selbstbindung an ein ESM-Programm wird durch die flexiblen Reinvestitionsmöglichkeiten innerhalb des PEPP-Programms de facto abgeschafft.

Stumm bleibt die EZB bislang auch zu den gemeinsamen Bemühungen Frankreichs und Italiens, die europäischen Fiskalregeln durch eine Ausnahme für Investitionen aufzuweichen. Gleichgültig kann dieses Thema der EZB eigentlich nicht sein, ist sie doch der mit Abstand größte Investor in europäische Staatstitel und sollte somit an deren Solidität in höchstem Maße interessiert sein.

Den Geist zurück in die Flasche bekommen

Das beharrliche Schweigen der EZB-Präsidentin zu wichtigen Fragen der Fiskalpolitik unterläuft auch die ansonsten erfolgreichen Bemühungen anderer Ratsmitglieder, die Geldpolitik transparent und wissenschaftlich fundiert zu präsentieren. Während die EZB etwa zu Fragen der Ungleichheit, des Klimawandels oder der Finanzsystemstabilität regelmäßig neueste Forschungsergebnisse in ihre Überlegungen einbezieht, macht sie einen Bogen um die Frage, wie es ihr gelingt, nach Überwindung der Corona-Krise einen Zustand fiskalischer Dominanz zu vermeiden, obwohl es auch hierzu relevante Forschungsergebnisse gibt.

Wir sehen in dem Beschluss vom Dezember nicht ein Ende der mit dem PEPP verbundenen Möglichkeit bedingungsloser [Anleihekäufe](#), sondern den ersten Schritt zu deren Entfristung. Eine Geldpolitik, die ihre strategischen Möglichkeiten nicht aktiv nutzt, begibt sich in die Gefolgschaft der Fiskalpolitik. Die Entscheidung vom Dezember und die damit verbundene Kommunikation in der anschließenden Pressekonferenz werfen nicht nur rechtliche Fragen zur Abgrenzung von monetärer Staatsfinanzierung auf, sie sind auch strategisch äußerst ungeschickt. Es wird keine einfache Aufgabe werden, den Geist, der hier zur Schau gestellt wurde, in die Flasche zurückzubekommen.

Klaus Adam und Hans Peter Grüner sind Professoren für Volkswirtschaftslehre an der Universität Mannheim.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/wahl-in-frankreich-le-pen-und-pecesse-fordern-macron-heraus-17731572.html?premium>

WAHL IN FRANKREICH:

Madame statt Macho?

- VON [MICHAELA WIEGEL](#), PARIS
- -AKTUALISIERT AM 21.01.2022-12:09



Will Emmanuel Macron beerben: Valérie Pécresse Bild: AP

Frauen haben es in der französischen Politik schwer. Jetzt treten rechts von der Mitte gleich mehrere Kandidatinnen gegen Emmanuel Macron an. Das hat es in der V. Republik noch nicht gegeben.

Wie finden Sie den Wahlkampfstart von [Anne Hidalgo](#)? Auf die Frage gibt François Hollande eine knappe Antwort: „Es gibt keinen Wahlkampfstart.“ So verächtlich wie der frühere Präsident (2012 bis 2017) reden bei den Sozialisten zurzeit viele über ihre Präsidentschaftskandidatin. „Une femme française“ hat die Pariser Bürgermeisterin ihr Wahlkampfbuch betitelt, als sei ihr Leben ein Film. Doch nach einem Happy End im Élysée-Palast sieht es drei Monate vor dem Wahltermin nicht aus. Nur drei bis vier Prozent der Franzosen planen, für sie zu stimmen. Da hilft es auch nichts, wenn Hidalgo behauptet, Bundeskanzler Olaf Scholz unterstütze sie.

Hidalgo hat schon am frühen Morgen eine Erklärung parat, warum der Wahlkampf nicht so läuft, wie sie es sich gewünscht hätte. Sie nippt nur kurz an ihrer Tasse Kaffee und rührt Croissants und Pains au chocolat nicht an, die ein beflissener Kellner in einem Körbchen gebracht hat. „Frauen haben es in der französischen Politik schwer“, sagt sie und stöhnt, dass die Kampagne „brutal“ sei. „Einem rechtsextremen Eiferer, der den Stinkefinger zeigt und hasserfüllte Parolen verbreitet, wird viel mehr Aufmerksamkeit geschenkt als einer Frau, die maßvoll auftritt.“

Hidalgo meint Éric Zemmour, der vom Medienmogul Vincent Bolloré gefördert und von dessen TV-Sender CNews, seinem Radiosender [Europe 1](#) oder auf der Titelseite des kürzlich erworbenen Hochglanzmagazins „Paris Match“ ausgiebig gewürdigt wird. Zemmour tritt gegen das an, was er die Verwirrung der Geschlechter nennt.

Zemmour erscheint vielen Rechten wie ein Messias

Ihm ist ein Graus, dass Machos sich in fürsorgliche Softies haben „umerziehen“ lassen und Frauen auf Machtpositionen drängen. Deshalb höhnt er ganz besonders laut über die Bürgermeisterin, die „Paris verschandelt“ und jetzt ganz Frankreich ruinieren wolle. Zemmour findet die radikale Verkehrswende in der Hauptstadt schrecklich, die Hidalgo gegen den Widerstand der Autofahrer und Pendler durchgezogen hat. Er beklagt die elend langen Staus und die vielen Radler, die nicht nur am verkehrsberuhigten Seine-Ufer entlang strampeln. Sein Ideal ist [James Bond](#), wie er in seinem Wahlkampfbuch „Frankreich hat noch nicht

sein letztes Wort gesagt“ schreibt: ein Mann, der in schnellen Schlitten durch Stadt und Land rast und den die Frauen verführerisch finden, „ohne dass er als mutmaßlicher Vergewaltiger betrachtet wird“.

Zemmour leidet an der Welt, die James Bond, den „weißen, westlichen Mann“, im Kino sterben lässt und durch „eine Frau, einen schwarzen Mann oder warum nicht einen schwarzen Homosexuellen“ ersetzen will. „MeToo ist ein Programm zur Auslöschung der Männer“, sagt er. Bei ihm sollen die Kinder in der Schule wieder einen Kittel und christliche Vornamen tragen, die Frauen sich hauptsächlich um die Familie, Kranken- und Altenpflege sorgen und die Männer wieder Männer sein, die alle Schlüsselstellen der Macht besetzen. Es ist kein Zufall, dass Zemmour, der sich lange mit der Rolle des Chronisten des niedergehenden Frankreichs begnügte, ausgerechnet im Jahr 2022 vielen Rechten wie ein Messias erscheint.



Nach einem Happy End für die Pariser Bürgermeisterin Anne Hidalgo sieht es derzeit nicht aus. Nur drei bis vier Prozent der Franzosen planen, für sie zu stimmen. :Bild: AP

Denn auch die rechtsbürgerliche Partei Les Républicains (LR) hat sich dazu entschlossen, eine Frau ins Präsidentenrennen zu schicken. Das ist nicht nur für die Partei, die sich als Nachfolgeorganisation der von Republikvater Charles de Gaulle gegründeten Sammlungsbewegung versteht, eine Premiere. Es bedeutet, dass rechts von der Mitte die Frauen dominieren, dass die Alternative zu Präsident [Emmanuel Macron](#) entweder Valérie Pécresse oder Marine Le Pen heißt. Das hat es seit Beginn der V. Republik noch nicht gegeben und wirbelt die fest gefügte Vorstellung durcheinander, die sich mit der monarchisch angehauchten Institution des Präsidentenamtes verbindet. Jeder neue Präsident wird wie ein König mit 21 Salutschüssen begrüßt; er wird Chef der Armee, Großmeister der Ehrenlegion und Ehrenkanoniker von Sankt Johannes im Lateran, alles Funktionen, die im kollektiven Bewusstsein männlich besetzt sind.

Zu den Besonderheiten Frankreichs zählt es, dass es weibliche Ikonen wie die Nobelpreisträgerin Marie Curie, die Philosophin [Simone de Beauvoir](#), die erste EU-Parlamentspräsidentin Simone Veil oder die Schauspielerin Brigitte Bardot hervorgebracht hat, aber die politische Macht immer fest in den Händen von Männern lag. Die Französinen erhielten erst 1944, 26 Jahre später als die Deutschen, das Wahlrecht.

Das Land hat noch nie eine Präsidentin und bislang nur eine Premierministerin gehabt. Gut zehn Monate lang, vom 17. Mai 1991 bis zum 2. April 1992, trug die Sozialistin Edith Cresson die Verantwortung für die Regierungsgeschäfte. „Calamity Jane“, „die Pompadour“ oder ganz einfach „die Verrückte“ wurde Cresson von ihren Parteifreunden damals getauft. In „Le Monde“ blickte sie kürzlich zurück: „Natürlich geht es mit Frauenrechten voran, aber die Macho-Kultur in der Führungsriege ist immer noch da. Ich glaube, eine grundsätzliche Frauenfeindlichkeit wohnt der französischen Politik inne.“

Männer dominieren noch immer

Der Élysée-Palast bleibt als Machtzentrum ein Männerdomizil, in dem Frauen als Ehegattinnen oder Gespielinnen in den halbprivaten „Madame-Flügel“ verbannt werden. Die Zeiten, in denen Präsident Félix Faure in den Armen seiner Mätresse im Élysée-Palast einem Schlaganfall erlag (er soll das Aphrodisiakum zu stark dosiert haben), sind passé. Die Kapelle im Damentrakt, in die sich Yvonne de Gaulle zum Gebet zurückzog, ist zum Wartezimmer für Besucher der Première Dame umgestaltet worden. Aber da endete auch

der Veränderungswille. Madame hat den Blick auf den Rosengarten und darf beim Porzellan mitreden, Monsieur hat im Salon doré, dem vergoldeten Präsidentenbüro, das Sagen und den Koffer mit den Atomwaffencodes.



Französischer Präsident Macron :Bild: EPA

Valérie Pécresse will das ändern. Sie möchte die erste Präsidentin der Republik werden. Die 54 Jahre alte Frau hat ihre politische Laufbahn im Élysée-Palast begonnen, was sie mit der Sozialistin [Ségolène Royal](#) verbindet, der ersten Frau, die es 2007 in die Stichwahlrunde der Präsidentenwahlen schaffte. Pécresse hatte Präsident Jacques Chirac 1997 einen Brief geschrieben, in dem sie ihm vorschlug, sie als Beraterin für neue Kommunikationsmittel einzustellen. „Ich habe ihm beigebracht, wie man einen Computer und eine Maus benutzt, wie er direkt die Ergebnisse der Sumo-Kämpfe abrufen kann, die Auktionsseiten für außereuropäische Kunst und die Websites der Parlamentarier“, erinnert sie sich. Der Präsident schärfte ihr ein, an eine politische Karriere zu denken: „Wir haben keine Frauen. Sie müssen unsere Ségolène Royal werden.“

„Und wer kümmert sich nun um die Kinder?“

Royal findet, dass die Konservativen auf den Sieg von Pécresse in der Mitgliederabstimmung Anfang Dezember besser reagiert haben als seinerzeit die Genossen. „Die Herausforderer haben sich sehr korrekt verhalten und sich um die Siegerin geschart. Das habe ich nie erleben dürfen“, sagte Royal spitz in „Le Parisien“. Als sie 2006 die Vorwahlen gewann, fragte der ehemalige Premierminister [Laurent Fabius](#) scheinbar entgeistert: „Und wer kümmert sich nun um die Kinder?“



Keine Unterstützung durch Mann und Partei: die Sozialistin Segolène Royal bei einem Pressetermin 2010 :Bild: AFP

Eine solche Frage blieb Pécresse, Vorsitzende der Hauptstadtregion Île-de-France und Mutter dreier erwachsener Kinder, erspart. Aber die unterlegenen vier Parteifreunde, die sich nach dem Sieg zum Gruppenfoto um sie versammelten, schenken ihr nichts. Besonders hartnäckig testet Éric Ciotti, der im Duell

mit knapp 40 Prozent der Stimmen unterlag, die Grenzen ihrer Geduld. Ciotti kommt vom rechten Flügel und hat sich mit dem Spruch eingepreßt, im Falle einer Stichwahl zwischen Macron und Zemmour werde er für Letzteren stimmen. Er zwingt Pécresse, sich weit nach rechts zu lehnen, womit sie sich dem Vorwurf aussetzt, [Le Pens](#) „Kopiermaschine“ zu sein.

Pécresses Vorbild: Angela Merkel

Seit Beginn ihrer Karriere sei ihr nichts erspart geblieben, „meine Gegner haben alles ausprobiert. Sie haben versucht, mich als Frömmlerin darzustellen, als bössartige Frau oder als Inbegriff der Inkompetenz, als hysterisch oder als Mädchen, das keinerlei Autorität besitzt“, erzählt sie in ihrem autobiographischen Gesprächsband mit dem Titel „Und das hat alles verändert“. Die Presse habe bei dem Spiel mitgemacht. „Mit wem haben Sie geschlafen, um Ihr Ziel zu erreichen, Madame Pécresse?“, wurde sie in einer Sendung gefragt. Ein bekannter Fernsehmoderator sagte vor laufender Kamera: „Oh, was ist die Madame Pécresse doch autoritär.“ Sie habe ihn zur Rede gestellt und ihm gesagt, wie frauenfeindlich seine Worte seien. „Ein autoritärer Mann, das ist normal. Eine autoritäre Frau ist ein Mannweib“, schreibt sie in dem Gesprächsband.

71 Prozent der Franzosen haben in einer Umfrage des Meinungsforschungsinstituts Harris Interactive Anfang 2021 angegeben, dass sie sich eine Präsidentin wünschen. Was würde eine Präsidentin ändern? Darauf antwortet Pécresse: „Ich würde die Interessen der Frauen stärker wahrnehmen und berücksichtigen.“ Als ihr Vorbild nennt sie [Angela Merkel](#), die sich den gängigen Klischees von weiblicher Machtausübung widersetze.

Jungen Frauen nur als „Störfaktoren“

Pécresse ist keine Erbin wie [Marine Le Pen](#), die von ihrem Vater Jean-Marie Le Pen als Nachfolgerin aufgebaut wurde. Sie wuchs in einer Erdgeschosswohnung in dem westlich von Paris gelegenen Vorort Neuilly-sur-Seine auf und weist die Bezeichnung „großbürgerlich“ für ihre Kinderstube entschieden zurück. Ihr Vater ist emeritierter Ökonomieprofessor der Universität Paris-Dauphine. Ihre aus Korsika stammende Mutter hielt dem Ehemann den Rücken bei seiner Universitätskarriere frei und schärfte der Tochter ein: „Du musst unabhängig sein, du musst einen Beruf erlernen.“ Valérie besuchte die katholische Mädchenschule Sainte-Marie, die von der Mutter des Kardinals Jean Daniélou, Madeleine Daniélou, gegründet worden war. Sie beschreibt sich selbst als Leseratte, die „ihre Kindheit und Jugend in Büchern verbrachte“.



Auch sie könnte Präsident Emmanuel Macron nachfolgen: Marine Le Pen vom rechtsextremen Front National :Bild: AFP

Besonders gefiel ihr „Doktor Schiwago“ von Boris Pasternak, woraufhin sie sich entschloss, Russisch zu lernen. Als sie schlechte Noten in Mathematik bekam, spürte sie, „wie ich auf meine Rolle als Mädchen reduziert wurde, das fürs Literaturstudium prädestiniert ist“. Sie habe sich aus Trotz für den mathematisch-naturwissenschaftlichen Schwerpunkt im Abitur entschieden. „Ich bin sehr stolz und ertrage es nicht, wenn man mich herabsetzt“, sagte sie.

Nach der Hochschulreife besuchte sie ein mathematisches Eliteinternat („prépa“) in Versailles. Mehr als 80 Prozent ihrer Mitstudenten seien männlich gewesen. Die jungen Frauen galten als „Störfaktoren“ und wurden aus der Kaderschmiede rausgeschmissen, wenn sie zu einem Studenten aufs Zimmer gingen oder in ihrem Zimmer Männerbesuch entdeckt wurde.

Aber noch mehr habe sie die Eliteverwaltungsschule ENA geprägt, sagt Péresse. Sie habe „eine Männerwelt“ entdeckt, „die mich zutiefst feministisch werden ließ“. Ihre ENA-Kameraden hätten sie „jung und hübsch“ („Jeune et Jolie“) getauft, nach dem Titel eines Magazins für Teenager mit Schminktipp und Diätvorschlägen. Als sie für die Hauptstadtregion Île-de-France kandidierte, attackierten die Sozialisten sie als „Blondine“. „Mein politischer Gegner, Claude Bartolone, hat einen sehr sexistischen Wahlkampf gegen mich geführt“, erinnert sie sich.

„Setze deinen Träumen keine Grenzen“, sagte ihr Sarkozy

Auch Präsident Nicolas Sarkozy, der sie gegen großen Widerstand die Hochschulreform durchsetzen ließ, habe sie nur zur Ministerin gemacht, weil sich kein Mann nach der heiklen Mission gedrängt habe. 2007 veröffentlichte Péresse ein Buch mit dem vielsagenden Titel: „Es ist nicht ganz einfach, eine Frau in der Politik zu sein“. Sie glaubt, dass ihre Erfahrungen sie gestählt haben.

Ségolène Royal sagte kürzlich, Péresse habe den Vorteil, von ihrem Ehemann unterstützt zu werden, „das war bei mir nicht der Fall“. Royal machte ihre Trennung von [Hollande](#) kurz nach ihrer Niederlage publik. Marine Le Pens Beziehung ist ebenfalls nach ihrer Niederlage zerbrochen. Die Rechtspopulistin, die zum dritten Mal für das Präsidentenamt kandidiert, lebt jetzt mit einer Freundin und einem Dutzend Katzen („alles Weibchen“) zusammen und gibt sich feministisch.

Le Pen oder Péresse, eine von beiden dürfte es im April in die Stichwahlrunde gegen Präsident Macron schaffen. Die Vorsitzende der Hauptstadtregion zählt auf die Unterstützung des früheren Präsidenten Nicolas Sarkozy, der trotz seiner gerichtlichen Verurteilungen noch immer ein Idol für viele konservative Wähler ist. „Setze deinen Träumen keine Grenzen“, sagte Sarkozy zu Péresse, als er ihr 2019 den Orden des Ritters der Ehrenlegion verlieh. „Die Stunde der Frauen ist gekommen“, meint Péresse.

<https://www.faz.net/aktuell/finanzen/krugman-und-summers-der-grosse-streit-ueber-die-inflation-17746629.html>

KRUGMAN UND SUMMERS:

Der große Streit über die Inflation

- VON CHRISTIAN SIEDENBIEDEL
- -AKTUALISIERT AM 23.01.2022-15:21



Machte sich gern über die „Inflation-is-coming-crowd“ lustig: Paul Krugman ist Träger des Alfred-Nobel-Gedächtnispreises für Wirtschaftswissenschaften. Bild: EPA

Paul Krugman hat sich gern über Leute lustig gemacht, die vor Inflation warnen. Larry Summers dagegen sah als einer der ersten die Gefahren für die Preisentwicklung aufziehen. Jetzt trafen die beiden Starökonomien zum Schlagabtausch aufeinander.

Einen spannenden Schlagabtausch zur Inflation hat es jetzt im Internet gegeben, organisiert von Markus Brunnermeier, einem aus Deutschland stammenden Wirtschaftsprofessor von der amerikanischen Princeton University: Die amerikanischen Starökonomien [Paul Krugman](#) und Lawrence („Larry“) Summers trafen zur Diskussion über die Inflation aufeinander. Und zwar ausgerechnet rund ein Jahr, nachdem sie sich in demselben Rahmen schon einmal über das Thema auseinandergesetzt hatten - damals allerdings, bevor die Inflation in den Vereinigten Staaten ein solch historisches Ausmaß erreichen sollte. Den „Super Bowl der Ökonomie“ nannten die Veranstalter das spektakuläre Aufeinandertreffen.

Inflationsgefahr? Einer warnte, einer war „relaxed“

Beide Ökonomen haben Gemeinsamkeiten, aber auch stark Trennendes: Politisch werden beide im zerstrittenen Amerika eher den Demokraten zugerechnet. Und beide argumentieren ökonomisch im weitesten Sinne „neukeynesianisch“, wie es Moderator Brunnermeier formuliert. Allerdings: Krugman, Träger der Alfred-Nobel-Gedächtnispreises für Wirtschaftswissenschaften, hatte sich in seinen Kult-Kolumnen in der [New York Times](#) immer schon mit besonderer Freude über Menschen lustig gemacht, die beständig vor Inflation warnen. Die „Inflation-is-coming-crowd“ nannte er jene Ängstlichen, die bei jedem Anlass Inflation befürchten und deshalb mit Vorliebe ihr Geld in Gold investieren.

Auch in der vorigen Diskussion vor einem Jahr war Krugman hinsichtlich des Inflationsausblicks noch ganz „relaxed“ gewesen, wie er sich jetzt erinnert. Summers dagegen, wiewohl lange durchaus ein Befürworter einer expansiveren Haushaltspolitik zur Anregung der Wirtschaft, hatte damals schon gewarnt: Der sogenannte „Biden-Plan“ von zusätzlich 1,9 Billionen Dollar Staatsausgaben treffe in den Vereinigten Staaten auf eine schon recht stark ausgelastete Wirtschaft - und werde deshalb unweigerlich Inflation produzieren.

Die Debatte beginnt mit einem Eingeständnis: Er habe sich vor einem Jahr geirrt, sagt Krugman: „I was relaxed, and I was wrong“ - „Ich war entspannt, und ich lag falsch.“ Vorher, als Amerikas Notenbank anfang, in gewaltigem Ausmaß Anleihen zu kaufen, hätten viele vor Inflation gewarnt. Damals habe er mit seiner Position, dass das nicht so kommen werde, recht behalten. Jetzt aber sei die Inflation viel stärker

zurückgekommen, als er sich habe vorstellen können. Er habe vor einem Jahr vor allem argumentiert, dass das Biden-Paket nicht so starke Auswirkungen auf die Inflation haben werde, wie andere meinten. Unter anderem habe er aber die Schwierigkeiten mit den Lieferketten und andere Folgen der Wiederöffnung der Wirtschaft unterschätzt, räumt Krugman ein. „Wir alle haben mehr über Logistik lernen müssen, als wir wollten.“

Paul Krugman habe sich das letzte Mal nicht zu sehr aus dem Fenster gelehnt, meint Moderator Brunnermeier. „Aber er vertrat meiner Einschätzung nach auch deshalb die Auffassung, dass eine Stimulierung der Ökonomie wichtig sei, um das Land wieder zusammen zu führen und gewisse Trump-Anhänger für die Zwischenwahlen zu gewinnen.“

Havard-Ökonom Summers dagegen kostet seinen Sieg nur mäßig aus. „Paul und ich sind jetzt dichter an einer Einigung als vor einem Jahr“, formuliert er diplomatisch. Weiterhin betont Summers auch die Bedeutung der Nachfrage für die Inflation, während Krugman für seine Fehleinschätzung vor allem die unerwarteten Entwicklungen auf der Angebotsseite hervorhebt.



Ökonom Larry Summers sieht die Inflation als dauerhafter an als sein Kollege Paul Krugmann. Und betont stärker die Nachfrage als Ursache. Er war Finanzminister unter Clinton und Berater von Obama. :Bild: Reuters

„Einen Boom zu beenden ist immer hart“

Und wie wird es jetzt weitergehen, will Moderator Brunnermeier wissen: Gehört Krugman also zum „#TeamTransitory“, jenen Ökonomen, die einen baldigen Rückgang der Inflation erwarten, während Summers zum „#TeamPersistent“, gehört, jenen Wissenschaftlern, die meinen, die Inflation sei gekommen, um zu bleiben?

So scheint es tendenziell zu sein. Summer jedenfalls sagt, er halte die Einschätzung der Notenbank Fed, dass die Inflation zum Teil auch von allein verschwinden werde, für sehr optimistisch. Neben einer hohen Nachfrage bei Engpässen im Angebot gebe es jetzt ja auch noch neue Aufwärtsrisiken für die Inflation beispielsweise durch die geopolitischen Spannungen mit Folgen für die Energiepreise.

Krugman hob hervor, besonders die Inflationserwartungen spielten eine wichtige Rolle. Hier sei es wichtig, auf die Verhaltensmuster der Menschen zu blicken. „In den Inflationsjahren der 1970er verhielt sich jeder so, als ob es dauerhafte Inflation geben werde, das führte dann zu Inflation.“ Jetzt sei das Verhalten noch nicht so wie in den 70ern. Das könnte aber passieren: „Man muss da vorsichtig sein.“ Die amerikanische Wirtschaft brauche allerdings keinen weiteren Stimulus: „Wenn ich die Fed wäre, würde ich für Zinserhöhungen argumentieren.“ Die Frage sei, wie viel, und wie schnell.

Mit der Sorge vor „fiskalischer Dominanz“, also einer Beherrschung der Geldpolitik der Notenbanken durch die Interessen der hoch verschuldeten Staaten an niedrigen Zinsen, können beide Starökonomien offenbar nicht viel anfangen. Das sei vielleicht theoretisch eine Gefahr, solange aber die Zinsen nach Abzug der Inflation noch negativ seien, sei der Druck hinsichtlich der Tragfähigkeit der Staatsschulden gering, meinte

Summers. Krugman sagte den Satz: „Die Vereinigten Staaten sind nicht die Weimarer Republik.“ Auch Sorge um die Entwicklung der hoch verschuldeten Schwellenländer sei jetzt „kein guter Grund um eine geldpolitische Taube zu sein“, also für eine eher lockere Geldpolitik zu plädieren, meinte Summers.

Beide Ökonomen jedenfalls rechnen mit mehreren Zinserhöhungsschritten der amerikanischen Notenbank in diesem Jahr. Einfach und bequem werde dieser Weg der Inflationsbekämpfung für den Fed aber nicht werden, hob Summers hervor. Es sei für die Fed nicht möglich, einfach sanft den Fuß vom Gas zu nehmen, sie müsse bremsen: „Einen Boom zu beenden ist immer hart.“

KOLUMNE „IMPORT EXPORT“:

Eurozentristischer Feminismus

- VON RONYA OTHMANN
- -AKTUALISIERT AM 23.01.2022-20:22



Befreit uns von der Burka: Afghanische Frauen fühlen sich von westlichen Feministinnen im Stich gelassen. Bild: AFP

Warum wissen Feministinnen der neuen Generation nichts von irakischen, afghanischen oder kurdischen Frauenrechtlerinnen? Sie wollen vorurteilsfrei sein und sind oft nur provinziell.

Zu Recht wurde kritisiert, der **Feminismus** sei zu weiß, ein Scheuklappen-Feminismus, der nur weiße heterosexuelle Mittelschichtfrauen adressiere und Rassismus, Queerfeindlichkeit sowie sozioökonomische Marginalisierung nicht in den Blick nehme. Eine neue Generation von Feministinnen hat das begriffen und sich Diversity auf die Fahnen geschrieben. Sie will nicht mehr eurozentristisch sein und ist oft trotzdem genau das.

Da sitzen weiße Mittelschichtfrauen in ihren Altbauwohnungen in Mainz, Hamburg und Berlin, über dem Küchentisch hängt ein Kalender mit inspirierenden Zitaten von „Women of Color“, und schimpfen bei Flat White mit Hafermilch mit ihren Freundinnen auf alte weiße Männer. Sie finden, Make-up und Feminismus schließen sich genauso wenig an wie Kopftuch und Feminismus. Sie interessieren sich für Popkultur, Empowerment, Horoskope, feministische Pornos, den Paragraph 219 a, Catcalling und ihre Privilegien. Sie wollen Betroffenen zuhören und gute, vorurteilsfreie Verbündete sein. Sie bekommen Schnappatmung, sobald sie den in ihren Augen unsexy „Emma-Feminismus“ wittern. Bevormundend sei dieser und natürlich auch rassistisch, da er Minderheiten kritisiert.

Falsche Rücksichtnahme

Welche Blüten das treiben kann, verdeutlichte im November die Absage einer Veranstaltung mit der jesidischen Genozidüberlebenden **Nadia Murad** an einer Schule in Toronto. Sie sollte dort ihr Buch „The last Girl: My Story of Captivity, and My Fight Against the Islamic State“ vorstellen. Der von der Schuldirektorin Helen Fisher vorgebrachte Grund: Nadia Murads Geschichte beleidige Muslime und fördere Islamophobie. Der Vorfall zeigte: Das Gegenteil von gut ist eben oft „gut gemeint“. Aus Rücksicht auf vermeintlich „Betroffene“ werden andere Betroffene unter den Tisch gekehrt oder als „Token“ abgestempelt.

Unter #LetUsTalk berichten Frauen auf Twitter vom Leben unterm Kopftuchzwang, sei es im Iran der Mullahs, im Afghanistan der Taliban oder in patriarchalen islamistischen Communitys weltweit. Sie prangern aber auch an, von Feministinnen im Westen im Stich gelassen zu werden. Diese werfen ihnen vor, mit dem Sprechen über erlittene Repressionen Islamfeindlichkeit zu reproduzieren. Nicht selten wird der

Vorwurf auch von Töchtern von Migrantinnen aus dem Nahen Osten vorgebracht, die in Europa aufgewachsen sind und die islamistische Herrschaft nie am eigenen Leib erfahren mussten.

Frauen mit Kopftuch werden bespuckt

Das Kopftuch liefert seit Jahren kontinuierliches Streitmaterial in feministischen Debatten. Obwohl in Deutschland Religionsfreiheit herrscht und Frauen, wenn sie wollen, sieben Kopftücher übereinander tragen dürfen, werden Frauen mit Kopftuch auf deutschen Straßen bespuckt und beleidigt. Frauen unter islamistischer Herrschaft wie in Iran dürfen das Tuch hingegen nicht ablegen, werden bestraft und sozial geächtet. Der Kopftuchzwang in diesen Regimen ist jedoch nicht das einzige Problem: Davon nichts wissen zu wollen ist provinziell und eurozentristisch, was die Feministinnen von heute ja genau nicht sein wollen.

Aber obwohl sie sich mit Inklusivität brüsten und auf den weißen Feminismus schimpfen, kommen irakische Frauenrechtlerinnen wie Reham Yacoub oder Suad al-Ali, die von den Häschern iranischer Milizen ermordet wurden, bei ihnen nicht vor. Das Gleiche gilt für Frauen wie Zara Mohammadi, die gerade in Sanandaj in Iran zu fünf Jahren Haft verurteilt wurde, weil sie ehrenamtlich in kurdischen Dörfern Kinder in ihrer Muttersprache unterrichtete. Oder für die Menschenrechtsanwältin Eren Keskin, die vom AKP-Regime in der Türkei drangsaliert wird, wo Frauen sich von Erdogan höchstpersönlich anhören müssen, wie viele Kinder sie zu gebären haben, dass sie in der Öffentlichkeit nicht mehr laut lachen sollen.

Sexualisierte Gewalt in der Haft

Und dann sind da noch die politischen Gefangenen, die in den Gefängnissen nicht selten sexualisierter Gewalt ausgesetzt sind, wie die kurdische Sängerin Hozan Cane kürzlich berichtete. Oder Frauen wie Zehra Doğan, die selbst noch in der türkischen Haft malte, mit den Mitteln, die ihr zur Verfügung standen: Haare und Menstruationsblut. Nicht zuletzt: die Frauen, die in Afghanistan heute noch für ihre Rechte und gegen Zwangsverschleierung protestieren, oder die mittlerweile aus IS-Gefangenschaft befreiten jesidischen Frauen, die in Syrien unter Lebensgefahr nach den noch gefangenen Frauen und Kindern im Al-Hol-Camp suchen.

Ich könnte die Liste unendlich fortsetzen mit nicht weißen Frauen, die beileibe nicht nur Opfer, sondern Aktivistinnen, Künstlerinnen, Ikonen sind. Ein konsequenter intersektionaler Feminismus interessiert sich nicht nur für die Belange von Frauen, wenn die Gewalt von alten weißen Männern ausgeht, und kommt nicht auf die Idee, sie rassistisch zu instrumentalisieren. Er sieht die Gleichzeitigkeit, etwa wenn kurdische Frauen in der Türkei und in Iran Repressionen erleiden, weil sie Frauen und weil sie Kurdinnen sind.

Konsequenter intersektionaler Feminismus ist nicht selektiv. Wie Audre Lorde so schön gesagt hat: „I’m not free while any women is unfree.“

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/warum-martin-walser-ein-romantischer-schriftsteller-ist-17740733.html?premium>

MARTIN WALSER ALS ROMANTIKER:

Seine blaue Blume

- VON JOCHEN HIEBER
- -AKTUALISIERT AM 23.01.2022-22:20



Martin Walser am Bodensee, am 13. März 2012, kurz vor seinem 85. Geburtstag Bild: Frank Röth

Warum weigert sich Martin Walser, Träume in kognitives Kleingeld zu wechseln? Er ist eben ein Romantiker, der seine nächtlichen Geheimnisse hütet.

Mit dem Ur-Traum der deutschen Romantik, dem Suchen und Finden der blauen Blume, beginnt Novalis' Roman „Heinrich von Ofterdingen“ von 1802. Er führt zunächst ins Innere einer bescheidenen Behausung. Die Eltern schlafen schon. Der Sohn, es ist der zwanzigjährige Heinrich, liegt noch wach und sinnt dem Besuch eines geheimnisvollen Fremden nach, der die Familie tagsüber mit seinen Erzählungen in den Bann geschlagen hat – besonders die blaue Blume, von der immer wieder die Rede war, kann Heinrich nicht vergessen. Darüber fällt er in unruhigen Schlaf und wirres Träumen. Erst, als der Morgen dämmt, werden die Ruhe tief und der Traum klar. Wald, Felsenschlucht, Höhlengang – ins Weltinnere führt der Weg. In der Höhle ein „Springquell“, sich sammelnd in einem „großen Becken“. Heinrich legt die Kleider ab, steigt hinein, erlebt eine Entrückung in „unbeschreibliche Begebenheiten“, nimmt „nie gesehene Bilder“ erotischer Verzauberung wahr: Das flutende Wasser, heißt es, „schien eine Auflösung reizender Mädchen, die dem Jünglinge sich augenblicklich verkörperten“. Schließlich sieht er sie vor sich: „die blaue Blume“, die er „mit unnennbarer Zärtlichkeit“ betrachtet. Inmitten der Blüte: ein zartes Gesicht, das einer jungen Frau.

In diesem Moment weckt ihn die Mutter. Dem Sohn zuliebe hat der Vater, ein wackerer Handwerker, bisher keinen Lärm gemacht. Jetzt grummelt er: Während Mutter und er „wachen und arbeiten“, habe der Sohn wohl im Schlaf „die großen Werke der weisen Vorfahren“ studiert. Sofort aber lenkt er wieder ein: Er wisse schon, dass „ein tüchtiger Gelehrter“ auch die Nächte nutzen müsse. Worauf sich zwischen Vater und Sohn ein Disput über Sinn und Unsinn des Träumens, aber auch über Nutzen und Nachteil der Traumdeutung entspannt. „Träume sind Schäume“, sagt der Vater, „mögen auch die hochgelahrten Herren davon denken, was sie wollen.“ Ganz im Geist der Aufklärung fügt er hinzu: „Die Zeiten sind nicht mehr, wo zu den Träumen göttliche Gesichte sich gesellten . . . In dem Alter der Welt, wo wir leben, findet der unmittelbare Verkehr mit dem Himmel nicht mehr statt.“

Heinrichs Antworten erlauben uns, der deutschen Romantik beim Entstehen zuzuhören. Zunächst räumt er ein, dass auch er nicht mehr an „göttliche Schickung“ glaube. Dennoch sei für ihn „jeder, auch der verworrenste Traum, eine sonderliche Erscheinung, . . . ein bedeutsamer Riß in den geheimnisvollen Vorhang, der mit tausend Falten in unser Inneres hereinfällt“. Es folgt das Hauptargument: „Mich“, so Heinrich, „dünkt der Traum eine Schutzwehr gegen die Regelmäßigkeit und Gewöhnlichkeit des Lebens, eine freie Erholung der gebundenen Phantasie.“

Kein Gott, kein Freud mehr

Gut zweihundert Jahre später, im Juli 2004, äußert [Martin Walser](#) in einem Gespräch: „Träume sind unser Größtes. Unser Unerschöpfbares.“ Es ist stupend, wie sehr sich seine Argumentation mit der Eingangspassage des „Ofterdingen“ deckt. Zwar hat die „göttliche Schickung“ der Träume inzwischen eine säkulare Wandlung erfahren. Gott heißt jetzt Sigmund Freud und dessen Offenbarung „Die Traumdeutung“ von 1900. Wie einst Heinrichs Vater rebelliert Walser gegen diese oberste Autorität. Wobei hinzukommt, dass sich die Rebellion gleich auch gegen die aktuelle Aufklärungsinstanz schlechthin richtet, also gegen den Philosophen Jürgen Habermas, bis 1979 ein enger Freund, inzwischen Walsers entschiedener Gegner. „Ich weiß noch“, sagt er 2004, „wie ich meinen ersten Zwist mit Habermas hatte. Es war nach einer Lesung von mir, etwa 1980, da sind wir auf Freuds ‚Traumdeutung‘ gekommen. Als ich sagte, ich hätte Freud instinktiv abgelehnt, konnte Habermas nur breitseitenhaft polemisch reagieren. Instinktiv?! Um Gottes willen! Inzwischen kann ich nur sagen, wie richtig ich meine instinktive Abwehr dieses technischen, instrumentalisierten, pseudosprachlichen Umgangs mit Träumen finde. Ich bin gegen das Übersetzen von Träumen. Ich glaube nicht an die Traumarbeit, wo etwas übersetzt werden muss.“

Wie einst Heinrichs Vater hat Walser zunächst die übergeordnete Instanz erledigt: kein Gott, kein Freud mehr – auch dessen Statthalter [Habermas](#) ist kaum noch sichtbar. Desto unbefangener kann er jetzt an Heinrich von Ofterdingens Vorstellung anknüpfen, jeder Traum sei „ein bedeutsamer Riß in den geheimnisvollen Vorhang, der mit tausend Falten in unser Inneres hereinfällt“. Das Entscheidende: der Riss. Für Walser ist er identisch mit jener „wilden Schnittfolge von kreuz und quer flutenden Bildern“, die jeder Traum erzeuge. Unser „Tagesbewusstsein“ neige dazu, dieses Wilde „verständlicher zu machen“, als es sei: „Und dann lässt man weg, was man nicht unterkriegt, und schon hat man eine verständliche Geschichte. Ich glaube, dass die Leute an ihren Träumen sündigen.“ Halten wir fest: Walser will den Traum unangetastet lassen, er will, wie es der alte Ofterdingen formuliert, den „unmittelbaren Verkehr“ mit ihm.

Es ist kein ganz neuer Zugang, den Walser da formuliert. Bereits 1972 war er im Nachwort zum Band „Traumprotokolle“ der Lyriker Wolfgang Bächler heftig gegen [Freuds](#) „Traumdeutung“ zu Feld gezogen und hatte sich vehement geweigert, „Träume in kognitives Kleingeld zu wechseln“.

Die Figuren bleiben in ihrem beschädigten Selbst

In den Romanen und Erzählungen bis zum siebzigsten Geburtstag im März 1997 spielen Träume bei Martin Walser nur eine vergleichsweise geringe Rolle, danach wird sie zunehmend größer. Oft und zu Recht wurde darüber gehandelt, dass Walsers Helden erst gar nicht ins Bett, es dann im Grunde aber nicht mehr verlassen wollen. Bloß nicht wach werden, bloß nicht aufstehen, denn dann beginnt er wieder, der tägliche Konkurrenzkampf ums Mithalten und ums leidige Geldverdienen. „So schwer mir das Aufwachen fiel, so schwer fiel mir das Einschlafen. Ich war noch nicht fertig mit dem Tag, wenn die Nacht übergriff. Ich war noch nicht fertig mit der Nacht, wenn der Tag aufkam“, beginnt „Halbzeit“ von 1960, der erste von drei Romanen um den Handelsvertreter und späteren Schriftsteller Anselm Kristlein.

Sehr Ähnliches – und vergleichbar Formuliertes – erleben der Angestellte Franz Horn in „Jenseits der Liebe“ (1976), der Chauffeur Xaver Zürn in „Seelenarbeit“ (1979) oder der Immobilienmakler Gottlieb Zürn im „Schwanenhaus“ (1980). Es scheint überdies, als verharren alle Hauptfiguren im Bann eines der berühmtesten Anfangssätze der Weltliteratur, jenem aus [Franz Kafkas](#) Erzählung „Die Verwandlung“: „Als Gregor Samsa eines Morgens aus unruhigen Träumen erwachte, fand er sich in seinem Bett zu einem ungeheueren Ungeziefer verwandelt.“ Im Gegensatz zu Samsa verbleiben Walsers Figuren bei und in ihrem beschädigten Selbst – schließlich sind sie realistische Charaktere, keine Parabelgestalten. Tatsächlich geträumt wird jedoch nur am Beginn des Romans „Jagd“ von 1988: „Gottlieb Zürn träumte, er liege in einer Wiege und diese Wiege stehe mitten im Rheinfluss und über die Wiege beuge sich eine Frau und die Frau singe, aber man hörte sie nicht, das Getöse des herabstürzenden Wassers war zu laut.“

Der Auftakt macht deutlich, dass der Roman für die „wilde Schnittfolge“ des Traums und dessen „kreuz und quer flutende Bilder“ nicht eigens nach einer extraordinären Sprach-Entsprechung sucht. Die Syntax ist weder expressionistisch noch impressionistisch forciert, sie tendiert auch nicht ins Surreale. So entschieden Walser auf der Unmittelbarkeit des Kreuz-und-Quer besteht, so wenig versucht er, sie stilistisch

nachzubilden. Er überträgt sie vielmehr in Kurz- oder Kürzestgeschichten, die sich vom sonstigen Stilduktus seines Schreibens nicht unterscheiden. Sehr gut nachvollziehen lässt sich das auch in seinen Tage- und Notizbüchern, von denen bisher, in vier Bänden, die Eintragungen zwischen 1951 und 1981 erschienen sind. Bereits von 1960 an nehmen die Traumeinträge kontinuierlich zu, innerhalb der drei Jahrzehnte kommen, obenhin geschätzt, um die vierzig, fünfzig Traumgeschichten zusammen. Sie kreisen um den Kindheitsort Wasserburg am Bodensee, um die eigene Familie, naturgemäß um ihn, den Träumenden, selbst – und, ebenso naheliegend, um das literarische und kulturelle Milieu, in dem sich der Autor bewegt.

„Ich beneide Günter Grass“

So notiert er Mitte März 1979 aus der zurückliegenden Nacht, Papst [Johannes Paul II.](#) lese im Petersdom öffentlich einige Passagen aus der „Blechtrummel“ vor, nicht ohne hinzuzufügen: „Ich beneide Günter Grass.“ Im August 1981 kommt es zu einem Traumgespräch mit Sigmund Freud, das darin besteht, dass Freud immer schon im Voraus weiß, was Walser gleich sagen wird. Der Analytiker bedauert das ausdrücklich: „Aber es war deutlich, dass er nur so tat, als leide er darunter. Man wusste, dass er einen mehr oder weniger verachtete, weil man diese Art Person war, die man sofort durch und durch kennt, dass es sich nicht mehr lohnt, noch ein Gespräch zu führen.“

Zwei weitere Kulturbetriebsträume seien besichtigt. Der erste stammt von Anfang September 1976 und handelt von einem Verfolgungsrennen, bei dem der Kritiker [Marcel Reich-Ranicki](#) den Autor Martin Walser unbedingt einholen will. Der Träumende weiß jedoch, dass sein Verfolger nicht zu ihm aufschließen kann. Er will das auch nicht, denn das Gespräch, das der Kritiker verlangt, liefe auf das übliche „intellektuelle Hin und Her“ hinaus. „Alles, was er mir getan hat“, würde dabei bloß verniedlichend zerredet. Verspürt der Träumer zunächst „eine große Annehmlichkeit“, den Verfolger „so leiden zu lassen“, identifiziert er sich bald mehr und mehr mit ihm. Das Empfinden wird so stark, „dass ich plötzlich das Gefühl habe, der, der da hinter mir herrennt, ist gar nicht R-R, das bin ich. Ich bin ganz bei dem, der hinter mir herrennt. Ich spüre nur noch, was er empfindet. Ich empfinde nicht mehr den Genuss, ihn nicht herankommen zu lassen. Ich bin der, der hinterherrennt“.

Der zweite Traum datiert vom 13. Februar 1979. Jürgen Habermas und Walser werden von einer Explosion in Walsers Elternhaus in den Nachthimmel hinausgeschleudert und wissen sofort, dass der gleich folgende Rücksturz in die Tiefe tödlich sein kann: „Wir klammern uns an einander, umarmen einander. Habermas hat mehr Angst als ich. Ich hoffe irgendwie auf Bäume und Zweige, an denen wir uns beim Sturz nach unten halten können. Lang fallen wir, aber dann kommen die Äste und Zweige, der Fall wird gedämpft, wir sind erschüttert, aber heil auf dem Boden. Wir umarmen einander noch fester.“ Nein, wir deuten den Traum nicht. Aber wir zitieren Helen von Kahn, die Traumexpertin des Walser-Romans „Angstblüte“ von 2006, die über ihren Ehemann, den Finanzmakler Karl von Kahn, einmal sagt, „seine Träume seien immer so deutlich. Wenn Freud solche Träume gehabt hätte, hätte er sich seine Traumtheorie sparen können.“

Träume mit den Herren Habermas und Reich-Ranicki

Unerlässlich allerdings ist es im Zusammenhang mit dem Reich-Ranicki- wie mit dem Habermas-Traum, auf die Realität zu verweisen, in der sie stattfinden. Am 27. März 1976, kein halbes Jahr vor Walsers nächtlicher Identifikation mit dem Verfolger, publiziert Reich-Ranicki in dieser Zeitung einen der heftigsten Verrisse seiner Kritikerlaufbahn. Er gilt Walsers gerade erschienenem Roman „Jenseits der Liebe“. Unter dem Titel „Jenseits der Literatur“ hebt die Besprechung an: „Ein belangloser, ein schlechter, ein miserabler Roman. Es lohnt sich nicht, auch nur ein Kapitel, auch nur eine einzige Seite dieses Buches zu lesen.“

Im Oktober 1979, acht Monate nach dem wundersam überlebten Himmelssturz von Philosoph und Dichter, erscheint als Nummer 1000 der „edition suhrkamp“ der von Habermas herausgegebene Doppelband „Stichworte zur ‚Geistigen Situation der Zeit‘“. Ein gutes Jahr zuvor, Mitte 1978, hatte Habermas „etwa fünfzig Kritiker, Schriftsteller und Sozialwissenschaftler“ zur Mitarbeit an der Sammlung eingeladen. Sein Kriterium: Er zählt sie alle „zur intellektuellen Linken, die das kulturelle Milieu“ der alten Bundesrepublik „mit einer gewissen Selbstverständlichkeit prägen konnte“.

Walser wird die „Stichworte“ zwar mit dem Aufsatz „Händedruck mit Gespenstern“ eröffnen, der Text aber ist zugleich sein Abschied aus der Habermas-Welt – und der Anfang vom Ende einer Freundschaft. Zwischen dem Traum vom Februar und dem Erscheinen der „Stichworte“ im Oktober wird im Juni 1979 Habermas' fünfzigster Geburtstag gefeiert. Vor dem Festpublikum kritisiert der Jubilar Walsers Beitrag dabei als „einen schlechten und ungeheuer nationalistischen Aufsatz“, was den Gescholtenen vermerken lässt: „Seit ich die deutsche Teilung öffentlich unerträglich nenne, nennt mich jeder Linke nationalistisch.“ Mit Habermas' Verdikt beginnt überdies eine neue, in toto fatale Phase der Walser-Kritik. Ihr geht es von nun an – und nur zu oft vorrangig – um die Frage, ob diesem Autor weltanschaulich überhaupt noch zu trauen sei: Walser-Philologie ist seither Verdachts-Philologie.

In „Angstblüte“ ist Karl von Kahns Ehefrau Helen von Beruf Eheberaterin und Paartherapeutin. Für einen Fachkongress arbeitet sie an einem Vortrag unter dem Titel „Warum darf der Traum Klartext der Ehe genannt werden?“ Wenig wunder nimmt, dass sie Walsers Anti-Freud-Attitüde teilt. Aber sie fügt einige ambitionierte Facetten hinzu. So steht für Helen fest, der nächtliche Schlaf sei „das Heilende schlechthin“. Was ihn störe und beschädige, sei „eine Stimmung des Nichtgenügens“. Wer also tagsüber mit sich selbst in Unfrieden verharre, werde auch des Nachts „gemartert von Traumsequenzen des Ungenügens“. Da andererseits aber niemand dem Leiden an sich selbst entgehen könne, komme alles darauf an, ihm „nicht hörig“ zu werden. Gelingt dies, sorgten die Träume „für höchste Gerechtigkeit“, denn dann, aber auch nur dann, „gleichen“ sie „alles aus“. Helens Axiom: Patienten sind und bleiben wir alle, „aber der erfolgreiche Patient sorgt dafür, daß er leidet, ohne krank zu sein“. Der Traumschlaf ist die beste Therapie dafür.

Martin Walser und die Ehe

Und was ist mit dem „Klartext der Ehe“? Dabei geht es um die Preisgabe oder das Verheimlichen des Geträumten am nächsten Morgen. Helen entwickelt dafür, durchaus originell, einen hermeneutischen Traumzirkel. Träume sagen das, was wir wachend noch nicht oder nicht mehr sagen können: Damit beginnt es. Sodann: Wenn wir dem Partner, der Partnerin tagsüber etwas verschweigen, liegt dieses Verschwiegene auch allem zugrunde, was wir ihm oder ihr sonst noch mitteilen. Kommt hinzu: Je länger wir das Verschwiegene für uns behalten, desto unmöglicher wird, es noch zu sagen. Das besorgt nun der neue Traum. Wenn auch der dem Gegenüber verschwiegen wird, „ist die Ehe in allergrößter Gefahr“. Erster Therapieschritt: „den Traum dem Therapeuten, der Therapeutin zu erzählen“. Zweiter Schritt: „den Traum vor dem dann dazugeladenen Partner zu erzählen“.

In ihrer eigenen Ehe wird es dahin nicht kommen. Hier gelingt es Helen nur ein einziges Mal, Karl überhaupt zum Erzählen zu bewegen. Die kleine Szene ist ein Höhepunkt romantischer Ironie in Walsers Werk – und zwar ganz im Sinn des Megaromantikers Friedrich Schlegel, der Ironie einmal als Existenzbalance aus „Selbstschöpfung“ und „Selbstvernichtung“ definiert hat. Schöpfung: Karl von Kahn erzählt bis ins kleinste Detail, wie zunehmend bedrohlich er im Traum Helens Augen wahrnahm und schließlich wegrannte, weil er es nicht mehr aushielt. Vernichtung: Er verschweigt Helen auch weiterhin das dem Traum Zugrundeliegende, seine Affäre mit der fast vier Jahrzehnte jüngeren Schauspielerin Joni Jetter. Karls lügen-, weil lückenhafte Traumwahrheit beim häuslichen Frühstück ist – eine kompositorische Raffinesse – zugleich die letzte gemeinsame Szene des Ehepaars von Kahn. Sie findet bereits hundertfünfzig Seiten vor dem Ende des Romans statt.

Dies ist ein gekürzter Auszug aus Jochen Hiebers Buch Martin Walser – Der Romantiker vom Bodensee, das am 26. Januar im Theiss-Verlag der Wissenschaftlichen Buchgesellschaft erscheint.

Covid-19 : pourquoi la France est le pays d'Europe avec le plus de cas quotidiens

Selon les spécialistes, ces contaminations sont la conséquence de la propagation du variant Omicron, mais aussi d'un certain relâchement et de l'absence des mesures de prévention efficaces en milieu scolaire.

Par [Nathaniel Herzberg](#) et [Florence Rosier](#)

Publié hier à 19h49, mis à jour à 07h59



CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Sur le site Our World in Data, le graphique stupéfie. Les auteurs de cette publication en ligne, de l'université d'Oxford, y tracent l'évolution du nombre de cas quotidiens positifs au Covid-19. A chaque pays d'Europe, sa couleur. En rouge, l'un d'eux sort du lot : la France. Avec sa pente très raide, presque constante depuis le 27 décembre 2021, elle offre un profil unique, et un nombre record de contaminations. Au 20 janvier, la moyenne hebdomadaire des nouveaux cas enregistrés chaque jour y atteint 337 446, quand le deuxième pays, l'Italie, affiche 180 373 tests positifs. Le Royaume-Uni et l'Allemagne plafonnent, quant à elles, à 92 000 et à 90 000 nouvelles contaminations quotidiennes. Les autres suivent loin derrière.

Cette représentation est quelque peu trompeuse. Pour mesurer l'impact réel de la vague Omicron qui déferle sur l'Europe, depuis la fin de l'année 2021, il faut cocher la case « *par rapport à la population* ». Cette fois, [le Danemark](#) accompagne la France parmi les pays comptant, chaque jour, plus de 5 000 nouveaux cas par million d'habitants. Depuis le 18 janvier, le pays scandinave nous a même dépassés.

Mais derrière, le trou est creusé : le Portugal, la Belgique et la Suisse comptent entre 3 000 et 4 000 cas, le Royaume-Uni poursuit sa décrue avec 1 300 cas, l'Allemagne a tout juste dépassé les 1 000. « *Quelle que soit la manière dont on prend les chiffres, ce constat reste pour nous un mystère, admet Hajo Zeeb, professeur d'épidémiologie à l'université de Brême, en Allemagne. Soit cela vient des tests, soit cela vient des chances que vous laissez au virus de circuler en France. Je crains que la deuxième hypothèse ne soit la bonne.* »

Plus de tests au Danemark qu'en France

La première, très mise en avant par le gouvernement, mérite d'être examinée. Le 3 janvier, sur France Inter, le ministre de la santé, Olivier Véran, l'avait assuré : « *Il n'y a aucun pays, quasiment, qui teste autant que nous.* » Le 6 janvier, le premier ministre, Jean Castex, avait renchéri sur BFM-TV : « *La France est le*

deuxième pays au monde à tester. » Il s'agissait alors de relativiser les files d'attente observée devant les pharmacies.

Aujourd'hui, l'argument pourrait permettre d'expliquer le nombre record de contaminations, dont 96 % sont provoquées par le variant Omicron. On le comprend aisément, plus on teste, plus on trouve de cas positifs. Sauf que l'affirmation apparaît sans fondement. Les calculs du *Monde*, publiés le 7 janvier, l'avaient montré, les chiffres actuels le confirment : la France teste plus que l'Italie, la Belgique ou l'Allemagne. Mais moins que le Royaume-Uni, le Portugal et surtout le Danemark qui, lui, pourrait légitimement avancer cette explication.

« Le Danemark fait partie des pays au monde qui pratiquent le plus grand nombre de tests quotidiens, il n'est pas surprenant que l'incidence y soit très élevée », confirme Kare Molbak, professeur d'épidémiologie à l'université de Copenhague. Plutôt que les chiffres d'incidence à un instant donnée, mieux vaut scruter les tendances qui se dessinent dans chaque pays, ajoute-t-il. Là encore, la flambée du nombre de nouveaux cas en France est plus rapide que partout ailleurs.

Baisse de l'adhésion aux gestes barrières

Certains experts évoquent une autre hypothèse : celle [des autotests](#). *« Si le recours récent aux autotests s'est accentué, cela peut participer à augmenter les taux de positivité dans les bases de données. Mais ce n'est pas la cause principale de la hausse de l'incidence »*, relève Mahmoud Zureik, professeur d'épidémiologie et de santé publique à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. La France, en effet, recommande de confirmer un autotest positif par un test antigénique ou PCR (seuls ceux-ci étant enregistrés dans [la base de données SI-Dep](#)), ce qui, de facto, augmente le taux de positivité national.

Mais la France utilise-t-elle plus d'autotests qu'ailleurs ? Une telle explication devrait s'accompagner d'un taux de positivité clairement plus important. Or, à 22,7 %, il est similaire en France et en Allemagne, supérieur aux taux britannique, portugais ou danois, mais largement inférieur à ceux enregistrés en Belgique ou en Suisse.

Aussi, c'est bien vers le contexte sanitaire français, le profil vaccinal de la population, mais surtout la réalité des mesures barrières, que la plupart des experts invitent à se tourner. Chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Tenon, à Paris, le professeur Gilles Pialoux voit trois explications à cette récente explosion de cas positifs, qui conduit son service à *« voir le stock de malades continuer d'augmenter, malgré toutes les paroles lénifiantes. D'abord, il y a une baisse de l'adhésion aux gestes barrières, enregistrée dans toutes les enquêtes. Le masque, le lavage de mains, la distanciation, le télétravail : dès le troisième trimestre 2021, on avait vu un relâchement des comportements, il se poursuit »*. La politique du gouvernement de tout miser sur le vaccin, encore illustrée par les annonces de Jean Castex, jeudi 20 janvier, pourrait amplifier un mouvement particulièrement fort en France.

Deux indicateurs, collectés grâce aux données de mobilité de Google, en témoignent avec force. Le premier a mesuré la fréquentation des principales stations de transports collectifs : des six pays observés (France, Espagne, Suisse, Allemagne, Royaume-Uni et Suède), l'Hexagone est celui dans lequel la baisse est la plus faible. Les experts ont également suivi l'évolution du temps passé à domicile – de quoi observer les changements de pratiques vis-à-vis du travail, des loisirs et des courses. Les Espagnols, avec + 6,14 % au 17 janvier, ont moins modifié leurs comportements que nous (6,86 %). Mais tous les autres pays font mieux.

Circulation du virus chez les enfants

Deuxième explication avancée par le professeur Pialoux : *« Le taux hallucinant de circulation observé chez les enfants, avec une augmentation de 56 % en semaine 2, juste après la rentrée, et des taux quotidiens de nouveaux cas de 5,5 % chez les 10-19 ans et de 4 % chez les 0-9 ans. C'est considérable. Leurs parents sont ensuite les premiers touchés, par l'intermédiaire des clusters familiaux. Puis, tous les autres. »*

Une explication privilégiée par le conseil scientifique, dans son dernier avis, daté du 19 janvier. « *La cinquième vague, liée au variant Omicron, demeure à un niveau très élevé au niveau national, avec un regain épidémique possiblement lié à la reprise de la vie scolaire* », écrit cette instance.

Troisième hypothèse du professeur Pialoux, « *l'incapacité à entendre autre chose que l'idée rassurante qu'Omicron n'est pas si méchant, que ce "gros rhume" va nous offrir l'immunité collective, et qu'on a évité le pire* ». « *Il est vrai qu'on avait envisagé, dans notre groupe hospitalier, de transformer le réfectoire en salle de soins critiques et qu'on n'aura pas à le faire, mais la tension hospitalière demeure forte, poursuit-il. La réanimation est encore essentiellement occupée par des patients [atteints du] Covid, Delta et Omicron, dont certains meurent, des opérations ont été reportées. Et ça restera comme ça, tant qu'on gardera un tel niveau de contamination. Mais c'est inaudible pour la population. Et donc je crains que l'on reste pendant quelques semaines encore sur ce haut plateau.* »

Pas de mesures fortes en France

A ces explications, l'écologue de l'évolution Samuel Alizon en ajoute quelques autres. D'abord, « *la forte couverture vaccinale. Elle permet de "tolérer" un fardeau plus élevé en termes d'incidence, car le nombre d'hospitalisations associées est plus faible* ». Ensuite, et à l'inverse, le niveau limité d'injections de rappel en France, par rapport à plusieurs autres pays européens, qui pourrait entraîner « *une immunité plus ancienne en France que dans les pays voisins avec, du coup, un effet encore robuste sur les formes sévères, mais très limité sur la protection contre l'infection* ». « *Enfin, il y a les différences de politiques sanitaires entre pays* », souligne-t-il à son tour, avec, selon lui, un choix de l'exécutif français de « *laisser filer l'épidémie* », particulièrement chez les plus jeunes.

Tous les épidémiologistes le soulignent : la France n'a pas pris de mesures véritablement fortes, ni pendant la vague Delta, ni même lorsque Omicron est venu s'y ajouter, sans laisser le moindre répit. Pour l'épidémiologiste Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale (université de Genève), le constat est pourtant assez simple : le virus SARS-CoV-2 – et le variant Omicron par-dessus tout – se transmet dans les lieux clos, fréquentés, mal aérés ou mal ventilés. « *Il faudrait donc les rendre aussi sûrs que les milieux extérieurs* », en les équipant de capteurs de CO₂, de ventilateurs ou de purificateurs d'air.

Menace du sous-variant BA.2

Les écoles n'échappent pas à cette règle. C'est d'ailleurs une recommandation forte du conseil scientifique : « *S'il s'avère que la reprise épidémique constatée depuis le 18 janvier 2022 est bien liée à une circulation très active du virus dans les écoles primaires, les maternelles, et les crèches, il conviendra d'y allouer au plus vite des moyens supplémentaires pour renforcer les protocoles sanitaires de prévention et dépistage des infections en milieu scolaire et dans les crèches.* »

Les couches d'immunité protectrice accumulées, grâce aux doses de vaccins et aux infections passées, finiront-elles par faire barrage au virus ? C'est ce sur quoi, à l'évidence, misent les pouvoirs publics. Tout en pariant sur la responsabilité des Français, que préconise le conseil scientifique. Un pari non dénué de risques, si l'on en croit le relâchement déjà observé.

D'autant qu'une nouvelle menace plane, incertaine : l'arrivée d'un nouvel intrus, le sous-variant d'Omicron BA.2, au visage encore flou. En France, le séquençage n'a permis de détecter, au total, que 17 cas de BA.2 sur l'ensemble du territoire. Un nombre sous-estimé : le criblage ne permet pas de distinguer les différents sous-variants d'Omicron, et les remontées du séquençage sont lentes.

Une fois encore, le virus déjoue les certitudes. « *Va-t-on vivre le scénario favorable espéré par tous : une décrue des nouvelles contaminations, s'accompagnant d'une décrue des hospitalisations à partir de février-mars ?*, s'interroge Antoine Flahault. *Ou bien allons-nous revivre une dynamique analogue à celle de la mi-décembre, avec une nouvelle flambée liée à l'arrivée d'un nouveau variant, qui échappe en partie à l'immunité laissée par le précédent ?* » Vertigineuses questions.